

Q 7263/3



921.417

BPU Neuchâtel



1031043247

RECEUIL

DE

PIÈCES OFFICIELLES

CONCERNANT

LA PRINCIPAUTÉ DE NEUCHÂTEL ET VALANGIN.

TOME TROISIÈME.

NEUCHÂTEL,

IMPRIMERIE DE HENRI WOLFRATH.

—
1849.



Q 7263 / 3
A consulter sur place

TABLE

PAR ORDRE DE DATE.

	Pages.
1832 Janvier 18. Statuts de la décoration instituée par Sa Majesté.	1
1835 Mars 11. Arrêt abolissant la confiscation pour fraude de péage.	5
id. id. 30. Arrêt fixant certains émoluments dus aux greffiers	6
id. id. 30. Arrêt additionel à celui du 5 Juillet 1754 concernant les émoluments des notaires.	10
id. Juillet 13. Arrêt concernant les machines à vapeur.	11
id. id. 15. Arrêt concernant le débit de la poudre à canon.	13
id. Septemb. 21. Arrêt concernant le concours dans les faillites entre le canton de Glaris et la Principauté.	16
id. Décemb. 9. Règlement pour les délibérations du Corps législatif	17
id. id. 16. Loi de procédures criminelles.	35
1836 Janvier 4. Loi relative aux commissionnaires de commerce.	73
id. id. 25. Déclaration royale en confirmation de la loi sur la presse.	78
id. id. 30. Traité concernant les établissements réciproques entre la confédération suisse et la couronne de France.	90
1827 Mai 12. Traité concernant les établissements réciproques entre la confédération suisse et la couronne de Sardaigne.	81
1836 Mai 2. Déclaration royale concernant la co-carde et les couleurs officielles de la Principauté.	94
id. id. 30. Arrêt concernant les péages.	97
id. id. 30. Règlement et tarif des péages de terre.	98
id. id. 30. Règlement et tarif des péages d'eau.	102
id. id. 30. id. id. de pontonnage	105
id. Juin 15. Arrêt relatif à la franchise de péage des marchandises appartenant aux sujets de l'Etat.	107



		Pages.
1836 Juin 29.	Arrêt réduisant les émoluments des acquits à caution et décharges pour les vins étrangers	108
id. Août 29.	Arrêt interdisant certaines manifestations pour l'époque du 12 Septembre de chaque année.	109
1837 Février 22.	Arrêt concernant la sanctification du Dimanche et des jours de fête dans les parties catholiques de la Principauté.	110
id. Avril 17.	Arrêt fixant la forme à observer pour le rachat des engagères.	115
id. Mai 17.	Arrêt publiant la convention conclue avec le royaume de Saxe relativement aux faillites	116
id. Juillet 31.	Déclaration qui renouvelle la convention concernant les établissements réciproques entre la couronne de Sardaigne et plusieurs Cantons suisses	118
id. Août 22.	Loi pour la punition des contraventions et délits qui sont poursuivis devant les Tribunaux civils.	120
id. Septemb. 5.	Arrêt modifiant l'ordonnance de police du 9 Mars 1812 en ce qui concerne la construction des canaux de cheminées	151
id. Octobre 17.	Loi sur les loteries	153
id. id.	Arrêt supprimant tout droit de péage sur les grains, farines et légumes	157
id. Novemb. 20.	Règlement pour les préposés aux péages de la Principauté	158
1838 Janvier 10.	Arrêt concernant l'exercice des droits politiques des présidents d'assemblées électorales	142
id. Avril 30.	Arrêt faisant connaître certaines modifications apportées à la capitulation militaire du 20 Juillet 1814	144
id. Juillet 18.	Arrêt concernant l'application de la loi sur les constructions.	145
id. Décemb. 3.	Arrêt instituant une Commission de santé	150
id. id. 5.	Arrêt modifiant certaines dispositions relatives aux rachats de cens foncier	151
1839 Janvier 16.	Arrêt modifiant celui du 15 Juin 1836 concernant les déclarations	

		Pages.
	de propriété en matière de péage	153
1839 Février 13.	Règlement et tarif pour la poste aux chevaux	154
id. id. 27.	Règlement sanitaire	173
id. Avril 24.	Arrêt concernant la prorogation du terme des engagères	183
id. id. 27.	Arrêt concernant les investitures de succession dont le terme tombe sur un jour férié	184
id. Mai 6.	Règlement sur le titre des ouvrages d'or et d'argent	185
id. Juin 13.	Arrêt concernant le service militaire des Suisses qui résident dans la Principauté	201
id. Juillet 26.	Concordat sur les finances de Mariage	203
1840 Janvier 13.	Convention entre les Etats de Neuchâtel et de Vaud pour la libre circulation des produits de leur sol.	204
id. id.	Arrêt amplifiant quant aux mariages des Vaudois celui du 24 Juin 1822	209
id. id. 29.	Ordonnance concernant les dépôts de bois et la circulation des bois de construction	210
id. Mars 16 et Avril 13.	Convention entre les Etats de Neuchâtel et de Berne concernant le service militaire de leurs ressortissants	216
id. Juin 8.	Arrêt concernant le rôle des avocats au Tribunal souverain	218
id. Août 26.	Arrêt interdisant le port de bannières non autorisées	220
id. Septemb. 30.	Arrêt additionnel à celui du 23 Janvier 1827 sur la police des routes	222
id. id.	Article de la loi modifiant celle du 21 Février 1825 concernant le fonds de l'Etat	223
id. id.	Loi sur les dettes de cabaret	225
id. id.	Arrêt additionnel à celui du 27 Octobre 1823 concernant les registres de paroisse	228
id. Octob. 28.	Arrêt fixant les émoluments des actes de protêt et d'intervention	230
id. Novemb. 18.	Arrêt explicatif du § 7 de l'ordonnance du 9 mars 1812 concernant les incendies	231

	Pages.
1840 Décemb. 28. Arrêt concernant la franchise de pontonnage des sujets de l'Etat .	233
1841 Mars 29. Arrêt modifiant quant aux permis d'exportation de bois pour les Cantons suisses, l'article 2 de l'ordonnance du 22 Novembre 1825 .	234
id. Avril 12. Arrêt publiant les modifications apportées à la circonscription de plusieurs arrondissements électoraux	235
id. id. 26. Tableau des Députés au Corps législatif	236
id. Mai 5. Règlement pour les chefs de pharmacie.	239
id. id. Arrêt explicatif du règlement du 6 Mai 1839 concernant le titre des ouvrages d'or et d'argent	244
id. Juillet 5. Arrêt modifiant le règlement du 23 Juillet 1833 concernant les étrangers	246
id. Octobre 6. Règlement pour la Caisse d'Epargne établie dans la Principauté : approuvé par le Conseil d'Etat le 23 Septembre 1840	248
id. Novemb. 22. Arrêt interdisant tout dépôt de bois dans les cheminées	256
1842 Janvier 5. Arrêt appliquant aux débits de liqueurs le règlement du 16 Août 1851	257
id. id. 31. Arrêt concernant les lods des taxes.	259
id. Février 16. Arrêt concernant les appositions de scellés en matière de succession	260
id. Mai 25. Loi sur les décrets	261
id. Juin 20. Arrêt concernant les élections par scrutin de liste.	310
id. Septemb. 17. Arrêt concernant le ramonage	312
id. id. 29. Arrêt publiant la suppression des frais d'assises à la charge des parties dans les sessions ordinaires du Tribunal souverain	315
1843 Mars 8. Arrêt concernant la franchise de lods des réemptions de taxe et de collocations.	316
id. id. 14. Règlement pour les sessions ordinaires du Tribunal souverain	317
id. Avril 20. Arrêt concernant la stipulation des actes de rénovation ou de trans-	

	Pages.
port d'engagère, etc.	321
1843 Mai 29. Règlement pour la pêche du lac. . .	322
id. Septemb. 20. Règlement pour le placement des aliénés à l'étranger	328
id. Novemb. 8. Arrêt concernant les transports de collocations.	331
id. Décemb. 26. Arrêt complétant et modifiant le ré- glement pour la pêche du lac, du 29 Mai 1843	332
1844 Janvier 2. Déclaration royale confirmant pour un temps illimité la loi sur la presse du 25 Octobre 1834 . . .	334
id. id. 8. Loi réglant les formalités relatives aux successions en ligne ascen- dante	337
id. id. 8. Loi modifiant celle sur les poursui- tes pour dettes, du 2 mai 1843 . .	342
id. Avril 8. Arrêt prescrivant certaines mesures de précautions p ^r la dorure au feu	349
id. Mai 20. Arrêts concernant la police des ci- metières, des 7 octobre et 11 no- vembre 1844	354
id. Juin 20. Règlement concernant l'établisse- ment d'une caisse de prévoyance en cas d'épizootie.	357
id. Septemb. 4. Règlement concern. les sages-femmes	361
1845 Juillet 7. Ordonnance relative aux extraditions.	363
id. Août 4. Arrêt expliquant celui du 26 Août 1840 quant au port des bannières des so- ciétés de tir	367
1846. Janvier 7. Règlement pour la modération des listes de frais.	368
id. Février 4. Arrêt annonçant le renouvellement de la convention, entre les Gouver- nements de Neuchâtel et de Glaris, concernant le concours d ^s les faillites	386
id. Avril 1. Arrêt qui règle l'exercice de la juridic- tion du Conseil d'Etat dans les causes entre Communautés. Du 31 Janvier 1844.	387
id. id. 8. Arrêt concernant l'exercice du droit de contre-seing des lettres, paquets et groups remis à la poste	389
id. id. 13. Arrêt concernant la séquestration des malades atteints de la petite-vérole. Du 6 Juin 1809	391
id. Mai 13. Arrêt modifiant le règlement du 13 Fé-	

	Pages
vrier 1839, concernant la poste aux chevaux	393
1846 Mai 25. Arrêt modifiant le règlement du 6 Mai 1839, sur le titre des ouvrages d'or et d'argent.	394
1847. Janvier 27. Arrêt concernant la vérification des poids et mesures.	396
id. Février 3. Tarif du 5 avril 1841, concernant l'établissement des poids et mesures.	398
id. id. 22. Arrêt concernant la vaccination	400
id. Juin 7. Déclaration qui renouvelle la convention concernant les établissements réciproques entre la couronne de Sardaigne et plusieurs cantons suisses.	401
id. id. 7. Arrêt fixant la contenance de la mesure usitée pour le débit de la chaux.	405
id. id. 16. Arrêt concernant les exhumations.	406
id. id. 30. Arrêt concernant la computation des délais fixés par la loi du 2 Mai 1833, sur les poursuites pour dettes	407
id. Août 9. Loi sur les Corps-francs.	408
id. Septemb. 15. Arrêt concernant le ban des vendanges.	412
id. Octobre 4. Arrêt sur l'application des indemnités mentionnées dans le règlement du 20 Juin 1844.	418
id. Novemb. 26. Déclaration royale du 19 novembre 1847 confirmant la neutralité de la Principauté.	419

RECUEIL DE PIÈCES OFFICIELLES

CONCERNANT

**LA PRINCIPAUTÉ DE NEUCHÂTEL
ET VALANGIN.**



**STATUTS
DE LA DÉCORATION INSTITUÉE PAR
SA MAJESTÉ.**

DU 18 JANVIER 1832.

NOUS FRÉDÉRIC-GUILLAUME III,
PAR LA GRACE DE DIEU ROI DE PRUSSE,
PRINCE SOUVERAIN DE NEUCHÂTEL ET VALANGIN, ETC.
ETC.

Savoir faisons, qu'ayant résolu d'instituer une décoration, en mémoire de la délivrance de la Principauté de Neuchâtel des rebelles qui, en l'année 1831, ont tenté de renverser son gouvernement, Nous mandons et ordonnons :

§. I.

Cette décoration consiste en une médaille d'argent, suspendue à la boutonnière par un ruban aux couleurs réunies de Prusse et de Neuchâtel.

III.

A

Cette médaille porte à l'avvers Notre chiffre avec cette inscription : « FIDÉLITÉ AU DEVOIR ET A LA PATRIE, » et au revers, les armes de la Principauté de Neuchâtel et Valangin.

§. 2.

Elle est instituée en faveur des Neuchâtelois qui ont pris une part active aux opérations militaires contre les rebelles de 1831, ou qui ont dans le même temps pris les armes pour le maintien de la tranquillité de leurs communes.

§. 3.

Les commandans militaires et les autorités municipales dresseront un état nominatif de toutes les personnes qui sont dans le cas d'obtenir cette décoration.

§. 4.

Cet état sera publié dans toutes les communes de la Principauté et les réclamations seront admises pendant quinze jours à dater de celui de la publication. Les réclamans devront justifier de leurs droits par les certificats de leurs supérieurs ou par ceux des maires de leur commune ou de l'endroit où ils auront fait un service militaire. Les réclamations admises seront jointes à l'état primitif et soumises avec celui-ci à la révision du Conseil d'Etat.

§. 5.

L'état général sera approuvé par le Conseil d'Etat, et, cette formalité remplie, les ayant-droit recevront individuellement la décoration, avec le décret du Conseil d'Etat qui les autorisera à la porter, par les mains de leurs supérieurs ou des maires de leur domicile.

§. 6.

Cette décoration n'étant instituée qu'en faveur des Neuchâtelois qui ont contribué à l'expulsion des rebelles en 1831, ne sera plus conférée en aucun autre temps, ni pour autre distinction.

§. 7.

Si la décoration était indûment portée par un individu qui ne pourrait justifier de son droit, il lui serait infligé un emprisonnement de six semaines, et, en cas de récidive, un emprisonnement de trois mois.

§. 8.

Cette médaille étant une marque d'honneur, ne pourra être portée par ceux qui, dans leur vie publique ou privée, auraient manqué à l'honneur. Dans le cas où un individu décoré de la médaille serait condamné à une peine corrective, les autorités judiciaires lui retireront la décoration pendant tout le tems qu'il subira cette peine.

§. 9.

Les crimes et délits infamans entraînent la perte de la médaille, et les tribunaux civils ou militaires qui sont dans le cas de prononcer une peine infamante, seront tenus de prononcer en même temps la déchéance du droit de porter la médaille, et celle-ci sera renvoyée par leurs soins au Conseil d'Etat, avec un extrait du jugement rendu par eux.

§. 10.

Pourront néanmoins, par arrêt du Conseil d'Etat, être rétablis dans le droit de porter la médaille, ceux qui, après avoir subi les peines auxquelles ils avaient été condamnés, se retrouveront depuis une année et au-delà, en pleine et entière jouissance de leurs droits civils, à condition cependant que leur conduite, pendant ce même temps, aura été entièrement irréprochable; ce qui devra être prouvé par les témoignages de deux propriétaires et du maire de la commune qu'ils habitent.

En foi de quoi Nous avons aux présens statuts, signés de Notre main, fait apposer Notre sceau royal.

Fait à Berlin, le 18 Janvier 1832.

(L.S.) **FRÉDÉRIC-GUILLAUME.**

STATUTS.

ANCILLON.

ARRÊT

ABOLISSANT LA CONFISCATION POUR FRAUDE DE PÉAGE.

DU 11 MARS 1835.

Ensuite de l'autorisation de SA MAJESTÉ, et en conformité des principes admis en Diète touchant les péages et le transit, le Conseil d'Etat, sur le rapport du Département des Finances, a arrêté ce qui suit :

1^o Dans les cas où les réglemens concernant les péages prononcent la peine de la confiscation, cette peine cessera d'être encourue et les contrevenans seront punis par une amende égale à dix fois la valeur du droit qui aurait dû être acquitté.

2^o Si dans un cas quelconque le propriétaire de la marchandise en contravention préférerait l'abandonner, il sera quitte de l'amende mentionnée dans l'article précédent.

3^o Moyennant caution ou dépôt de l'amende encourue, les marchandises en contravention aussi bien que les chars, chevaux ou bateaux, seront immédiatement relâchés par le péager.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 11 Mars 1835.

CHAMBRIER.

ARRÊT

FIXANT CERTAINS ÉMOLUMENTS DUS AUX GREFFIERS.

DU 30 MARS 1835.

Le Conseil d'Etat voulant fixer les émolumens à payer aux Greffiers pour les avis rédigés et signés par eux qui doivent être insérés dans la Feuille officielle, et considérant que l'expérience a fait reconnaître que le règlement des épices de Justice en date du 23 Août 1831 ne fixe aucun émolument pour des écritures à l'égard desquelles il en est cependant dû aux Greffiers qui sont tenus de les faire, et que pour d'autres émolumens le taux qu'il détermine est au-dessous de celui de 1754, et même plus bas que ne le demandaient les Corporations qui ont présenté des remontrances contre le règlement abrogé dès-lors, du 14 Décembre 1824, ce qui a donné lieu à des réclamations auxquelles il est juste de faire droit, a arrêté les articles suivans :

ART. 1^{er}. Pour la rédaction, l'expédition et la remise au bureau de la Feuille officielle, des avis que les Greffiers sont appelés à signer d'office et à faire insérer dans cette feuille, il leur sera payé :

- a) Pour une demande en renonciation à une succession 20 batz.
- b) Pour un décret de biens 20 »
- c) Pour une liquidation sommaire 5 »
- d) Pour les nominations de tuteurs ou curateurs, ainsi que pour leur libération . . 5 »
- e) Pour une demande en divorce ou en séparation de corps et de biens dont la publication est ordonnée par le Juge. . 10 »
- f) Pour toutes les autres annonces renfermant citation éditale. 10 »

ART. 2. Pour l'enregistrement des traités de société de commerce ou d'extraits de semblables traités, ainsi que pour celui des déclarations par lesquelles des négociants confèrent à des commis le pouvoir de signer pour eux, on paiera 20 batz, ou à raison de 2 batz par page de 22 lignes et de 30 lettres à la ligne, lorsque la pièce enregistrée aura plus de 10 pages d'étendue.

ART. 3. Pour la déclaration au pied des lettres de naturalité constatant que les sujets naturalisés ont rempli l'obligation qui leur est imposée pour la suite de prêter serment en Justice, il sera payé 10 batz.

ART. 4. Pour l'enregistrement d'une liquidation sommaire, à teneur de l'arrêt du 26 Décembre 1833, il sera perçu par le Greffier 20 batz.

ART. 5. Pour l'enregistrement de chaque élection de domicile et de chaque indication de biens, lorsqu'il n'en sera pas demandé d'expédition, il sera payé 5 batz.

ART. 6. On paiera de même 5 batz d'enregistrement pour chaque nomination de tuteur ou curateur, pour chaque direction ou autorisation donnée à des tuteurs ou curateurs, pour chaque libération de tutelle ou curatelle, pour chaque inventaire de biens des pupilles, et pour chaque reddition de comptes faite par des tuteurs ou curateurs. Cet enregistrement ne sera point dû toutes les fois que les parties demanderont l'expédition du par-écrit, dont l'émolument est fixé par l'article 11 du tarif de 1831.

ART. 7. En dérogation au dit article 11 du tarif susmentionné, l'émolument des par-écrits de 10 pages et au-dessous, quand ils ont pour objet des mises en possession et investitures de succession, est fixé à 20 batz.

ART. 8. Pour l'annotation qui sera faite de chaque cause sommaire dans le manuel à ce destiné, conformément à l'article 5 de la Loi du 9 Octobre 1826, il sera payé 4 batz au Greffier, chaque partie étant chargée de la moitié de cet émolument. Cet enregistrement ne sera pas dû par les parties qui demanderont l'expédition.

ART. 9. Lorsqu'ils expédient les rôles des montes qui ont eu lieu à la suite du plaid, d'objets mobiliers saisis par gage, il leur sera payé 4 batz; si ces rôles contiennent plus de deux pages d'écriture, l'émolument en sera payé à raison de 2 batz par page.

Art. 10. En explication des articles 17 et 19 du règlement du 23 Août 1831, il est statué que lorsque plusieurs créanciers font une collocation commune dans un décret et qu'ils ne demandent pour tous qu'un seul acte, le Greffier n'aura pas moins le droit d'ajouter à chacune des inscriptions comprises dans les collocations collectives le même émolument que l'on porterait pour ces inscriptions, d'après leur valeur et le tarif, s'il était fait pour chacune d'elles une collocation particulière, et ces émolumens réunis déterminent l'émolument dû pour l'acte de la collocation commune.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 30 Mars 1835.

CHAMBRIER.

ARRÊT

ADDITIONNEL A CELUI DU 5 JUILLET 1754
CONCERNANT LES ÉMOLUMENTS DES NOTAIRES.

DU 30 MARS 1835.

Le Conseil d'Etat, jugeant convenable de remplir certaines lacunes que l'expérience a fait reconnaître dans le règlement du 5 Juillet 1754 en tant qu'il concerne les émolumens des actes notariaux, arrête ce qui suit :

1^o Pour l'acte destiné à effectuer le rachat d'une engagère, il sera payé vingt batz d'émolument par l'engageur, ou la moitié, soit dix batz, si le prix de l'engagère n'excède pas deux cents Livres tournois.

2^o Pour l'émolument d'un acte de retrait lignager, le preume qui fera le retrait paiera vingt batz, et seulement dix batz si le prix de vente de l'immeuble ne s'élève pas au-dessus de deux cents Livres tournois.

3^o Pour les actes perpétuels qui doivent être expédiés sur parchemin et qui emportent transmission de propriété immobilière d'un prix au-dessous de cent Livres tournois, il sera dû dix batz d'émolument.

4^o Pour les venditions de biens mobiliers, l'émolument sera de dix batz si le prix total de la vente n'excède pas deux cents Livres,

et demi pour cent pour les ventes d'une plus forte valeur, sans que toutefois l'émolument puisse aller au-delà de soixante batz.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 30 Mars 1835.

CHAMBRIER.

ARRÊT

CONCERNANT LES MACHINES A VAPEUR.

DU 13 JUILLET 1835.

Le Conseil d'Etat, considérant que l'emploi des machines à vapeur peut devenir plus général dans ce pays, et qu'il est de la plus haute importance pour la sûreté publique qu'elles soient soumises à une surveillance convenable, arrête ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

Toute machine à vapeur sera soumise à l'examen et à la surveillance de la commission nommée à cet effet. Cette disposition s'applique aux machines à vapeur actuellement existantes.

ART. 2.

Aucune machine à vapeur ne sera mise en activité qu'après que la commission de sur-

veillance mentionnée dans l'article précédent aura constaté la solidité des constructions et le bon état de la machine. Le propriétaire de celle-ci recevra une copie du procès-verbal de la commission, approuvé par le Conseil d'Etat, et accompagné du règlement contenant les dispositions qui auront été jugées convenables suivant la destination et l'usage de la machine.

ART. 3.

Aucune machine à vapeur ne pourra être mise en activité que sous la condition expresse qu'elle sera dirigée constamment par un ouvrier dont la capacité aura été reconnue par la commission, et exempt de tout défaut qui pourrait nuire à la régularité du service.

ART. 4.

Chaque machine à vapeur sera soumise à des visites de la commission de surveillance.

ART. 5.

Le Conseil d'Etat pourra donner l'ordre qu'une machine à vapeur cesse de fonctionner, sur un rapport motivé de la commission de surveillance, communiqué préalablement au propriétaire de la machine. La commission de surveillance est autorisée dans les cas urgents à arrêter provisoirement la marche

d'une machine, ce dont elle fera immédiatement rapport au Conseil d'Etat.

ART. 6.

Les contrevenants au présent arrêt seront poursuivis, selon l'exigence et la gravité du cas, à des peines civiles ou même criminelles, sans préjudice des dommages-intérêts qu'ils auraient encourus.

ART. 7.

Les Officiers de Juridiction sont chargés de veiller à l'exécution du présent arrêt.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 13 Juillet 1835.

Le Gouverneur,
DE PFUEL.

ARRÊT

CONCERNANT LE DÉBIT DE LA POUDRE
A CANON.

DU 15 JUILLET 1835.

Le Conseil d'Etat, considérant les accidens graves auxquels le public est exposé par le défaut d'une observation suffisante des règles de police concernant le débit de la poudre

à canon , et la nécessité de pourvoir à ce qu'exige à cet égard la sûreté publique , en rappelant les dispositions des précédens arrêts , tout en les simplifiant et en les modifiant dans quelques points , a arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

Toute personne qui voudra tenir un débit de poudre à canon , devra en obtenir la permission du Conseil d'Etat , et prêter ensuite serment en ouverte Justice de se conformer au présent arrêté , dont il lui sera remis un exemplaire.

ART. 2.

Les détailliers de poudre devront tenir leur provision dans un local à l'abri des dangers du feu et approuvé sous ce rapport par l'Officier de la Juridiction. Ils ne devront jamais entrer dans ce local avec une chandelle allumée ou quelque autre feu quelconque , et ils ne prendront dans leur boutique que la quantité de poudre nécessaire à leur débit journalier. Les dispositions du présent article sont soumises dans chaque lieu à la surveillance de la Communauté , qui établira des préposés pour tenir la main à leur observation.

ART. 3.

Tout détailleur qui fera venir du dehors une quantité de poudre excédant dix livres, devra la faire consigner à la frontière, d'où elle sera escortée à ses frais jusqu'au lieu de destination par un gendarme ou une autre personne de confiance, sur la demande qu'il en aura faite à Monsieur le Directeur de la Gendarmerie. La disposition du présent article s'applique également aux personnes qui feront venir de la poudre pour leur usage particulier.

ART. 4.

Les préposés aux bureaux d'entrée ne laisseront passer aucune quantité de poudre excédant dix livres, qu'autant que les formalités prescrites par l'article qui précède auront été observées. Dans le cas contraire, ils garderont la poudre en lieu sûr, aux frais du propriétaire, et avertiront les Chefs des Juridictions respectives.

ART. 5.

Les contraventions au présent arrêté seront punies par la confiscation de la poudre, et le retrait de la permission d'en vendre, et, en outre, selon la gravité des cas, par des poursuites à la prison civile et au criminel.

ART. 6.

Les arrêts des 10 Février 1800, 5 Avril 1814 et 13 Juin 1826, sont rapportés.

ART. 7.

Le présent arrêt sera publié en la forme ordinaire et un exemplaire en sera affiché dans la boutique de chaque détailleur de poudre.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 15 Juillet 1835.

Le Gouverneur,
DE PFUEL.

ARRÊT

CONCERNANT LE CONCOURS DANS LES FAILLITES ENTRE LE CANTON DE GLARIS ET LA PRINCIPAUTÉ.

DU 21 SEPTEMBRE 1835.

Le Conseil d'Etat ayant conclu avec le Gouvernement du haut Etat de Glaris une convention dont la durée est provisoirement fixée à dix années, et à teneur de laquelle les Glaronnais intéressés dans une faillite ouverte dans l'Etat de Neuchâtel entre ci et

le 31 Décembre 1845, et réciproquement les Neuchâtelois intéressés dans la faillite d'un Glaronnais, doivent être traités et colloqués de la même manière, être participans des mêmes droits et soumis aux mêmes obligations que les ressortissans du Canton où la faillite a éclaté, le Conseil porte l'existence de cette convention à la connaissance des tribunaux et des habitans de la Principauté, afin qu'elle soit observée, révoquant dès aujourd'hui les ordres en sens contraire donnés le 24 Mars 1817 aux Officiers de Juridiction. Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 21 Septembre 1835.

Le Président,

LOUIS DE POURTALÈS.

RÈGLEMENT

POUR LES DÉLIBÉRATIONS DU CORPS
LÉGISLATIF.

DU 9 DÉCEMBRE 1835.

DISPOSITIONS ORGANIQUES.

ARTICLE 1^{er}.

Après que la session du Corps législatif a été ouverte et que ses nouveaux membres

III.

B

ont prêté serment, et avant même la vérification de leurs pouvoirs, le Corps législatif procède pour chaque session à la formation de son bureau, composé de son Président, dont le siège est placé à la droite du fauteuil du Représentant du Roi, de deux Vice-Présidens et de trois Secrétaires.

ART. 2.

Pour la nomination du Président, le Corps législatif désigne, au scrutin de liste et à la majorité absolue, trois de ses membres, entre lesquels le Conseil d'Etat choisit le Président du Corps législatif. Les deux autres candidats sont de droit Vice-Présidens, selon le nombre de voix qu'ils ont obtenu.

ART. 3.

Les trois Secrétaires du Corps législatif sont nommés par lui, parmi ses membres, au scrutin de liste et à la majorité absolue.

ART. 4.

Le Corps législatif peut aussi, sur la proposition du Conseil d'Etat, décider, par assis et levé et à la majorité absolue, qu'il confirme le bureau nommé dans la session précédente, mais cette confirmation ne peut avoir lieu en cette forme que dans les sessions d'une même année.

ART. 5.

Le Président du Corps législatif ne délibère point; il n'agit et ne parle que comme organe de l'assemblée et pour faire exécuter le règlement. Il veille spécialement à ce que l'ordre et la décence règnent dans les délibérations, et, sans tolérer de licence, il a soin que la liberté des suffrages soit pleinement assurée et respectée.

ART. 6.

Si le Président veut faire usage de son droit comme membre de l'assemblée pour délibérer, il quitte son siège et se fait remplacer pendant ce temps par l'un des Vice-Présidens.

ART. 7.

Le Président ne vote que dans le cas où les voix sont également partagées.

ART. 8.

Les Secrétaires rédigent le procès-verbal des séances, qui contient les divers incidens qui méritent d'être notés, l'énoncé des propositions, leur issue, le nombre des votans de part et d'autre lorsqu'ils ont été comptés.

ART. 9.

Le bureau examine les procès-verbaux des nouvelles élections et fait rapport au Corps législatif du résultat de cet examen.

Si le Corps législatif reconnaît dans une élection des vices assez essentiels pour en prononcer la nullité, il en renvoie le procès-verbal au Conseil d'Etat, qui ordonne une nouvelle élection.

ART. 10.

Toutes les fois qu'il s'agira de voter, les deux tiers des membres du Corps législatif doivent être présents.

La majorité, soit pure et simple, soit des deux tiers, dans tous les cas mentionnés dans le présent règlement, est calculée d'après le nombre des membres présents.

ART. 11.

Les lois adoptées par le Corps législatif sont transcrites littéralement à leur date dans un registre spécial.

Chaque loi est signée sur le registre, après due collation, par le Président, les Vice-Présidents et les Secrétaires.

ORDRE ET MODE DES DÉLIBÉRATIONS.

ART. 12.

Tous les objets qui doivent être soumis à la délibération du Corps législatif de la part du Conseil d'Etat, ou à teneur du protocole de la session précédente, sont inscrits dans l'ordre dans lequel ils doivent être présentés, dans un bulletin qui est transmis à chaque député trois jours au moins avant celui pour lequel l'assemblée est convoquée.

ART. 13.

Avant d'entamer aucune délibération, le Corps législatif entend le rapport du bureau sur les procès-verbaux des nouvelles élections.

ART. 14.

Ce préliminaire étant en règle, le Corps législatif délibère d'abord sur les objets qui lui sont proposés de la part du Conseil d'Etat par le Procureur-Général, et sur ceux qui résultent du protocole de la précédente session, ensuite sur les adresses, représentations et pétitions des corporations ou des particuliers, et enfin sur les propositions faites par les membres de l'assemblée pour le service du Roi et le bien de l'Etat.

Cet ordre peut être interverti si l'assemblée juge convenable, à la majorité absolue, de donner la priorité à un objet spécial. Toutefois les propositions des membres de l'assemblée et les pétitions ou réclamations des corps ou particuliers ne peuvent devenir l'objet d'une délibération que vingt-quatre heures après avoir été indiquées à l'assemblée.

Le Procureur-Général doit toujours être entendu immédiatement lorsqu'il a une communication à faire d'office.

ART. 15.

Le procès-verbal de chaque séance est lu à l'assemblée et soumis à son approbation au début de la séance suivante, puis publié par la voie de l'impression.

ART. 16.

L'indication des propositions ou pétitions a lieu immédiatement après l'adoption du procès-verbal.

Tout membre du Corps législatif qui veut faire une proposition, doit la rédiger par écrit et la présenter textuellement à l'assemblée. Si elle est appuyée par cinq membres, elle est inscrite au procès-verbal.

ART. 17.

Lorsqu'un projet de loi est présenté au Corps législatif par le Conseil d'Etat ou par une commission nommée à cet effet par le Corps lui-même, il est soumis à trois débats.

L'assemblée procède sur-le-champ par appel nominal à une délibération consultative sur l'ensemble du projet.

Six mois après a lieu le second débat, dans lequel aucun vote n'est définitif. Il y a d'abord une délibération par appel nominal sur le projet en général, puis une délibération par débat libre sur chacun des articles. Après le second débat, l'assemblée décide par assis et levé et à la majorité absolue si elle veut passer au troisième débat.

Si elle se prononce pour la négative, le projet de loi est censé rejeté.

Si elle se prononce pour l'affirmative, il est ultérieurement procédé au troisième débat, dans lequel après un débat libre qui est ouvert de nouveau sur chaque article, on vote définitivement par assis et levé et à la majorité absolue sur les articles, et enfin par assis et levé sur l'ensemble du projet de loi.

ART. 18.

Il en est de même s'il s'agit d'un projet de loi présenté au Corps législatif par un ou plusieurs de ses membres en vertu de l'initiative qui leur appartient. Mais dans ce cas l'assemblée décide après le premier débat, par assis et levé, et à la majorité absolue, si elle veut prendre en considération le projet qui lui est présenté.

Si elle refuse de le prendre en considération, le projet est immédiatement écarté.

Si elle se prononce pour la prise en considération, il est procédé six mois après au second débat, puis, cas échéant, au troisième, le tout dans la forme prescrite article précédent.

ART. 19.

Sur tout objet de délibération qui n'est pas un projet de loi, on procède d'abord à un appel nominal sur l'affaire en général et ensuite à un débat libre sur chaque article, après quoi l'assemblée se prononce par assis et levé sur l'ensemble de l'objet.

ART. 20.

Dans les cas où il y a lieu à délibérer par débat libre à teneur du présent règlement, il est toutefois procédé à l'appel nominal

chaque fois que l'assemblée le juge ainsi convenable à la majorité absolue.

ART. 21.

On ne peut prendre la parole sans la permission du Président.

ART. 22.

On n'adresse la parole qu'au Président ou à l'assemblée.

ART. 23.

En répondant aux opinans antérieurs, on doit éviter de les désigner par leurs noms.

ART. 24.

La lecture des discours écrits n'est pas permise, sauf les rapports officiels et les développemens des propositions et des représentations. Cette règle n'exclut pas les notes prises pour aider la mémoire.

DES AMENDEMENTS.

ART. 25.

Tout amendement proposé par un membre de l'assemblée sur un objet soumis à la délibération du Corps législatif, et qui a été appuyé par cinq autres suffrages, est inscrit

ART. 18.

Il en est de même s'il s'agit d'un projet de loi présenté au Corps législatif par un ou plusieurs de ses membres en vertu de l'initiative qui leur appartient. Mais dans ce cas l'assemblée décide après le premier débat, par assis et levé, et à la majorité absolue, si elle veut prendre en considération le projet qui lui est présenté.

Si elle refuse de le prendre en considération, le projet est immédiatement écarté.

Si elle se prononce pour la prise en considération, il est procédé six mois après au second débat, puis, cas échéant, au troisième, le tout dans la forme prescrite article précédent.

ART. 19.

Sur tout objet de délibération qui n'est pas un projet de loi, on procède d'abord à un appel nominal sur l'affaire en général et ensuite à un débat libre sur chaque article, après quoi l'assemblée se prononce par assis et levé sur l'ensemble de l'objet.

ART. 20.

Dans les cas où il y a lieu à délibérer par débat libre à teneur du présent règlement, il est toutefois procédé à l'appel nominal

chaque fois que l'assemblée le juge ainsi convenable à la majorité absolue.

ART. 21.

On ne peut prendre la parole sans la permission du Président.

ART. 22.

On n'adresse la parole qu'au Président ou à l'assemblée.

ART. 23.

En répondant aux opinans antérieurs, on doit éviter de les désigner par leurs noms.

ART. 24.

La lecture des discours écrits n'est pas permise, sauf les rapports officiels et les développemens des propositions et des représentations. Cette règle n'exclut pas les notes prises pour aider la mémoire.

DES AMENDEMENTS.

ART. 25.

Tout amendement proposé par un membre de l'assemblée sur un objet soumis à la délibération du Corps législatif, et qui a été appuyé par cinq autres suffrages, est inscrit

sur-le-champ par les Secrétaires; il est ensuite lu à l'assemblée, qui en délibère suivant les règles ci-après.

ART. 26.

Les sous-amendemens sont mis aux voix avant les amendemens, et ceux-ci avant la proposition principale.

ART. 27.

Le Président propose l'ordre dans lequel les amendemens doivent être présentés. S'il y a réclamation, la question de priorité est décidée par l'assemblée.

DES COMMISSIONS.

ART. 28.

Si, sur un objet de délibération quelconque, le tiers des votans en demande le renvoi à l'examen préalable d'une commission, cette commission doit être nommée.

ART. 29.

Lorsqu'il s'agit de nommer une commission, le Président désigne d'abord autant de candidats que de commissaires à nommer, et il invite ensuite les membres du Corps législatif à y en ajouter d'autres. Toute adjonction proposée par un membre est admise.

La liste de présentation ainsi formée, un des Secrétaires répète successivement les noms des candidats. Chacun des membres les inscrit sur une carte, et efface ensuite ceux des candidats qu'il veut écarter, en ne laissant subsister qu'autant de noms qu'il y a de commissaires à élire. Ceux-ci sont nommés à la majorité relative. L'assemblée peut aussi, si elle le juge convenable, nommer la commission par assis et levé, sur la présentation du Président.

ART. 30.

Les commissions sont ordinairement composées de sept membres. Celui qui a obtenu le plus de suffrages préside la commission qui choisit elle-même son rapporteur.

ART. 31.

Le président d'une commission chargée d'examiner une question dans l'intervalle d'une session à l'autre doit la convoquer dans le courant du mois qui suit la session où elle a été nommée.

ART. 32.

Toute commission chargée de l'examen d'un projet de loi doit présenter son rapport par écrit; ce rapport est ensuite déposé dans les archives du Corps législatif. Le projet de

loi tel qu'il a été amendé par la commission, devient le texte de la délibération du Corps législatif.

ART. 33.

Il est nommé au commencement de chaque session une commission des pétitions composée de onze membres.

Les fonctions de cette commission sont d'examiner toutes les pétitions adressées au Corps législatif et d'en faire rapport dans le courant de la session.

Les pétitions doivent être lues dans l'assemblée du Corps législatif au moment de leur présentation et avant leur renvoi à la commission, mais on ne délibère point et le renvoi à la commission a lieu de plein droit.

**DES REPRÉSENTATIONS ET DES
ADRESSES.**

ART. 34.

Lorsqu'une loi a été votée par les deux tiers seulement des suffrages de l'assemblée, ou lorsqu'une proposition, écartée par la majorité, a néanmoins été soutenue par le tiers ou plus des suffrages, la minorité, sur la demande d'un de ses membres, appuyée par cinq autres membres, et en l'absence de la

majorité, délibère sur la question de savoir si elle veut, ou non, se prévaloir de la faculté qui lui est acquise par la déclaration royale du 3 septembre 1831, de soumettre les motifs de son opinion à Sa Majesté. Si de cette délibération il résulte qu'une pluralité au moins égale au tiers de l'assemblée telle qu'elle était composée avant la retraite de la majorité, est d'avis de recourir au Roi, la minorité délibérante procède immédiatement à la nomination d'une commission choisie parmi ses membres. Ensuite la majorité ayant été rappelée procède également et en l'absence de la minorité, qui fait place à son tour, à la nomination d'une seconde commission, choisie de même parmi ses membres. Chacune de ces commissions rédige un exposé des motifs de l'opinion soutenue par la partie de l'assemblée qui l'a nommée.

ART. 35.

Le travail de ces deux commissions étant achevé est soumis par chacune d'elles à la partie de l'assemblée dont il doit exprimer l'opinion ou le vœu, en suivant les formes adoptées dans l'article précédent pour la nomination des deux commissions. Ensuite celles-ci se réunissent pour rédiger en commun une adresse générale à Sa Majesté.

Le Président et les Secrétaires du Corps législatif assisteront dans tous les cas aux délibérations des deux fractions de l'assemblée, le Président les présidera toutes deux, les Secrétaires y tiendront la plume.

ART. 36.

Les projets de loi adoptés par le Corps législatif doivent être remis au Président du Conseil d'Etat, munis de la signature du Président et du bureau, pour être soumis à la sanction de Sa Majesté.

Quant aux résolutions qui doivent être la matière d'une adresse, cette adresse doit être d'abord approuvée par l'assemblée, puis signée comme il est dit ci-dessus et remise ensuite à Monsieur le Président du Conseil d'Etat.

ART. 37.

Le bureau est également chargé de communiquer au Président du Conseil d'Etat le résultat de toutes les délibérations du Corps législatif d'après lesquelles un objet quelconque doit être recommandé au Gouvernement ou simplement porté à sa connaissance.

PUBLICITÉ DES SÉANCES.

ART. 38.

Les séances du Corps législatif sont publiques.

Cependant, toutes les fois que par une proposition appuyée par cinq membres il sera demandé que le Corps législatif se forme en comité secret, la salle doit être évacuée.

En l'absence du public, le Corps décide à la majorité absolue s'il veut se maintenir ou non en comité secret.

ART. 39.

Pour être admis dans la salle, il faut être muni d'une carte d'entrée.

Le nombre des cartes distribuées doit être proportionné au local.

Il en est remis autant que possible une au moins à chaque député.

ART. 40.

Tout signe d'approbation et de désapprobation est interdit aux assistans, et il est facultatif à l'assemblée de faire sortir de la salle, soit spécialement les personnes qui auront troublé l'ordre, soit tous les assistans, suivant les cas.

**DISPOSITIONS CONCERNANT
LES MEMBRES DU CORPS LÉGISLATIF.**

ART. 41.

Si quelque membre de l'assemblée trouble la délibération, de quelque manière que ce soit, le Président peut le rappeler nominativement à l'ordre.

ART. 42.

Toute imputation de mauvaise intention est réputée une violation d'ordre.

ART. 43.

Les membres du Corps législatif sont inviolables, en ce sens qu'aucun d'eux ne pourra être traduit devant les tribunaux pour des opinions qu'il aura émises dans l'assemblée; mais si l'un d'eux, durant la séance, a tenu quelque discours ou fait quelque acte que l'assemblée juge répréhensible, elle pourra passer un arrêté de censure contre lui, et décider si cet arrêté sera inscrit ou non au procès-verbal, et, suivant la gravité du cas, prononcer même sa déchéance, à la majorité des deux tiers des suffrages. Le recours juridique est d'ailleurs réservé aux individus qui se croiraient insultés ou calomniés.

ART. 44.

Le respect pour les bonnes mœurs étant la plus solide base du bonheur des états, dans le cas où, contre attente, un membre du Corps législatif donnerait lieu à un scandale public par le dérèglement de sa conduite, sur la dénonciation qui en sera faite privé-ment et par écrit par cinq membres du Corps législatif, le Procureur-Général examinera, de concert avec le bureau, s'il y a lieu ou non à présenter le cas au Corps législatif, qui prononcera sur la déchéance, laquelle ne pourra avoir lieu qu'à la majorité des deux tiers des suffrages.

ART. 45.

Dans les cas prévus articles 43 et 44, le député inculpé sera entendu en sa défense, avant qu'il soit statué à son égard.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 46.

Les dispositions réglementaires auxquelles il est dérogé par le présent règlement sont et demeurent abrogées.

ART. 47.

Le présent règlement pourra être revu dans six ans.

Vu et approuvé au nom et par ordre exprès
du Roi. Berlin, ce 28 Novembre 1835.

(L.S.)

Le Ministre d'Etat et des Affaires étrangères,
Chef du Département Royal des Affaires de la
Principauté de Neuchâtel et Valangin.

(signé) **ANCILLON.**

*Aujourd'hui neuf Décembre de l'an mil
huit cent trente-cinq, au Conseil d'Etat tenu
au Château de Neuchâtel, les présentes ayant
été lues, on les a enregistrées dans le manuel
du dit Conseil et entérinées selon leur forme
et teneur. Moi soussigné, Conseiller d'Etat et
Chancelier de SA MAJESTÉ dans cette Princi-
pauté, à ce présent.*

FAVARGER.

Le Conseil d'Etat ordonne que le règlement
ci-dessus soit imprimé, distribué aux mem-
bres du Corps législatif, et inséré au Recueil
des Pièces officielles.

Donné au Conseil tenu sous notre prési-
dence au Château de Neuchâtel, le 9 Décem-
bre 1835.

Le Président,

LOUIS DE POURTALÈS.

LOI
DE PROCÉDURE CRIMINELLE.

DU 16 DÉCEMBRE 1835.

NOUS FRÉDÉRIC-GUILLAUME III,
PAR LA GRACE DE DIEU ROI DE PRUSSE,
PRINCE SOUVERAIN DE NEUCHÂTEL ET VALANGIN, ETC.

Savoir faisons :

Que le Conseil d'Etat de Notre Principauté de Neuchâtel et Valangin ayant soumis à Notre Royale sanction un projet de loi voté par le Corps législatif dans l'objet de régler d'une manière générale et positive la Procédure criminelle dans Notre Principauté, Nous exposant en même temps que le vœu du pays et de ses représentants n'était pas d'admettre un système étranger ou nouveau de Procédure criminelle, mais de conserver sa propre législation fondée sur ses besoins, ses mœurs et ses habitudes, en apportant néanmoins à ce qui s'est pratiqué jusqu'à présent, les améliorations que le temps a rendues nécessaires ou désirables ; Nous confirmons et sanctionnons les 89 articles suivans du projet de loi voté par le

Corps législatif, consentant en même temps à modifier Notre ordonnance Royale du 27 Septembre 1817 autant qu'il est nécessaire pour la mise en vigueur de la présente loi, Nous réservant néanmoins de revenir sur cette concession provisoire, dès que Nous le jugerons à propos dans l'intérêt de l'administration de la justice en Notre fidèle Principauté de Neuchâtel et Valangin.

DE L'ENQUÊTE.

ARTICLE 1^{er}.

L'enquête est la recherche qui est faite juridiquement pour constater ou découvrir les circonstances et les auteurs d'un crime ou délit.

ART. 2.

On n'enquête point d'office dans le pays, pour les délits commis hors du pays. Les délits qui constituent un acte de trahison contre le Souverain ou un attentat contre la sûreté de l'Etat, sont toujours considérés comme commis dans le pays.

ART. 3.

La partie publique a seule le droit de faire des enquêtes.

ART. 4.

A moins qu'il n'y ait eu sang ou main mise, la partie publique n'enquête pour les délits privés qui ont eu lieu dans l'intérieur d'une famille ou d'un domicile et lorsqu'ils ne présentent en eux-mêmes aucun caractère de publicité, que sur la plainte à elle portée par la partie lésée, mais ensuite elle poursuit d'office.

ART. 5.

Toute personne qui se prétend lésée, peut porter sa plainte à l'Officier du lieu où le délit a été commis, lequel juge (sauf recours au Conseil d'Etat,) si le délit est assez grave pour qu'il y ait lieu à l'action de la partie publique.

Dans les cas douteux, la partie publique laisse à la partie civile le soin d'agir devant les tribunaux civils, et peut protester pour le cas où il apparaîtrait ultérieurement qu'il y a eu délit.

La personne lésée n'intervient jamais comme partie civile dans l'enquête, elle peut seulement être requise de déclarer si elle prétend réclamer des dommages et intérêts.

ART. 6.

L'enquête est ou publique ou secrète.

On appelle enquête publique celle où les témoins sont entendus à huis ouverts en présence les uns des autres, et enquête secrète celle dans laquelle les témoins sont entendus à huis clos et séparément les uns des autres.

ART. 7.

L'Officier demande des enquêtes publiques pour les délits peu considérables; il demande des enquêtes secrètes pour les délits graves, à moins que dans des cas spéciaux il n'estimât utile de les rechercher avec publicité.

ART. 8.

L'enquête publique doit être autorisée par une sentence de la Cour de Justice réunie autant que possible en audience ordinaire. Néanmoins elle peut l'être aussi dans une assemblée extraordinaire composée de cinq Juges au moins. Dans tous les cas deux Juges suffisent pour la continuer.

ART. 9.

Si la Cour de Justice refuse d'autoriser l'enquête publique, l'Officier peut en appeler

devant le Tribunal Souverain, sans que la Cour de Justice puisse y être traduite.

ART. 10.

L'enquête secrète doit être autorisée par une sentence de la Cour de Justice réunie au nombre de cinq membres au moins. Dans tous les cas deux Juges suffisent pour la continuer.

ART. 11.

Si les Juges refusent d'autoriser des enquêtes secrètes, leur décision est sans appel et ils peuvent seulement être requis de la revoir, ou bien l'on peut demander à la Justice d'autoriser des enquêtes publiques, conformément à l'Art. 8.

ART. 12.

Après que la Justice a autorisé des enquêtes publiques, l'Officier peut lui demander de les convertir en enquêtes secrètes, si la nature du cas le requiert.

ART. 13.

Dès qu'une enquête a été autorisée par la Justice, tous les individus cités sont obligés de déposer devant elle. Si un état de maladie les empêche de se rendre à l'audience, leur

déposition sera reçue dans leur domicile par une délégation de Justice, composée d'un Justicier, du Greffier et de l'huissier, nommés par l'Officier du lieu de leur domicile.

Ne peuvent être requis de déposer :

a) Le prêtre de la religion catholique et le ministre de la religion protestante dans tout ce qui se rapporte à l'exercice intime et confidentiel des fonctions de leur ministère et qui leur a été confié sous le sceau du secret, à moins qu'il ne s'agisse de conjurations contre le Souverain et l'Etat, et de choses qui intéressent directement le salut public :

b) Les membres des Consistoires sur ce qui a été dit dans le sein de l'assemblée consistoriale.

Sont dispensés de déposer, s'ils le demandent, le mari ou la femme du prévenu, ses parens jusques et y compris le 3^e degré, lorsqu'il s'agit d'enquêtes publiques, et jusques au 5^e exclusivement, lorsqu'il s'agit d'enquêtes secrètes, ses domestiques à son pain et à son sel.

ART. 14.

L'Officier a soin autant que possible de faire noter par le Greffier les noms, prénoms, âge, profession et domicile des témoins, s'ils sont parens ou alliés, soit du prévenu s'il est désigné ou connu, soit de la partie lésée, et à quel degré, et s'ils sont attachés au service de l'un ou de l'autre, et en quelle qualité.

ART. 15.

Tout témoin doit, avant de déposer, prêter serment de dire toute la vérité et rien que la vérité; les jeunes gens qui n'ont pas communie sont entendus sans prêter serment et sur la simple exhortation qui leur sera adressée de dire la vérité.

La promesse faite par les anabaptistes sur la main de l'Officier de dire la vérité équivaut au serment.

ART. 16.

Dans les enquêtes, l'Officier doit commencer l'interrogatoire de chaque témoin par une traite générale, et s'abstenir autant que possible de leur indiquer le nom des prévenus, mais attendre qu'ils les nomment eux-mêmes.

ART. 17.

Sont punissables comme réfractaires à Justice :

1^o Tous ceux qui, étant dûment cités pour déposer en Justice, ne se sont pas rendus à la citation :

2^o Ceux qui, ayant comparu, refusent de déposer sans pouvoir alléguer des motifs reconnus valables par le Juge :

3^o Ceux auxquels le Conseil d'Etat, sur la réquisition d'un Etat étranger, a fait signifier l'ordre d'aller déposer devant une Cour de Justice étrangère, et qui n'ont pas obéi à cette signification.

ART. 18.

Si une fouille ou recherche dans l'intérieur d'une ou de plusieurs maisons est jugée nécessaire pour compléter une enquête, l'Officier qui préside à l'enquête doit en demander l'autorisation à la Justice réunie au nombre de cinq membres. La fouille est toujours opérée par une délégation de deux membres de la Cour de Justice dans le ressort de laquelle elle doit avoir lieu, accompagnés du Greffier qui en dresse procès-verbal, et d'un huissier.

ART. 19.

Dans le cas de mort violente, ou d'une mort dont la cause est inconnue ou suspecte, l'Officier de la Juridiction doit, au premier avis, se rendre sur les lieux avec deux membres de la Justice, le Greffier, un huissier et un ou deux chirurgiens, pour verbaliser, d'un côté, le signalement de la personne morte, son nom si elle est connue, et l'inventaire de tous les effets, papiers et hardes qui se trouvent sur son corps, et, de l'autre, le lieu, la posture et l'état où elle aura été trouvée, et toutes les circonstances qui pourront servir à faire connaître les causes de sa mort.

S'il y a des indices qui fassent soupçonner que la personne trouvée morte ait péri par le fait d'autrui, l'Officier devra envoyer immédiatement le verbal au Conseil d'Etat, et attendre ses ordres avant de la laisser inhumer.

Dans le cas contraire, l'inhumation aura lieu sans difficulté en la forme ordinaire, mais le verbal devra toujours être envoyé au Conseil d'Etat.

ART. 20.

S'il s'agit de recevoir la déclaration sermentale d'un blessé, d'en faire la visite juridique pour constater ses blessures, ou de faire la recherche d'objets estimés utiles à la manifestation de la vérité, il y est procédé par une délégation de Justice, composée de deux membres de la Cour de Justice, du Greffier, d'un huissier et d'un ou plusieurs chirurgiens ou experts selon le cas.

Dans le cas où le blessé ou les objets dont il s'agit de faire la recherche, se trouvent dans une autre Juridiction, la délégation doit être prise dans la Cour de Justice et nommée par l'Officier de cette Juridiction.

ART. 21.

Celui qui a lieu de croire que l'on dresse une enquête sur un fait criminel dont il est prévenu d'être l'auteur, peut s'adresser à l'Officier, ou, sur son refus, au Conseil d'Etat, pour lui demander de faire citer et d'entendre tous les témoins idoines dont il croit la déposition propre à le justifier ou à atténuer la gravité du délit.

ART. 22.

L'Officier a seul le droit d'adresser les interrogats aux témoins cités à la demande du prévenu, comme à tous les témoins entendus dans l'enquête.

ART. 23.

Dès qu'une enquête est complète, l'Officier doit l'adresser au Conseil d'Etat.

ART. 24.

Si le Conseil d'Etat juge que l'enquête ne contient aucun fait qui motive l'action de la partie publique, il ordonne de ne pas la poursuivre.

ART. 25.

Si l'enquête a constaté un fait de nature à être poursuivi, mais dont l'auteur n'est pas connu, il ordonne de continuer l'enquête.

DE LA POURSUITE DES DÉLITS.

DU DÉCRET DE COMPARAITRE.

DU DÉCRET DE PRISE-DE-CORPS.

ART. 26.

Si le fait constaté par l'enquête et dont l'auteur est connu, se trouve être une simple

contravention de police ou de mœurs, le Conseil d'Etat ordonne une poursuite devant les Tribunaux civils ou défère le cas au Consistoire seigneurial.

La forme des poursuites civile et consistoriale est réglée par les lois et coutumes spéciales qui les concernent.

ART. 27.

Lorsque l'enquête a constaté un véritable délit et son auteur, si ce délit paraît au Conseil d'Etat mériter un emprisonnement de quinze jours au plus, il ordonne à l'Officier de demander à la Cour de Justice du lieu où le délit a été commis, et qui doit être réunie au nombre de cinq membres au moins, un décret de comparaître devant le Tribunal qui juge les causes criminelles du ressort.

ART 28.

Si la Cour de Justice refuse de décerner le décret de comparaître, le Conseil d'Etat peut, ou faire compléter l'enquête, ou ordonner une poursuite civile, ou mettre de côté l'affaire.

ART. 29.

Si le décret de comparaître a été décerné, la procédure est instruite en la forme usitée devant les Tribunaux criminels.

ART. 30.

Aussitôt et chaque fois qu'il est assigné devant le Tribunal criminel, le prévenu est tenu d'y comparaître, sauf le cas d'excuse légitime, sous peine d'être immédiatement décrété de prise-de-corps par ce Juge, auquel un décret de prise-de-corps peut également être demandé durant l'instruction de la procédure, si elle a considérablement aggravé les charges qui existaient contre le prévenu.

ART. 31.

Si le Conseil d'Etat juge que le délit constaté par l'enquête est trop grave pour être poursuivi par la voie du décret de comparaître, et si le coupable est suffisamment désigné, il ordonne à l'Officier de demander décret de prise-de-corps à la Cour de Justice du lieu où ce délit a été commis, et qui doit être réunie au nombre de cinq membres au moins.

ART. 32.

Si la Cour de Justice n'accorde pas le décret de prise-de-corps, le Gouvernement peut, ou requérir les mêmes Juges qui l'ont refusé, de revoir leur sentence, ou ordonner que l'enquête soit complétée, ou faire demander contre le prévenu un décret de comparaître, ou le faire poursuivre à fins civiles, ou enfin abandonner la poursuite.

ART. 33.

La sentence de décret de prise-de-corps doit renfermer l'énonciation du crime ou délit, et le nom ou la désignation claire du prévenu. Elle emporte l'autorisation de saisir le prévenu partout où il sera dans l'Etat, de prendre les précautions nécessaires pour empêcher son évasion ou vaincre sa résistance, et de le conduire dans la prison criminelle du ressort.

ART. 34.

Aucun décret de prise-de-corps ne doit être demandé à la Justice sans un ordre du Conseil d'Etat. Seulement dans les cas à la fois graves, urgents, bien constatés et où les auteurs du délit sont bien connus, le décret

peut et doit être immédiatement demandé par l'Officier, et mis à exécution, en réservant la ratification du Conseil. Mais aussi longtemps que cette ratification n'est pas intervenue, il ne peut, à moins d'urgence, être passé outre à l'instruction de la procédure criminelle.

ART. 35.

Aucun décret de prise-de-corps ne peut être décerné par une Cour de Justice, si elle n'a pas sous les yeux un verbal d'enquêtes publiques ou secrètes, constatant le délit au sujet duquel le décret est demandé par l'Officier.

ART. 36.

Si le même individu a commis des délits dans plusieurs Juridictions, ou a été décrété de prise-de-corps dans plusieurs Juridictions pour des délits différents, il doit être jugé pour tous par le Tribunal qui a été le premier saisi par le décret, s'il s'agit de délits de même nature : sinon, par le Tribunal dans le ressort duquel il a commis le délit le plus grave.

En cas de conflit de juridiction, le Conseil d'Etat prononce en sa qualité de juge d'ordre.

**DE L'ÉTAT DE PRÉVENTION RÉSULTANT
D'UN DÉCRET DE PRISE-DE-CORPS.**

ART. 37.

Lorsque le décret de prise-de-corps a été accordé par la Justice, l'Officier ordonne aux huissiers de rechercher l'individu décrété, de le saisir et de le conduire dans les prisons du ressort. S'il se trouve dans une autre Jurisdiction, l'Officier de cette Jurisdiction doit être informé de la saisie.

ART. 38.

Si le prévenu ne peut être saisi, son signalement doit être immédiatement envoyé par le Greffe à la Chancellerie.

ART. 39.

Le Conseil d'Etat peut alors, sur une requête de l'individu décrété, prendre les mesures suivantes :

1^o Suspendre l'effet du décret, et accorder au décrété un sauf-conduit, sans ou moyennant caution :

2^o Autoriser simplement l'Officier à entendre de nouveaux témoins par forme de complément d'enquêtes :

3^o Statuer s'il y a lieu de maintenir le décret, ou de l'enlever purement et simplement, ou de l'enlever moyennant une peine en cas de soumission expresse, ou enfin de convertir la poursuite criminelle en une poursuite civile si la gravité des charges paraît suffisamment atténuée par la nouvelle information.

ART. 40.

Nul ne peut être jugé par un Tribunal criminel à moins qu'il ne soit actuellement sous la main de la Justice. En conséquence, nul ne peut être condamné par contumace.

Le décret d'un prévenu n'est accordé et son incarcération n'a lieu qu'à fins d'examen.

ART. 41.

Les biens d'un prévenu ne peuvent, sous aucun prétexte, être saisis en tout ou en partie, ni sequestrés, aussi long-temps qu'il n'a pas été jugé et condamné.

DE L'INCARCÉRATION DU PRÉVENU.

ART. 42.

Aucun habitant de l'Etat ne peut être incarcéré dans une prison criminelle, s'il n'a

pas été décrété de prise-de-corps d'après les formes ci-dessus.

ART. 43.

Cependant dans les cas de flagrant délit ou de présomption très-forte d'un délit grave, l'Officier doit ordonner l'arrestation provisionnelle du prévenu, laquelle toutefois ne peut s'étendre au-delà de trois fois vingt-quatre heures, et à l'expiration de ce terme le prévenu doit être relâché, si la Cour de Justice n'a pas prononcé un décret de prise-de-corps contre lui.

ART. 44.

Le délit qui se commet actuellement ou qui vient de se commettre, est réputé flagrant délit.

ART. 45.

Un procès-verbal doit être immédiatement dressé dans les cas d'arrestation provisionnelle, afin de constater le flagrant délit ou les faits desquels résultent les présomptions graves du délit commis.

L'Officier doit faire saisir immédiatement les armes, pièces, effets et papiers qui paraîtraient avoir servi à commettre le délit ou pouvoir servir à le manifester, et il interpel-

lera le prévenu pour qu'il reconnaisse les objets saisis et qu'il ait à s'expliquer à ce sujet.

Les papiers seront sur le champ paraphés par le Greffier.

L'Officier prendra les mêmes mesures à l'égard des armes, pièces et papiers qui parviendraient en sa possession par suite d'une enquête ou d'une visite domiciliaire.

ART. 46.

Si un individu décrété a été saisi, il doit être conduit immédiatement dans les prisons de la Juridiction criminelle dans le ressort de laquelle le crime a été commis.

ART. 47.

Sur la requête d'un prévenu en état d'incarcération, le Conseil d'Etat peut accorder son élargissement provisoire, moyennant l'engagement de se représenter pour l'instruction de la procédure et pour l'exécution du jugement, chaque fois et aussitôt qu'il en sera requis par l'Officier, moyennant une caution reconnue suffisante par le Juge pour la sûreté de cet engagement.

ART. 48.

Un prévenu étant incarcéré, il peut encore déclarer qu'il se soumet au jugement du Conseil d'Etat, et si le Conseil d'Etat accepte cette soumission, ce qui ne doit jamais avoir lieu lorsque le cas lui paraît mériter une peine plus grave que la prison de trois mois ou un bannissement d'une année, l'Officier ne doit pas procéder à l'instruction de la procédure criminelle.

ART. 49.

Toutes les fois qu'avant d'être décrété, incarcéré ou interrogé, un prévenu a déclaré se soumettre à la décision du Conseil d'Etat, la décision qui intervient de la part du Conseil est souveraine comme une sentence de la Justice, et elle ne peut être modifiée que par un acte de grâce.

ART. 50.

A la réserve du cas exceptionnel mentionné art. 48, dès qu'un individu décrété de prise-de-corps a été incarcéré, l'Officier doit procéder sans délai, en présence de cinq Justiciers au moins, du Greffier et des huissiers, à l'instruction de la procédure, en employant en conscience tous ses efforts pour parvenir à la découverte de la vérité.

**DE L'ENQUÊTE SPÉCIALE OU
DE L'INSTRUCTION DE LA PROCÉDURE.**

ART. 51.

L'instruction de la procédure a lieu comme suit :

Le Tribunal criminel ayant pris séance, l'Officier commence chaque fois par lui demander s'il connaît qu'il est temps et heure d'administrer justice pour fait de crime.

Ensuite il ordonne que le prévenu soit amené devant lui. Le prévenu comparait libre et seulement accompagné des huissiers pour l'empêcher de s'évader. Néanmoins l'Officier est autorisé à prendre à son égard les mesures de sûreté que des circonstances particulières rendraient nécessaires. L'Officier constate d'abord le nom du prévenu, ses prénoms, son âge, sa profession, sa demeure et le lieu de sa naissance.

ART. 52.

Si le détenu refuse de répondre à ces questions ou à celles qui lui seront adressées dans la suite, on passe outre néanmoins à l'instruction de la procédure et au jugement.

ART. 53.

Après les questions préliminaires, l'Officier demande au prévenu s'il connaît la cause pour laquelle il est incarcéré; s'il répond qu'il l'ignore, l'Officier la lui fait connaître et l'interpelle de déclarer s'il est coupable ou non.

ART. 54.

Si le prévenu ne se reconnaît pas coupable du fait mis à sa charge, l'Officier l'interroge sur tout ce qui a rapport au délit dont il s'agit, et sur tous les faits personnels au détenu et propres à établir son innocence ou sa culpabilité, et il l'invite à indiquer les témoins dont il demande la déposition.

ART. 55.

Si le prévenu s'en reconnaît coupable, l'Officier l'interroge sur toutes les circonstances propres à constater la vérité de cet aveu. S'il ne s'agit pas d'un délit grave, et si les circonstances du fait sont suffisamment éclaircies, l'Officier met la procédure sous les yeux du Conseil d'Etat, comme il est dit art. 67, sinon, il procède comme il est dit art. 56 et suivans.

ART. 56.

Ensuite l'Officier fait retirer le détenu, entend en recolement et séparément l'un de l'autre, et après leur avoir fait de nouveau prêter serment, les témoins essentiels qui ont déposé dans l'enquête, en faisant tenir note par le Greffier des additions, changements et variations qui pourraient exister entre la déposition d'un témoin entendu en recolement et sa première déposition. Il entend également les nouveaux témoins qu'il a pu découvrir et tous ceux dont le prévenu réclame l'audition, en observant ce qui est prescrit articles 14 et 15.

ART. 57.

Après que les témoins ont été entendus ou recolés, le détenu est introduit de nouveau et les témoins appelés l'un après l'autre et séparément. Après reconnaissance réciproque, le prévenu est requis de dire s'il a des motifs de récuser le témoin présent et dans ce cas de les alléguer.

ART. 58.

S'il allègue des motifs de récusation que l'Officier trouve fondés dans la loi, le témoin

est écarté; s'il ne les trouve pas fondés, les cinq Justiciers prononcent.

ART. 59.

L'Officier peut récuser de la même manière les témoins cités à la demande de l'accusé et en cas d'opposition de la part de celui-ci, le Juge prononce sur cette récusation.

ART. 60.

Sont récusables en droit :

1^o Le mari ou la femme du prévenu, même après divorce prononcé, et ses parens plus proches que le cinquième degré :

2^o Les individus qui ont subi une peine infamante.

ART. 61.

Ne peuvent être récusés : ni l'individu aggrédi ou volé, encore qu'il appartienne à l'une des deux catégories mentionnées dans l'article précédent, ni les jeunes gens qui n'ont pas communié, ni les domestiques au pain et au sel du prévenu, le témoignage de ces diverses personnes restant pour valoir ce que de droit. L'excommunication ecclésiastique, aussi bien que le décret de prise-de-corps sous lequel se trouve un témoin et son

incarcération, s'il n'est pas jugé, ne sont pas des motifs suffisans pour le reprocher.

ART. 62.

Lorsque le prévenu a déclaré qu'il n'a pas de reproches à alléguer contre le témoin, ou que le Juge n'a pas trouvé ses motifs de récusation valables, l'Officier intime au témoin un dernier serment : la première déposition qu'il a rendue, aussi bien que ce qu'il y a changé ou ajouté dans le recolement, est lue à haute voix en présence du prévenu, et l'Officier demande au témoin s'il confirme sa déposition.

ART. 63.

Il requiert ensuite le prévenu de répondre à ce qui a été dit par le témoin. L'accusé peut interroger le témoin et dire contre sa déposition tout ce qui peut être utile à sa défense.

ART. 64.

Après avoir obtenu la parole de l'Officier, les Justiciers présens peuvent aussi demander aux témoins et à l'accusé tous les éclaircissemens qui leur paraissent nécessaires à la manifestation de la vérité.

ART. 65.

Dans le cas où l'accusé ne parle pas la langue française, l'Officier nomme d'office un interprète qui prête serment de traduire fidèlement les discours à transmettre. Lorsque l'Officier et l'un des membres du Tribunal au moins, possèdent la langue étrangère, la présence d'un interprète d'office n'est pas nécessaire, s'il ne s'agit que de traduire les dépositions de témoins.

ART. 66.

Toute pièce d'écriture produite dans l'instruction d'une procédure doit être déposée au Greffe. Les pièces essentielles seront signées et paraphées par le Greffier, puis accolées ou annexées en original à la procédure, dans laquelle en outre elles devront être transcrites.

ART. 67.

Quand les témoins à charge et à décharge ont été entendus et confrontés à teneur des art. 55 et 56, quand toutes les circonstances du fait ont été éclaircies, autant que cela a été possible, l'Officier doit mettre la procédure sous les yeux du Conseil d'Etat et lui faire son rapport.

ART. 68.

Si le Conseil d'Etat juge que la procédure n'est pas suffisamment instruite, il ordonne à l'Officier de la continuer.

ART. 69.

Dans le cas contraire, il la déclare bouclée, et si elle a pleinement justifié le prévenu, le Conseil d'Etat ordonne que les prisons lui soient ouvertes, à moins qu'il ne demande d'être jugé ainsi que tout détenu en a le droit : si la procédure a rendu douteuse la culpabilité du détenu, il ordonne à l'Officier de demander jugement sans prendre de conclusions ou en concluant à un plus amplement informé : si la procédure a suffisamment établi la culpabilité du prévenu, il ordonne à l'Officier de demander jugement, en déterminant les conclusions qu'il doit présenter au Juge.

FORMATION DU TRIBUNAL.

ART. 70.

Le Tribunal criminel doit être composé de six Justiciers au moins, pour le jugement de tous les délits au sujet desquels les conclusions ne vont qu'à une réclusion de moins

de quatre ans ou au bannissement de moins de dix ans.

Si les conclusions vont à une peine plus forte, douze Juges au moins doivent être convoqués. Si elles vont à la peine capitale, la Justice entière doit être convoquée et être réunie au nombre d'au moins douze Juges. Dans tous les cas, les cinq Juges qui ont assisté à l'instruction de la procédure doivent être cités avant tous les autres. Les Juges doivent toujours être présents en nombre pair.

ART. 71.

Ne peut être Juge celui qui est parent du prévenu à un degré plus rapproché que le cinquième degré. Dans le jugement d'un banqueroutier frauduleux, les parens des créanciers sont envisagés comme Juges neutres.

A défaut de Juges neutres en nombre suffisant dans la Cour de Justice et à défaut des suppléants de la même Cour, on complète le Tribunal en appelant des Juges d'une autre Cour de Justice.

DU JUGEMENT.

ART. 72.

Tout accusé a le droit d'avoir un défenseur et de le choisir. Toutefois ce défenseur ne peut être choisi que parmi les avocats admis à plaider devant le Tribunal Souverain et parmi les membres des Cours de Justice du pays, les Juges de la cause exceptés, à moins que l'accusé n'obtienne du Président du Tribunal, ou, sur son refus, du Conseil d'Etat, la permission de le choisir parmi ses parens ou amis.

Le défenseur pourra prendre connaissance de la procédure, au greffe, trois fois vingt-quatre heures au moins avant le jugement.

ART. 73.

La séance de jugement est publique, sauf les cas où le Tribunal juge que la morale publique exige qu'elle ait lieu à huis clos. Le Tribunal étant réuni, l'Officier lui fait connaître le temps et l'heure d'administrer justice pour fait de crime, et ordonne d'introduire l'accusé et son défenseur. Le Greffier fait la lecture de la procédure. L'Officier produit l'arrêt du Conseil d'Etat et en fait

faire lecture, ensuite il invite le prévenu et son défenseur à alléguer tout ce qu'ils peuvent avoir à dire pour sa justification. Enfin l'Officier résume la cause en rappelant les principales preuves à charge et à décharge de l'accusé, et il requiert le Tribunal d'entrer en chambre d'avis. La sentence est rapportée à haute voix en présence du public et de l'accusé et est immédiatement couchée par écrit par le Greffier.

ART. 74.

Les sentences sont rendues à la simple majorité.

Si les voix sont également partagées, l'avis le plus favorable à l'accusé prévaut.

ART. 75.

Un Tribunal criminel appelé à rendre sentence sur la procédure mise sous ses yeux, peut :

1^o Déclarer le détenu coupable, et, selon le degré de sa culpabilité, prononcer dans les limites déterminées par les lois et coutumes de l'Etat, la peine qu'il a encourue. Après le jugement de condamnation, le Tribunal peut, sur la réquisition de la partie

civile qui a réservé de demander des dommages-intérêts, statuer immédiatement sur la quotité, après avoir entendu sommairement les parties :

2^o Le renvoyer absous purement et simplement, ou faute de preuves, et alors il ne peut être traduit devant aucun Juge pour ce même fait :

3^o Prononcer un plus amplement informé pour une année au plus. Cela a lieu lorsqu'il existe de fortes présomptions de culpabilité, et que néanmoins par l'absence d'un complice ou d'un témoin, ou par quelque autre circonstance, cette culpabilité n'a pas pu être établie pour le moment :

Durant le tems du plus amplement informé, le prévenu peut, sans nouvelle sentence de Justice, être saisi et incarcéré pour être soumis à un jugement définitif.

Si l'accusé est sous le poids d'un simple décret de comparaître, et s'il n'y a pas eu durant l'instruction de la procédure un décret de prise-de-corps demandé et prononcé contre lui, il ne peut être condamné à une peine excédant celle de quinze jours de détention.

ART. 76.

Toute sentence de condamnation doit énoncer expressément de quels faits le condamné a été reconnu coupable.

ART. 77.

Dans tous les cas les Juges doivent apprécier soigneusement la valeur des dépositions et des preuves quelconques existantes dans la procédure, et en particulier considérer avec beaucoup d'attention si les témoins n'ont point varié ou s'ils ont marqué de l'incertitude dans leur déposition.

ART. 78.

Enfin les Juges doivent s'interroger eux-mêmes dans le silence et le recueillement, chercher dans la sincérité de leur conscience quelle impression ont faite sur leur raison les preuves rapportées contre l'accusé et les moyens de sa défense, et prononcer leur jugement selon leur intime conviction.

ART. 79.

Les sentences des Cours de Justice criminelle sont souveraines et sans appel, et les Juges n'en sont responsables que devant Dieu et leur conscience.

ART. 80.

Il est loisible à une Cour de Justice de recommander le condamné au Gouvernement pour l'adoucissement de sa peine.

DE L'EXÉCUTION DES JUGEMENTS.

ART. 81.

Le prévenu qui n'a pas été déclaré coupable, doit être élargi immédiatement après la sentence rendue, s'il n'est pas détenu pour une autre cause légale.

ART. 82.

Aucune sentence de condamnation ne doit être exécutée sans l'ordre exprès du Conseil d'Etat. Cet ordre doit être lu en présence du condamné et du public, et enregistré par le Greffier à la suite de la procédure et du jugement.

ART. 83.

Il devra néanmoins être sursis à l'exécution de la sentence portant peine afflictive :

1^o Lorsque l'exécution de la peine afflictive serait de nature à compromettre gravement la santé du condamné :

2^o Dans le cas de grossesse de la femme ou fille condamnée :

3^o Dans le cas d'une déclaration ou révélation importante faite par le condamné ou un complice.

ART. 84.

Tout arrêt de grâce ou de commutation de peine doit être lu à huis ouverts en présence du Juge qui a rendu la sentence, du condamné et du public, et enregistré à la suite de la procédure et du jugement.

DES REGISTRES CRIMINELS.

ART. 85.

Le Greffier doit expédier et signer les procédures criminelles sur l'ordre de l'Officier, sans connaissance de Justice. Les arrêts définitifs rendus par le Conseil d'Etat sur un procès-verbal, et les requêtes sur lesquelles intervient un arrêt de grâce, doivent, ainsi que cet arrêt, être transcrits à la suite du procès-verbal ou de la procédure. Condamné ou absous, le détenu n'a pas le droit de demander l'expédition de sa procédure criminelle, mais seulement de la sentence

rendue à son sujet. Du reste, il est loisible au Conseil d'Etat d'accorder, soit à la partie elle-même, soit à des tiers, l'expédition des sentences ou des extraits de procédure, ou même de la procédure entière, pour de justes raisons. Une expédition de la sentence criminelle sera incessamment adressée par le Greffier au Juge qui a prononcé le décret de prise-de-corps.

DE LA JURIDICTION CRIMINELLE DANS LA VILLE DE NEUCHÂTEL ET SUR LES BOURGEOIS DE NEUCHÂTEL.

ART. 86.

La présente loi ne peut porter aucune atteinte aux chartes et concessions en vertu desquelles les bourgeois de Neuchâtel sont soumis à la Juridiction criminelle des Quatre-Ministres et de la Cour de Justice de Neuchâtel.

DES CRIMES COMMIS HORS DU PAYS.

ART. 87.

Les crimes commis en pays étranger, et qui ne rentrent pas dans les cas prévus par l'Art. 2, font le sujet de l'extradition, que

le Gouvernement accorde ou refuse d'après les traités ou les principes du droit des gens.

**DE L'EXERCICE DE LA JUSTICE A L'É-
GARD DES ÉTRANGERS VAGABONDS
ET SANS AVEU.**

ART. 88.

Les vagabonds étrangers et sans aveu peuvent être, pour le seul fait de vagabondage, arrêtés par la gendarmerie, incarcérés sans décret de prise-de-corps, puis expulsés du pays sans formalités, avec défense d'y rentrer. S'ils sont coupables de délits peu graves, ils seront jugés sommairement par la Justice civile du lieu où le délit a été commis, dans les limites de sa compétence. S'il s'agit enfin de crimes ou de délits graves, ils seront traduits devant la Cour de Justice criminelle.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 89.

L'ancienne coutume du pays en matière de procédure criminelle est maintenue dans tous les points où elle n'a pas été modifiée par la présente loi.

En foi de quoi Nous avons signé la présente Loi de procédure criminelle pour Notre fidèle Principauté de Neuchâtel et Valangin, et y avons fait apposer le sceau de Nos armes Royales.

Fait à Berlin, ce seize Août de l'an de grâce mil huit cent trente-cinq et de Notre Règne le trente-huitième.

FRÉDÉRIC-GUILLAUME.

(L.S.)

Et plus bas,

ANCILLON.

LOI

DE PROCÉDURE CRIMINELLE.

Aujourd'hui seize Décembre de l'an mil huit cent trente-cinq, au Conseil d'Etat tenu au Château de Neuchâtel, les présentes ayant été lues, on les a enregistrées dans le manuel du dit Conseil et entérinées selon leur forme et teneur. Moi soussigné, Conseiller d'Etat et Chancelier de SA MAJESTÉ dans cette Principauté, à ce présent.

FAVARGER.

Le Conseil d'Etat, sur le rapport du Département de Justice et Police, ordonne que la Loi de procédure criminelle sanctionnée par SA MAJESTÉ le 16 Août dernier, et entérinée au Conseil le 16 Décembre courant, soit imprimée, publiée en la forme ordinaire et insérée au Recueil des Pièces officielles de la Principauté. Le Conseil ordonne en outre que la dite Loi déploiera ses effets à partir du 1^{er} Janvier 1836, non seulement pour tous les cas postérieurs à cette époque, mais encore pour tous les actes des procédures antérieurement commencées qui ne seront pas consommés à la susdite date. Le Conseil annonce enfin qu'à teneur d'un rescrit de Son Excellence Monsieur Ancillon en date du 14 Octobre dernier, et en ce qui touche la modification provisoire de l'Ordonnance du 27 Septembre 1817, SA MAJESTÉ S'est réservé que la peine de la marque ne pourra jamais être infligée sans Son expresse autorisation.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 21 Décembre 1835.

Le Président,

LOUIS DE POURTALÈS.

LOI
RELATIVE AUX COMMISSIONNAIRES
DE COMMERCE.

DU 4 JANVIER 1836.

NOUS FRÉDÉRIC-GUILLAUME III,
PAR LA GRACE DE DIEU ROI DE PRUSSE,
PRINCE SOUVERAIN DE NEUCHÂTEL ET VALANGIN, ETC.

Savoir faisons :

Que le Conseil d'Etat dans Notre fidèle Principauté de Neuchâtel et Valangin Nous ayant exposé qu'il convient de déterminer par une loi les droits et les devoirs des commissionnaires de commerce vis-à-vis de leurs commettans, et que le Corps législatif a voté le projet de loi qui lui a été présenté pour cet effet, Nous avons sanctionné et sanctionnons par les présentes la *Loi relative aux Commissionnaires de commerce*, consistant dans les sept articles ci-après.

ARTICLE 1^{er}.

Le commissionnaire est le commerçant qui agit en son propre nom, ou sous un nom social, pour le compte d'un commettant.

ART. 2.

Les devoirs et les droits du commissionnaire, pour tout ce qui ne fait pas l'objet de la présente loi, sont régis par les dispositions du droit commun relatives au mandat.

ART. 3.

Tout commissionnaire qui a fait des avances sur des marchandises à lui expédiées d'une autre place pour être vendues ou réexpédiées pour compte d'un commettant, a privilège pour le remboursement de ses avances, intérêts et frais, sur la valeur des marchandises, si elles sont à sa disposition dans ses magasins ou dans un dépôt public, ou si, avant qu'elles soient arrivées, il peut constater l'expédition qui lui en a été faite.

ART. 4.

Si les marchandises sur lesquelles le privilège est acquis au commissionnaire à teneur

de l'article précédent, ont été vendues et livrées pour le compte du commettant, le commissionnaire se rembourse sur le produit de la vente du montant de ses avances, intérêts et frais, par préférence aux autres créanciers du commettant.

ART. 5.

Tous prêts, avances ou paiemens, qui pourraient être faits sur des marchandises déposées ou consignées par un individu résidant dans le lieu du domicile du commissionnaire, ne donnent par eux-mêmes aucun privilège au commissionnaire ou dépositaire.

ART. 6.

Le privilège cesse également, lorsque les avances ont eu lieu dans la huitaine qui précède l'ouverture de la faillite du commettant domicilié dans le pays, à l'exception toutefois du privilège acquis au commissionnaire-expéditeur pour les frais de transport et de remboursement nécessités par la réception des marchandises expédiées de l'étranger.

ART. 7.

La faute commise par le commissionnaire dans l'accomplissement de son mandat donne lieu à l'extinction du privilège, jusqu'à concurrence des obligations qui résultent pour lui de la faute commise.

En foi de quoi Nous avons signé les présentes de Notre main et y avons fait apposer le Sceau de Nos armes Royales.

Fait à Berlin, le vingt-trois du mois de Novembre de l'an de grâce mil huit cent trente-cinq, et de Notre Règne le trente-neuvième.

FRÉDÉRIC-GUILLAUME.

(L.S.)

Et plus bas,

ANCILLON.

LOI

RELATIVE AUX COMMISSIONNAIRES

DE COMMERCE.

Aujourd'hui quatre Janvier de l'an mil huit cent trente-six, au Conseil d'Etat tenu au Château de Neuchâtel, les présentes ayant été lues, on les a enregistrées dans le manuel du dit Conseil et entérinées selon leur forme et teneur. Moi soussigné, Conseiller d'Etat et Chancelier de SA MAJESTÉ dans cette Principauté, à ce présent.

FAVARGER.

Le Conseil d'Etat ordonne que la Loi ci-dessus transcrite soit imprimée, publiée en la forme ordinaire et insérée au Recueil des Pièces officielles.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 4 Janvier 1836.

Le Président,

LOUIS DE POURTALÈS.

DÉCLARATION ROYALE
EN CONFIRMATION DE LA LOI SUR
LA PRESSE.

DU 25 JANVIER 1836.



NOUS FRÉDÉRIC-GUILLAUME III,
PAR LA GRACE DE DIEU ROI DE PRUSSE,
PRINCE SOUVERAIN DE NEUCHÂTEL ET VALANGIN, ETC.

Savoir faisons :

Que le Conseil d'Etat dans Notre fidèle Principauté de Neuchâtel et Valangin Nous ayant exposé que la Loi sur la Presse, votée pour trois années dans les séances du Corps Législatif des 20 et 21 Juillet 1831, a rempli son but pendant cet espace de tems, et que le Corps Législatif a voté pour six nouvelles années cette même Loi dans sa session de Décembre 1834, sans changement ni dans son contenu, ni dans sa rédaction, Nous déclarons et arrêtons par les présentes que Nous confirmons de nouveau pour six années la Loi sur la Presse, ainsi qu'elle a

existé depuis 1831 dans Notre fidèle Principauté de Neuchâtel et Valangin, ordonnant en même tems que la présente Déclaration, signée de Notre propre main, et contre-signée par Notre Ministre d'Etat et des Affaires étrangères, Chef du Département des Affaires de la Principauté, et munie du sceau de Nos armes Royales, y soit annexée pour faire foi de ce que dessus, et soit communiquée au Corps Législatif et publiée suivant l'usage.

Donné à Berlin ce seize Décembre de l'an de grâce mil huit cent trente-cinq, et de Notre Règne le trente-neuvième.

FRÉDÉRIC-GUILLAUME.

(L.S.)

Et plus bas,

ANCILLON.

Déclaration Royale en confirmation
ultérieure de la Loi sur la Presse
dans la Principauté de Neuchâtel
et Valangin.

Aujourd'hui vingt-cinq Janvier de l'an mil huit cent trente-six, au Conseil tenu au Château de Neuchâtel, les présentes ayant été lues, on les a enregistrées dans le manuel du dit Conseil et entérinées selon leur forme et teneur. Moi soussigné, Conseiller d'Etat et Chancelier de SA MAJESTÉ dans cette Principauté, à ce présent.

FAVARGER.

Le Conseil d'Etat ordonne que la Déclaration Royale ci-dessus transcrite soit imprimée, publiée en la forme ordinaire et insérée au Recueil des Pièces officielles.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 25 Janvier 1836.

Le Président,

LOUIS DE POURTALÈS.

TRAITÉ
CONCERNANT LES ÉTABLISSEMENTS RÉCIPRO-
QUES ENTRE LA CONFÉDÉRATION SUISSE
ET LA COURONNE DE SARDAIGNE.

DU 12 MAI 1827.

Ratifié par le Gouvernement Royal de Sardaigne le 16 Juin 1827, et par le Directoire fédéral le 14 Août suivant.

ARTICLE 1^{er}.

Les sujets nés ou originaires des Etats de Sa Majesté le Roi de Sardaigne qui ont aujourd'hui un établissement dans l'un des Cantons de Zurich, Berne, Glaris, Fribourg, Soleure, Schaffhouse, Grisons, Argovie, Thurgovie, Tessin, Vaud et Neuchâtel, et leurs femmes catholiques ou protestantes, sujettes ou étrangères, et tous leurs descendants, recevront de la Légation sarde, contre les pièces par lesquelles ils se seront légitimés jusqu'ici, des passe-ports à domicile, qu'ils déposeront auprès de l'autorité compétente du lieu de leur résidence ; moyennant quel dépôt le permis d'établissement leur sera accordé de la même manière qu'il l'est aux

III.

F

ressortissans des Cantons compris dans le concordat du 10 Juillet 1819 sur l'établissement des Suisses.

Les descendans de ces sujets sardes, qui voudraient former un établissement séparé ou exercer une industrie, ou prendre service dans un autre Canton que celui pour lequel il aurait été délivré au chef de famille un passe-port à domicile, en recevront un particulier de la Légation sarde.

De même les sujets sardes d'une communion chrétienne, qui viendraient par la suite en Suisse avec le projet d'y former un nouvel établissement ou de fixer leur domicile dans l'un des Cantons sus-mentionnés, s'adresseront au Gouvernement respectif pour en obtenir l'autorisation, après qu'ils auront produit à la Légation de Sa Majesté en Suisse, un certificat de bonne conduite et de bonnes mœurs du lieu de leur dernière résidence, et obtenu d'elle un passe-port indiquant l'intention de fixer leur domicile dans l'un ou l'autre de ces Cantons.

Les passe-ports à domicile pour les sujets sardes déjà établis ou qui viendraient former un nouvel établissement dans l'un des

Cantons sus-mentionnés, comprendront le chef de famille, sa femme, s'il en a, ou celle qu'il épouserait en Suisse, et les enfans qui seraient nés ou naîtraient de ce mariage.

Ils seront délivrés pour le terme de deux ans, et leur renouvellement par la Légation sarde sera obligatoire au troisième retour du 1^{er} Juillet à dater de leur délivrance. L'échéance de ces passe-ports est fixée invariablement au 1^{er} Juillet, sans qu'un retard de renouvellement puisse être imputé aux Cantons rière lesquels le sujet sarde sera domicilié; mais de leur côté les Gouvernemens de ces Cantons n'accorderont, ni ne renouvelleront le permis d'établissement sur leur territoire au sujet du Roi, dont le passe-port à domicile serait périmé, avant qu'il se soit mis en règle sous ce rapport auprès de la Légation sarde.

ART. 2.

Ayant obtenu le permis d'établissement sur le dépôt du passe-port à domicile, le sujet de Sa Majesté Sarde entre dans tous les droits et obligations des citoyens du Canton où il a formé son établissement, à l'exception

des droits politiques et de la participation aux biens des communes, des corporations ou fondations pieuses. Il peut dès-lors aussi y exercer son industrie selon les lois et réglemens de police de ce Canton. On ne pourra exiger de lui aucune imposition, taxe ou rétribution en argent, plus forte que celles auxquelles sont assujettis les ressortissans des Cantons suisses compris dans le présent arrangement, lorsqu'ils habitent un autre Canton, d'après le concordat précité, dont une copie authentique sera remise à la Légation de Sa Majesté Sarde.

ART. 3.

Les sujets sardes qui ne viendront passer en Suisse qu'une partie de l'année, pour y travailler comme ouvriers, journaliers, etc., ou y exercer leur industrie sans former d'établissement, ni prendre de domicile fixe, se muniront pour être en règle, de passeports particuliers délivrés par les Commandans de la Province respective, moyennant quoi ils ne seront assujettis en Suisse à aucune autre formalité que celle du visa, dont les autorités cantonales ou locales revêtiront

ces passe-ports, si elles ne préfèrent les faire viser par la Légation sarde. Ces passe-ports assurent le retour des porteurs dans les Etats sardes ; toutefois les Cantons ne renouvelleront pas ce visa, ni n'accorderont de permis de séjour ou d'établissement sur leur territoire, à l'individu dont le passe-port serait périmé, avant qu'il l'ait échangé à la Légation du Roi en Suisse contre un passe-port à domicile.

ART. 4.

Par réciprocité les ressortissans des Cantons compris dans le présent arrangement, sur la présentation de l'attestation de bourgeoisie (Heimathschein) ou d'un passe-port délivré par une autorité compétente de leur Canton et dûment légalisé, seront dans les Etats du Roi participans des mêmes droits et soumis aux mêmes obligations que les sujets de Sa Majesté, à l'exception des droits politiques et de la participation aux biens des communes, corporations et fondations pieuses. Ils seront en général traités, à l'égard de leur établissement et de l'exercice de leur industrie, comme les nationaux.

ART. 5.

En exception à ce qui vient d'être déterminé, les sujets et ressortissans de l'un des deux pays établis dans l'autre, demeureront, quant aux obligations militaires, soumis aux lois de leur patrie, et celles de leur domicile ne les atteindront pas.

ART. 6.

Les sujets de Sa Majesté le Roi de Sardaigne aujourd'hui établis ou qui viendraient s'établir soit exercer leur profession et industrie en Suisse au moyen de passe-ports à domicile, et les Suisses établis ou qui iraient s'établir ou exercer leur industrie dans les Etats de Sa Majesté, lorsqu'ils voudront retourner dans leur patrie, ou y seront renvoyés par sentence juridique, par mesure de haute police, ou d'après les lois et ordonnances sur la police des mœurs et l'état des pauvres, y seront reçus en tout temps et en toute circonstance, eux et leurs femmes catholiques ou protestantes, sujettes ou étrangères, et tous leurs descendans. A cet égard, la présente déclaration, et les passe-ports qui seront délivrés d'après le modèle annexé,

donnent aux Gouvernemens suisses compris dans la dite déclaration, la même garantie pour le retour des sujets sardes qui est assurée au Gouvernement de Sa Majesté quant aux Suisses par l'attestation de bourgeoisie.

ART. 7.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne et les Cantons suisses sus-nommés voulant régler les formalités à observer par les sujets ou ressortissans de l'un des Etats qui voudront se marier dans l'autre, stipulent qu'aucun mariage ne pourra dorénavant être conclu par des sujets de Sa Majesté dans les Cantons qui prennent part au présent arrangement, ou par des Suisses dans les Etats du Roi, sans la production d'une autorisation de leur Gouvernement, d'une attestation de la publication des bans dûment légalisée, et d'un passeport particulier à domicile délivré au nouveau chef de famille sarde.

L'omission de ces formalités, qui seront remplies par la Légation sarde au nom de son Gouvernement quant aux sujets sardes établis en Suisse, et par les Chancelleries cantonales pour les ressortissans suisses

établis dans les Etats sardes , exposerait le Gouvernement qui aurait laissé conclure un tel mariage dans sa juridiction à garder à sa charge et les époux et leurs descendants, dans le cas où, à raison de cette même irrégularité, ils viendraient à perdre leurs droits dans leur patrie primitive.

ART. 8.

Les Cantons non compris dans la présente convention auront en tout temps la faculté d'y accéder.

ART. 9.

Le présent arrangement relatif aux domiciles des sujets sardes dans les Cantons précités et des Suisses dans les Etats sardes est conclu à dater du 1^{er} Juillet 1827 pour le terme de dix ans, passé lequel les parties contractantes seront libres de le renouveler, de le modifier d'un commun accord ou de s'en départir entièrement.


La présente déclaration, dont la ratification est réservée aux hauts commettans des Commissaires, pour être échangée à Zurich au plus tard dans le courant de Juillet 1827, a été signée à double original, au nom du

Directoire fédéral, par Monsieur Charles-Louis de Watteville de Malessert, membre du Conseil Souverain de la Ville et République de Berne, Directeur général de police, et au nom de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, par Monsieur Charles Bazin du Chanay, Chevalier des ordres de St. Maurice et Lazare et de Savoie, Colonel-adjutant-général à l'Etat-major des armées de S. M., Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Confédération Suisse, l'un et l'autre munis de pleins pouvoirs.

A Berne, le douze Mai mil huit-cent vingt-sept.

(L.S.) CHARLES BAZIN DU CHANAY,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Sardaigne
près la Confédération Suisse.

(L.S.) CHARLES-LOUIS DE WATTEVILLE,
Membre du Conseil souverain de la Ville et
République de Berne, Directeur-général
de police et Commissaire fédéral ad hoc.



TRAITÉ
CONCERNANT LES ÉTABLISSEMENTS RÉCIPRO-
QUES ENTRE LA CONFÉDÉRATION SUISSE
ET LA COURONNE DE FRANCE.

DU 30 MAI 1827.

Ratifié par Sa Majesté le Roi de France le 18 Juillet 1827, et par le Directoire fédéral le 14 Août 1827.

Sa Majesté le Roi de France et de Navarre et la Confédération Helvétique ayant jugé nécessaire d'arrêter d'un commun accord, relativement à l'établissement des Français en Suisse et des Suisses en France, des règles fixes, stables et propres à faciliter les rapports des sujets des deux pays, les Plénipotentiaires soussignés, savoir :

Au nom de Sa Majesté Très-Chrétienne, le Sieur François-Joseph-Maximilien-Gérard de Rayneval, Grand-Officier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, Chevalier de l'ordre de Charles III, Conseiller d'Etat, Son Ambassadeur près la Confédération Helvétique :

Et au nom des Cantons Suisses, les Sieurs Emmanuel-Frédéric Fischer, Avoyer de la

Ville et République de Berne, Jean Herzog d'Effingen, Bourgmestre du Canton d'Argovie, et Auguste-Charles-François de Perrot, Conseiller d'Etat de Neuchâtel, nommés à cet effet par le Directoire fédéral :

Après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans :

ARTICLE 1^{er}.

Les Français seront reçus et traités dans chaque Canton de la Confédération, relativement à leurs personnes et à leurs propriétés, sur le même pied et de la même manière que le sont, ou pourront l'être à l'avenir, les ressortissans des autres Cantons. Ils pourront en conséquence aller, venir et séjourner temporairement en Suisse, munis de passeports réguliers, en se conformant aux lois et réglemens de police. Tout genre d'industrie et de commerce, permis aux ressortissans des divers Cantons, le sera également aux Français, et sans qu'on puisse exiger d'eux aucune condition pécuniaire ou autre plus onéreuse. Lorsqu'ils prendront domicile ou formeront un établissement dans les Cantons qui admettent celui des ressortissans de leurs

Co-Etats, ils ne seront également astreints à aucune autre condition que ces derniers.

ART. 2.

Pour prendre domicile ou former un établissement en Suisse, ils devront être munis d'un acte d'immatriculation constatant leur qualité de Français, qui leur sera délivré par l'Ambassade de France, après qu'ils auront produit des certificats de bonne conduite et de bonnes mœurs, ainsi que les autres attestations requises.

ART. 3.

Les Suisses jouiront en France des mêmes droits et avantages que l'article premier ci-dessus assure aux Français en Suisse, de telle sorte qu'à l'égard des Cantons qui, sous les rapports spécifiés au dit article premier, traiteront les Français comme leurs propres ressortissans, ceux-ci seront, sous les mêmes rapports, traités en France comme les nationaux. Sa Majesté Très-Chrétienne garantit aux autres Cantons les mêmes droits et avantages dont ils feront jouir ses sujets.

ART. 4.

Les sujets ou ressortissans de l'un des deux Etats, établis dans l'autre, ne seront pas at-

teints par les lois militaires du pays qu'ils habiteront, mais resteront soumis à celles de leur patrie.

ART. 5.

Les sujets ou ressortissans de l'un des deux Etats, établis dans l'autre, et qui seraient dans le cas d'en être renvoyés par sentence légale, ou d'après les lois et réglemens sur la police des mœurs et la mendicité, seront reçus en tout temps, eux et leur famille, dans le pays dont ils sont originaires, et où ils auront conservé leurs droits conformément aux lois.

ART. 6.

Les Français établis en Suisse, de même que les Suisses établis en France, en vertu du traité de 1803, continueront à jouir des droits qui leur étaient acquis. Toutes les dispositions de la présente convention leur sont d'ailleurs applicables.

ART. 7.

La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans l'espace de trois mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires res-

pectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berne, le trente Mai mil huit-cent vingt-sept.

(L.S.) RAYNEVAL.

(L.S.) FISCHER.

(L.S.) HERZOG D'EFFINGUEN.

(L.S.) PERROT.

DÉCLARATION ROYALE

CONCERNANT LA COCARDE ET LES
COULEURS OFFICIELLES DE LA PRINCIPAUTÉ.

DU 2 MAI 1836.

NOUS FRÉDÉRIC-GUILLAUME III,
PAR LA GRACE DE DIEU ROI DE PRUSSE,
PRINCE SOUVERAIN DE NEUCHÂTEL ET VALANGIN, ETC.

Savoir faisons, que les événemens qui se sont passés dans Notre fidèle Principauté de Neuchâtel et Valangin, Nous ayant fait juger qu'il était nécessaire de fixer définitivement les couleurs officielles de l'Etat, et de les rendre uniformes dans la cocarde, la bannière, les bâtimens publics, et partout où elles doivent trouver place, après avoir entendu Notre Conseil d'Etat de Neuchâtel

à ce sujet, Nous avons statué et déclarons par les présentes que les couleurs orange, noire et blanche, combinées dans la cocarde conformément aux instructions particulières données au Conseil pour cet effet, formeront seules dorénavant les couleurs officielles de l'Etat de Neuchâtel, Notre intention Royale, en joignant aux couleurs actuelles de la cocarde la couleur orange, portée jusqu'en 1806 par les milices de l'Etat, et qui rappelle les droits héréditaires de Notre Maison Royale à la Souveraineté de la Principauté de Neuchâtel et Valangin, étant de donner à Nos fidèles Neuchâtelois une preuve nouvelle de Notre constante affection. En foi de quoi Nous avons signé les présentes de Notre main et y avons fait apposer le sceau de Nos armes Royales. Fait à Berlin ce vingt-deux Mars de l'an de grâce mil huit-cent trente-six et de Notre Règne le trente-neuvième.

FRÉDÉRIC-GUILLAUME.

(L.S.)

Et plus bas,

ANCILLON.

DÉCLARATION ROYALE
concernant la cocarde et les couleurs officielles
de la Principauté.

Aujourd'hui deux Mai de l'an mil huit cent trente-six, au Conseil d'Etat tenu au Château de Neuchâtel, les présentes ayant été lues, on les a enregistrées dans le manuel du dit Conseil et entérinées selon leur forme et teneur. Moi soussigné, Conseiller d'Etat et Chancelier de SA MAJESTÉ dans cette Principauté, à ce présent.

FAVARGER.

Le Conseil d'Etat ordonne que la Déclaration Royale ci-dessus transcrite soit imprimée, publiée en la forme ordinaire, et insérée au Recueil des Pièces officielles.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 2 Mai 1836.

Le Président,

LOUIS DE POURTALÈS.

ARRÊT
CONCERNANT LES PÉAGES.

DU 30 MAI 1836.

Ensuite de l'autorisation de SA MAJESTÉ et conformément aux bases convenues et approuvées en Diète pour régulariser les droits de péage et pontonnage de la manière la plus favorable au commerce et au transit, le Conseil d'Etat a remplacé les divers tarifs existants dans la Principauté par un règlement et tarif uniforme des droits de péage, lesquels seront perçus sur tous les points de la frontière où cela sera jugé nécessaire et *pour le moment* sur les cinq points des Verrières, de Neuchâtel, du Pont-de-Thielle, de St. Aubin et du Landeron tant seulement, et un tarif des droits de pontonnage, lesquels ne seront perçus *pour le moment* qu'au pont de Thielle. Les réglemens et tarifs des droits de péage et pontonnage arrêtés au Conseil sous la date de ce jour seront mis en vigueur et les anciens réglemens et tarifs abolis partout à dater du 1^{er} Juillet prochain. Les anciennes franchises acquises aux sujets de l'Etat sont maintenues en leur entier. Il

n'est pas dérogé non plus aux droits réservés par la Ville de Neuchâtel relativement au pont de Serrières.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 30 Mai 1836.

CHAMBRIER.

RÈGLEMENT ET TARIF

DES PÉAGES DE TERRE DE L'ÉTAT DE
NEUCHÂTEL.

DU 30 MAI 1836.

ARTICLE 1^{er}.

Sont franches de tout péage à leur entrée dans l'Etat de Neuchâtel toutes marchandises et denrées, chevaux et bétail.

Il sera perçu à la sortie de l'Etat tant seulement, pour tous droits de péage, chaussée et transit, un droit en conformité de ce qui est réglé dans les articles suivans :

ART. 2.

Les marchandises, à l'exception de celles mentionnées dans les articles 3, 4, 5 et 6, paieront, par quintal, 4 creutzers.

ART. 3.

Les fers en barre bruts, fers de fonte en gueuse, cotons en laine, vins étrangers en futaille, cuirs verts, boissellerie, garance en poudre, cendres d'orfèvre, bois de teinture en bûches, et soufre brut, paieront, par quintal, 2 creutzers.

ART. 4.

Les grains, farines, riz, fèves, pois et autres légumes, paieront, par quintal, demi-creutzer.

ART. 5.

Les vins et vinaigres d'origine suisse, par pièce, 2 creutzers.

ART. 6.

Les eaux-de-vie en futaille et les fromages d'origine suisse paieront, par quintal, un creutzer.

ART. 7.

Les pierres, sables, chaux, sels, minerais, tuiles, briques, poterie commune, paieront, par collier, 4 creutzers.

ART. 8.

Les foins, pailles et engrais, sont francs de péage.

ART. 9.

Les animaux ci-après dénommés paieront, savoir :

Chevaux et mulets non attelés . .	par tête	4	creutz.
Bœufs, taureaux, vaches, génisses.	«	2	«
Cochons gras	«	2	«
Cochons maigres, ânes, veaux, moutons, chèvres et autre menu bétail . .	«	1	«

ART. 10.

Tout voiturier ou conducteur de marchandises destinées à sortir du pays par terre, et qui aura passé par Neuchâtel, ou y aura formé ou complété son chargement, devra, pour éviter une vérification de détail à la frontière, se faire délivrer par le Préposé au Bureau des péages, une carte de chargement tirée d'un registre à souche numérotée, laquelle indiquera le poids de la voiture chargée, le Bureau de sortie, ainsi que les catégories du tarif auxquelles appartient le chargement; c'est sur cette carte de chargement, qui sera payée 4 creutzers, et sur le poids qui y sera indiqué, sous déduction de la tare du char, que le péage devra être acquitté, en réservant toutefois le droit de vérification du Préposé du Bureau, s'il y avait soupçon de fraude.

ART. 11.

Le péage spécifié aux articles 2, 3, 4 et 6, se percevra sur le poids brut des dites marchandises sans déduction d'aucune tare quelconque pour emballage, etc. Tout ce qui, dans un chargement, passe 50 livres, paie comme un quintal. Tout ce qui est au-dessous de 50 livres ne paie rien.

ART. 12.

Toute tentative de frauder le droit de péage sera, conformément à l'arrêt du 11 Mars 1835, punie d'une amende de dix fois la valeur du droit qui aurait dû être acquitté.

ART. 13.

Le droit de pesage, celui de contrôle pour les vins étrangers qui transitent par le vignoble, et celui de pontonnage, sont réservés.

ART. 14.

Sont exemptés de tout droit de péage :

1^o Les objets appartenant à des Ministres étrangers accrédités auprès de la Confédération Suisse ou à des Députations fédérales, et ceux qui sont transportés dans les diligences et messageries des administrations des postes, dans des voitures militaires, et dans

des voitures de voyageurs lorsque ces objets sont à leur usage.

2° Les marchandises portées à dos d'homme.

ART. 15.

Les anciennes franchises de péage sont maintenues.

Ainsi arrêté au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 30 Mai 1836.

CHAMBRIER.

RÈGLEMENT ET TARIF

DES PÉAGES D'EAU DE L'ÉTAT DE
NEUCHÂTEL.

DU 30 MAI 1836.

ARTICLE 1^{er}.

Toutes les marchandises, à l'exception de celles qui sont mentionnées dans les articles 2, 3, 4, 5, 6, paieront, par quintal, 4 creutz.

ART. 2.

Les fers en barre bruts, fers de fonte en gueuse, cotons en laine, vins étrangers en futaille, cuirs verts, boissellerie, garance en poudre, cendres d'orfèvre, bois de teinture en bûches, et soufre brut, paieront, par quintal 2 creutzers.

ART. 3.

Les fromages paieront, par quintal, un creutzer.

ART. 4.

Les grains, farines, riz, fèves et autres légumes, paieront, par quintal, demi-creutz.

ART. 5.

Les vins, vinaigres et eaux-de-vie en fûtaille, d'origine suisse, paieront, par bosse ou tonneau, 6 creutzers.

Le droit connu sous le nom de droit de brochet ou de cocasse est aboli.

ART. 6.

Les pierres, sables, chaux, sels, minerais, tuiles, briques, poterie commune, paieront, par barque chargée, 4 batz.

ART. 7.

Les foins, pailles et engrais, sont francs de péage.

ART. 8.

Les animaux ci-après dénommés paieront, savoir :

Chevaux et mulets non attelés . . .	par tête	4	creutz.
Bœufs, taureaux, vaches, génisses.	«	2	«
Cochons gras	«	2	«
Cochons maigres, ânes, veaux, moutons, chèvres et autre menu bétail . . .	«	1	«

ART. 9.

Le péage spécifié aux articles 1, 2, 3 et 4, se percevra sur le poids brut des dites marchandises sans déduction d'aucune tare quelconque pour emballage, etc. Tout ce qui, dans un chargement, passe 50 livres, paie comme un quintal. Tout ce qui est au-dessous de 50 livres ne paie rien.

ART. 10.

Toute tentative de frauder le droit de péage sera, conformément à l'arrêt du 11 Mars 1835, punie d'une amende de dix fois la valeur du droit qui aurait dû être acquitté.

ART. 11.

Le péage est perçu au Pont-de-Thielle, comme d'ancienneté, sur les marchandises qui montent et sur celles qui descendent la rivière.

ART. 12.

Le péage de Neuchâtel continuera à être perçu à Thielle, comme d'ancienneté, cumulativement avec celui de Thielle.

ART. 13.

Les marchandises destinées pour Neuchâtel, Cudrefin et le lac de Morat, ne

paieront à Thielle que le simple péage de Thielle.

ART. 14.

Les marchandises expédiées de Neuchâtel, de Cudrefin et du lac de Morat, ne paieront non plus que le simple péage de Thielle.

ART. 15.

Les marchandises pour lesquelles on exhibera un acquit de péage à Neuchâtel, seront franches de péage à Thielle, les vins exceptés.

ART. 16.

Les anciennes franchises de péage sont maintenues.

ART. 17.

Le péage d'eau de Gorgier est aboli.

Ainsi arrêté au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 30 Mai 1836.

CHAMBRIER.

RÈGLEMENT ET TARIF
DE PONTONNAGE POUR L'ÉTAT DE
NEUCHÂTEL.

DU 30 MAI 1836.

ARTICLE 1^{er}.

Les droits de pontonnage sont fixés comme suit :

Pour chaque bête de trait attelée à une voiture ou chaise de quelque espèce qu'elle soit, 4 creutzers.

Pour chaque bête de trait attelée à un char chargé de quelque espèce que ce soit, 4 creutzers.

Pour chaque bête de trait attelée à un char vide, 2 creutzers.

ART. 2.

Toute tentative de frauder le droit de pontonnage sera punie, conformément à l'arrêt du 11 Mars 1835, par une amende de dix fois la valeur du droit de pontonnage qui aurait dû être acquitté.

ART. 3.

Sont exemptés du droit de pontonnage :

- 1^o Les voitures des Ministres étrangers accrédités auprès de la Confédération, et des Députations fédérales, les diligences et messageries des administrations des postes, les voitures et transports militaires de toute espèce.
- 2^o Les voitures qui portent secours pour incendies ou inondations.
- 3^o Les transports de police et de pauvres.
- 4^o Les gens à cheval et à pied.

ART. 4.

Les anciennes franchises sont maintenues.

Ainsi arrêté au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 30 Mai 1836.

CHAMBRIER.

ARRÊT

RELATIF A LA FRANCHISE DE PÉAGE DES
MARCHANDISES APPARTENANT AUX SUJETS
DE L'ÉTAT.

DU 15 JUIN 1836.

Sur le rapport du Département des Finances, le Conseil d'Etat arrête ce qui suit :
Tous négociants ou particuliers, sujets de l'Etat, qui voudront jouir de la franchise de péage pour des marchandises expédiées à l'étranger, devront les accompagner d'une déclaration signée par eux, indiquant que ces marchandises sont réellement leur propriété et qu'il n'en connaissent pas les acheteurs. Cette pièce, qui doit être indépendante de la lettre de voiture, sera remise au préposé du bureau de péage à la frontière, qui seulement alors laissera sortir en franchise la marchandise qui y sera désignée.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 15 Juin 1836.

CHAMBRIER.

ARRÊT

RÉDUISANT LES ÉMOLUMENS DES ACQUITS
A CAUTION ET DÉCHARGES POUR LES VINS
ÉTRANGERS.

DU 29 JUIN 1836.

Le Conseil d'Etat, sur le rapport du Département des Finances, voulant réduire les émolumens des acquits à caution et décharges fixés par l'ordonnance du 30 Mai 1820, concernant les vins étrangers traversant le vignoble, au taux qui a été reconnu suffisant pour couvrir les frais de perception, et en même tems les proportionner à la contenance des tonneaux, à arrêté que l'émolument du permis de transit serait payé à Brot, sur le pied de 2 creutzers par quintal, et l'émolument de la décharge à Neuchâtel ou au Pont-de-Thielle, à un creutzer par quintal, tout émolument particulier étant supprimé quant aux permis d'embarquement, qui sont d'ailleurs maintenus dans leur forme actuelle.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 29 Juin 1836.

CHAMBRIER.

ARRÊT

INTERDISANT CERTAINES MANIFESTATIONS
POUR L'ÉPOQUE DU 12 SEPTEMBRE DE
CHAQUE ANNÉE.

DU 29 AOÛT 1836.

Toute marque de réjouissance au retour du 12 Septembre étant incompatible avec l'ordre public, depuis que cette époque a été signalée, il y a cinq ans, par un acte dont il importe d'effacer le souvenir, le Conseil d'Etat renouvelle une fois pour toutes la défense qu'il a fait jusques ici publier d'année en année, interdisant pour l'avenir aussi bien que pour l'année présente, pour la dite époque du 12 Septembre, et sous les peines que des actes séditions peuvent faire encourir à leurs auteurs, toutes réunions publiques, tous tiraillemens, tous feux, et généralement toutes démonstrations de nature à troubler l'ordre et à compromettre la tranquillité, et rappelant aux Communautés la responsabilité

qui résulte pour elles, quant à l'observation de cette défense, des droits de police qui leur sont confiés et des devoirs que ces droits leur imposent pour le maintien de l'ordre dans leur district.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 29 Août 1836.

PERROT.

ARRÊT

CONCERNANT LA SANCTIFICATION DU DIMANCHE ET DES JOURS DE FÊTE DANS LES PARTIES CATHOLIQUES DE LA PRINCIPAUTÉ.

DU 22 FÉVRIER 1837.

Jugeant convenable de régler la manière en laquelle doivent être appliquées dans les parties de l'Etat où la Religion catholique-romaine est dominante, les dispositions du mandement du 29 Décembre 1829 sur la sanctification du Dimanche et des jours de fêtes religieuses, en mettant fin aux incertitudes qui se sont élevées à ce sujet, le Conseil d'Etat, après avoir entendu le rapport des Commissaires chargés de l'examen de cette

affaire et qui ont pris en objet l'avis émis par le Clergé catholique, a statué ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

Il est défendu pendant tout le jour du Dimanche et les jours de fête de l'Epiphanie, de l'Annonciation, de l'Ascension, de la Fête-Dieu, de l'Assomption, de la Nativité, de la Toussaints, de Noël, du Patron et de la Dédicace de chaque Paroisse :

- 1^o De tenir boutique ouverte et d'étaler, à l'exception des pharmacies : toutefois le pain et les fruits pourront être exposés en vente, moyennant que ce ne soit pas pendant le service divin.
- 2^o De travailler et voiturier : néanmoins dans les cas pressans l'Officier en chef de la Jurisdiction, ou, en son absence, son représentant dans les différentes Communes de la Jurisdiction, pourront accorder aux agriculteurs la permission de cueillir et serrer, après le service divin, leurs blés ou foins déjà coupés, et à des maîtres et ouvriers de métier, de travailler aux ouvrages dont l'accélération serait reconnue nécessaire. Les Curés seront prévenus par les parti-

culiers intéressés des permissions que ces derniers auront obtenues de l'Officier ou de son représentant. Le présent article n'est point applicable aux postes et messageries, ni aux voituriers ou rouliers venant de l'étranger ou y allant, lesquels ne pourront néanmoins charger ni décharger leurs marchandises dans les jours qui y sont mentionnés.

- 3^o De pêcher où que ce soit dans le pays, sous les peines déterminées par les ordonnances sur la pêche : la pêche à la ligne pouvant néanmoins avoir lieu avant ou après le service divin dans les eaux où la pêche est libre.
- 4^o De chasser : quant à cette défense et aux peines encourues par ceux qui l'enfreignent, on se réfère au règlement des chasses.
- 5^o De donner aucune représentation de comédie, ni aucun spectacle quelconque.
- 6^o De danser dans tout endroit où l'on vend vin et liqueurs, à moins de permission de l'Officier.
- 7^o D'avoir aucune vauquille publique et annoncée à l'avance : le tir à la cible étant toutefois permis après le service du soir des Dimanches ou jours de fête, sauf ceux qui sont mentionnés dans l'article 3.

ART. 2.

Sont défendus pendant le service divin du Dimanche et autres jours mentionnés dans l'article 1^{er} :

- 1^o Toute assemblée de Communautés ou autres Corporations.
- 2^o La mouture du blé dans les moulins, à moins d'une permission spéciale de l'Officier en chef ou de son représentant.
- 3^o Tous jeux et danses.
- 4^o Tout débit de vin ou liqueurs, sauf en faveur des voyageurs et pour cas de maladie, aux termes du Règlement concernant les cabarets.

ART. 3.

Sont entièrement défendus et sans aucune exception ni permission pendant les jours de fête de Pâques, de la Pentecôte, de la Fête-Dieu, de Noël, de l'Epiphanie, du Patron de chaque Paroisse et du Jeûne, toute danse et tous jeux.

ART. 4.

Ceux qui seront contrevenus aux susdites défenses seront punis, savoir : ceux qui auront eu ou toléré chez eux des jeux, danses

ou spectacles publics , ou exposé une vauquille, par trois jours et trois nuits de prison civile : et ceux qui auront tenu boutique ouverte, voituré ou moulu dans leurs moulins, les tireurs à la vauquille, joueurs ou danseurs, ouvriers et manoeuvres, chacun d'eux par une amende ordinaire.

ART. 5.

Tout acte qui, sans être prévu dans les articles ci-dessus, serait cependant de nature à causer un désordre ou un scandale public, sera ou puni par une amende, ou, si le cas est plus grave, constaté par un procès-verbal, au vu duquel le Conseil ordonnera les poursuites qui seront jugées nécessaires.

ART. 6.

Le présent arrêt sera enregistré dans les manuels des Cours de Justice du Landeron et de la Brévine, remis à la surveillance des gens d'office et de la gendarmerie et affiché dans chaque auberge ou cabaret dans les Communes catholiques.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 22 Février 1837.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT

FIXANT LA FORME A OBSERVER POUR LE
RACHAT DES ENGAGÈRES.

DU 17 AVRIL 1837.

Le Conseil d'Etat, voulant faire cesser les inconvénients qui résultent de ce que tous les Notaires du pays n'en agissent pas de la même manière quant à la stipulation des actes de rachat d'immeubles aliénés par voie d'engagère, les uns stipulant de véritables actes de rachat, les autres se bornant à porter en marge de leur minute, à côté de l'acte d'engagère même, que le prix du rachat a été remboursé par l'engageur, a, sur le rapport de Messieurs Favarger Conseiller d'Etat ordinaire et Chancelier, Delachaux Conseiller d'Etat ordinaire, et de Marval Commissaire général, spécialement chargés de l'examen de cette question, arrêté ce qui suit : 1^o Le rachat d'un immeuble ou autre droit réel aliéné par voie d'engagère devra être stipulé par acte notarial reçu dans la forme ordinaire. 2^o L'acte de rachat devra, à moins d'empêchement légitime, être reçu par le Notaire qui a stipulé l'engagère. 3^o Le Notaire se conformera

quant à l'émolument de cet acte à l'arrêt du Conseil d'Etat en date du 30 Mars 1835.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 17 Avril 1837.

Le Président.

CHAMBRIER

ARRÊT

PUBLIANT LA CONVENTION CONCLUE AVEC
LE ROYAUME DE SAXE RELATIVEMENT
AUX FAILLITES.

DU 17 MAI 1837.

Une convention conclue entre le Gouvernement royal de Saxe, d'une part, et les Cantons de Zurich, Berne, Lucerne, Uri, Schwytz, Zug, Fribourg, Soleure, Bâle, Schaffhouse, Grisons, Argovie, Thurgovie, Tessin, Vaud, Valais, Neuchâtel, Genève, et Appenzell Rhodes Extérieures, d'autre part, statue que dans les faillites qui viendront à éclater dans le territoire respectif des parties contractantes, les habitants des Cantons sus-indiqués et ceux du Royaume de Saxe jouiront réciproquement des mêmes

droits que les créanciers indigènes, et seront par conséquent traités et colloqués suivant la nature de leurs créances, de la manière prescrite par les lois de chaque Etat pour ses propres ressortissans. Cette convention, qui est en vigueur depuis le 4 Avril 1837, date à laquelle les actes en ont été échangés à Vienne entre les représentans des parties contractantes, est portée par le présent arrêt à la connaissance des Tribunaux et des habitans de la Principauté, afin que la teneur en soit observée, et que notamment il ne soit plus exigé des ressortissans du Royaume de Saxe la preuve mentionnée dans l'article V de la Loi du 18 Mai 1733.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 17 Mai 1837..

Le Gouverneur,

DE PFUEL.

DÉCLARATION

QUI RENOUVELLE LA CONVENTION CONCERNANT LES ÉTABLISSEMENS RÉCIPROQUES ENTRE LA COURONNE DE SARDAIGNE ET PLUSIEURS CANTONS SUISSES.

DU 31 JUILLET 1837.

La convention concernant les établissemens réciproques des sujets de Sa Majesté le Roi de Sardaigne en Suisse et des ressortissans suisses dans les Etats de la Monarchie sarde, signée à Berne par les Plénipotentiaires respectifs le 12 Mai 1827 étant arrivée à son terme, les Plénipotentiaires soussignés, après avoir échangé leurs pouvoirs et ensuite de la réponse que Monsieur le Baron de Blonay a faite au Directoire fédéral de la Suisse, en date du 28 Mai de l'année courante, sont convenus, d'un côté, au nom du Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, et, de l'autre côté, au nom des Etats de Lucerne, de Zurich, de Glaris, de Soleure, de Schaffhouse, de St. Gall, de Thurgovie, de Tessin et de Neuchâtel, de la renouveler pour le terme de dix ans à compter du premier Juillet mil huit cent trente-sept,

et cela, dans les termes dans lesquels cette convention avait été conclue en 1827, et dans ceux dans lesquels les Cantons sus-mentionnés y avaient adhéré.

De même les Plénipotentiaires soussignés sont expressément convenus, que les Cantons des Grisons et de Vaud, qui se sont prononcés sous réserve de ratification définitive pour le renouvellement de la même convention, et les Cantons de Berne, de Fribourg, d'Argovie et du Valais, ainsi que tous les Cantons qui n'ont pas encore pu se prononcer en faveur de cette convention, auront en tout temps la faculté d'y accéder.

Le terme de dix ans, pour lequel la dite convention a été renouvelée, écoulé le premier Juillet mil huit cent quarante-sept, les parties contractantes seront libres de renouveler le présent arrangement, de le modifier d'un commun accord ou de s'en départir entièrement.

La présente déclaration a été signée à double original, au nom de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, par Monsieur le Baron de Blonay, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Confédération

Suisse, et, au nom du Directoire fédéral, par Monsieur de La Harpe Conseiller d'Etat du Canton de Vaud, et Monsieur Barman membre de la Diète du Canton du Valais, ses Commissaires, à Lucerne, le trente et un Juillet mil huit cent trente-sept.

*L'Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de
Sardaigne.*

Baron DE BLONAY.

E.¹ DE LA HARPE,

*membre du Conseil d'Etat du
Canton de Vaud, Commis-
saire ad hoc.*

BARMAN,

*Membre de la Diète du Can-
ton du Valais, Commis-
saire ad hoc.*

LOI

POUR LA PUNITION DES CONTRAVENTIONS
ET DÉLITS QUI SONT POURSUIVIS DEVANT
LES TRIBUNAUX CIVILS.

DU 22 AOÛT 1837.

NOUS FRÉDÉRIC-GUILLAUME III,
PAR LA GRACE DE DIEU ROI DE PRUSSE,
PRINCE SOUVERAIN DE NEUCHÂTEL ET VALANGIN, ETC.

Savoir faisons,

**Que le Conseil d'Etat de Notre Principauté
de Neuchâtel et Valangin ayant soumis à**

Notre Royale Sanction un projet de loi voté par le Corps Législatif dans le but de statuer sur la punition des contraventions et délits qui sont du ressort des Tribunaux civils, et que la Loi exposée dans ce projet, sans changer les bases de la pratique actuelle, Nous ayant paru apporter dans ses détails des modifications utiles et désirées dans le pays, tout en formant le complément de celle du 16 Août 1855 concernant la procédure criminelle, Nous avons jugé qu'il était avantageux pour l'exercice de la Justice dans Notre fidèle Principauté de Neuchâtel et Valangin de lui donner Notre approbation Royale, et qu'en conséquence Nous confirmons et sanctionnons les vingt articles suivans qui la composent, savoir :

1.

Les peines qui peuvent être prononcées par les Tribunaux civils pour les contraventions et délits qui ne sont pas l'objet de lois et ordonnances spéciales, sont :

- 1^o L'amende de douze batz.
- 2^o L'amende de quatre francs.
- 3^o L'amende de dix francs.
- 4^o La prison de un à trois jours complets de vingt-quatre heures.

5^o La confiscation de certains objets, instrumens ou produits du délit.

2.

L'amende et la prison ne peuvent jamais être cumulées.

3.

Seront punis par une amende de douze batz :

1^o Ceux qui, sans avoir été provoqués, auront proféré des injures contre quelqu'un, s'il y a plainte formelle portée par l'injurié.

2^o Ceux qui auront pris part à une rixe ou batterie simple, sauf le recours de l'aggrédi contre l'agresseur à teneur de la loi, le juge pouvant, suivant les cas, condamner immédiatement l'agresseur aux deux amendes, à la décharge complète de l'aggrédi.

3^o Ceux qui imprudemment auront jeté des immondices ou autres objets sur quelqu'un, sans qu'il en soit résulté de blessure ou de lésion.

4^o Ceux qui auront refusé un gagement encouru.

5^o Ceux qui auront désobéi à une première sommation juridique faite sous l'au-

torité de la Justice ou de son Chef. La désobéissance à la seconde sommation sera punie par l'amende de quatre francs, et la désobéissance à la troisième sommation par la prison civile.

Les sommations des Consistoires ou autres Tribunaux ecclésiastiques sont considérées comme des sommations juridiques.

4.

Seront punis par une amende de quatre francs :

1^o Ceux qui auront pris part à une rixe ou batterie un jour de dimanche ou de fête religieuse, un jour de foire ou de marché, de nuit, ou lorsqu'il y aura eu sang.

2^o Ceux qui auront volontairement jeté des pierres, des immondices ou autres objets contre quelqu'un sans l'atteindre, ou contre les maisons ou clôtures d'autrui, ou dans ses jardins ou enclos, et ceux qui auront causé à autrui quelque blessure légère, par imprudence.

3^o Ceux qui auront laissé divaguer des fous ou des furieux que l'autorité leur aurait enjoint de tenir sous leur garde, ou des

animaux malfaisans , ou qui n'auront pas retenu leurs chiens lorsqu'ils attaquent ou poursuivent les passans , sans qu'il en soit résulté de dommage.

4^o Ceux qui, le pouvant, auront refusé ou négligé de prêter secours dans les circonstances d'accident.

5^o Ceux qui auront fait passer des bestiaux , animaux de trait , de charge ou de monture sur le terrain d'autrui, ensemencé ou chargé d'une récolte.

6^o Ceux qui auront déclos les haies , palissades ou murailles des fonds d'autrui, et généralement :

7^o Ceux qui auront porté atteinte d'une manière légère à la propriété d'autrui.

8^o Ceux qui en vendant ou achetant auront employé, sans fraude, des mesures ou poids non étalonnés, les cas de convention entre parties exceptés. Ces mesures et poids seront saisis et détruits.

9^o Ceux qui, trouvés en contravention, auront refusé d'indiquer leurs noms , lorsqu'ils en auront été requis par un homme d'office.

10° Ceux qui, dans un lieu ou chemin public, auront exercé des actes de cruauté ou de fureur brutale contre des animaux même à eux appartenans.

11° Ceux qui auront commis un acte de désordre public.

5.

Seront punis par la prison civile :

1° Ceux qui auront commis avec récidive ou avec des circonstances aggravantes l'un des délits mentionnés dans l'article précédent.

2° Les auteurs d'actes de violences graves, mais qui n'auraient pas un caractère criminel.

3° Ceux qui auront causé volontairement, mais sans intention criminelle, un dommage considérable aux propriétés d'autrui.

4° Ceux qui auront vendu ou débité des boissons ou denrées falsifiées ou altérées, non toutefois d'une manière dangereuse pour la santé.

Les boissons ou denrées ainsi falsifiées, trouvées encore en la propriété du vendeur ou débitant, seront saisies et répandues, ou confisquées, suivant le cas.

5° Les gens qui font métier de deviner ou pronostiquer.

6° Et en général, les auteurs de délits légers, ou qui, à raison de l'âge du prévenu ou d'autres circonstances atténuantes, n'auraient pas paru de nature à devoir être déferés aux Tribunaux criminels.

6.

Il y a récidive, lorsque le délinquant a été condamné pour avoir commis dans les douze mois précédens l'un des délits mentionnés dans la présente Loi.

7.

Dans tous les cas où la peine de trois jours et trois nuits de prison civile est prononcée par la présente Loi ou par un règlement de police, et où le Conseil d'Etat jugera qu'il y a en faveur des délinquans des circonstances atténuantes, la demande portera la clause : *ou ce que Justice connaîtra*. Dans ce cas les délinquans pourront être punis par deux jours ou par un jour de prison, ou par l'amende de dix francs.

8.

Toutes les fois que la demande de la partie publique contiendra la clause : *ou ce que Justice connaîtra*, il ne pourra y avoir appel

de sa part que dans le cas d'un acquittement pur et simple de l'accusé.

9.

Lorsqu'il y aura appel dans les cas prévus Art. 7, le Souverain Tribunal aura la même latitude que le Juge inférieur.

10.

Aucune poursuite à la prison civile ne sera intentée sans un arrêt du Conseil d'Etat, rendu au vu d'un procès-verbal destiné à constater le délit, et qui sera toujours annexé à la demande.

11.

Dans les cas d'amende de douze et de quarante batz, les citations de première, seconde et troisième pourront être réunies en une seule, mais sans préjudice des délais que la Loi accorde au défendeur.

12.

Les poursuites à l'amende de douze et de quarante batz seront prescrites, si la demande n'a pas été formée dans la huitaine, et signifiée dans la huitaine suivante.

13.

Si un proces-verbal a été dressé ou une enquête ouverte dans la huitaine, il n'y a

pas lieu à la prescription mentionnée dans l'article précédent.

14.

Toute poursuite fondée sur un procès-verbal sera prescrite, si la demande n'a pas été formée dans l'an et six semaines, à dater du jour où le délit a été commis.

15.

L'ancienne coutume du pays en matière de procédure pour la poursuite des délits civils est maintenue dans tous les points où elle n'a pas été modifiée par la présente Loi.

16.

Les frais de justice résultans d'un jugement de condamnation à la prison seront payés à teneur du tarif.

17.

Dans le cas de condamnation à l'amende de dix francs, la liste de frais de la Justice inférieure sera réduite de moitié, les citations et journées de témoins exceptées, qui seront payées au taux du tarif.

18.

Les délinquans condamnés à l'amende de douze batz et à l'amende de quarante batz ne pourront être condamnés à aucun frais.

19.

A l'exception de ce qui résulte des Art. 7 et 8, il n'est dérogé à aucune des lois spéciales ou des réglemens de police particuliers destinés à régir quelques-unes des matières non réglées par la présente Loi.

20.

La présente Loi ne peut porter aucune atteinte aux chartes et concessions en vertu desquelles les Villes et Communautés de l'Etat exercent des droits de police dans leur district.

En foi de quoi Nous avons signé la présente Loi et y avons fait apposer le Sceau de Nos armes Royales.

Fait à Tœplitz, ce vingt-six Juillet de l'an de grâce mil huit cent trente-sept, et de Notre règne le quarantième.

FRÉDÉRIC-GUILLAUME.

(L.S.)

Et plus bas,

WERTHER.

LOI

pour la punition des contraventions et délits qui sont poursuivis devant les Tribunaux civils.

III.

I

Aujourd'hui vingt-deux Août de l'an mil huit cent trente-sept, au Conseil d'Etat tenu au Château de Neuchâtel, les présentes ayant été lues, on les a enregistrées dans le manuel du dit Conseil et entérinées selon leur forme et teneur. Moi soussigné, Conseiller d'Etat et Chancelier de SA MAJESTÉ dans cette Principauté, à ce présent.

FAVARGER.

Le Conseil d'Etat, sur le rapport du Département de Justice et Police, ordonne que la Loi ci-dessus transcrite soit imprimée et publiée en la forme ordinaire, pour déployer ses effets à partir du 1^{er} Octobre prochain, et qu'elle soit en outre insérée au Recueil des Pièces officielles de la Principauté.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 29 Août 1837.

PERROT.

ARRÊT

MODIFIANT L'ORDONNANCE DE POLICE DU
9 MARS 1812, EN CE QUI CONCERNE LA CON-
STRUCTION DES CANAUX DE CHEMINÉES.

DU 5 SEPTEMBRE 1837.

Le Conseil d'Etat a jugé convenable, sur le rapport de la Chambre d'Assurance contre les incendies, et après avoir entendu les experts consultés à ce sujet, de déférer aux vœux manifestés par plusieurs propriétaires en apportant par forme d'essai les modifications suivantes à l'ordonnance du 9 Mars 1812, Section II, §. 5, règle sixième :

1^o Les Commissions locales pour la police du feu pourront autoriser, dans tous les cas où elles n'y verront pas d'inconvénients, l'établissement de canaux de cheminées circulaires en briques, du diamètre de 11 pouces, moyennant que les briques soient bien cuites, que dans la partie la moins large elles aient encore la largeur des briques ordinaires, c'est-à-dire 4 pouces, et que de distance en distance, au fur et à mesure de la construction, ces canaux soient liés avec le mur dans lequel ils seront construits, au moyen de

briques saillantes, dont la saillie, qui sera de 6 pouces au moins, entrera dans ce mur. Ces canaux ne seront autorisés que pour cheminées de chambre et non pour cuisines et autres feux plus considérables; ils seront ramonés tous les deux mois, et si plus tard ce genre de construction venait à être reconnu dangereux, l'autorisation sera retirée et les propriétaires tenus de démolir les dits canaux, et de les reconstruire dans les dimensions actuelles. Il y aura recours au Conseil d'Etat contre les décisions des Commissions locales dans les cas prévus par le présent article.

2^o Les canaux ordinaires de cheminées pourront être désormais construits de manière à présenter un vide de 24 pouces sur 11 pouces; les dimensions réduites ne sont toutefois autorisées que pour les cheminées de chambre tant seulement et sous la condition qu'elles seront ramonées régulièrement tous les deux mois. Si ce rétrécissement des canaux devait être plus tard reconnu dangereux, les propriétaires seront tenus de les reconstruire d'après les dimensions prescrites par l'ordonnance du 9 Mars 1812. Il en sera de même

dans le cas où la destination d'une cheminée serait changée et où le canal devrait servir à un usage qui nécessiterait un feu plus considérable.

Donné au Conseil tenu sous Notre Présidence au Château de Neuchâtel, le 5 Septembre 1837.

PERROT.

LOI
SUR LES LOTERIES.

DU 17 OCTOBRE 1837.

NOUS FRÉDÉRIC-GUILLAUME III,
PAR LA GRACE DE DIEU ROI DE PRUSSE,
PRINCE SOUVERAIN DE NEUCHÂTEL ET VALANGIN, ETC.

Savoir faisons,

Que le Conseil d'Etat de Notre fidèle Principauté Nous ayant présenté un projet de loi voté par le Corps législatif et ayant pour objet une répression plus efficace des loteries dans la Principauté, lesquelles, tant étrangères que celles qui seraient entreprises dans l'Etat, ont déjà été prohibées par la Déclaration du 2 Juillet 1831, Nous avons ratifié et ratifions par les présentes le projet de loi sus-mentionné qui consiste dans les cinq articles suivans :

ARTICLE 1^{er}.

Sont assimilées aux loteries et interdites comme telles :

Les ventes d'immeubles, de meubles ou de marchandises, qui ont lieu par la voie du sort, les ventes accompagnées de primes ou autres bénéfices dûs au hasard.

ART. 2.

Sont considérés comme coupables de contravention à la présente Loi : les auteurs, entrepreneurs ou agens de loteries ou d'opérations qui leur sont assimilées ; ceux qui auront colporté ou distribué des plans ou billets, et ceux qui, par des avis, annonces, affiches, ou par tout autre moyen de publication, auront fait connaître l'existence de ces loteries, ou facilité l'émission des billets.

ART. 3.

Les contrevenans seront passibles de la peine de la prison civile et des frais d'enquête et de poursuite. En cas de récidive ou de circonstances aggravantes, ils pourront être déférés aux Tribunaux criminels.

ART. 4.

Aucune action ne pourra être intentée, ni aucune poursuite signifiée de la part des collecteurs ou agens de loteries pour le paiement du prix des billets, ou de la part des joueurs ou propriétaires de billets, pour obtenir la délivrance des lots ou primes.

ART. 5.

Sont exceptées des dispositions ci-dessus, les loteries d'objets mobiliers, exclusivement destinées à des actes de bienfaisance, ou à l'encouragement des arts, dans tous les cas où elles auront été expressément autorisées par le Conseil d'Etat.

En foi de quoi Nous avons signé les présentes de Notre main et y avons fait apposer le sceau de Nos armes Royales.

Fait à Berlin, le vingt du mois d'Août de l'an de grâce mil huit cent trente-sept, et de Notre règne le quarantième.

FRÉDÉRIC-GUILLAUME.

(L.S.)

Et plus bas,

WERTHER.

LOI SUR LES LOTERIES.



Aujourd'hui dix-sept Octobre de l'an mil huit cent trente-sept, au Conseil d'Etat tenu au Château de Neuchâtel, les présentes ayant été lues, on les a enregistrées dans le manuel du dit Conseil et entérinées selon leur forme et teneur. Moi soussigné, Conseiller d'Etat et Chancelier de SA MAJESTÉ dans cette Principauté, à ce présent.

FAVARGER.

Le Conseil d'Etat, sur le rapport du Département de Justice et Police, ordonne que la Loi ci-dessus transcrite soit imprimée, publiée en la forme ordinaire, et insérée au Recueil des Pièces officielles de la Principauté.

Donné au Conseil tenu sous Notre présidence au Château de Neuchâtel, le 17 Octobre 1837.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT

SUPPRIMANT TOUT DROIT DE PÉAGE SUR
LES GRAINS, FARINES ET LÉGUMES.

DU 17 OCTOBRE 1837.

Le Conseil d'Etat, voulant concourir autant qu'il est en lui à une application toujours plus étendue des principes établis par le Pacte fédéral et reconnus par l'arrêté de la Diète du 26 Juillet 1831, quant à la libre circulation des produits du sol d'un Canton à l'autre, a jugé convenable de supprimer, à dater du 1^{er} Novembre prochain, le droit de péage actuellement perçu sur les grains, farines, riz, fèves, pois et autres légumes, à teneur de l'article 4 des tarifs des péages de terre et d'eau du 30 Mai 1836 approuvés par la Diète : la ville de Neuchâtel ayant consenti à cette suppression pour la part qui lui appartient dans les péages d'eau.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 17 Octobre 1837.

Le Président.

CHAMBRIER.

RÈGLEMENT

POUR LES PRÉPOSÉS AUX PÉAGES
DE LA PRINCIPAUTÉ.

DU 20 NOVEMBRE 1837.

ARTICLE 1^{er}.

Les Préposés aux péages se conformeront en tous points, et pour ce qui les concerne respectivement, aux réglemens et tarifs du 30 Mai 1836, concernant les péages de terre, péages d'eau et pontonnage.

ART. 2.

Ils inscriront fidèlement et exactement, jour par jour, et article par article, dans un registre paginé et paraphé au commencement et à la fin, qui leur a été délivré pour cela, le péage qu'ils perçoivent sur toutes marchandises, denrées, bétail, etc., en vertu des tarifs précités.

ART. 3.

Pour les objets non spécifiés dans les réglemens du 30 Mai 1836, ils se conformeront aux règles et directions spéciales qui les concernent, données précédemment, ou qui pourront l'être à l'avenir de la part de l'autorité.

ART. 4.

Les livres et registres des péages seront toujours tenus à jour par les Receveurs, suivant les indications qui leur ont été données par la Direction des péages, ou qui pourront leur être données ultérieurement, toutes les fois qu'elle les en requerra.

ART. 5.

Les Receveurs des péages rendront bon et fidèle compte à la Commission des péages de toutes les sommes d'argent qu'ils ont perçues et régleront leurs comptes comme suit :

- a) Les Préposés et Receveurs des péages de Neuchâtel et du pont de Thielle rendront leurs comptes tous les trois mois, ils défalqueront du produit brut de leur recette leur traitement, et ensuite la part qui revient à la ville de Neuchâtel, à laquelle ils en tiendront compte directement ; le surplus soit le solde sera remis de suite au Directeur des péages contre sa quittance.
- b) Les Préposés et Receveurs des autres bureaux de l'Etat rendront leurs comptes à la fin de chaque année, et, après en avoir prélevé leur traitement, verseront le solde

de leurs recettes entre les mains du Directeur des péages, contre quittance.

ART. 6.

Dans les cas de contravention au règlement des péages, les Préposés seront tenus d'en faire de suite rapport au Directeur des péages, qui leur donnera ses ultérieures instructions, ou, suivant la gravité des cas, en réfèrera à l'autorité supérieure; si ensuite de l'article 12 du règlement et tarif du 30 Mai 1836 l'amende a été encourue, le produit en sera réparti comme suit : deux tiers à la caisse des péages et un tiers au dénonciateur.

ART. 7.

Le Receveur du pont de Thielle continuera à percevoir sur toutes les marchandises transitant par eau et accompagnées de certificats constatant qu'elles sont la propriété de bourgeois de la ville de Soleure, le droit de 3 batzen par collis, ainsi que cela leur a été concédé anciennement.

ART. 8.

L'exemption des droits de transit par terre et par eau et de pontonnage est maintenu comme par le passé :

- a)* En faveur des sujets de l'Etat, domiciliés dans l'Etat, tant pour leurs attelages pour ce qui a rapport au pontonnage, que pour le transit pour leurs marchandises, lorsqu'elles sont accompagnées de certificats indiquant sous la foi du serment, qui pourra au besoin être exigé, qu'elles sont leur pleine et entière propriété, qu'elles voyagent à leurs périls et risques, et qu'ils n'en connaissent pas les acheteurs.
- b)* En faveur des bourgeois et communiens des Communes bernoises de Cerlier, Tschougg, Mollen, Champion et Chules, pour ce qui concerne le péage perçu au pont de Thielle sur le bétail et denrées quelconques.
- c)* En faveur des habitans de Cudrefin, pour ce qui concerne le péage de Neuchâtel.

ART. 9.

Les Préposés aux péages devront soigner par eux-mêmes la recette de leurs bureaux respectifs, et conséquemment ne pas s'absenter de leur poste pour soigner leurs affaires particulières; ils sont tenus de fournir bonnes et suffisantes cautions, au gré de la Commission des péages; en cas d'absence par

suite de permission obtenue ou de maladie, ils ne pourront substituer d'autre personne à leur place, qu'elle n'ait été acceptée par la Commission des péages.

ART. 10.

Le présent règlement, ceux du 30 Mai 1836, et les règles et directions spéciales mentionnées dans les articles 3 et 4, seront réunis et soigneusement conservés dans un dossier déposé au bureau de chaque péage.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au château de Neuchâtel, le 20 Novembre 1837.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT

CONCERNANT L'EXERCICE DES DROITS POLITIQUES DES PRÉSIDENTS D'ASSEMBLÉES ÉLECTORALES.

DU 10 JANVIER 1838.

Le Règlement du 22 Juin 1831 pour l'élection des membres du Corps législatif détermine, article 3, que c'est dans l'assemblée électorale que le Président exercera ses droits

politiques relativement aux élections. Cette disposition, prise en vue des premières élections qui devaient avoir lieu en même tems dans tous les arrondissemens du pays, aurait pour effet, si elle continuait à être appliquée dans tous les cas, que le Président de l'assemblée électorale, n'étant pas nécessairement domicilié dans l'arrondissement, pourrait exercer dans deux lieux différens ses droits politiques. En conséquence et après avoir entendu Mr le Baron de Chambrier, Président du Conseil d'Etat et Procureur-Général, le Conseil arrête que les Officiers de Juridictions ou ceux qui les représentent, ne doivent voter dans les assemblées électorales qu'ils président, qu'autant qu'ils ont leur domicile principal dans l'arrondissement, et qu'ils doivent se borner dans le cas contraire aux seules fonctions de la présidence.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 10 Janvier 1838.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT

FAISANT CONNAITRE CERTAINES MODIFICATIONS APPORTÉES A LA CAPITULATION MILITAIRE.

DU 30 AVRIL 1838.

Le Conseil d'Etat porte à la connaissance du public que, par un ordre du Cabinet du 23 Février 1838, SA MAJESTÉ a daigné consentir, par forme d'essai, à ce que les engagements pour le bataillon des tirailleurs de la garde, qui, d'après l'article 4 de la Capitulation du 20 Juillet 1814, sont de quatre ans datant du jour de l'engagement, puissent être dorénavant contractés pour trois ans de service actif sous les drapeaux, comptant du jour de l'arrivée au corps jusqu'à celui du départ, et à ce que la taille requise pour l'admission des recrues, qui, d'après l'article 7 de la Capitulation, est celle de 5 pieds 3 pouces de Rhin au moins, soit fixée à 5 pieds 2 pouces. Les transports de recrues partiront dorénavant du dépôt aux quatre époques fixes du 1^{er} Mars, du 1^{er} Juin, du 1^{er} Septembre et du 1^{er} Décembre de chaque année.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 30 Avril 1838.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT

CONCERNANT L'APPLICATION DE LA LOI SUR LES CONSTRUCTIONS.

DU 18 JUILLET 1838.

Vu les articles 2 et 3 de la Loi sur les constructions en date du 19 Mars 1834, remettant au Gouvernement le soin de déterminer les localités qui doivent être rangées dans la catégorie des hameaux, ainsi que de fixer la ligne servant à décrire l'enceinte dans laquelle, pour chaque ville, village, bourg et hameau, les dispositions de la loi, spécialement celle du premier de ses articles, seront applicables : vu l'arrêt du 24 du même mois qui a chargé la Chambre d'assurance d'entendre les Communautés de l'Etat ou les Commissions nommées par celles-ci, sur le mode d'exécution des articles de Loi dont il s'agit : vu enfin le rapport fait à ce sujet par la dite Chambre, dont les conclusions sont conformes aux propositions faites ou acceptées par la plupart des Commissions locales : le Conseil d'Etat, voulant régulariser les mesures qui ont été ainsi provisoirement adoptées, a arrêté ce qui suit :

III.

K

ARTICLE 1^{er}.

Les hameaux sont et demeurent ceux qui se trouvent désignés dans les arrêts particuliers qui sont adressés aujourd'hui aux Communautés dans le district desquelles ils sont situés.

ART. 2.

Cependant, si, dans les localités exceptées de la Loi, on construit dans la suite de nouveaux bâtimens qui donnent lieu à assimiler ces localités à des hameaux, elles pourront être ultérieurement soumises à la Loi.

ART. 3.

En dehors de chaque ville, bourg, village et hameau, et à partir des bâtimens qui sont présentement à l'extrémité de leurs divers côtés, compris les plus éloignés du centre, il y aura une ligne de circonscription ou d'enceinte, dont la largeur ne pourra dans aucun cas être au-dessous de 50 perches ou 800 pieds, et dans l'intérieur de laquelle il ne pourra être fait aucune construction de bâtiment qu'en se conformant à la Loi.

ART. 4.

L'étendue plus considérable qui a été donnée à ce rayon par quelques Communautés, est approuvée et maintenue.

ART. 5.

Les Communautés seront responsables, chacune pour ce qui la concerne, des suites de l'inexécution du présent arrêté. Et, afin de ne pas s'exposer à encourir cette responsabilité, elles pourvoiront à ce que, dans leurs districts respectifs, il ne soit construit aucun nouveau bâtiment couvert en bois ou en matière combustible, sans une autorisation du Conseil d'Etat.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 18 Juillet 1838.

Le Président,
CHAMBRIER.

LISTE DES LOCALITÉS

RANGÉES PAR LE CONSEIL D'ÉTAT DANS LA CATÉGORIE DES HAMEAUX.

Dans la banlieue		de NEUCHÂTEL	le Suchiez.
» le district de la Communauté de		VALANGIN	Bussy, le Sorgereux, la Borcarderie.
» »	»	de BODEVILLIERS	la Jonchère et Malvilliers.
» »	ville	du LANDERON	Monthey-dessus.
» »	Communauté de	CRESSIER	Frochaux.
» »	»	d'ENGES	la vacherie Lordelle.
» »	ville	de BOUDRY	Troisrods, la fabrique de Boudry, compris le moulin, la fabrique des Isles, la fabrique de Grandchamp.
» »	Communauté de	CORTAILLOD	la fabrique de Cortailod.
» »	»	de ROCHEFORT	les deux Grattes, Montezillon, Chambrelieu.
» »	»	de BROT-DESSOUS	le Champ-du-Moulin, Fretereules.
» »	»	de COUVET	Plancemont.
» »	»	de BUTTES	le Quartier-du-Coude.
» »	»	de THIELLE	la Recette et le Château.
» »	»	de la COUDRE	la Favarge.
» »	»	de VOENS et MALEY	le Maley.
» »	»	de COLOMBIER	le Bied.

Suite de la Liste.

Dans le district de la Communauté de GORGIER	.. . . .	vers Chez-le-Bart.
« des PONTS	.. . . .	le Voisinage.
« de BROT-DESSUS	.. . . .	les Petits Ponts.
« de la CÔTE-AUX-FÉES.	.. . . .	le Quartier des Bolles du Temple.
« du CERNEUX-PÉQUIGNOT.	.. . . .	le Quartier près de l'Eglise.
« de la CHAUX-DU-MILIEU.	.. . . .	le Quartier vers le Temple.
« de TRAVERS	.. . . .	le Quartier vers chez Montandon, les Grands-Champs, sur le Vaux.
« de NOIRAIGUE	.. . . .	Rosières.
« des PLANCHETTES	.. . . .	le Quartier près de l'Eglise.
« du LOCLE.	.. . . .	les Billodes, la Foula, la Jalusa, le Quartier du Verger, et les maisons groupées au pied du Crêt : le Crêt depuis l'auberge en vent ; y compris les maisons au-dessus et au-dessous de la route.
« de la SAGNE.	.. . . .	La ligne à tracer pour ces localités ne s'étendra pas au-delà de la sommité des versans qui les dominent.

la partie appelée le Village, dans les limites détermi-
nées par l'arrêt :
Miéville et les maisons au-dessous de l'Eglise, dans
les limites fixées par le Conseil d'Etat.

ARRÊT

INSTITUANT UNE COMMISSION DE SANTÉ.

DU 3 DÉCEMBRE 1838.

LE Conseil d'Etat, sur le rapport du Département de l'Intérieur, qui a pris l'avis de M. le docteur Borel, Médecin du Roi, voulant apporter une plus grande régularité dans l'exercice de la police médicale, en donnant une organisation stable à cette branche de l'administration publique, arrête ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}. Il sera formé une Commission de santé, chargée de fournir au Gouvernement les renseignements dont il pourrait avoir besoin, touchant l'hygiène publique et la police médicale, et de faire subir des examens de capacité aux personnes qui voudront exercer dans la Principauté la médecine ou l'une de ses différentes branches.

ART. 2. Cette Commission sera composée de cinq membres nommés par le Conseil d'Etat, elle sera présidée par le Président du Département de l'Intérieur, le Médecin du Roi en sera membre né.

ART. 3. Lorsqu'il s'agira d'objets purement scientifiques, les médecins qui feront

partie de la Commission de santé, se réuniront en comité, sur l'invitation du Président de la Commission, et sous la présidence du Médecin du Roi.

ART. 4. Dans les cas où elle le jugera nécessaire et notamment pour les examens des pharmaciens et des vétérinaires, la Commission s'adjoindra un ou deux pharmaciens et un médecin vétérinaire.

ART. 5. Elle sera convoquée toutes les fois que le Conseil d'Etat ou le Président du Département de l'Intérieur le jugeront nécessaire.

ART. 6. Elle tiendra registre de ses délibérations, l'un de ses membres fera les fonctions de secrétaire.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au château de Neuchâtel, le 3 Décembre 1838.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT

MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS RELATIVES AUX RACHATS DE CENS FONCIERS.

DU 5 DÉCEMBRE 1838.

Sur le rapport du Département des Finances, le Conseil d'Etat, modifiant les ar-

tibles 4 et 5 du règlement du 16 Août 1831 concernant le rachat des cens fonciers, et les articles 3 et 4 de l'arrêt du 18 Décembre 1832, qui a prescrit aux Receveurs certaines règles relatives à la comptabilité des rachats de cens, arrête ce qui suit :

1^o Les Receveurs de l'Etat recevront désormais en tout temps les demandes de rachat qui leur seront adressées.

2^o Ils expédieront avant le 1^{er} Septembre de chaque année les actes de tous les rachats annoncés avant le 1^{er} Juin précédent. C'est à la même époque du 1^{er} Septembre qu'ils solderont leurs versements à la Trésorerie et qu'ils adresseront leurs comptes de rachats à M. le Commissaire-général.

3^o Les propriétaires qui n'auront fait leur demande de rachat qu'après le 1^{er} Juin, paieront le cens de l'année commencée.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 5 Décembre 1838.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT

MODIFIANT CELUI DU 15 JUIN 1836 CONCERNANT LES DÉCLARATIONS DE PROPRIÉTÉ EN MATIÈRE DE PÉAGE.

DU 16 JANVIER 1839.

Les rapports de la Direction des Péages et du Département des Finances ayant fait reconnaître au Conseil d'Etat la nécessité de prendre des mesures pour garantir, dans certains cas, la vérité des déclarations de propriété signées par des sujets de l'Etat en vertu de l'arrêt du 15 Juin 1836, le Conseil arrête que les Neuchâtelois domiciliés dans la Principauté, qui n'ont ni bureau ni magasin ouvert et qui voudront expédier hors de l'Etat, en franchise de péage, des marchandises de provenance notoirement étrangère, devront faire viser leurs déclarations de propriété par l'Officier de la Juridiction qu'ils habitent ou son représentant, lesquels n'accorderont leur visa que sur la production de factures ou autres pièces probantes, constatant la propriété des dites marchandises.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 16 Janvier 1839.

PERROT.

RÈGLEMENT ET TARIF POUR LA POSTE AUX CHEVAUX.

DU 13 FÉVRIER 1839.

Le Conseil d'Etat, ayant jugé convenable d'ordonner l'établissement d'une poste aux chevaux sur les routes de la Principauté qui sont en communication avec des établissemens de ce genre dans les Etats voisins, a, sur le rapport du **Département des Finances** et de la **Régie des Postes**, arrêté ce qui suit :

DES ROUTES DE POSTE, DES RELAIS ET DES CHEVAUX.

ARTICLE 1^{er}. Il sera établi une poste aux chevaux sur les routes suivantes :

- a) de **Neuchâtel** à **Pontarlier**, avec un relais intermédiaire à **Môtiers** :
- b) de **Neuchâtel** à **Yverdon**, avec un relais intermédiaire à **St. Aubin** ou **Vaumarcus**.

ART. 2. Il y aura dans chaque relais le nombre de chevaux ci-après indiqué, pour le service de la poste, savoir :

- a) à **Neuchâtel**, au moins dix chevaux dès le 1^{er} Mai au 1^{er} Novembre, et sept les six autres mois :
- b) à **Môtiers**, au moins dix chevaux dès le 1^{er} Mai au 1^{er} Novembre, et six les six autres mois :
- c) à **Vaumarcus ou Saint - Aubin**, au moins huit chevaux dès le 1^{er} Mai au 1^{er} Novembre, et six les six autres mois.

ART. 3. Il y aura dans chaque relais un postillon en rang pour trois ou quatre chevaux.

ART. 4. Il y aura de plus, dans chaque relais, un bon char ou cabriolet couvert, à l'usage des voyageurs en poste.

ART. 5. Les distances des divers relais entr'eux sont déterminées comme suit :

de **Neuchâtel à Môtiers**, 3 $\frac{3}{4}$ postes :

un cheval de renfort sur les voitures de la première division du tarif de Neuchâtel à Môtiers, pour l'année :

de **Môtiers à Pontarlier**, 3 postes :

un cheval de renfort sur les voitures de la première division du tarif de Môtiers à Pontarlier, pour l'année :

de **Neuchâtel à Vaumarcus ou Saint - Aubin**,
2½ postes :

de **Vaumarcus ou Saint - Aubin à Yverdon**,
(poste vaudoise) 2½ postes.

ART. 6. La distance de **Neuchâtel à Môtiers**
devra être parcourue dans l'espace de 3¾ h^{res}
et, pour le retour, 3½ heures :

celle de **Môtiers à Pontarlier**, en 2¾ heures,
non-compris l'arrêt à la douane française :

celle de **Neuchâtel à Vaumarcus ou St. Aubin**,
en 2 heures, tant pour l'allée que pour le
retour :

celle de **Vaumarcus ou St. Aubin à Yverdon**,
en 2 heures également.

DES VOYAGEURS.

ART. 7. Aucun voyageur arrivant avec des
chevaux de poste étrangers au premier relais
neuchâtelois ne pourra continuer sa route
avec les mêmes chevaux; il ne pourra prendre
d'autres chevaux que ceux de la poste, s'il n'a
séjourné au moins vingt-quatre heures dans
ce premier relais ou dans un lieu intermé-
diaire entre l'extrême-frontière et ce premier
relais

ART. 8. Aucun voyageur qui aura pris des chevaux à la poste neuchâteloise, ne pourra continuer sa route avec d'autres chevaux que ceux pris dans le relais de poste suivant, à moins qu'il n'ait séjourné vingt-quatre heures dans le lieu où il veut quitter les chevaux de poste.

ART. 9. Le prix de chaque course sera payé avant qu'elle soit commencée, mais le voyageur peut attendre qu'elle soit finie pour payer les guides au postillon.

ART. 10. Tout voyageur qui aura demandé des chevaux de poste et les aura renvoyés sans en faire usage, paiera le prix d'une poste et les guides dans la même proportion, à titre de dédommagement.

ART. 11. Tout retard occasionné par un voyageur et qui ne résultera pas d'accidens arrivés à la voiture, sera payé à raison d'une demi-poste pour chaque heure de retard, tant pour les chevaux que pour le postillon.

ART. 12. Les voyageurs seront servis dans l'ordre de leur arrivée ; ceux qui ont un avant-courrier prendront rang par l'arrivée de ce courrier et non par celle de leur voi-

ture. Les postillons en course ne peuvent se dépasser sur la route ; ils doivent marcher dans l'ordre dans lequel ils sont partis du relais, à moins qu'un accident ne soit arrivé à la voiture qui les précède, ou que le voyageur qui serait dépassé n'y donne son consentement.

ART. 13. L'avant-courrier ne peut quitter le relais avant que la voiture qu'il précède ne soit arrivée ; s'il part plus d'un quart-d'heure après la voiture, il lui sera donné un postillon pour guide.

ART. 14. Si tous les chevaux d'un relais sont en course, le maître de poste ne peut pas être contraint à en fournir d'autres ; les voyageurs attendront que les chevaux soient rentrés, et une heure en sus, pour leur donner le temps de se rafraîchir ; ils en feront ensuite usage dans l'ordre de leur arrivée.

ART. 15. Les courriers à franc - étrier doivent être précédés d'un postillon qui leur sert de guide ; il leur est défendu de le dépasser, et, s'ils arrivent seuls au relais, on ne leur fournira des chevaux qu'après l'arrivée du postillon. Un postillon ne peut accom-

pagner que deux courriers; s'il y en a trois, il leur sera donné deux postillons.

ART. 16. Les courriers à franc-étrier ne doivent pas se charger d'autres effets que de ceux qu'ils peuvent porter dans les poches de leur selle; s'ils ont un porte-manteau, il doit être porté en croupe par le postillon : le poids du porte-manteau ne peut pas dépasser 30.

ART. 17. Si des courriers ou des voyageurs ont forcé ou maltraité des chevaux de manière à les mettre hors de service, ils seront tenus d'en déposer le prix, sur estimation contradictoire ordonnée par l'Officier de la Jurisdiction où ils arriveront.

ART. 18. Toute contestation qui pourra s'élever entre les voyageurs et les maîtres de poste, sera décidée conformément aux articles 2, 3 et 4 de la *Loi sur les causes sommaires* du 9 Octobre 1826.

ART. 19. Les droits de chaussée ou de pontonnage, s'il y en a, sont à la charge des voyageurs.

DES MAÎTRES DE POSTE ET DE LEURS
OBLIGATIONS.

ART. 20. Les maîtres de poste sont nommés par le Conseil d'Etat, sur la présentation de la Régie des postes. Ils doivent donner caution avant d'entrer en fonctions.

ART. 21. Ils sont tenus, sauf autorisation spéciale, de résider dans le lieu où existe leur relais; ils ne peuvent transporter leur relais d'un local dans un autre, quoique dans la même Commune, sans autorisation spéciale de la Régie des postes.

Dans le cas où un maître de poste aurait obtenu l'autorisation de résider hors du relais desservi par lui, il sera tenu d'y placer une personne de son choix, connue et approuvée par la Régie des postes.

ART. 22. Les maîtres de poste sont civilement responsables de tout ce qui se passe dans leur relais, comme aussi de tous les accidens survenus par la faute de leurs postillons, ainsi que par l'emploi de chevaux reconnus vicieux.

ART. 23. L'indemnité à payer par le maître de poste, s'il y a lieu, sera fixée comme il est dit article 18.

ART. 24. Les maîtres de poste ne peuvent passer au-delà du plus prochain relais que dans les cas suivans :

a) Si les voyageurs qu'ils conduisent se rendent à une distance moindre d'une poste au-delà du relais suivant et sur la route :

b) Si le relais voisin manque depuis plus de quinze jours du nombre de chevaux qu'il est tenu d'avoir ; mais, dans ce cas, le maître de poste doit en avoir prévenu à l'avance la Régie des postes.

ART. 25. Les maîtres de poste qui ne se conformeront pas à l'ordre ci-dessus, seront tenus de rembourser à double au maître de poste dont ils auront enfreint les droits, les courses qu'ils auront faites à son détriment.

ART. 26. Les maîtres de poste feront placer au-dessus de la porte d'entrée de leur relais un écriteau portant ces mots : **Poste aux chevaux.**

ART. 27. Ils seront tenus d'avoir tous leurs chevaux, ainsi que leur char-à-banc ou cabriolet, en bon état et propres au service ; dans le cas où il s'en trouverait qui fussent hors de service, ils devront les remplacer sans délai.

ART. 28. Les maîtres de poste fourniront à leurs postillons l'uniforme de la poste aux chevaux et la plaque aux armes de l'Etat, suivant le modèle qui leur sera remis par la Régie des postes. Ils veilleront à ce que les postillons ne fassent jamais le service sans en être revêtus.

ART. 29. Ils veilleront de plus à ce que leurs postillons se conduisent toujours avec décence et politesse envers les voyageurs; ils leur en donneront eux-mêmes l'exemple.

ART. 30. Il doit y avoir pendant la nuit, dans l'écurie de chaque maître de poste, de la lumière et un postillon de garde; si le postillon de garde part en course, celui qui est en rang après lui le remplace.

ART. 31. Les maîtres de poste ne peuvent quitter le service sans en avoir prévenu la Régie des postes trois mois d'avance. S'ils manquent à cette obligation, il sera pourvu à leurs frais à l'exploitation du service. En cas de mort, leurs héritiers ou, à défaut, leurs cautions, sont tenus de continuer le service jusqu'à la mise en activité de leur successeur.

ART. 32. Ils reçoivent de la Régie un registre paraphé, destiné à recevoir les plaintes que les voyageurs auraient à consigner contre le maître de poste ou ses postillons, ou ceux du relais précédent.

ART. 33. Les voyageurs sont en droit de se faire exhiber ce registre. Il est expressément défendu aux maîtres de poste de se refuser à cette communication.

ART. 34. Les maîtres de poste sont tenus de présenter aux voyageurs, sur leur réquisition, un exemplaire du présent arrêt, ainsi que des réglemens qui pourront être faits dans la suite.

ART. 35. Les maîtres de poste ne peuvent être contraints à fournir des chevaux pour être attelés à une voiture, concurremment avec des chevaux non employés au service de la poste.

ART. 36. Les postillons attachés à un relais doivent seuls conduire les chevaux de ce relais ; les voyageurs ne peuvent les faire remplacer par qui que ce soit.

DES POSTILLONS.

ART. 37. Tout postillon doit être âgé de dix-huit ans au moins.

ART. 38. Ils ne peuvent pas quitter le relais où ils servent, sans en prévenir le maître de poste un mois d'avance, et ne peuvent être reçus dans un autre relais, sans avoir présenté un certificat de bonne conduite délivré par le maître de poste dont ils ont quitté le service.

ART. 39. Les postillons ne peuvent s'arrêter, sans la permission des voyageurs, que le temps nécessaire pour laisser souffler leurs chevaux.

ART. 40. Il est défendu aux postillons, lorsqu'ils se rencontrent, d'échanger leurs chevaux, sans en avoir obtenu le consentement respectif des voyageurs qu'ils conduisent.

ART. 41. Outre l'obéissance qu'ils doivent aux maîtres de poste qu'ils servent, ils sont aussi soumis à la surveillance des maîtres de poste voisins, pendant qu'ils séjournent chez eux étant en course.

ART. 42. Les postillons en course doivent être revêtus de l'uniforme et de la plaque

désignés à l'art. 28. Sont exceptés de cette mesure les monteurs à défaut, qui seraient employés extraordinairement, dans les cas d'urgence, pour remplacer ou subsidier les postillons en rang.

ART. 43. Il leur est défendu de rien exiger des voyageurs, en sus de ce qui leur est alloué par le tarif.

ART. 44. Il est expressément défendu aux postillons de descendre de cheval pendant la durée de la course, sans le consentement des voyageurs.

ART. 45. Les postillons doivent se conformer au désir, librement exprimé par les voyageurs, de descendre dans l'auberge qui leur convient; ce choix appartient exclusivement aux voyageurs.

TARIF DE LA POSTE AUX CHEVAUX.

ART. 46. Le nombre de chevaux à atteler aux voitures, selon les dimensions de ces dernières, le nombre de postillons et le prix à payer par cheval et par personnes transportées, sont réglés comme ci-après : *)

*) *Note.* Tous les prix mentionnés dans le présent règlement sont en argent de France.

T A R I F.

Nom et classement par divisions des différentes espèces de voitures à l'usage des voyageurs en poste.	Nombre de personnes.	Nombre de chevaux.	Prix à payer pour chaque cheval.	Prix total des chevaux de poste.	Nombre de postillons.
PREMIÈRE DIVISION.					
Chaises ou Cabriolets.	1. 2. 3.	2. 3.	F. 1 [»] 50 ^c » 1 [»] 50 ^c	F. 3 [»] - » 4 [»] 50 ^c	1. 1.
Petites calèches à un seul fond avec <i>timon</i> . S'il se trouve une 3 ^{me} personne, il sera payé 1 fr. par poste en sus du prix des chevaux. S'il y a plus de trois personnes, la calèche sera considérée comme berline, et suivra les règles de la 3 ^{me} division.	1. 2.	2.	» 1 [»] 50 ^c	» 3 [»] -	1.
SECONDE DIVISION.					
Limonières. Voitures fermées et coupées, et calèches avec <i>brancard</i> Il sera payé 1 fr. par poste en sus pour chaque personne excédant le nombre de trois.	1. 2. 3.	3.	» 1 [»] 50 ^c	» 4 [»] 50 ^c	1.
TROISIÈME DIVISION.					
Berlines. Voitures fermées ou non, à deux fonds égaux, et calèches à deux fonds avec <i>timon</i> . S'il y a une 5 ^{me} personne, il sera payé 1 fr. par poste en sus. Les mêmes voitures Il sera payé 1 fr. par poste en sus pour chaque personne excédant le nombre de six.	1. 2. 3. 4.	4. 6.	» 1 [»] 50 ^c » 1 [»] 50 ^c	» 6 [»] - » 9 [»] -	2. 2.

Les chevaux de selle dits bidets se paient comme ceux de trait. Lorsque le courrier voyage avec un guide, le cheval du guide est payé Fr. 1[»]50^c par poste, et le salaire du postillon 75^c par poste.

ART. 47. Un enfant de plus de dix ans sera compté pour une personne.

Un enfant de dix ans et au-dessus de trois ans ne sera point compté dans le prix de la course.

Deux enfans de dix ans et au-dessus de trois ans compteront pour une personne.

Il sera payé 50 centimes en sus par poste, pour chaque enfant de dix ans et au-dessous excédant le nombre de deux.

Dans aucun cas, les enfans âgés de moins de trois ans ne seront comptés dans le prix de la course, et, s'il se trouve dans la même voiture un enfant de trois à dix ans avec un ou plusieurs enfans âgés de moins de trois ans, il ne sera rien dû pour aucun d'eux.

Tarif des indemnités à payer sur la route
de Neuchâtel à Pontarlier.

ART. 48. Les maîtres de poste des relais de Neuchâtel et de Môtiers ont droit, lorsqu'il y a de fortes neiges, et, le cas échéant, pour le démontage et remontage des voitures, aux indemnités ci-après :

Prix par voiture et par relais.

	Sur leurs roues.	Démontées à demi.	Démontées en entier.
Voiture de la première division du tarif de la poste aux chevaux.	2 francs	6 francs	8 francs
Voiture de la seconde division. .	3 »	8 »	11 »
Voiture de la troisième division .	4 »	13 »	15 »

Les guides à pied, nécessaires pour appuyer les voitures non démontées, seront payés en sus des prix ci-dessus, à raison de fr. 1 » 50^c par poste et par personne.

ART. 49. Les maîtres de poste de Neuchâtel et de Môtiers doivent avoir, pendant l'hiver, les traîneaux nécessaires pour le transport des voitures démontées.

Ils sont responsables des accidents qui arriveraient, par la faute de leurs gens, aux voitures et bagages transportés de cette manière.

Ils ne pourront exiger que les voitures soient démontées, en tout ou en partie, que dans le cas où l'encombrement de la route par les neiges rendrait le passage sur roues impossible.

Prix de la course.

ART. 50. Il est dû pour prix des guides 75 centimes par postillon et par poste.

Il est dû 1 fr. 50 centimes par poste par char-à-banc ou cabriolet fourni aux voyageurs par le maître de poste.

Le nombre de chevaux énoncé à la seconde colonne du tableau du tarif doit être réellement attelé ; les voyageurs ne sont pas obligés de payer ceux qui manquent à cet effectif, à moins de composition à l'amiable.

CHARGEMENT DES CHEVAUX ET VOITURES.

ART. 51. Chaque voiture peut être chargée d'une malle et d'une vache, soit en une, soit en deux parties, selon que la voiture est à un ou deux fonds, c.-à-d., selon que la voiture fait partie de la première ou de la seconde division du tarif.

PRIX DE COMPOSITION.

ART. 52. Les maîtres de poste peuvent déroger aux droits que le tarif leur accorde, par rapport au nombre de chevaux dont les voitures doivent être attelées ; ils les conduiront alors à prix de composition. Cette dérogation est purement facultative.

Toute dérogation au tarif doit être convenue d'avance entre les voyageurs et les maîtres de poste.

POLICE DES ROUTES DE POSTE.

ART. 53. Les voitures en poste ont droit aux mêmes égards que les voitures des courriers et messageries de l'Etat ; tout conducteur de chars ou voitures quelconques qui serait convaincu d'avoir retardé leur marche, sera puni conformément au Règlement des postes.

CHEVAUX DE RENFORT.

ART. 54. La concession du cheval de renfort indiqué à l'art. 5 du présent règlement est applicable :

- 1^o aux chaises, cabriolets et calèches de la première division, lorsque ces voitures sont chargées de deux personnes ou plus :
- 2^o aux voitures, soit chaises de poste, cabriolets ou calèches qui ont un chargement qui excède celui déterminé à l'art. 51 ; ces voitures ne peuvent être traînées par moins de trois chevaux dans les localités où le cheval de renfort est accordé, et par conséquent elles doivent le prix de ce renfort, lors même qu'elles ne contiendraient qu'une seule personne :

3^o aux limonières, lorsqu'elles contiennent plus d'une personne, excepté cependant les calèches à brancard qui ne comportent que l'attelage à trois chevaux dans toutes les localités.

ART. 55. Le prix du cheval de renfort est le même que celui des autres chevaux, soit fr. 1 » 50^c par poste; il se paie en sus du prix des chevaux indiqués par le tarif.

ART. 56. Les voyageurs peuvent exiger que le cheval de renfort soit attelé, et les maîtres de poste ne peuvent en demander le paiement lorsqu'ils ne l'attellent pas, à moins de composition entr'eux conclue avant le départ du relais.

ART. 57. Dans les localités où le cheval de renfort est attelé à une calèche de la première division du tarif chargée de trois personnes, les voyageurs paieront seulement le prix des trois chevaux et il ne sera rien dû pour la troisième personne.

ART. 58. Lorsqu'une chaise de poste ou un cabriolet, en raison du nombre de personnes que cette voiture contient, se trouve attelée de trois chevaux, la concession du cheval de renfort n'est pas applicable.

DES PÉNALITÉS.

ART. 59. Tout postillon convaincu d'avoir exigé une rétribution plus forte que le montant du prix des guides qui lui est accordé par le règlement, d'avoir insulté les voyageurs par des propos grossiers ou des actions indécentes, sera renvoyé ou mis à pied pour un temps déterminé, indépendamment des peines portées par les lois, s'il y a lieu.

ART. 60. Les postillons qui auront donné lieu à des plaintes de la part des voyageurs, en cherchant à leur imposer le choix d'une auberge, seront mis à pied.

ART. 61. Les postillons qui auront quitté leurs chevaux en route, seront punis de la mise à pied, sans préjudice de la responsabilité encourue par eux et par le maître de poste pour les accidents qui seraient résultés de cette contravention.

ART. 62. Les postillons en course qui ne seront pas revêtus de l'uniforme et de la plaque, seront punis pour la première fois de la mise à pied pendant deux jours.

ART. 63. Les cas prévus dans les articles 59, 60, 61, 62, seront déférés à la Régie des postes, qui prononcera.

ART. 64. Tout postillon qui se croira lésé par le maître de poste du relais où il sert, pourra recourir à la Régie des postes, qui examinera ses plaintes et lui fera droit, s'il y a lieu.

DE L'INSPECTION DES RELAIS.

ART. 65. La Régie des postes fera inspecter les relais, aussi souvent qu'elle le jugera convenable.

DISPOSITION GÉNÉRALE.

ART. 66. La Régie des postes est chargée de l'exécution du présent arrêt qui sera exécutoire dès et compris le 1^{er} Avril prochain.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence, au Château de Neuchâtel le 13 Février 1839.

PERROT.

RÈGLEMENT SANITAIRE.

DU 27 FÉVRIER 1839.

Jugeant nécessaire de renouveler et de compléter les règles existantes concernant l'exercice de la médecine et de la chirurgie et le débit des médicamens dans la Principauté, en tenant compte à la fois des exigences d'une bonne police, de l'état actuel du pays et des habitudes

de la population, le Conseil d'Etat, après avoir pris l'avis de M^r le Médecin du Roi, du Département de l'Intérieur et de la Commission de Santé, a statué ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

Tout individu qui voudra exercer la médecine et ses différentes branches, devra se présenter au Conseil d'Etat pour lui demander d'être admis à subir un examen. Il est cependant réservé au Gouvernement la faculté de dispenser de l'examen, sur le rapport de la Commission de santé, les docteurs en médecine ou en chirurgie étrangers, jouissant d'une haute célébrité.

ART. 2.

La personne admise à l'examen le subira devant la Commission de santé nommée par le Gouvernement.

ART. 3.

Les frais d'examen sont fixés comme suit :

- 1^o Pour les médecins et chirurgiens de première classe. 2 louis :
- 2^o Pour les médecins et chirurgiens de seconde classe. 1 louis :
- 3^o Pour les maîtres pharmaciens 2 louis :
- 4^o Pour les proviseurs de pharmacie . . . 1 louis.

Ces sommes seront réparties entre les examinateurs par portions égales.

ART. 4.

Si l'examen a été satisfaisant, la Commission de santé délivrera à celui qui l'aura subi, un certificat de capacité, en désignant s'il est admis à pratiquer comme médecin de première ou seconde classe. Cette déclaration sera rendue publique par la voie de la feuille officielle.

ART. 5.

Si l'examen constate que celui qui l'a subi est incapable, le Conseil d'Etat, sur le rapport de la Commission de santé, en rendra le résultat public par la voie de la feuille officielle.

ART. 6.

Les médecins et chirurgiens sont distingués en médecins et chirurgiens de première classe et en médecins et chirurgiens de seconde classe.

ART. 7.

Les médecins et chirurgiens de première classe doivent posséder des connaissances étendues et approfondies dans toutes les branches de la médecine et dans les sciences accessoires. Pour être admis à l'examen en cette qualité, le candidat doit prouver qu'il

a obtenu régulièrement le degré de docteur, ou du moins qu'il a suivi pendant quatre ans ou plus les cours d'une école reconnue. Les examens seront au nombre de trois, deux théoriques et un pratique. Le premier portera sur l'anatomie et la physiologie, la matière médicale et la pharmacie, l'hygiène et la médecine légale. Le second examen théorique roulera sur la pathologie interne, la pathologie externe et les accouchements. L'examen pratique aura lieu sur la clinique interne et la clinique externe : il se fera à l'hôpital au lit des malades et le médecin de l'établissement aura toujours le droit d'y assister. Le rapport de la Commission de santé devra indiquer sur chacun des objets qui doivent faire le sujet de l'examen théorique et pratique, son opinion sur les connaissances dont le candidat aura fait preuve. S'il a dessein d'exercer la médecine et la chirurgie simultanément, la Commission insistera dans l'examen pratique sur ces deux branches de l'art de guérir également : dans le cas où il voudra se borner à l'exercice de la médecine interne, l'examen clinique roulera plus particulièrement sur cette partie de

l'art, et vice versa, si le candidat se destine plus particulièrement à la pratique de la chirurgie.

ART. 8.

Les médecins et chirurgiens de seconde classe, sans avoir des connaissances aussi variées et aussi approfondies que ceux de première classe, doivent posséder les connaissances théoriques et pratiques nécessaires pour traiter les maladies dans les cas ordinaires. Ils subiront deux examens. Le premier roulera sur l'anatomie, la médecine pratique et les connaissances les plus usuelles de la pharmacie. Le second sur la chirurgie et les accouchemens. La Commission de santé indiquera dans son rapport le résultat de l'examen sur chacun des points qui en fera l'objet. Les médecins et chirurgiens de seconde classe seront tenus d'avoir recours aux conseils des médecins et chirurgiens de première classe dans les cas graves. Il leur est interdit de pratiquer les grandes opérations de la chirurgie, sauf les cas très-urgents, sans la surveillance et l'inspection d'un chirurgien de première classe.

ART. 9.

A dater du présent règlement, nul ne pourra exercer la profession de pharmacien, ouvrir une officine de pharmacie, préparer, vendre ou débiter aucun médicament, sans avoir subi les examens de capacité nécessaire.

ART. 10.

Avant d'être admis à subir les examens requis, les aspirans devront justifier qu'ils ont été reçus dans une école de pharmacie légalement constituée, ou qu'ils ont fait trois années d'apprentissage et suivi pendant deux années des cours de pharmacie, ou bien qu'ils ont passé trois années comme apprentis et trois comme commis dans une pharmacie légalement établie, dont deux dans une pharmacie étrangère.

ART. 11.

Les examens sont au nombre de trois, deux théoriques et un pratique. Le premier roulera sur les principes de l'art pharmaceutique et la Commission s'assurera dans cet examen si l'aspirant a une connaissance suffisante de la langue latine. Le second examen aura lieu sur la matière médicale, l'histoire

naturelle médicale , la physique générale et la chimie dans leurs applications à la pharmacie. Le troisième examen sera consacré à une analyse chimique de substances vénéneuses et à une préparation pharmaceutique que l'aspirant exécutera lui-même dans un local approprié et sous la surveillance des examinateurs ; l'analyse chimique sera accompagnée d'un rapport détaillé des procédés suivis, et, dans la préparation pharmaceutique, l'aspirant décrira les matériaux employés , les procédés mis en usage et les résultats. Le rapport de la Commission de santé devra exprimer le résultat de l'examen sur chacun des objets qui le composent.

ART. 12.

Le maître pharmacien qui aura obtenu l'autorisation d'ouvrir une officine, s'engagera par serment à observer fidèlement le règlement relatif à l'exercice de sa profession, qui lui sera remis à cet effet.

ART. 13.

Les pharmaciens ont seuls le droit de vendre en détail des remèdes simples et composés, ainsi que des poisons. Toutefois,

dans les endroits où il n'y aurait pas de pharmacie dans le voisinage, les médecins exerçant dans les campagnes seront autorisés à fournir les médicaments qu'ils auront prescrits, mais sans avoir le droit de tenir pharmacie ouverte.

ART. 14.

En cas de décès d'un maître pharmacien, sa veuve ou ses héritiers pourront continuer pendant une année à tenir officine ouverte, pourvu qu'il y ait à la tête de la pharmacie un commis-pharmacien, déclaré par la Commission de santé suffisamment instruit pour cela. Dans des cas favorables, le Conseil d'Etat pourra prolonger le délai fixé ci-dessus, moyennant que l'officine soit administrée par un proviseur.

ART. 15.
Nul ne pourra être admis comme proviseur dans une officine, s'il n'a subi un examen devant la Commission de santé, examen qui portera, suivant les cas, sur tout ou partie des objets mentionnés article 11.

ART. 16.

Toute personne qui, voulant exercer l'état de sage-femme, désirera obtenir un certifi-

cat de capacité, devra demander au Conseil d'Etat l'autorisation d'être admise à subir un examen devant la Commission de santé.

ART. 17.

L'examen aura lieu sur la théorie et la pratique des accouchemens, sur les accidens qui peuvent les précéder, les accompagner et les suivre, sur les moyens d'éviter ces accidens et d'y remédier, et sur les soins à donner à l'accouchée et au nouveau-né.

ART. 18.

Le résultat de l'examen sera rendu public par la voie de la feuille officielle.

ART. 19.

Dans tous les cas, il est interdit aux sages-femmes de se servir d'instrumens pour accoucher. Dans les cas graves, elles devront avoir recours à l'assistance d'un médecin-accoucheur légalement reconnu.

ART. 20.

Elles devront s'engager par serment à observer fidèlement le règlement relatif à leur profession.

ART. 21.

Les oculistes, dentistes et pédicures ambulans ne pourront exercer leur art qu'avec

l'autorisation de la Commission de santé, qui, s'ils ne produisent pas des titres suffisans pour constater leur capacité, leur fera subir un examen.

ART. 22.

Tout individu qui, après en avoir été déclaré incapable, aura néanmoins exercé une branche de l'art de guérir, sera poursuivi civilement ou criminellement, selon les cas, pour les accidens qui seront résultés de son impéritie.

ART. 23.

Le présent règlement n'est pas applicable à la Ville de Neuchâtel et à sa banlieue, attendu les mesures prises dans le même but par les Quatre-Ministres et Conseil de la dite Ville, en vertu de leurs droits de police.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 27 Février 1839.

PERROT.

ARRÊT

CONCERNANT LA PROROGATION DU TERME DES ENGAGÈRES.

DU 24 AVRIL 1839.

Le Conseil d'Etat, voulant faire cesser les différences que présente la pratique des notaires relativement à la prolongation du terme d'engagères déjà existantes, les uns pensant qu'elle peut s'effectuer par un simple acte de prorogation, d'autres qu'elle ne peut avoir lieu que par le rachat préalable des immeubles engagés, suivi de la stipulation d'un nouvel acte d'engagère, fait savoir au public et à tous les notaires du pays que de la part du Gouvernement il n'y a pas d'opposition à ce que les actes d'engagères soient, avant l'expiration du temps pour lequel ils ont été stipulés, et moyennant l'acquit d'un demilod, renouvelés par un simple acte de prorogation, dont l'émolument est fixé au même taux que celui de l'engagère.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 24 Avril 1839.

PERROT.

ARRÊT

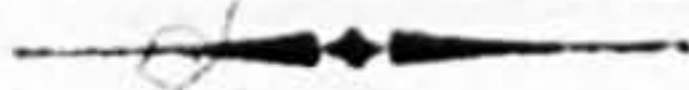
CONCERNANT LES INVESTITURES DE SUCCESSIONS DONT LE TERME TOMBE SUR UN JOUR FÉRIÉ.

DU 27 AVRIL 1839.

Sur le rapport du Département de Justice et Police, le Conseil d'Etat, reconnaissant la convenance d'assimiler aux dimanches les autres jours fériés de l'année, quant aux investitures de successions, arrête que dorénavant, lorsque le jour fatal où une investiture de succession doit être postulée, tombera sur l'un des deux jours du Vendredi-saint ou de Noël, la demande en investiture devra être faite le jour qui précède ces deux fêtes solennelles.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 27 Avril 1839.

PERROT.



RÈGLEMENT

SUR LE TITRE DES OUVRAGES D'OR ET D'ARGENT.

DU 6 MAI 1839.

La prospérité de la manufacture et du commerce d'horlogerie de la Principauté dépendant en grande partie des mesures destinées à prévenir toute infidélité et toute fraude relativement au titre des ouvrages en or ou en argent provenant de la Principauté, le Conseil d'Etat, afin d'inspirer de plus en plus une juste confiance à cet égard, a jugé convenable de revoir son ordonnance du 13 Décembre 1775 et de la remplacer par celle du 30 Août 1819, expliquée et complétée par divers arrêts et notamment par ceux des 20 Août 1821, 11 Juin 1822 et 29 Mars 1824. Et comme une expérience de seize ans a justifié la convenance des dispositions renfermées dans les dits arrêts, le Conseil d'Etat a voulu les réunir en un seul corps dans le présent règlement, qui aura seul force et vigueur, à dater de ce jour, tant et aussi long-temps que le Conseil ne jugera pas nécessaire d'y apporter des changemens.

ARTICLE 1^{er}.

Le titre de tous les ouvrages en or ou en argent fabriqués ou vendus dans la Principauté devra être, pour l'or, de dix-huit karats au moins (750 millièmes), et, pour l'argent, de treize löthigs ou de neuf deniers dix-huit grains (812½ millièmes). En conséquence, défense expresse et absolue est faite de fabriquer ou faire fabriquer dans la Principauté, et d'y mettre en circulation ou vendre comme objet de commerce, aucun ouvrage d'or ou d'argent quelconque, fabriqué soit dans le pays soit à l'étranger, dont le titre serait inférieur aux titres ci-dessus prescrits.

ART. 2.

Le remède, c'est-à-dire la tolérance des titres, n'est accordé que pour les ouvrages dont l'assemblage des pièces aurait nécessité l'emploi de soudures : ce remède ne pourra excéder un quart de karat pour l'or et un quart de löthig pour l'argent, l'ensemble de ces ouvrages étant fondu.

ART. 3.

La fabrication de toute espèce d'ouvrages en plaqué ou doublé, ainsi qu'en argent,

cuivre ou laiton doré, est permise, moyennant une marque apparente portant en toutes lettres les mots *Plaqué, Doubé, Argent* ou *Cuivre*.

ART. 4.

Il y aura toujours dans les arrondissemens déterminés ci-après des conservateurs des titres, nommés par le Conseil d'Etat sur le rapport de M. le Commissaire-général, savoir : trois au Locle, trois à la Chaux-de-Fonds, un à Neuchâtel pour les Juridictions de Neuchâtel, de Thielle et de la Côte, lequel sera nommé de concert avec le Conseil-général de la Ville de Neuchâtel, un au Landeron pour les Juridictions du Landeron et de Lignièrès, un à Boudry pour les Juridictions de Boudry et de Gorgier, un à Valangin pour la Juridiction de Valangin, un à Fleurier pour les Juridictions du Val-de-Travers et de Travers, un aux Verrières pour la Juridiction des Verrières, un à la Brévine, un aux Ponts, un à la Sagne, et un aux Brenets.

Les conservateurs du Locle et de la Chaux-de-Fonds en particulier seront nommés sur une présentation double faite par une assem-

blée des principaux négocians et chefs d'ateliers. L'un d'eux sortira de fonctions chaque année, mais il pourra être immédiatement réélu en suivant les mêmes formes.

ART. 5.

Toute la partie orientale du pays, savoir : les Juridictions de Neuchâtel, de Thielle, du Landeron, de Lignièrès, de Valangin, de la Sagne et de la Chaux-de-Fonds, ressortissent au bureau de poinçonnement de la Chaux-de-Fonds ; et toute la partie occidentale, savoir : les Juridictions du Locle, des Brenets, des Ponts, de la Brévine, des Verrières, du Val-de-Travers, de Travers, de la Côte, de Boudry et de Gorgier, ressortissent au bureau de poinçonnement du Locle.

ART. 6.

Les conservateurs des titres prêteront serment en ouverte Justice, savoir : ceux du Locle et de la Chaux-de-Fonds, d'exercer une surveillance exacte sur les employés du bureau de poinçonnement, leurs comptes et opérations, et ceux de tout le pays, compris ceux des deux arrondissemens ci-dessus, de surveiller exactement la circulation et la fa-

brication des ouvrages en or ou en argent, et de dénoncer toutes les fraudes et manœuvres au moyen desquelles on chercherait à altérer en manière quelconque le titre des ouvrages. Sur leurs dénonciations, les Officiers de Juridictions dresseront des procès-verbaux, et, s'il y a des présomptions suffisantes, feront procéder, par connaissance de Justice, aux fouilles nécessaires et au séquestre des objets reconnus fabriqués en contravention au présent règlement; et quant aux articles d'or ou d'argent entre les mains des marchands ambulants, les Officiers, en cas de suspicion de fraude, pourront en ordonner immédiatement la vérification et, cas échéant, le séquestre.

ART. 7.

Il sera établi partout où cela sera trouvé convenable, et, pour le moment actuel, au Locle et à la Chaux-de-Fonds, des bureaux de poinçonnement. Chacun de ces bureaux sera composé de deux essayeurs-poinçonneurs-jurés au moins, de quatre au plus, et d'un secrétaire-caissier. Les essayeurs-poinçonneurs et le secrétaire seront nommés par le Conseil d'Etat, sur le rapport de M. le

Commissaire-général. Personne ne pourra être admis à la place d'essayeur-juré, sans avoir subi un examen théorique en présence des autres membres du bureau et un examen pratique. Les employés composant le bureau de poinçonnement prêteront en ouverte Justice serment de se conformer au présent règlement en tout ce qui les concerne, et de dénoncer toutes les fraudes et les contraventions mentionnées à l'art. précédent.

ART. 8.

Les essayeurs-poinçonneurs examineront les ouvrages en or ou en argent qui seront remis au bureau ; s'ils reconnaissent qu'ils sont au titre prescrit, et si la confection en est assez avancée pour qu'en les finissant on ne puisse leur faire éprouver aucune altération, ils les poinçonneront, en se conformant aux ordres et instructions qui leur seront donnés de la part du Gouvernement.

ART. 9.

Dans le cas où, après avoir fait l'essai d'un ouvrage en or ou en argent, les essayeurs-poinçonneurs reconnaîtraient que le titre de cet ouvrage est inférieur au titre prescrit,

ils le couperont et le rendront ensuite au propriétaire, qui pourra demander que la vérification du titre ait lieu par un second essai à la coupelle, fait en sa présence; si, par ce dernier essai, le titre est reconnu bon, le bureau bonifiera au propriétaire, sauf recours contre l'essayeur à teneur de l'art. 14, le prix de la façon à un taux équitable; dans le cas contraire, l'ouvrier n'aura droit à aucune indemnité et paiera le prix de l'essai.

ART. 10.

Le bureau de poinçonnement sera pourvu de compas pour calibrer les épaisseurs des ouvrages d'or ou d'argent et spécialement des boîtes de montres. Si les essayeurs ont lieu de présumer que ces ouvrages sont fourrés, c'est-à-dire, qu'ils renferment du cuivre, du fer, ou un excédant de soudure, ils les couperont en présence de l'ouvrier ou du propriétaire. Si la fraude est reconnue, l'ouvrage sera saisi et le cas dénoncé à la Seigneurie, pour qu'il soit procédé à la confiscation et à la poursuite des délinquans; mais s'il n'y a pas de fraude, le propriétaire sera indemnisé de la perte du travail.

ART. 11.

Les poinçons, marques et matrices servant au bureau seront renfermés, dès qu'on n'en fera pas usage, dans une caisse à deux serrures différentes. Les deux plus anciens essayeurs-poinçonneurs auront chacun la clef d'une de ces serrures. Sous aucun prétexte quelconque, on ne donnera ni ne laissera prendre de calque ou dessin des poinçons, ni d'aucun ouvrage apporté au bureau; on s'abstiendra également d'en faire la description verbale ou par écrit. Toute contravention à cet article pourra donner lieu à la destitution de celui qui l'aura commise, et en outre, à des poursuites civiles ou criminelles suivant la nature et la gravité des cas.

ART. 12.

Si, parmi les ouvrages présentés au bureau de poinçonnement, il y en avait de fabriqués à l'étranger, et qu'on reconnaitrait ne pas être au titre prescrit, ils seront non-seulement coupés et rendus au propriétaire, comme il est dit à l'art. 7, mais le cas sera de plus référé au Conseil d'Etat, afin que, selon les circonstances, il puisse en donner

connaissance au Gouvernement du pays où l'ouvrage aura été confectionné.

ART. 13.

Le secrétaire-caissier attaché au bureau ouvrira dans des registres pagés et reliés un chapitre à chaque maître travaillant en or ou en argent, et il inscrira soigneusement à chaque chapitre tous les ouvrages qui auront été poinçonnés, en spécifiant la nature de l'ouvrage et du métal, ainsi que le numéro apposé par l'ouvrier. Il recevra les émolumens qui seront payés pour les frais de poinçonnement ou d'essai, et fera l'avance des indemnités accordées pour la façon des ouvrages coupés, ainsi que des traitemens et vacations des membres du bureau et des employés. Il dressera un procès-verbal des essais et opérations qui auront lieu, et en fera les expéditions qui lui seront ordonnées par les conservateurs des titres, ainsi que toutes autres écritures relatives au bureau de poinçonnement. Le secrétaire-caissier fournira bonne et suffisante caution.

ART. 14.

Les essayeurs-poinçonneurs sont seuls responsables des opérations du bureau. Ils ne

pourront, non plus que le secrétaire, avoir part directement ou indirectement à aucun commerce ou fabrication d'or ou d'argent.

ART. 15.

Les essayeurs-poinçonneurs, ainsi que le secrétaire-caissier, jouiront chacun d'un traitement fixe et annuel. Ils travailleront au bureau, et non ailleurs, pendant neuf heures chaque jour, divisées en deux séances.

ART. 16.

Les comptes de la recette et de la dépense des bureaux seront arrêtés au 31 Décembre de chaque année. Avant le 31 Janvier suivant, ils seront vérifiés et approuvés par une délégation de la Cour de Justice, les conservateurs et les chefs des principales maisons de commerce et d'ateliers, au nombre de douze, savoir : trois membres de la Cour de Justice, trois conservateurs, trois négocians et trois artistes, désignés par le Maire, spécialement cités et renouvelés chaque année par tiers. Si le compte présente un excédant de caisse, les auditeurs de comptes détermineront le placement ou l'emploi le plus avantageux à en faire. Dans aucun cas, ces

excédants de caisse ne pourront être appliqués qu'au traitement des bureaux de poinçonnement et au plus grand avantage de la manufacture d'orfèvrerie ou d'horlogerie de l'arrondissement, d'après les ordres du Gouvernement et sur la proposition des auditeurs de comptes ci-devant nommés. Aucun emploi de cet excédant ne pourra avoir lieu, dans aucun cas, avant qu'il y ait en caisse une somme en valeur égale à la totalité des appointemens des membres du bureau pour une année au moins.

ART. 17.

Pour chaque poinçonnement d'une boîte de montre en argent ou d'un meuble ou pièce de vaisselle en argent d'une valeur égale ou plus considérable, il sera payé demi-batz. Pour celui d'une boîte de montre en or ou d'une pièce de vaisselle ou bijouterie en or d'une valeur égale ou plus considérable, un batz et demi. Les pièces d'orfèvrerie plus petites paieront au poids, à raison de deux batz par once d'or et d'un batz par once d'argent. Les fractions de poids au-dessous de $\frac{1}{8}$ d'once pour l'or et de $\frac{1}{4}$ d'once pour l'argent paieront un creutzer, de quelque

nombre de pièces qu'elles se composent. Le prix des essais est fixé à sept batz pour l'essai à la coupelle de matières d'or et à quatre batz pour l'essai de matières d'argent, tous les frais étant à la charge du bureau.

ART. 18.

Tout orfèvre, monteur de boîtes, bijoutier, ou autre ouvrier travaillant en or ou en argent, qui voudra s'établir comme maître dans la Principauté, est tenu de s'annoncer au Chef de la Juridiction, qui lui remettra un exemplaire du présent règlement et lui ordonnera de s'y conformer en tous points, en lui rappelant qu'il lui est interdit plus sévèrement encore qu'à aucun autre sujet ou habitant de l'Etat d'acheter des matières d'or ou d'argent d'enfans de famille, de domestiques, d'étrangers et gens inconnus ou suspects, et encore moins d'ouvriers et apprentis travaillant ces espèces de métaux. Le Chef de la Juridiction lui ordonnera de plus de se présenter dans les vingt-quatre heures au bureau de poinçonnement, ou, s'il n'y a pas de bureau dans la Juridiction, à l'essayeur-poinçonneur qu'il lui indiquera comme spécialement chargé de la surveillance de son

atelier et du poinçonnement de ses ouvrages. Les essayeurs-poinçonneurs inscriront au registre les noms, prénoms, lieux d'origine et de domicile de l'ouvrier, et la série de numéros qu'il adopte, et insculperont sur une planche en cuivre, déposée au bureau, la marque particulière de l'ouvrier, portant les lettres initiales de son nom; ils lui remettront ensuite, et contre le remboursement de la valeur, un registre relié, pagé et paraphé au commencement et à la fin. Si, par suite d'usage ou d'accident, le chef d'atelier remplace sa marque, ou si, sans être remplacée, elle éprouve une altération, il devra aussitôt la faire insculper de nouveau sur la planche en cuivre déposée au bureau de poinçonnement.

ART. 19.

Dès qu'un maître aura confectionné des ouvrages en or ou en argent, il sera tenu et obligé d'y apposer, en chiffres bien distincts, un numéro de la série qu'il aura déclaré adopter; il inscrira ensuite l'ouvrage dans le livre qui lui aura été remis, de manière que les numéros se suivent sans lacune, en déterminant à chaque article l'espèce d'ouvrage, son numéro, son poids et le nom de l'acheteur. Ce registre

sera constamment à la disposition de l'Officier et des conservateurs des titres. L'ouvrage ainsi numéroté et enregistré devra ensuite être présenté au bureau de poinçonnement, pour que le titre en soit vérifié, et qu'il soit ou poinçonné ou coupé, conformément aux articles 8 et 9. Les chefs d'ateliers seront pris à partie quant au titre des pièces d'or ou d'argent qui font partie de leurs ouvrages en boîtes et étuis de montres, lors même que des ouvriers travailleraient hors de leurs ateliers au confectionnement de ces ouvrages après le poinçonnement.

ART. 20.

Aucun ouvrage en or ou en argent d'horlogerie, de bijouterie ou d'orfèvrerie, boîtes de montres avec ou sans mouvement, tabatières, cachets et pièces à musique ou à mécanique, ne doit sortir des ateliers où il se travaille, que pour être en premier lieu présenté au bureau de poinçonnement. Les mêmes objets introduits de l'étranger, bruts ou confectionnés, devront incessamment et avant qu'on puisse les livrer ou mettre en circulation, être de même présentés au bureau de poinçonnement compétent. Sont

seuls exceptés de cette astriction les ouvrages d'orfèvrerie et de bijouterie exposés en vente pendant la durée des foires, et qui seraient munis du poinçon d'un Etat étranger, dont les marchands prouveraient que le titre légal n'est pas inférieur à celui de ce pays; bien entendu que cette exception ne pourra s'étendre en aucun tems aux boîtes de montres d'or ou d'argent.

ART. 21.

Toute mise en circulation ou vente d'objets en or ou en argent fabriqués dans la Principauté ou à l'étranger, non vérifiés et poinçonnés, et toute fraude commise dans la fabrication de pareils ouvrages, ne pouvant être considérées que comme des délits ou tentatives de délits intéressant la sûreté publique, il est ordonné à tous les Officiers de Juridictions, à leurs Lieutenants, aux membres des Cours de Justice, à tous gens d'office et très-spécialement aux conservateurs des titres, essayeurs-poinçonneurs, marchands et ouvriers d'or ou d'argent, de dénoncer tous les délits de cette espèce qui parviendraient à leur connaissance, afin qu'ils puissent être incessamment constatés par des

procès-verbaux, et les marchandises fraudées et non poinçonnées, saisies et sequestrées : le Conseil d'Etat se réservant d'ordonner dans chaque cas particulier les poursuites civiles ou criminelles que le maintien de l'ordre public pourrait exiger. En cas de confiscation d'objets saisis, deux tiers de la valeur appartiendront à la Seigneurie, et le tiers restant au dénonciateur.

ART. 22.

Tous les employés aux bureaux de poinçonnement, ainsi que les conservateurs des titres, informeront soigneusement M. le Commissaire-général de tous les faits qui seraient de nature à rendre convenables de nouvelles précautions, pour prévenir efficacement tout ce qui pourrait porter atteinte au crédit et à l'honneur de la manufacture neuchâteloise et du commerce neuchâtelois d'horlogerie, soit dans la Principauté, soit à l'étranger.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 6 Mai 1839.

PERROT.

ARRÊT

CONCERNANT LE SERVICE MILITAIRE DES
SUISSES QUI RÉSIDENT DANS LA PRINCI-
PAUTÉ.

DU 15 JUIN 1839.

Vu l'arrêté de la Diète fédérale des 14 Juillet et 20 Août 1838 concernant la nouvelle fixation de l'échelle des contingens d'hommes, et notamment les articles 1, 2 et 3 du dit arrêté, lesquels déterminent que le chiffre total de la population de chaque Canton sert de base à la fixation de son contingent, sous la seule déduction des individus étrangers à la Suisse, et que la population suisse, même flottante, n'en est pas déduite : le Conseil d'Etat voulant, sur le rapport du Département Militaire, régler en conformité des principes de cet arrêté les obligations militaires des Suisses des autres Cantons qui résident dans la Principauté, tout en conciliant avec l'observation de ces principes ce que réclament l'équité et les convenances administratives, arrête ce qui suit :

1^o Les Suisses originaires d'autres Cantons qui résident dans la Principauté, sont rangés

quant au service militaire, dans les deux catégories suivantes :

a) ceux qui résident depuis moins d'une année et qui n'ont pas demandé et obtenu l'habitation dans une Commune de l'Etat :

b) ceux qui ont demandé et obtenu l'habitation, ou qui résident dans la Principauté depuis une année ou plus.

2° Les Suisses de la première catégorie ne sont pas astreints au service militaire ni aux prestations qui en dépendent.

3° Les Suisses de la seconde catégorie sont tenus au service militaire ainsi et de la même manière que les Neuchâtelois.

4° Il ne peut être fait à cet égard aucune exception, même en faveur des hommes qui se trouveraient déjà incorporés dans un corps militaire de leur Canton d'origine. Ces derniers seront en conséquence portés dans les rôles du contingent neuchâtelois ou de la classe de milices à laquelle ils appartiendront, suivant les règlements militaires de la Principauté : toutefois, sur la production de certificats légalisés par les Chancelleries cantonales respectives, et constatant leur incorporation précédente, ils seront admis à paraître dans les rangs avec l'uniforme de leur Canton.

5^o Le présent arrêt sera imprimé et publié en la forme ordinaire, et inséré au Recueil des Pièces officielles.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 15 Juin 1839.

Le Président,
CHAMBRIER.

CONCORDAT

SUR LES FINANCES DE MARIAGE.

DU 26 JUILLET 1839.

Les Cantons concordants s'engagent à n'exiger et à ne pas permettre qu'il soit exigé par leurs Communes ou corporations respectives, pour permission de mariage accordée à des ressortissants d'autres Cantons, aucune taxe d'entrage, redevance ou prestation pécuniaire quelconque, auxquelles ne seraient pas soumis de la même manière et dans la même mesure les ressortissants du Canton même.

Les Cantons qui ont accédé à ce concordat sont : ZURICH, BERNE, LUCERNE, GRISONS, ARGOVIE, THURGOVIE, TESSIN, VAUD, VALAIS, NEUCHÂTEL et GENÈVE, ainsi que SCHAFFHOUSE, ce dernier en réservant la preuve

de deux cents florins de fortune que sa législation exige des ressortissants d'autres Cantons.

Les Cantons de ST. GALL et BALE-CAMPAGNE ont déclaré qu'il n'existe chez eux aucune finance de mariage.

Le Canton d'APPENZELL RHODES-EXTÉRIEURES admet la réciprocité.

CONVENTION

ENTRE LES ÉTATS DE NEUCHÂTEL ET DE VAUD
POUR LA LIBRE CIRCULATION DES PRO-
DUITS DE LEUR SOL.

DU 13 JANVIER 1840.

Le Conseil d'Etat ordonne que la convention conclue sous la date des 18 et 25 Novembre 1839, entre le Gouvernement de la Principauté et celui du Canton de Vaud, pour la libre circulation entre les deux Etats des produits de leur sol respectif, convention qui a été ratifiée par le Grand Conseil du Canton de Vaud le 14 Décembre dernier, et qui sera mise à exécution dès le 15 Janvier courant, soit portée à la connaissance du public par la voie de la feuille officielle et insérée au Recueil des Pièces officielles de la Principauté.

Teneur de la convention dont il s'agit :

CONVENTION ENTRE LES CANTONS DE NEUCHÂTEL
ET DE VAUD, AU SUJET DE LEURS RAPPORTS DE
COMMERCE ET DE PÉAGES.

Vu l'article XI du Pacte fédéral du 7 Août
1815, voulant simplifier les rapports d'échan-
ge des produits du sol entre les Cantons de
Neuchâtel et de Vaud, il a été arrêté et conve-
nu ce qui suit entre les deux Cantons :

ARTICLE 1^{er}.

Seront libres de toute entrave et de tout
droit quelconque, l'importation, l'exporta-
tion et la circulation entre les deux Cantons
des produits bruts de leur sol, tels que les
vins, les grains et farines, les légumes secs et
verts, le bétail, les fourrages, tabacs en feuil-
les, engrais, chiffons, matériaux à bâtir, etc.,
etc., lorsque ces produits seront destinés à
la consommation intérieure de l'un ou de
l'autre des Cantons.

ART. 2.

La libre circulation des vins du cru de l'un
des Cantons dans l'autre, ainsi que des vinai-
gres qui y sont fabriqués avec des vins aussi
de leur cru, n'aura lieu en exemption de
droits, que lorsqu'ils seront accompagnés de

certificats d'origine qui, dans les deux Etats, seront délivrés sur un modèle convenu par des personnes d'office, désignées à cet effet par les Gouvernements respectifs.

ART. 3.

En accordant des permis de sortie pour les bois de chauffage et de construction, les charbons et les écorces, le Canton de Vaud se réserve la faculté de les faire reconnaître, et d'exiger, pour cette opération, un droit de contrôle du un pour cent de la valeur des bois exportés.

ART. 4.

Les bois de chauffage et de construction situés sur la lisière nord du Canton de Vaud longeant le Val-de-Travers, et cela dans la largeur d'au moins une demi-lieue depuis la frontière, suivant que le comportera la nature du terrain, lesquels bois, par leur situation, ne peuvent avoir d'autre destination que le Canton de Neuchâtel, seront reconnus sur place, vu l'impossibilité de les faire reconnaître devant un bureau de péage vaugeois, et seront assujettis au droit ci-dessus du un pour cent, ainsi qu'aux frais d'expertise, quand l'expertise sera jugée nécessaire.

Les exceptions statuées par l'article 97 du code forestier vaudois seront appliquées pour ces bois aux ressortissants neuchâtelois, aussi largement que les circonstances l'exigeront, et cela en raison de la rigueur du climat dans cette localité.

ART. 5.

Dans le but de faciliter la circulation et les communications entre les deux Cantons des produits de leur sol, il ne sera exigé aucun acte d'origine pour les grains, farines, bestiaux, fourrages, denrées, engrais, matériaux de construction et tabacs en feuilles, lorsque ces objets seront notoirement des produits du sol de l'un ou de l'autre des Cantons, et qu'ils seront amenés par les ressortissants de l'un des Cantons sur le territoire ou sur les foires et marchés de l'autre. Toutefois la dispense de tels certificats d'origine n'est nullement étendue aux certificats relatifs à la police de santé des animaux, lesquels certificats pourront être exigés de part et d'autre suivant les règles établies.

ART. 6.

La liberté de circulation des produits de

leur sol d'un Canton dans l'autre et la franchise de tous droits à cet égard n'empêcheront pas que les deux Cantons ne puissent faire surveiller les cas de fraude et les faire punir conformément aux lois. Et comme les deux Cantons ont à cet égard un intérêt commun, les administrations respectives des péages s'entendront pour aviser aux mesures d'exécution les plus propres à prévenir tout abus, et pour exercer, dans ce but, une surveillance active et mutuelle.

ART. 7.

La présente convention sera valable pour le terme de dix ans, à dater de la ratification définitive par les deux parties. Néanmoins après cette époque, elle continuera d'avoir son effet, à moins que l'un ou l'autre des Cantons contractants ne manifeste l'intention de s'en retirer, ce qu'il devra faire connaître à son co-Etat six mois à l'avance.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 13 Janvier 1840.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT

AMPLIFIANT QUANT AUX MARIAGES DES
VAUDOIS CELUI DU 24 JUIN 1822.

DU 13 JANVIER 1840.

Le Gouvernement de cet Etat et celui du Canton de Vaud étant convenus d'étendre la convention mentionnée dans l'arrêt du 24 Juin 1822 à tous les cas de mariage de leurs ressortissants respectifs, en ce sens que dans tous les cas où un Vaudois est admis par les règlements à faire bénir son mariage dans ce pays, il pourra désormais, quelle que soit la patrie de sa fiancée, en obtenir la permission du Conseil d'Etat, sur la simple production d'un acte d'origine de sa Commune valable pour lui et sa femme future, et des attestations de publication de ses bans dans les lieux d'origine et du domicile des deux époux, moyennant que ces différentes pièces, à l'exception des bans publiés dans la Principauté, soient dûment légalisées par les Chancelleries respectives : la réciprocité étant acquise au Neuchâtelois qui voudra faire bénir son mariage dans le Canton de Vaud : le Conseil

ordonne que cette extension donnée aux dispositions existantes soit portée à la connaissance du public par la voie de la feuille officielle, et que le présent arrêt soit inséré au Recueil des Pièces officielles de la Principauté.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 13 Janvier 1840.

Le Président,
CHAMBRIER.

ORDONNANCE

CONCERNANT LES DÉPOTS DE BOIS DE CONSTRUCTION ET LA CIRCULATION DE CES BOIS.

DU 29 JANVIER 1840.

Le Conseil d'Etat, considérant qu'il résulte des rapports mis sous ses yeux par la Direction des forêts de Sa Majesté et confirmés par les renseignements officiels et privés qu'il a recueillis à ce sujet, que les forêts de ce pays voisines de la France se dépouillent successivement de tous les bois propres aux constructions qui s'y trouvaient, et qui sont exportés en contravention aux ordonnances existantes, que cette exportation tend d'au-

tant plus à augmenter que les besoins de l'étranger deviennent de jour en jour plus pressants, ce que constatent suffisamment le renchérissement du prix des bois, et les accaparements que les négociants français font jusqu'au centre de la Suisse, et que la consommation des bois de construction et des bois à brûler dans la Principauté augmente également, par suite de la prospérité de l'industrie et de l'accroissement de la population:

Considérant que les efforts qu'il a faits pour obtenir une répression utile de l'exportation des bois de ce pays pour l'étranger n'ont point obtenu le résultat qu'il avait droit d'en attendre, que les mesures actuellement en vigueur sont insuffisantes pour réprimer une contrebande qui se fait quelquefois par des hommes en bande et armés, et qu'il est en conséquence urgent de pourvoir à l'adoption de mesures plus efficaces :

Après avoir entendu l'opinion du Corps législatif, a ordonné ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

Aucun dépôt ou amas de bois, à l'exception de ceux de bois bûché pour chauffage, ne

pourra avoir lieu dans les Juridictions des Verrières, de la Brévine, du Locle, des Brenets et de la Chaux-de-Fonds, que moyennant l'observation des conditions suivantes :

- a) Ceux qui voudront faire, dans les Juridictions ci-dessus désignées, un dépôt ou amas de bois, devront déclarer à l'Officier de la Juridiction que ce bois est destiné à la consommation du pays.
- b) L'Officier ordonnera une délégation composée au moins d'un Justicier et d'un expert assermenté, qui feront une évaluation exacte et détaillée de la valeur des bois déposés.
- c) La personne qui fera le dépôt fournira un cautionnement suffisant pour assurer le paiement de cette valeur, pour le cas où elle ne constaterait pas ultérieurement que le bois a été entièrement consommé dans le pays, cas dans lequel elle en encourra la confiscation. Si le bois change de mains, le cautionnement donné pourra être remplacé par celui que fournira le nouveau propriétaire; le cautionnement pourra aussi être réduit proportionnellement, lorsqu'il sera justifié qu'une partie du bois déposé a reçu la destination ci-dessus indiquée.

d) Les frais de l'évaluation seront supportés par l'Etat, sauf son recours dans le cas où il y aurait ultérieurement fraude.

ART. 2.

Sauf dans les cas prévus par l'art. 4, il est défendu de voiturier et transporter toute espèce de bois, à l'exception du bois bûché pour chauffage, dans la partie du pays située à l'extrême frontière de France et comprise entre cette frontière et une ligne déterminée comme suit :

a) **Juridiction des Verrières :**

Partant de la limite vaudoise près de la maison du Crétet territoire de la Côte-aux-Fées, cette ligne passe en bise des quartiers des Bourquins de bise, des Bolles de vent et des Jeannets. De ce hameau, elle traverse le Mont des Verrières en passant en bise des maisons dites Chez-David-Gras et vient couper la grand'route dans le village des Verrières, à la limite des Communautés de Meudon et du Grand-Bourgeau. La ligne remonte le versant opposé de la montagne et arrive à la limite de la Brévine, en comprenant dans la zone frontière les quartiers

Vers-Chez-Rossel, les grands et petits Cernets, ainsi que les domaines des Rondes, le pâturage des Allemands, le Pâquier et le pré Rollier.

b) Juridiction de la Brévine :

La ligne se prolonge sur ce territoire, en passant au sud des maisons de la Cornée, pour franchir la sommité des Vivans, et arrive au midi de la Maison-Blanche en suivant l'ancien chemin seigneurial qui longe le pied de l'Harmont et passe par les Brazels, les Barthelémis, les Bornels, les Cuches, le Déplan, pour arriver aux maisons de Chobert au nord de la Brévine. De ce point, elle est prolongée par un chemin particulier jusqu'au midi du Maix-Lidor, d'où elle rentre dans l'ancienne limite de France jusqu'à l'extrémité de la pointe que formait cette limite en bise des Gilliottes et au-dessus du Quartier.

c) Juridiction du Locle et des Brenets :

A partir du point qui vient d'être désigné, la ligne se prolonge jusqu'au Col des Roches, par l'ouverture duquel elle passe, se dirigeant, de manière à comprendre les Fraites

et le Châtelard dans la zone frontière, sur la maison de cure des Brenets, la grand'route jusqu'à ce dernier point demeurant libre. De la cure des Brenets, la ligne passera sous le village du dit lieu par le chemin de l'E-tang, par celui du Bois-de-ville, par les Gez, le corps-de-garde des Brenets et le sommet des rochers du Saut du Doubs et de Moron.

La zone frontière sera indiquée par des bornes ou poteaux sur les routes et chemins qu'elle coupe.

ART. 3.

Toute contravention à l'article ci-dessus sera punie par la confiscation des bois, ainsi que des chars, attelages et bateaux servant à les transporter.

ART. 4.

Tous ceux qui voudront obtenir la liberté de voiturier ou de transporter des bois non-bûchés dans l'étendue de ce rayon, seront tenus de justifier que ces bois sont destinés à être consommés dans ce pays. Lorsque cette précaution sera jugée nécessaire, l'Officier de la Juridiction pourra faire procéder à l'évaluation des bois et exiger un cautionnement à teneur de l'art. 1^{er}.

ART. 5.

Le Conseil d'Etat donnera aux Officiers de Juridictions des instructions qui leur permettront d'accorder aux propriétaires de maisons situées dans la zone frontière, pour le voiturage de leurs bois de réparations, toutes les facilités compatibles avec le but de la présente ordonnance.

ART. 6.

Tous les articles de l'ordonnance du 22 Novembre 1825 qui n'ont pas été révoqués par l'arrêt du 26 Juillet 1831, sont maintenus.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 29 Janvier 1840.

Le Président,
CHAMBRIER.

CONVENTION

ENTRE LES ÉTATS DE NEUCHÂTEL ET DE
BERNE CONCERNANT LE SERVICE MILITAIRE
DE LEURS RESSORTISSANTS.

DES 16 MARS ET 15 AVRIL 1840.

ARTICLE 1^{er}.

Les ressortissants de l'un des Cantons qui sont établis dans l'autre, et y ont obtenu un

permis d'établissement qui constitue le domicile, ainsi que les fils de ces ressortissants, sont tenus de remplir leurs devoirs militaires dans le Canton où ils sont établis.

ART. 2.

Les ressortissants de l'un des Cantons qui, sans avoir obtenu un permis d'établissement dans l'autre, y séjournent depuis moins d'une année, doivent remplir leurs devoirs militaires dans leur Canton d'origine.

ART. 3.

Dans le cas où le ressortissant de l'un des Cantons domicilié dans l'autre aurait emporté des effets militaires ou armement appartenant à l'Etat, chacun des Gouvernements, sur la demande de l'autorité compétente, interviendra pour en procurer la restitution.

ART. 4.

Les officiers qui seraient brevetés par l'un ou l'autre Gouvernement, lors même qu'ils seraient établis dans l'autre, doivent faire leur service dans leur Canton d'origine, dès qu'ils en sont requis. Conséquemment l'officier neuchâtelois ne peut être tenu de servir

dans la milice du Canton de Berne, non plus que l'officier bernois dans la milice du Canton de Neuchâtel.

Les sous-officiers appartenant aux milices de l'un ou de l'autre des deux Cantons contractants prendront rang dans les milices de l'autre avec leur grade, lorsqu'ils seront appelés à y faire leur service.

Le texte ci-dessus est celui de l'original neuchâtelois en date du 16 Mars 1840, échangé contre l'original bernois de pareille teneur en date du 15 Avril suivant.

ARRÊT

CONCERNANT LE RÔLE DES AVOCATS AU TRIBUNAL SOUVERAIN.

DU 10 JUIN 1840.

Jugeant convenable de ne faire porter désormais sur le rôle des avocats au Tribunal souverain, tel qu'il est inséré dans l'almanach officiel de la Principauté, que des hommes dont l'inscription aura été agréée par le Tri-

bunal lui-même, et d'entourer cette inscription des formes propres à lui donner une véritable valeur, le Conseil d'Etat, après avoir pris l'avis du Tribunal souverain, a arrêté ce qui suit :

1^o Quiconque voudra à l'avenir être inscrit sur le rôle des avocats au Tribunal souverain, devra en faire la demande au Conseil d'Etat, par requête, soit avant de plaider pour la première fois devant le Tribunal, soit après.

2^o Le Conseil d'Etat prendra l'avis du Tribunal souverain, à qui la requête du postulant sera soumise dans la session même où il aura fait son début, et dans le cas où elle n'aurait été présentée qu'après, dans la première session qui suivra le renvoi qui en sera fait au Président du Tribunal.

3^o Si le Tribunal souverain ne se trouve pas suffisamment éclairé, il pourra remettre à une session suivante sa délibération définitive, et la suspendre même pendant un an, à dater de la présentation de la requête.

4^o Le Conseil d'Etat, après avoir reçu l'avis du Tribunal souverain, statuera sur la demande du postulant.

5^o Si cette demande est admise, le postulant sera inscrit dans l'almanach officiel de la Principauté, comme avocat au Tribunal souverain. Dans le cas contraire, il ne perdra pas, à moins d'interdiction spéciale, la faculté de plaider devant le Tribunal, et, quant à l'inscription, il pourra, avant ou après une nouvelle plaidoirie, reproduire sa demande par une nouvelle requête, qui sera soumise comme la première au dispositif des articles 2, 3 et 4 ci-dessus.

6^o Le présent arrêt sera publié en la forme ordinaire et inséré au Recueil des Pièces officielles. Il n'a pas d'effet rétroactif.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 10 Juin 1840.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT

INTERDISANT LE PORT DE BANNIÈRES
NON AUTORISÉES.

DU 26 AOÛT 1840.

Le Conseil d'Etat, informé que depuis quelque temps des individus constitués en

sociétés de tir ou autres, autorisées ou non, se sont permis de parcourir quelques-uns des villages de ce pays en déployant des bannières ou drapeaux, et ont, dans plusieurs occasions, provoqué par là des scènes contraires à l'ordre, a arrêté ce qui suit :

1^o Aucun drapeau ou bannière ne peut être déployé ou arboré publiquement, sans qu'il ait été formellement autorisé par le Conseil d'Etat.

2^o Tous ceux qui seront trouvés porteurs d'un drapeau ou bannière qui n'aurait pas été formellement autorisé, ainsi que ceux qui feront partie du rassemblement ou de la société où de pareils drapeaux auront été arborés, seront pour ce seul fait exposés, selon la nature des cas, à des poursuites civiles ou criminelles.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 26 Août 1840.

Le Gouverneur,
DE PFUEL.

ARRÊT ADDITIONNEL

A CELUI DU 23 JANVIER 1827 SUR LA POLICE
DES ROUTES.

DU 30 SEPTEMBRE 1840.

La Direction des Ponts et Chaussées ayant fixé l'attention du Conseil d'Etat sur les accidents que peut occasionner l'insouciance des voituriers, qui, après s'être servis, pour retenir leurs voitures dans les endroits en pente, de pierres d'une dimension plus au moins considérable, négligent d'enlever ces dernières, et qui souvent aussi laissent stationner sur le bord supérieur des routes des chars dételés, le Conseil, sur le rapport du Département de l'Intérieur, ordonne ce qui suit :

1^o Tout voiturier qui aura fait usage de pierres pour arrêter son char sur une grande route, devra, en se remettant en marche, enlever soigneusement les pierres dont il se sera servi.

2^o Tout char ou voiture momentanément abandonné sur une grande route bordée de

talus devra être placé sur le côté inférieur de la route.

3^o Les contrevenants à l'une ou à l'autre de ces dispositions seront passibles d'une amende de douze batz. Les conducteurs et voituriers étrangers devront, en attendant jugement, déposer cette amende, aux termes de l'arrêt du 6 Mars 1832.

L'exécution du présent arrêt est remise à la surveillance des voyers et autres gens d'office, des cantonniers et des gendarmes.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 30 Septembre 1840.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARTICLE DE LOI

MODIFIANT CELLE DU 21 FÉVRIER 1825
CONCERNANT LE FONDS DE L'ÉTAT.

DU 30 SEPTEMBRE 1840.

Nous, le Président et les Membres du Conseil d'Etat établi par Sa Majesté le Roi de Prusse dans Sa Principauté de Neuchâtel et Valangin,

Savoir faisons :

Que le Corps législatif ayant, dans sa séance du 25 Juin de l'année courante, adop-

té à l'unanimité une proposition du Conseil d'Etat tendant à modifier l'article 4 de la loi du 21 Février 1825, relative à l'établissement du fonds destiné à pourvoir aux frais fédéraux annuels de la Principauté, et le Roi ayant daigné, par un ordre du Cabinet en date du 7 Septembre courant, donner Sa haute sanction à cette modification, Nous promulguons ainsi qu'il suit le nouvel article de loi voté par le Corps législatif et sanctionné par Sa Majesté :

Article de loi.

L'article 4 de la loi du 21 Février 1825 ayant réglé que les capitaux appartenant au fonds de l'Etat seraient placés dans les fonds publics de la Monarchie prussienne, on statue qu'ils pourront aussi être prêtés au Gouvernement de Neuchâtel.

L'article de loi ci-dessus sera publié en la forme ordinaire et inséré au Recueil des Pièces officielles de la Principauté.

Donné au Conseil tenu au château de Neuchâtel, le 30 Septembre 1840.

Le Président,
CHAMBRIER.

LOI
CONCERNANT LES DETTES DE CABARET.

DU 30 SEPTEMBRE 1840.

NOUS FRÉDÉRIC-GUILLAUME IV,
par la grâce de Dieu Roi de Prusse, Prince
Souverain de Neuchâtel et Valangin, etc., etc.

Savoir faisons :

Que Notre Conseil d'Etat de Neuchâtel
ayant soumis à Notre sanction un projet de
Loi dûment discuté et voté par le Corps Lé-
gislatif de Notre fidèle Principauté, ayant
pour objet d'étendre à tout le pays l'usage
salutaire déjà existant dans la Juridiction de
Neuchâtel, qui interdit les poursuites juri-
diques pour dettes de cabarets, le nombre
toujours croissant de ces derniers et les abus
qui en résultent ne pouvant être vus qu'avec
peine, autant par Nous que par tous les ci-
toyens de la Principauté qui aiment sincè-
rement leur pays ; satisfait de la résolution
prise à cet égard par le Corps Législatif à une
majorité touchant à l'unanimité, Nous avons

sanctionné et sanctionnons par les Présentes la Loi proposée, qui consiste dans les deux articles suivants :

ARTICLE 1^{er}.

Il est interdit aux Officiers de Juridictions et à leurs représentans d'accorder l'accès des Tribunaux et d'autoriser aucune poursuite ni aucune inscription dans les décrets, pour les dettes résultant d'écots faits dans les auberges, pintes, cafés ou autres débits de vin et liqueurs en détail. Toute consignation de gages et vente d'effets mobiliers pour le paiement des dettes ci-dessus sont également prohibées et déclarées de nul effet.

ART. 2.

Ne sont pas comprises dans les dispositions ci-dessus les dettes à l'égard desquelles il sera justifié aux Officiers qu'elles proviennent de pensions fournies, de repas de corps ou de circonstance, ou de dépenses faites par des personnes réellement en voyage.

En foi de quoi Nous avons signé les Présentes de Notre main et y avons fait apposer le sceau de Nos armes royales.

Donné à Berlin ce vingt-neuf du mois
d'Août de l'an de grâce mil huit cent qua-
rante, et de notre règne la première année.

FRÉDÉRIC-GUILLAUME.

(L.S.)

Et plus bas,

WERTHER.

Loi concernant l'interdiction des
poursuites juridiques pour dettes
de cabaret.

*Aujourd'hui trente Septembre de l'an mil
huit cent quarante, au Conseil d'Etat tenu au
Château de Neuchâtel, les présentes ayant été
lues, on les a enregistrées dans le manuel du
dit Conseil et entérinées selon leur forme et
teneur. Moi soussigné, Conseiller d'Etat et
Chancelier de SA MAJESTÉ dans cette Princi-
pauté, à ce présent.*

FAVARGER.

Le Conseil ordonne que la Loi ci-dessus
transcrite soit publiée en la forme ordinaire
et insérée au Recueil des Pièces officielles de
la Principauté.

Donné au Conseil tenu sous notre prési-
dence au Château de Neuchâtel, le 30 Sep-
tembre 1840.

Le Président,

CHAMBRIER.

ARRÊT ADDITIONNEL

A CELUI DU 27 OCTOBRE 1823 CONCERNANT
LES REGISTRES DE PAROISSES.

DU 30 SEPTEMBRE 1840.

Appelé par une demande en direction des Pasteurs de la Principauté à fixer son attention sur les inconvéniens qui résultent, pour la tenue des registres de Paroisses, de l'absence d'une règle fixe quant à l'inscription des baptêmes et inhumations des catholiques romains domiciliés dans les Paroisses de l'Etat où il n'existe pas de chapelles et de cimetières de leur communion, et qui se rendent, pour procéder à ces actes, soit dans d'autres lieux du pays où leur culte est célébré, soit hors de l'Etat, le Conseil, après avoir entendu le rapport du Département de l'Intérieur, arrête ce qui suit :

1^o Lorsqu'un individu appartenant à la religion catholique romaine aura été baptisé ou inhumé dans un autre lieu de l'Etat que

celui de son domicile, l'inscription du baptême ou du décès aura lieu, suivant la règle, dans les registres de la Paroisse où il aura été procédé au baptême ou à l'inhumation.

2^o L'acte du baptême ou du décès sera transcrit ensuite dans les registres de la Paroisse du domicile de l'enfant baptisé ou de la personne décédée.

3^o Lorsque le baptême ou l'inhumation auront eu lieu hors de l'Etat, l'acte qui en sera dressé sera transcrit pareillement dans les registres de la Paroisse du domicile. On se conformera dans ce cas à l'article 10 de l'arrêt du 27 Octobre 1823.

4^o Les transcriptions mentionnées dans les deux articles qui précèdent, auront lieu à la diligence des parents.

5^o Afin d'éviter qu'il n'y ait double emploi dans les listes de Paroisses dressées annuellement par les Pasteurs et Curés, le Curé qui aura procédé au baptême ou à l'inhumation d'un individu domicilié hors de sa Paroisse, ne le fera point entrer dans sa liste,

et il sera compté dans celle du lieu de son domicile.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 30 Septembre 1840.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT
FIXANT LES ÉMOLUMENTS DES ACTES DE
PROTÊT ET D'INTERVENTION.

DU 28 OCTOBRE 1840.

Le Conseil d'Etat, jugeant convenable de fixer par une disposition réglementaire les émolumens dûs aux Notaires pour les actes de protêt, après avoir entendu le rapport de Monsieur Favarger, Conseiller d'Etat ordinaire et Chancelier, et le préavis du comité de la Compagnie des Marchands, arrête ce qui suit :

1^o L'émolument des actes de protêt levés pour constater, soit un refus de paiement, soit un refus d'acceptation de la part du tiré

d'une lettre de change ou effet de commerce, est fixé à L. 2 » 2^s tournois.

2^o Lorsque l'acte de protêt sera suivi d'un acte d'intervention, l'émolument de ce dernier acte est fixé à L. 1 » 1^s tournois.

Le présent arrêt sera imprimé et publié en la forme ordinaire et inséré au Recueil des Pièces officielles.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 28 Octobre 1840.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT EXPLICATIF

DU § 7 DE L'ORDONNANCE DU 9 MARS 1812
CONCERNANT LES INCENDIES.

DU 18 NOVEMBRE 1840.

L'attention du Gouvernement ayant été fixée sur la convenance de rendre plus précises une partie des dispositions contenues dans le § 7 section II de l'ordonnance de police du 9 Mars 1812 concernant les incendies,

le Conseil d'Etat, sur le rapport de la Chambre d'assurance, arrête ce qui suit :

1^o La visite prescrite par le dit paragraphe comme devant être faite dans le courant de Septembre de chaque année, pour vérifier l'exécution des réparations ordonnées à la suite de la visite générale du mois de Mai précédent, aura lieu dans toutes les Communes de l'Etat dès le premier jour du mois de Septembre.

2^o Les commissions du feu sont rendues attentives au pouvoir que leur donne le paragraphe dont il s'agit, de faire exécuter ou terminer aux frais du propriétaire, par des ouvriers envoyés par le capitaine du feu, tout ce qui sera trouvé en retard à l'époque de cette vérification.

3^o Le propriétaire en retard ne pourra être poursuivi à plus de dix châtois de douze batz.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 18 Novembre 1840.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT

CONCERNANT LA FRANCHISE DE PONTONNAGE DES SUJETS DE L'ÉTAT.

DU 28 DÉCEMBRE 1840.

L'expérience ayant fait sentir le besoin de décider par une règle générale certains cas relatifs à la franchise de pontonnage dont jouissent les sujets de l'Etat, le Conseil, sur le rapport du Département des Finances, arrête que la franchise de pontonnage acquise par l'article 8 du règlement du 20 Novembre 1837 aux sujets de l'Etat domiciliés dans l'Etat, pour les voitures et attelages qui sont leur propriété, s'étend aux sujets de l'Etat domiciliés dans l'Etat qui ont loué en entier une voiture pour leur compte.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 28 Décembre 1840.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT

MODIFIANT QUANT AUX PERMIS D'EXPORTATION DE BOIS POUR LES CANTONS SUISSES L'ARTICLE 2 DE L'ORDONNANCE DU 22 NOVEMBRE 1825.

DU 29 MARS 1841.

En modification de l'article 2 de l'ordonnance du 22 Novembre 1825, qui attribue seulement à quelques Officiers de Juridictions, désignés au dit article, le droit d'accorder des permissions d'exporter des quantités de bois peu considérables destinées pour l'un des Cantons suisses, le Conseil, sur le rapport du Département des Finances, arrête que ces permissions seront accordées dorénavant sans frais par l'Officier de chaque Juridiction riveraine du lac ou frontière des Cantons suisses, ou en l'absence de l'Officier par son représentant.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 29 Mars 1841.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT

PUBLIANT LES MODIFICATIONS APPORTÉES
A LA CIRCONSCRIPTION DE PLUSIEURS
ARRONDISSEMENTS ÉLECTORAUX.

DU 12 AVRIL 1841.

Le Corps Législatif ayant vaqué, au mois de Janvier dernier et conformément à l'article 4 de la déclaration royale du 3 Septembre 1831, à l'examen de l'état des arrondissemens électoraux et à la révision du nombre de députés assigné à chacun d'eux, et ayant manifesté le vœu de voir apporter certaines modifications à la circonscription de quelques arrondissemens, Sa Majesté, ainsi qu'il résulte d'un rescrit ministériel en date du 28 Mars dernier, a donné Son approbation aux modifications proposées, et en conséquence:

1^o Le hameau d'Areuse est détaché de l'arrondissement électoral de Colombier et réuni à celui de Boudry.

2^o Le district de la Communauté des Planchettes cesse de faire partie de l'arrondissement électoral des Brenets : il est réuni à celui de la Chaux-de-Fonds.

3^o Le quartier de la Mossa est détaché de l'arrondissement électoral de Noiraigue et réuni à celui de Couvet.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 12 Avril 1841.
PERROT.

TABLEAU DES DÉPUTÉS AU CORPS LÉGISLATIF.

DU 26 AVRIL 1841.

Dressé conformément à la délibération du Corps Législatif
du 13 Janvier 1841.

Districts.	Population.	Nomb. des députés à nommer.
Neuchâtel	5,466	7 députés
Valangin.	190	} . . 526 . 1 »
Boudevilliers	556	
Fenin, Vilard et Saules	509	} . . 415 . 1 »
Engollon	104	
Les deux Savagniers	496	. 1 »
Dombresson	569	. 1 »
Villiers	152	} . . 340 . 1 »
Pâquier	188	
Chézard et Saint-Martin.	600	. 1 »
Cernier	415	} . . 685 . 1 »
Fontainemelon	270	
Fontaines	211	} . . 467 . 1 »
Hauts-Geneveys	256	
Coffrane	522	} . . 517 . 1 »
Geneveys	195	
Landeron	590	. 1 »
	8,669	17 députés

Suite des Députés.

Districts.	Population.	Nomb. des députés à nommer.
Transport	8,669	17 députés
Cressier	524	} . . 476 . 1 »
Enges	116	
Combes	56	
Boudry	657	} . . 914 . 2 »
Bôle	205	
Areuse	52	
Môtiers	590	} . . 887 . 2 »
Boveresse	297	
Couvet (y compris la Mossa)	1,240	. 2 »
Fleurier	914	} . . 1,241 . 2 »
Saint-Sulpice	327	
Buttes	937	. 2 »
Saint-Blaise	458	} . . 668 . 1 »
Hauterive	126	
La Coudre	84	
Cornaux	269	} . . 502 . 1 »
Vavre	51	
Thielle	48	
Epagnier	18	
Marin	113	
Voëns et Maley	23	
Locle	5,448	. 11 »
Chaux-de-Fonds	5,590	} . . 5,866 . 11 »
Planchettes	276	
Auvernier	415	. 1 »
Corcelles et Cormondrèche	580	} . . 856 . 2 »
Peseux	276	
Rochefort	502	. 1 »
Brot-dessous	225	} . . 582 . 1 »
Brot-dessus	147	
Montmollin	210	
Ponts	858	} . . 944 . 2 »
Plamboz	106	
	50,147	59 députés

Suite des Députés.

Districts.	Population.	Nomb. des députés à nommer.
	Transport. . . 50,147	59 députés
Colombier	458	. 1 »
Sagne	1,453	. 3 »
Bevaix	468	. 1 »
Cortailod	579	. 1 »
Les trois bourgeois des Verrières.	1,121	. 2 »
Bayards	585	. 1 »
Côte-aux-Fées	753	. 2 »
Lignièrès	486	. 1 »
Brévine	668	} . . 875 . 2 »
Châtagne.	205	
Cerneux-Pequignot	259	} . . 812 . 2 »
Chaux-du-Milieu	573	
Brenets	813	. 2 »
Travers	1,020	} . . 1,156 . 2 »
Montagnes de Travers.	156	
Noiraigue	250	} . . 542 . 1 »
Martel et Combes-dernier, Jora- tel et Rondel	512	
Gorgier	673	. 1 »
Saint-Aubin	289	} . . 442 . 1 »
Sauges	153	
Fresens	157	} . . 454 . 1 »
Montalchez	183	
Vaumarcus.	84	
Vernéaz	50	
Total.	41,795.	83 députés

Approuvé au Conseil d'État tenu sous notre prési-
dence au Château de Neuchâtel, le 26 Avril 1841.

PERROT.

RÈGLEMENT POUR LES CHEFS DE PHARMACIE.

DU 5 MAI 1841.

1^o Ils s'engagent à ne débiter que des médicaments de bonne qualité. Ils ne substitueront jamais de leur chef un médicament à un autre qui leur serait demandé.

2^o Ils se conformeront aux poids et mesures de la pharmacopée de Prusse usitée dans ce pays, et ils n'en emploieront pas d'autres.

3^o Ils seront constamment pourvus de tous les médicaments contenus dans la pharmacopée de Prusse, et ils exécuteront leurs préparations officinales de la manière indiquée par cette pharmacopée.

4^o Ils exécuteront exactement et fidèlement les ordonnances des médecins et des chirurgiens, sans se permettre aucun changement ni substitution quelconques sans le consentement de ceux qui les auront faites. Lorsqu'ils reconnaîtront quelque erreur dans une ordonnance, ils en avertiront le médecin qui en est l'auteur.

5° Tous les paquets, boîtes, fioles, pots, etc., qu'ils délivreront, seront soigneusement étiquetés, et ils y désigneront la drogue ou la préparation qu'ils contiennent, la manière de l'employer et le nom de la personne à qui elle est destinée.

6° Les ordonnances originales des médecins résidant dans l'Etat devront être gardées par les pharmaciens pendant trois ans. Lorsqu'elles seront redemandées par les personnes pour qui elles ont été faites, ils en délivreront simplement une copie, de l'exactitude de laquelle ils seront responsables. Ils pourront se contenter de garder copie des ordonnances délivrées par des médecins étrangers.

7° Aucune personne autre que le chef de la pharmacie, un commis approuvé, ou un élève capable, ne devra exécuter les ordonnances ni vendre des remèdes dans l'officine.

8° Les maîtres pharmaciens ne prendront pour commis que des individus qui réuniront les conditions suivantes :

- a) avoir fait un apprentissage régulier :
- b) être munis de bons certificats :

c) bien comprendre la langue française. Immédiatement après l'arrivée de son commis ou aide-pharmacien, le chef de la pharmacie en avertira la Commission de santé, et, s'il est agréé, l'autorité compétente lui fera prêter le serment qui le concerne. Les maîtres pharmaciens sont responsables des faits de leurs commis.

9° Dans les visites qui seront faites de leur officine par ordre de l'autorité, les pharmaciens ne soustrairont à l'examen aucune de leurs drogues, bonnes ou mauvaises, simples ou composées.

10° Ils ne vendront aucun remède secret, à moins que le débit n'en ait été autorisé par la Commission de santé, et ils ne donneront aucun médicament actif sans la prescription d'un médecin ou chirurgien reconnu. Les drogues dangereuses ne seront vendues qu'à des personnes bien connues du pharmacien ou sur la prescription d'un médecin.

11° Les substances éminemment vénéneuses soit les poisons proprement dits, tels que l'arsenic et les préparations arsenicales, le sublimé corrosif, l'opium, seront placés dans

un endroit exclusivement affecté à cet usage, qui sera constamment fermé, et dont le pharmacien ne devra confier la clef qu'à son commis.

12° Sauf les prescriptions régulièrement faites pour cas de maladie par les médecins légalement reconnus, ces substances vénéneuses ne devront être vendues qu'à des personnes munies d'une autorisation du Chef de la Juridiction où elles sont domiciliées, ou de son représentant.

13° Les poisons ne seront délivrés qu'aux personnes mêmes auxquelles l'autorisation d'en acheter aura été donnée, et jamais à des enfants au-dessous de quinze ans.

14° Ils ne seront remis que bien emballés et cachetés, et avec une étiquette qui contiendra en gros caractères le nom de la substance vénéneuse et l'épithète : *poison mortel*.

15° Il sera tenu par les pharmaciens, pour la vente des poisons, un registre pagé et paraphé au commencement et à la fin par le Chef de la Juridiction ou son représentant, et dans lequel devront être inscrits :

a) la date du billet d'autorisation et le nom de l'acheteur :

b) le nom du poison :

c) la quantité qui en aura été délivrée :

d) l'usage auquel il est destiné.

16° Sur le dos des billets d'autorisation sera inscrite, en conformité de l'inscription au registre, la date du jour où la substance vénéneuse aura été délivrée; ces billets seront soigneusement conservés pendant trois ans au moins.

17° Le registre et les autorisations ci-dessus mentionnés devront être présentés aux autorités compétentes, dès qu'elles le demanderont.

18° Les chefs de pharmacie prêteront le serment d'observer le présent règlement consciencieusement et selon leur pouvoir. Les commis pharmaciens s'engageront également par serment à l'observer en tant qu'il les concerne.

19° Le présent règlement n'est pas applicable à la Ville de Neuchâtel et à sa banlieue, vu les mesures prises dans le même but par

les Quatre-Ministres et Conseil de la dite Ville en vertu de leurs droits de police.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 5 Mai 1841.

PERROT.

ARRÊT EXPLICATIF

DU RÉGLEMENT DU 6 MAI 1839 CONCERNANT LE TITRE DES OUVRAGES D'OR ET D'ARGENT.

DU 31 MAI 1841.

Le Conseil d'Etat fait savoir au public et en particulier à Messieurs les Conservateurs des titres et aux Bureaux de poinçonnement du Locle et de la Chaux-de-Fonds qu'il a jugé convenable de préciser l'application du règlement du 6 Mai 1839, quant aux objets qui ne sont pas des ouvrages d'horlogerie, d'orfèvrerie ou de bijouterie, comme suit :

1^o Les pièces d'ornement accessoires en or ou en argent, dont la valeur est minime com-

parativement à celle de l'objet principal auquel ces pièces sont fixées ou dans lequel elles sont incrustées, doivent être, sans exception, au titre prescrit par l'art. 1^{er} du règlement de 1839.

2^o Les fabricants et marchands ne sont tenus à faire vérifier le titre de ces pièces et à les faire poinçonner qu'autant qu'ils en seront requis par les acheteurs, à la prudence desquels est remis le soin d'en réserver la vérification.

3^o Les objets désignés art. 1^{er} seront soumis à toutes les dispositions du règlement, lorsqu'ils auront été présentés au Bureau de poinçonnement.

4^o Il sera payé pour le poinçonnement de ces objets demi-batz pour les pièces en or et un creutzer pour celles en argent.

5^o Le présent arrêt devra être maintenu affiché dans les boutiques, magasins et autres lieux où ces objets sont exposés en vente.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 31 mai 1841.

PERROT.

ARRÊT

MODIFIANT LE RÉGLEMENT DU 23 JUILLET 1833
CONCERNANT LES ÉTRANGERS.

DU 5 JUILLET 1844.

Le Conseil d'Etat voulant assurer l'exercice d'une bonne police à l'égard des étrangers qui séjournent dans la Principauté, après avoir entendu en son rapport Monsieur de Perregaux Conseiller d'Etat ordinaire et Directeur de la Police centrale, a arrêté ce qui suit, en modification du règlement des étrangers du 23 Juillet 1833 : 1^o Le contrôle qui s'exerçait par les Préposés à la police des étrangers en vertu de l'article 5 du règlement, en ce qui concerne les permis de séjour délivrés pour trois mois et au-dessous, aura lieu dorénavant par la Direction de Police centrale, qui se fera remettre tous les huit jours, par les Préposés, la note des permis qu'ils auront délivrés. 2^o L'obligation réservée par l'article 7 du règlement de munir chaque autorisation de séjour du visa de l'Officier de la Juridiction est supprimée : les

Officiers devant toutefois continuer à exercer, par tous les moyens en leur pouvoir, une surveillance active sur les étrangers qui viennent séjourner dans leur ressort. 3^o Le produit des châtois encourus par tout sujet ou habitant de l'Etat, les aubergistes compris, qui, contrairement à l'article 4 du règlement, gardera chez lui plus de quinze jours un étranger quelconque, sans qu'il lui ait présenté un permis de séjour du Préposé, produit qui était destiné, à teneur de l'article 14 du dit règlement, moitié à la Commune et moitié au Préposé, appartiendra dorénavant moitié à la Commune et moitié au dénonciateur, quelle que soit la qualité de celui-ci. 4^o Les gendarmes sont exceptés de de cette dernière disposition, conformément à l'arrêt du 6 Mars 1832.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 5 Juillet 1841.

Le Président,

CHAMBRIER.

RÈGLEMENT POUR LA CAISSE D'ÉPARGNE ÉTABLIE DANS LA PRINCIPAUTÉ.

Approuvé par le Conseil d'État le 23 Septembre 1840.

L'accroissement rapide de la Caisse d'Épargne a nécessité, pour la gestion des capitaux et pour la comptabilité, des moyens beaucoup plus étendus que ceux que prescrivait le règlement du 24 Octobre 1812. Pour assurer la prospérité future de cet établissement, il est maintenant nécessaire de régulariser ce qu'une expérience de vingt-huit années a fait reconnaître être véritablement utile à sa bonne et soigneuse administration. C'est dans ce but que les articles ci-après ont été arrêtés, pour avoir leur effet dès le 31 Décembre 1840 et pour être substitués au règlement de 1812, lequel, par la publication du présent, est et demeure abrogé.

ARTICLE 1^{er}.

La Caisse d'Épargne recevra dans ses divers

bureaux les économies des artisans, des domestiques, des journaliers, et des autres personnes appartenant à la Principauté, soit par leur origine soit par leur domicile.

ART. 2.

On recevra à la Caisse d'Epargne tous les dépôts depuis *cinq batzen* jusqu'à *cinq cents Livres* tournois valeur de Neuchâtel, maximum de la somme qui, dans une année, pourra être versée par un même déposant. Il pourra cependant être accordé des autorisations spéciales pour des économies accumulées, pour des argents appartenant à des mineurs, ou pour d'autres cas favorables, et qui excéderaient la somme de L. 500.

ART. 3.

La Caisse d'Epargne bonifiera à ses créanciers un intérêt fixé à trois et demi pour cent par an.

ART. 4.

L'intérêt ne sera bonifié que lorsque la somme appartenant à un déposant aura atteint vingt Livres tournois. Il prendra cours dès le 1^{er} Janvier, pour les sommes versées

dès le 1^{er} Juillet au 30 Septembre précédent; dès le 1^{er} Avril, pour celles versées du 1^{er} Octobre au 31 Décembre; dès le 1^{er} Juillet, pour les sommes entrées du 1^{er} Janvier au 31 Mars; et dès le 1^{er} Octobre, pour celles entrées du 1^{er} Avril au 30 Juin.

ART. 5.

Le compte des déposants sera réglé au 31 Décembre de chaque année. Les intérêts non réclamés seront ajoutés au capital et porteront intérêt dès ce jour.

ART. 6.

Lorsque les économies d'un déposant seront parvenues à trois mille Livres tournois, la Caisse d'Epargne pourra, si elle le juge convenable, en faire le remboursement, après avoir prévenu trois mois à l'avance le propriétaire de la somme.

ART. 7.

Tout créancier de la Caisse d'Epargne peut exiger le remboursement total ou partiel de ce qui lui est dû. Les remboursements auront lieu les 31 Mars, 30 Juin, 30 Septembre et

31 Décembre, après un avertissement donné par le créancier trois mois auparavant. Si un créancier désire être remboursé dans le moment même où il en fait la demande et sans avoir donné d'avertissement préalable, la Caisse d'Epargne sera libre d'accorder ou de refuser ce remboursement, et s'il a lieu, il sera effectué avec une retenue de trois mois d'intérêt.

ART. 8.

Quelle que soit la date du dépôt, tous les déposants de la Caisse d'Epargne sont créanciers par comptes courants, sans priorité les uns sur les autres. Les livres de l'établissement sont le seul titre qui fixe leurs créances.

ART. 9.

A la réception d'une somme quelconque, l'agent de la Caisse d'Epargne qui la reçoit, en donnera au déposant une reconnaissance signée de sa main. Chaque année les créanciers de la Caisse recevront l'extrait de leurs comptes arrêtés au 31 Décembre, contre la remise du précédent extrait et des reconnaissances à eux données.

ART. 10.

La Caisse d'Epargne ne paiera qu'aux déposants eux-mêmes, ou à leurs ayant-cause légalement reconnus. Les sommes dues pourront être transférées aux héritiers ou aux membres d'une même famille. Les cessions qui en seraient faites à toute autre personne ne seront point reconnues, et dans ce cas la créance sera immédiatement remboursée, sans intérêt depuis le dernier compte réglé.

ART. 11.

Les dépôts faits à la Caisse d'Epargne seront, avec une attention scrupuleuse, placés à intérêt chez des propriétaires ou des négociants dont la probité, la fortune et les garanties données, offriront des sûretés jugées suffisantes. Les obligations, cédules ou reconnaissances de ces débiteurs, sont la seule vraie et réelle garantie sur laquelle les créanciers de l'établissement puissent et doivent compter.

ART. 12.

La mieux-value entre les intérêts reçus des débiteurs et ceux payés aux déposants

formera un fonds de réserve, dont le capital et les intérêts seront employés, sans pouvoir l'être à une autre destination: 1^o à payer les frais d'administration et de bureaux; 2^o à couvrir les pertes essuyées. Le solde du fonds de réserve, dans le cas d'une liquidation, ou la partie de ce fonds que la Direction jugerait excéder les besoins de l'établissement, seront appliqués à des œuvres de piété et de charité d'une utilité publique et générale.

ART. 13.

Si malheureusement la Caisse d'Epargne éprouve des pertes excédant le montant du fonds de réserve, le déficit sera réparti entre les créanciers au sol la livre de leurs créances. Les bénéfices subséquents seront appliqués à réparer les pertes des créanciers avant d'être versés au fonds de réserve.

ART. 14.

Une Direction composée de dix à vingt membres soignera les intérêts généraux de la Caisse d'Epargne; elle élira son président, ses membres, le directeur et les divers employés; elle examinera les comptes annuels

et les approuvera, si elle en reconnaît la régularité; elle délibérera sur la solvabilité des débiteurs, et s'occupera de tout ce qui pourra tendre à la prospérité de l'établissement et à la sûreté des capitaux qui lui sont confiés.

ART. 15.

Le directeur et un comité de cinq membres nommés par la Direction exerceront une surveillance journalière sur la caisse et sur la tenue des écritures: ils placeront les capitaux en se conformant à cet égard aux instructions particulières qui leur seront données par la Direction; ils soigneront les titres, et pourvoiront aux diverses mesures que leur conservation peut exiger. Deux fois par an, le directeur et le comité feront leur rapport à la Direction de toutes les mutations survenues dans les capitaux.

ART. 16.

Les comptes généraux de la Caisse d'Épargne seront arrêtés et réglés au 31 Décembre de chaque année, dans une assemblée générale de la Direction. Le résultat de ces

comptes sera rendu public par la voie de l'impression.

Les réglemens ci-dessus ont été arrêtés par la Direction de la Caisse d'Epargne, pour être soumis à l'approbation du Conseil d'Etat, à Neuchâtel, le 2 Juillet 1840.

(Sig.) SANDOZ-ROLLIN. (Sig.) L. COULON.

Tant en leur nom qu'en celui des autres membres de la Direction :

Messieurs { Louis comte de POURTALÈS,
Frédéric baron de CHAMBRIER,
Jean-Jaques-François BOVET,
DuBOIS-BOVET,
de PERROT-REYNIER,
Ferdinand d'IVERNOIS,
Alphonse DuPASQUIER-TERRISSE,
François de MONTMOLLIN,
Jean-Henri L'HARDY,
Isaac-Henri CLERC,
Ulysse DuBOIS,
Guillaume PERRET-GENTIL,
Charles-Frédéric DuPASQUIER,
Jules HUGUENIN-VUILLEMIN.

Vu le règlement ci-dessus, entendu le rapport du Département de l'Intérieur et délibéré, le Conseil donne avec plaisir son approbation au règlement dont il s'agit.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 23 Septembre 1840.

Pour M. le Président,
PERROT.

ARRÊT

INTERDISANT TOUT DÉPÔT DE BOIS DANS LES CHEMINÉES.

Informé par un rapport de la Chambre d'Assurance contre les incendies que, dans quelques localités de cet Etat, on se permet de faire sécher du bois de charronage dans l'intérieur des cheminées, ce qui a occasionné récemment un commencement d'incendie, le Conseil d'État, considérant que l'ordonnance du 9 Mars 1812 (Section II, § 5, 6^e règle,) défend expressément d'introduire des ouvrages en bois dans les cheminées ou leurs

canaux, et qu'à plus forte raison tout dépôt de bois qui y serait fait, même momentanément, doit être interdit, ordonne que toutes personnes qui se permettront à l'avenir de faire, dans l'intérieur de quelque cheminée que ce soit, de semblables dépôts de bois quelconques, soient rapportées à l'Officier de la Juridiction ou à son représentant, pour être poursuivies à l'amende, sans préjudice des actions en dommages auxquelles elles pourront être exposées, soit de la part de la Chambre d'Assurance, soit de la part de ceux qui auraient été victimes des suites de cette contravention à l'une des règles essentielles de la police du feu.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 22 Novembre 1841.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT

APPLIQUANT AUX DÉBITS DE LIQUEURS LE
RÈGLEMENT DU 16 AOUT 1831.

DU 5 JANVIER 1842.

Prenant en objet le vœu manifesté par le Corps législatif que les boutiques et autres

III.

R

lieux où l'on vend des liqueurs à boire sur place, soient soumis aux règles de la police des cabarets, le Conseil arrête que le règlement du 16 août 1831 concernant les auberges et cabarets doit être uniformément appliqué à tous les lieux où il se fait un débit de liqueurs à boire sur place, et notamment que tout marchand, boulanger ou autre personne qui voudra faire un semblable débit, doit faire en Justice la déclaration prescrite par l'article 2 du dit règlement et se soumettre à l'inspection de la police, telle qu'elle s'exerce dans les cabarets : les débitants étant soumis, pour les contraventions qu'ils pourront commettre, aux peines fixées par le règlement précité du 16 août 1831.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 5 Janvier 1842.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT

CONCERNANT LES LODS DES TAXES.

DU 31 JANVIER 1842.

Le Conseil d'Etat, informé que dans plusieurs des Juridictions de l'Etat les lods qui s'ajoutent aux comptes de taxe, sont, par les Juges taxeurs, calculés sur le montant de la dette sans y comprendre les accessoires, tels que frais de poursuites et émoluments de lettres, d'où il résulte que le créancier admis en taxe paie un lod plus élevé que celui pour lequel la taxe a été obtenue, ordonne aux Greffiers des Juridictions de vérifier et, cas échéant, de rectifier en présence des Juges taxeurs les comptes des taxes qui sont rapportées au Greffe, lorsque les lods n'en auront pas été calculés conformément à la formule prescrite pour les collocations par l'arrêt du 7 Juin 1831.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 31 Janvier 1842.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT

CONCERNANT LES APPOSITIONS DE SCELLÉS EN MATIÈRE DE SUCCESSION.

DU 16 FÉVRIER 1842.

Le Conseil s'étant occupé de la question de savoir dans quels cas il y a lieu d'apposer les scellés sur la succession d'un défunt, et dans quels cas cette formalité peut ou doit être omise, annonce à Messieurs les Officiers de Juridictions qu'il n'existe à cet égard aucune règle absolue, et qu'il dépend d'eux de décider, dans chaque cas particulier, si l'intérêt des absents ou celui de la masse requièrent l'apposition des scellés, ou si cette formalité peut être omise avec ou sans conditions, le recours au Conseil étant ouvert en tout état de cause aux parties intéressées.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 16 Février 1842.

Le Président,

CHAMBRIER.



LOI
SUR LES DÉCRETS.

DU 16 MAI 1842.

NOUS FRÉDÉRIC-GUILLAUME IV,

**PAR LA GRACE DE DIEU ROI DE PRUSSE,
PRINCE SOUVERAIN DE NEUCHÂTEL ET VALANGIN,
ETC. ETC. ETC.**

Savoir faisons :

Que le Conseil d'Etat de Notre fidèle Principauté de Neuchâtel et Valangin ayant soumis à Notre sanction royale un projet de loi voté par le Corps législatif à l'effet de régler d'une manière générale et positive la matière des décrets ou discussions de biens ou faillites, et Nous ayant en même temps exposé que la présente loi n'est dans la plupart de ses articles que la reproduction textuelle de la coutume, que tous les principes consacrés par elle ont été conservés, et que le très-petit nombre de dispositions législatives nouvelles qui y ont été introduites, ont été motivées par les changements survenus dans les mœurs, les habitudes et la

coutume elle-même, mais que la loi sur les décrets et discussions de biens étant une suite et un complément nécessaire de la *loi sur les poursuites pour dettes*, sanctionnée le 18 mars 1833, et qu'éclairé par l'expérience qui depuis lors a été faite de cette loi, le Corps législatif a cru devoir adopter dans la loi nouvelle certaines dispositions législatives qui dérogent à quelques articles de la première loi, sur laquelle par conséquent il sera indispensable de revenir : à ces causes, Nous avons sanctionné et sanctionnons par les présentes les cent trente-six articles suivants du projet de loi voté par le Corps législatif, Nous réservant néanmoins plus tard, au moyen de dispositions additionnelles qui seront soumises aux délibérations du Corps législatif dès que la convenance en aura été suffisamment avérée et reconnue, de mettre la *loi sur les poursuites pour dettes*, sanctionnée le 18 mars 1833, en pleine harmonie avec la loi actuelle dont la teneur suit :

CHAPITRE PREMIER.

DU DÉCRET.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ARTICLE 1^{er}.

Le décret ou la discussion de biens consiste dans la remise à la Seigneurie des biens d'un débiteur déclaré en état de faillite, pour être distribués à ses créanciers.

ART. 2.

Le décret a lieu ensuite d'un mandement ou d'un arrêt du Conseil d'Etat.

ART. 3.

Le décret peut être accordé ou à la demande du débiteur ou à celle de ses créanciers; il peut aussi être ordonné d'office.

SECTION PREMIÈRE.

Du décret demandé par le débiteur.

ART. 4.

Le débiteur qui veut demander le décret de ses biens, s'adresse à l'Officier de la Juri-

diction où il a son domicile, lui remet un état de ses biens et dettes, et lui demande d'être reçu à faire attouchement de décret.

ART. 5.

L'attouchement de décret peut être fait par le procureur pour son constituant, moyennant pouvoir spécial à cet effet. Il peut l'être, moyennant autorisation de la Cour de Justice, par le père ou la mère tutrice pour les enfans mineurs, par le tuteur ou le curateur juridique pour le pupille, par le procureur nommé d'office à un absent.

ART. 6.

L'Officier soumet la demande au Conseil d'Etat, qui, s'il juge qu'il y a lieu de l'accueillir, accorde un mandement de décret.

SECTION II.

Du décret demandé par les créanciers.

ART. 7.

Les créanciers d'un débiteur, qui n'ont pu être payés de leurs créances par les voies de

poursuites ordinaires, peuvent, soit isolément, soit cumulativement, demander le décret de ses biens.

ART. 8.

Pour pouvoir faire cette demande, ils doivent avoir épuisé contre leur débiteur toutes les poursuites ordinaires prévues par la loi du 2 mai 1833.

ART. 9.

Ils adressent leur demande au Conseil d'Etat, qui accorde ou refuse le décret après avoir entendu ou fait entendre le débiteur; si celui-ci, quoique dûment assigné, fait défaut, le Conseil d'Etat prononce, nonobstant sa non-comparution.

ART. 10.

S'il y a urgence ou péril dans le retard, le Conseil d'Etat peut, à la demande d'un ou plusieurs créanciers, accorder le décret d'un débiteur, lors même que les formalités prescrites par les art. 8 et 9 n'auraient pas été remplies.

ART. 11.

Si la masse ne suffit pas pour y pourvoir, le créancier qui a obtenu le décret est tenu

au paiement des frais de justice, sauf son recours contre le discutant.

SECTION III.

Du décret ordonné d'office.

ART. 12.

Le Conseil d'Etat ordonne d'office le décret d'une succession déclarée jacente, ainsi que celui de toute masse abandonnée par son propriétaire.

SECTION IV.

De la liquidation sommaire.

ART. 13.

Lorsqu'il n'y a pas d'immeubles dans la masse, et que l'importance de celle-ci ou des difficultés prévues entre les intéressés n'exigent pas l'observation des formes ordinaires, le décret a lieu par voie de liquidation sommaire.

SECTION V.

De l'ouverture du décret.

ART. 14.

L'ouverture du décret date du jour de l'attouchement, si la discussion a été demandée

par le discutant; du jour de la présentation de la requête au Conseil d'Etat, si elle a été demandée par les créanciers; et du jour de la date de l'arrêt ou du mandement, si elle a été ordonnée d'office.

SECTION VI.

De la révocation du décret.

ART. 15.

Le Conseil d'Etat peut, sur la demande d'un intéressé, révoquer le décret, même après les inscriptions faites et liquidées, mais avant les collocations, après avoir entendu toutes parties.

CHAPITRE II.

DES EFFETS DU DÉCRET.

ART. 16.

A dater de l'ouverture du décret, le discutant devient inhabile à faire aucun acte

de nature à changer l'état de sa masse ou la position de ses créanciers.

ART. 17.

Le discutant ne peut être admis à déposer dans les difficultés qui s'élèvent dans la liquidation de sa masse; il peut seulement être entendu à titre de renseignemens.

ART. 18.

Le décret arrête toutes poursuites pour dettes commencées contre le débiteur.

ART. 19.

A l'exception des causes d'honneur, de matrimoniale, de paternité, et de celles qui sont pendantes dans un autre décret, le décret attire à lui toutes les contestations dans lesquelles le discutant est intéressé, soit qu'aucun acte de procédure ne soit encore intervenu, soit qu'elles soient déjà commencées; il annule tous les compromis par lesquels le discutant aurait consenti à accepter des arbitres pour juges; il change même le for du débiteur, qui peut être assigné en reconnaissance de sa dette devant le juge du décret, quel que soit son domicile: le tout sans préjudice des traités et concordats.

ART. 20.

Toute aliénation d'immeubles par vente ou engagère, opérée par le débiteur, et toute saisie sur des immeubles à lui appartenant, effectuée par délivrance de taxe, dans les six mois qui précèdent l'ouverture du décret, sont nulles de plein droit, à moins que tous les créanciers inscrits dans son décret ne consentent à les laisser subsister.

ART. 21.

Toute aliénation de meubles et toute cession de créances faite par le débiteur, dans la huitaine qui précède l'ouverture du décret, toute saisie effectuée pendant le même temps sur des deniers ou objets mobiliers à lui appartenant, sont nulles de plein droit, et les parties replacées dans l'état où elles étaient auparavant. Néanmoins ces opérations subsisteront si tous les créanciers inscrits au décret y consentent.

ART. 22.

Pourront être mises à néant les aliénations de biens meubles et cessions de créances, ainsi que les reconnaissances de dettes

par actes notariés, faites par le discutant dans l'espace de six semaines avant l'ouverture de la faillite, si tout à la fois elles ont eu lieu dans un moment où le débiteur était déjà au-dessous de ses affaires, et dans le but de favoriser un créancier au détriment des autres.

ART. 23.

Tous les actes par lesquels le discutant aurait aliéné des immeubles, meubles ou créances, tous les engagements qu'il aurait contractés seront annulés, sans égard au terme fixé par l'article précédent, dès qu'il sera établi qu'ils sont entachés de fraude: ces actes rentrant dans les dispositions du droit commun.

ART. 24.

Toute personne intéressée aux actes annulés en vertu des art. 20 et 22 peut faire valoir au décret les titres antérieurs à la stipulation de l'acte annulé, ou la répétition de la somme qu'elle aurait livrée, ou pour laquelle elle se serait engagée. L'acheteur ou l'engagiste évincé en vertu des dispositions de l'article 20 devient créancier au rang et à la date de l'acte d'acquisition. Toutefois si l'acte par lequel l'acquéreur s'est déclaré

débiteur du prix de l'immeuble acquis, porte pour condition que ce prix ne sera dû qu'autant que durant les six mois l'acquéreur n'aura pas été évincé de son acquisition, l'acquéreur évincé ne sera pas tenu de payer le prix de cette dernière.

ART. 25.

Toute hypothèque spéciale, constituée sur un immeuble qui se trouve dans l'inventaire de la masse en décret, est annulée par la survenance du décret.

ART. 26.

Toutefois, si l'hypothèque a été constituée par d'autres que le discutant ou ceux auxquels il a succédé à titre d'héritier, le créancier hypothécaire exerce un privilège sur l'immeuble hypothéqué; il le saisit, de préférence aux autres créanciers, au prix de l'évaluation juridique.

ART. 27.

Le créancier porteur d'un titre en garantie duquel il lui a été constitué une hypothèque sur un immeuble ultérieurement aliéné par le débiteur, doit, en cas de décret de celui-ci, et s'il veut s'en tenir à l'hypothèque, faire

inscrire et liquider son titre au décret, et y ouvrir son action en déguerpissement. Le détenteur de l'immeuble devient créancier au rang et à la date du titre au moyen duquel il a été évincé.

ART. 28.

Les engagères qui ont six mois de date au jour de l'ouverture de la faillite, demeurent en vigueur, et les créanciers sont seulement subrogés au droit de rachat du discutant.



CHAPITRE III.

**DE LA CONSERVATION DE LA MASSE
EN DÉCRET.**

ART. 29.

Immédiatement après l'octroi d'un décret par le Conseil d'Etat, et même auparavant si le cas l'exige, l'Officier de la Juridiction doit prendre des mesures pour la conservation de la masse; ces mesures sont ou un séquestre ou la nomination d'un ou plusieurs curateurs chargés de la garder et administrer au besoin.

ART. 30.

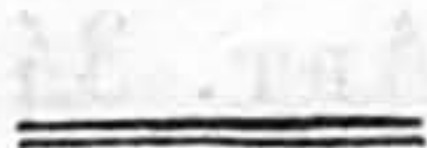
Pour opérer le séquestre d'une masse, l'Officier fait mettre sous scellés les marchandises, les titres de créances, et les livres et écritures du discutant. Il en agit de même quant aux meubles qui peuvent être séquestrés, et il fait dresser un inventaire de ceux qui ne peuvent pas l'être sans inconvénient.

ART. 31.

Dans les cas où l'intérêt de la masse, du discutant ou des créanciers, lui paraît l'exiger, l'Officier nomme et assermente un ou plusieurs curateurs à la masse, chargés de l'administrer jusqu'au jour des inscriptions.

ART. 32.

Les fonctions des curateurs cessent au jour des inscriptions, à moins qu'elles ne leur soient continuées par une délibération prise par les créanciers à la majorité des voix.



CHAPITRE IV.

DE LA TENUE DU DÉCRET.

SECTION PREMIÈRE.

De la publication du décret.

ART. 33.

Le décret doit être publié dans toutes les Juridictions de l'Etat par trois insertions dans la feuille officielle de la Principauté. La publication doit contenir exactement les noms et prénoms du discutant et autant que possible ceux de son père et de sa mère, son domicile, sa profession, l'heure, le lieu et le jour des inscriptions. Elle assigne, sous peine de forclusion, tous les créanciers. Les créanciers domiciliés à l'étranger qui pourront être connus seront avertis surrogatoirement par le Greffe du décret de leur débiteur. La déclaration du Greffe qu'il a adressé au créancier étranger une lettre d'avertissement suffira pour en faire la preuve.

ART. 34.

La disposition exceptionnelle contenue dans l'article 4 de la loi du 17 mai 1733, quant

à l'effet d'une signification juridique faite au domicile du créancier, est maintenue.

SECTION II.

De l'inventaire et évaluation des biens du discutant.

ART. 35.

Après qu'il a reçu le mandement de décret, l'Officier de la Juridiction désigne deux membres de sa Cour de Justice pour faire sous sa présidence les fonctions de juges-égaleurs, et il fait immédiatement procéder à un inventaire exact et détaillé de toutes les propriétés mobilières et immobilières du discutant.

ART. 36.

Les objets mobiliers et immobiliers sont évalués par les juges-égaleurs, qui peuvent s'adjoindre à cet effet des experts assermentés. Ils doivent être évalués au prix qui peut en être retiré par une vente pour argent comptant. L'évaluation qui en est faite est définitive, sauf le cas de révision dont il est parlé art. 44.

ART. 37.

Si des biens appartenant au discutant sont situés dans une autre Juridiction que celle

où il a son domicile, l'Officier qui préside le décret adresse à celui de la Juridiction où les biens sont situés, la réquisition de les faire évaluer. Le procès-verbal de l'évaluation est rapporté au décret.

ART. 38.

Les créances sont portées dans l'inventaire pour les valeurs dues au discutant en principal et accessoires, les intérêts calculés jusqu'au jour des inscriptions.

ART. 39.

Les biens aliénés qui rentrent de plein droit dans la masse en vertu des articles 20 et 21, doivent être portés en inventaire et évalués. Il en est de même du droit de rachat qui peut appartenir au discutant sur des meubles ou des immeubles.

ART. 40.

Pour fixer le prix des biens soumis à usufruit, le juge procède comme suit :

1^o Il fait l'évaluation de ces biens, sans égard à l'usufruit dont ils sont grevés ;

2^o Il détermine le temps durant lequel l'usufruit est présumé devoir durer, d'après l'âge de l'usufruitier et les tables de probabilité de vie ;

3^o Il détermine la valeur annuelle de l'usufruit;

4^o Au moyen des deux derniers chiffres, il établit par un calcul arithmétique la somme capitale qui représente la valeur totale de l'usufruit pendant le temps présumé de sa durée. Cette somme capitale doit être supputée de telle sorte que, si elle était remise à l'usufruitier en extinction de son usufruit, et s'il devait percevoir la rente annuelle à laquelle il a droit, au moyen *a*) des intérêts de cette somme sur le pied de quatre pour cent, *b*) d'un prélèvement annuel sur le capital lui-même, ce dernier se trouverait éteint le jour où la dernière rente serait censée devoir être payée;

5^o Le juge déduit enfin la somme ainsi établie de la valeur de l'estimation faite à teneur du § 1, et le résultat de cette opération représente la valeur actuelle du bien soumis à usufruit, laquelle doit être portée en inventaire.

Le Conseil d'Etat pourvoit à ce qu'il y ait au Greffe de chaque Juridiction une table de probabilité de vie, et une instruction pour les opérations mentionnées dans les §§ ci-dessus.

ART. 41.

L'évaluation d'un usufruit ou d'une rente viagère appartenant au discutant a lieu d'après les règles posées dans les §§ 2, 3 et 4 de l'article précédent.

ART. 42.

A l'extinction réelle de l'usufruit, le créancier et le discutant ou leurs ayant-cause peuvent respectivement demander un règlement définitif basé sur la durée réelle de l'usufruit. Cette opération a lieu d'après les règles posées dans l'art. 40, le chiffre de la durée réelle de l'usufruit étant substitué à celui de la durée présumée. Faute par l'une ou l'autre des parties de demander ce règlement dans le délai de six semaines, à dater de l'extinction réelle de l'usufruit, l'opération faite au décret subsiste.

ART. 43.

La révision de l'évaluation de tout ou partie des biens du discutant peut être demandée après les inscriptions, mais avant leur liquidation, à l'Officier qui préside le décret, soit par un ou plusieurs créanciers, soit par le discutant lui-même.

ART. 44.

Cette révision a lieu par voie de seconde et tierce évaluation. La seconde évaluation se fait en ajoutant trois juges aux juges évaluateurs, et la tierce en en ajoutant six à ceux qui ont procédé à la seconde. La tierce évaluation est définitive.

ART. 45.

Les frais de révision sont supportés par le tort-ayant, ou mis à la charge de la masse, à connaissance sommaire et souveraine du juge.

SECTION III.

Subsides à allouer au discutant.

ART. 46.

En procédant à l'inventaire, les juges-égaux déterminent et évaluent les objets qui doivent être laissés au discutant et à sa famille comme objets de stricte nécessité. En cas de réclamations, le Tribunal du décret prononce dans les limites de sa compétence.

ART. 47.

Si le discutant est hors d'état de pourvoir par son travail à sa subsistance et à celle de

sa famille, l'Officier fixe provisoirement les subsides qui doivent lui être remis sur la masse, en les restreignant au strict nécessaire. En cas de réclamations, le Tribunal du décret prononce dans sa première assemblée ; sa sentence est souveraine.

SECTION IV.

Des inscriptions.

ART. 48.

L'inscription est l'annotation faite par le Greffier à l'audience du Tribunal du décret de toute réclamation présentée contre le discutant, sans distinction.

ART. 49.

Le créancier qui se fait inscrire en vertu d'un titre, doit le produire et le déposer, sauf empêchement légitime à connaissance du juge, et déclarer quel est le rang, et, s'il y a lieu, la date qu'il réclame.

ART. 50.

Les intérêts des créances qui en portent, sont calculés jusqu'au jour des inscriptions.

ART. 51.

Le créancier dont le titre est garanti par une ou plusieurs cautions, doit, au plus tard

huit jours avant celui fixé pour les inscriptions, faire présenter juridiquement son titre à sa caution, en le lui offrant contre récépissé, afin qu'elle puisse elle-même l'inscrire et le faire valoir. Dans le cas où la caution refuserait de le recevoir, le créancier peut la faire assigner à paraître devant le juge du décret, le jour des inscriptions, pour la contraindre à remplir ses engagements. Le créancier qui, outre la caution, a une arrière-caution, doit la prévenir de la remise qu'il a faite du titre à la caution.

ART. 52.

Lorsque la caution a une arrière-caution existante en sa faveur, elle doit, dans trois fois vingt-quatre heures après la signification qu'elle aura reçue de la part du créancier, faire à son arrière-caution une signification semblable à celle qui est mentionnée art. 51.

ART. 53.

A défaut par le créancier ou par la caution de remplir ces formalités, la caution ou les arrière-cautions sont libérées.

ART. 54.

Lorsque personne ne se présente plus pour

s'inscrire, le président, après due proclamation, déclare les inscriptions closes.

SECTION V.

De la forclusion.

ART. 55.

Les créanciers qui se présentent devant le Tribunal du décret après que les inscriptions ont été déclarées closes, ont accès sur les biens qui forment l'inventaire de la masse, mais seulement à la suite de tous les autres créanciers inscrits.

ART. 56.

Sont exceptées de la disposition contenue dans l'article qui précède, les personnes intéressées aux actes annulés en vertu des art. 20, 21 et 22. Elles ne peuvent toutefois faire révoquer les opérations qui étaient déjà faites au moment où elles s'inscriront au décret.

ART. 57.

Si un créancier qui ne s'est pas présenté avant la clôture des inscriptions, estime avoir des excuses légitimes à faire valoir, il peut s'adresser au Conseil d'Etat et lui demander d'être admis à se pourvoir, par voie de relief, auprès du Tribunal souverain.

ART. 58.

Le relief ne peut être demandé, s'il s'est écoulé plus de six semaines depuis la clôture des inscriptions jusqu'au jour où le créancier a présenté requête au Conseil d'Etat.

ART. 59.

Le relief, s'il est accordé, permet au créancier qui l'a obtenu, de s'inscrire et de se colloquer au rang et à la date de son titre, sans qu'il puisse néanmoins contester les titres déjà liquidés ou faire révoquer les collocactions déjà faites au moment où le relief a été demandé; la requête présentée au Conseil d'Etat pour obtenir l'accès au Souverain Tribunal est suspensive des opérations du décret, depuis le moment où la présentation en aura été justifiée au président du Tribunal du décret.

ART. 60.

Le relief n'est accordé qu'à charge par le créancier qui l'a obtenu, de payer tous les frais.

SECTION VI.

Du serment purgatoire et de l'interrogatoire du discutant.

ART. 61.

Après la clôture des inscriptions, le discu-

tant, sa femme, ceux de ses enfans qui ont ratifié le vœu de leur baptême, ses commis, ses domestiques et autres gens de sa maison, assignés à cet effet, sont tenus de déclarer sous la religion du serment si, à leur connaissance, l'inventaire, dont lecture leur est faite séance tenante, contient tous les biens du discutant, et s'il n'en a point été soustrait ou détourné au préjudice des créanciers.

ART. 62.

Le discutant, ses commis, ses domestiques et autres gens de sa maison, sa femme et ses enfans exceptés, devront répondre à toutes les questions qui pourront leur être adressées de la part des créanciers sur la gestion des affaires du discutant, sur l'emploi des fonds empruntés par lui, en un mot, sur tout ce qui est de nature à éclairer les créanciers sur leurs intérêts.

ART. 63.

Procès-verbal de cet interrogatoire est dressé au plunitif du décret.

SECTION VII.

Des demandes en sortie et en complément de la masse.

ART. 64.

Toute personne qui sait qu'il a été porté

dans l'inventaire des biens de la masse en décret des choses qu'elle estime être sa propriété, doit en demander la sortie avant que l'objet qu'elle réclame ait été saisi par collocation.

ART. 65.

S'il n'y a pas de doute sur l'objet de la réclamation, l'Officier peut en ordonner la remise au propriétaire, même avant le jour des inscriptions, moyennant un cautionnement pour la reproduction éventuelle des objets ainsi remis.

ART. 66.

Lorsqu'un créancier connaît des biens appartenant au discutant qui n'ont pas été portés en inventaire, il peut les faire rentrer, en ouvrant une action au détenteur des dits biens, et en le faisant assigner à cet effet devant le Tribunal du décret, quel que soit son domicile.

SECTION VIII.

De la liquidation des inscriptions.

ART. 67.

Avant de procéder à la liquidation des créances inscrites, le président du Tribunal

du décret requiert les créanciers et le discutant de déclarer s'ils acceptent l'évaluation faite par le juge des objets portés en inventaire.

ART. 68.

Si, dans cet instant, il n'y a pas de demande formelle de révision, l'évaluation est définitive, et la révision ne peut plus être ultérieurement demandée.

ART. 69.

La liquidation a pour but de vérifier, reconnaître et régler la valeur et le rang des inscriptions.

ART. 70.

Pour cet effet, lecture est faite, à haute voix, de chaque inscription, par le Greffier du Tribunal.

ART. 71.

S'il n'est fait aucune observation, ni par le discutant, ni par les créanciers, l'inscription est déclarée liquidée, et le créancier est définitivement en possession des droits qu'il a réclamés en la faisant.

ART. 72.

Si, au contraire, il y a opposition, cette opposition doit être formée immédiatement

après la lecture de l'inscription à laquelle elle se rapporte.

ART. 73.

Si l'opposition est le fait d'un ou de plusieurs créanciers inscrits, mais non de tous, le créancier contre l'inscription duquel elle s'est élevée, peut demander, avant tout, passivement contre tous les non-opposans, son inscription demeurant valable à l'égard de tous ceux qui ne l'ont pas contestée.

SECTION IX.

De la classification des titres et des collocations.

ART. 74.

Les créanciers se colloquent sur les biens qui composent l'inventaire de la masse, au taux de l'évaluation juridique.

ART. 75.

Pour cet effet, les titres sont classés, selon leur nature respective, dans l'ordre suivant:

1) Les créances jouissant d'un privilège général et spécial:

2) Les obligations ou créances par acte authentique:

3) Les cédules ou créances par acte sous seing privé:

4) Les comptes :

5) Les cautionnemens.

ART. 76.

Les créances jouissant d'un privilège général sur les biens de la masse sont celles ci-après désignées. Elles sont colloquées dans l'ordre suivant :

1^o *a*) Les frais dus à la justice pour le décret :

b) Les cens dus à l'Etat pour les trois dernières années, les amendes encourues et les contributions dues à la Chambre d'assurance mutuelle contre l'incendie, établie dans la Principauté :

c) Les frais d'alimentation du discutant et de sa famille, tels qu'ils ont été réglés par l'Officier ou le Tribunal :

d) Les frais des funérailles du discutant ou d'un des membres de sa famille :

e) Les émines de moisson dues aux pasteurs, les mois d'école ou de collège, les redevances communales, le tout pour l'année courante :

f) Le reliquat dû par le tuteur au pupille, aussi long-temps qu'il n'en a pas opéré le placement :

2^o Le prix du bail d'une année dû au pro-

priétaire de la maison ou de la ferme occupée par le discutant; les baux antérieurs non payés devant être colloqués aux dates de leurs échéances respectives :

3^o Les salaires des domestiques, journaliers, ouvriers à l'année, commis et instituteurs, pour douze mois :

4^o Les fournitures de subsistance faites au discutant et à sa famille, par les boulangers, bouchers, laitiers et maîtres de pension, pendant les six mois qui précèdent le décret :

5^o Les ouvrages et menues fournitures des tailleurs et cordonniers, pendant le même temps :

6^o Les honoraires des médecins et chirurgiens, et le prix des médicamens, pendant le même temps :

7^o Les vacations des avocats, procureurs, et les émolumens des notaires, pour les affaires pendantes et pour celles qui ont été terminées dans les six mois qui précèdent le décret.

ART. 77.

Les créances privilégiées, rangées sous le n^o 1^{er} de l'article précédent, doivent être payées en argent comptant. S'il ne s'en trouve

pas dans la masse en quantité suffisante, il devra être vendu par enchères publiques des biens de la masse, jusques à concurrence de la somme nécessaire.

ART. 78.

Les créances jouissant d'un privilège spécial sur certains biens de la masse sont :

1) Celle du créancier en faveur duquel il a été constitué un gage, sur le gage dont il est saisi :

2) Celle du commissionnaire, à teneur de la loi du 4 janvier 1836 :

3) Celle du créancier d'un titre portant hypothèque d'un immeuble qui se trouve dans la masse, lorsque l'hypothèque a été constituée par un autre que le discutant ou ceux auxquels il a succédé à titre d'héritier :

4) Celle du créancier qui agit en déguerpissement à teneur de l'art. 27.

ART. 79.

Le créancier nanti d'un gage doit néanmoins se faire inscrire au décret, et y faire liquider son titre.

ART. 80.

Cette liquidation s'opère de l'une des manières suivantes :

a) Ou les créanciers paient au créancier nanti le montant de la créance pour sûreté de laquelle le gage a été remis, et celui-ci entre dans l'inventaire des biens de la masse:

b) Ou le créancier nanti rapporte le gage à la masse et se colloque en vertu de son titre:

c) Ou le créancier nanti demande que les objets qu'il a en gage soient évalués par le juge du décret, afin de pouvoir, cas échéant, se colloquer pour le solde:

d) Ou enfin, ni le créancier nanti, ni le discutant, ni les créanciers de la masse, n'en demanderont le rapport ou la liquidation, et, dans ce cas, le créancier nanti est payé de sa créance au moyen du gage.

ART. 81.

Les créances par acte authentique ou obligations sont celles qui résultent, soit directement d'une loi ou d'un règlement d'administration, soit d'un titre judiciaire ou notarial.

ART. 82.

Les créances comprises dans cette seconde classe sont colloquées d'après la priorité de leurs dates respectives.

ART. 83.

La date est celle du jour où le titre a été créé, sans égard à la priorité de l'heure.

ART. 84.

La date d'une créance résultant d'un jugement est celle de l'ouverture de la demande. Celle de la créance due par le discutant, pour frais résultant d'une poursuite à l'exigence du cas ou d'un décret de comparaître ou de prise de corps, est celle du jour où la demande a été formée et le décret prononcé.

ART. 85.

Les créances par actes sous seing privé ou cédules sont celles qui ne sont point fondées sur un titre public, mais qui ont été reconnues par la signature du discutant, de ceux auxquels il a succédé, ou de ceux ayant qualité de signer pour lui.

ART. 86.

Ne sont pas considérés comme cédules :

1^o Le compte-courant qui, quoique signé par le débiteur, ne porte pas une reconnaissance expresse de la dette :

2^o La lettre par laquelle l'exactitude d'un compte ou d'une facture est reconnue.

ART. 87.

Les créances comprises dans cette troisième classe sont colloquées d'après la priorité de leurs dates respectives.

ART. 88.

Dans chacune des trois premières classes, les créances dont le rang de privilège et de date se trouve être le même, sont colloquées cumulativement.

ART. 89.

Sont rangées dans la quatrième classe toutes les créances qui, n'appartenant pas à la première ou à la seconde, n'ont pas été reconnues avant l'ouverture du décret par la signature du discutant, de ceux auxquels il a succédé, ou de ceux ayant qualité de signer pour lui.

ART. 90.

Les créances comprises dans cette quatrième classe sont colloquées cumulativement, et se partagent, au sol la livre, le produit de la collocation, qui, à moins de convention contraire, doit être réalisée par enchères publiques.

ART. 91.

Les cautionnemens sont classés entre eux, et colloqués selon la nature du titre qui les constitue, d'après les règles posées dans les articles précédens pour la collocation des dettes directes.

ART. 92.

Lorsque le créancier est colloqué sur des immeubles, il lui est délivré en immeubles :

- a) Le montant de son inscription liquidée;
- b) Le six pour cent de cette valeur, pour les lods;
- c) L'émolument de l'acte, à teneur des tarifs existans, à charge par lui d'acquitter les lods et de payer l'émolument de l'acte dû au Greffier.

ART. 93.

Six mois après les collocations, s'il n'y a pas eu réemption, le créancier devient, sauf le cas du retrait lignager, propriétaire définitif de l'immeuble sur lequel il a été colloqué.

Le droit dit *de remontes* est aboli.

ART. 94.

Lorsque le discutant est débiteur d'une rente viagère, et sauf convention contraire

textuellement exprimée dans le contrat de rente, il est procédé d'après les règles posées dans les articles 40 et 42.

ART. 95.

La collocation sur des titres de créance est assimilée, quant à ses effets, à une cession. En conséquence, le débiteur failli demeure perpétuellement garant du juste dû, et, pendant l'an et jours, de la solvabilité du débiteur de la créance saisie par collocation. Durant ce délai, le créancier colloqué peut, après avoir fait les actes de poursuites destinés à constater l'insolvabilité du débiteur, restituer au Greffe du Tribunal du décret les créances saisies et rentrer ainsi dans ses droits primitifs contre le discutant; passé le terme de l'an et jours, il en devient propriétaire définitif.

ART. 96.

Lorsque la collocation porte sur des objets mobiliers, autres que des créances, ils deviennent immédiatement propriété du créancier saisissant, le droit de réemption sur les meubles saisis par collocation étant aboli.

ART. 97.

La remise de collocation ne pourra plus se faire que dans les six mois qui suivent la collocation.

SECTION X.

Des actes de défaut.

ART. 98.

Le décret ne libère le discutant vis-à-vis des créanciers qui s'y sont présentés, que jusqu'à concurrence des sommes pour lesquelles ils ont été colloqués.

ART. 99.

Le créancier qui ne s'est pas fait inscrire au décret, ou qui, s'y étant fait inscrire, a retiré son titre, conserve ses droits contre son débiteur, et sur les biens qui pourraient se trouver entre les mains de celui-ci après la clôture du décret, que ces biens aient passé ou non dans le décret.

ART. 100.

Le créancier qui n'a pu être payé dans le décret de son débiteur, ou qui ne l'a été qu'en partie, peut demander l'expédition d'un acte de défaut.

ART. 101.

L'acte de défaut est la déclaration portée par le Greffier au pied du titre, constatant que le créancier n'a pu être payé, et la somme pour laquelle le titre demeure valable.

ART. 102.

Les actes de défaut doivent tous porter la date de la clôture du décret.

ART. 103.

L'acte de défaut transforme la créance sous seing privé et le compte en créances par acte public.

SECTION XI.

Des étrangers.

ART. 104.

Les étrangers domiciliés dans l'Etat sont traités comme les sujets de l'Etat. La position des non-domiciliés est réglée par les traités et concordats. Tout créancier domicilié dans un pays avec lequel la Principauté n'a pas de traité sur cette matière, peut être tenu de prouver que dans le lieu de son domicile le Neuchâtelois est traité dans les faillites sur le même pied que le domicilié. A

défaut de quoi il ne sera colloqué qu'après les autres créanciers.

SECTION XII.

Du Tribunal du décret, des contestations et de la forme de procéder.

ART. 105.

Le Tribunal du décret est composé de deux juges, choisis par l'Officier parmi les membres de sa Cour de Justice, et présidé par lui.

ART. 106.

Il juge sans appel toutes les causes dont la *Loi sur les causes sommaires* du 9 octobre 1826 attribue la connaissance aux Cours de Justice. Il juge toutes les autres en première instance. L'appel interjeté de la sentence est porté directement devant le Tribunal souverain.

ART. 107.

Si l'Officier est membre du Tribunal souverain, il se fait remplacer pour le jugement des causes susceptibles d'appel.

ART. 108.

Toutes les causes qui se plaident devant le Tribunal du décret, s'instruisent en qua-

tre débattues, et toujours en présence du juge, nonobstant toute convention contraire entre les plaideurs.

ART. 109.

L'instruction doit avoir lieu avec célérité, autant que possible sans désemparer, le juge ne devant accorder de délais qu'en cas de nécessité bien reconnue.

ART. 110.

Tous les créanciers inscrits au décret peuvent prendre part aux contestations qui s'y élèvent, et se joindre à ceux qui les ont commencées, aussi long-temps qu'ils n'en ont pas été exclus par un passément obtenu contre eux.

ART. 111.

Ceux d'entre les créanciers qui ont pris part à une contestation, profitent seuls du bénéfice qui en est résulté pour la masse, jusques à concurrence de leurs créances, et ils en supportent seuls les frais. A défaut de conventions positives entre eux, ils se colloquent, en cas de gain, sur l'objet qui a donné lieu à la contestation, suivant le rang et la date de leurs créances respectives, et répar-

tissent les frais, au sol la livre des collocations ainsi obtenues; en cas de perte, ils répartissent les frais au sol la livre de leurs inscriptions.

SECTION XIII.

Des droits des femmes dans les décrets.

ART. 112.

Le décret du mari n'entraîne pas nécessairement celui de la femme, quoique mariée sous le régime de la communauté.

ART. 113.

Lorsque le décret de la femme a été accordé en même temps que celui du mari, les créanciers particuliers de la femme peuvent exiger la discussion séparée des deux masses.

ART. 114.

La femme peut relever, avant toute collocation, les biens propres qu'elle a apportés dans la conjonction, ou leur valeur, ainsi que sa part aux acquets, s'il en existe.

SECTION XIV.

Des décrets des sociétés de commerce.

ART. 115.

Les décrets des sociétés de commerce sont réglés par les dispositions de la présente loi.

ART. 116.

En cas de décret d'une société de commerce en nom collectif, il y a autant de décrets que de membres de la société. La société est liquidée par un décret spécial, dans lequel les biens qui forment son actif sont portés en inventaire, et dans lequel ses créanciers ont seuls le droit de se faire inscrire et colloquer. Si, après les collocations terminées, il reste des biens à la masse, ils sont partagés entre les associés à teneur de leur traité, et portés dans l'inventaire des décrets des associés auxquels ils sont dévolus. Les créanciers sociaux qui se feront inscrire dans la masse particulière de l'un des associés, y concourront avec ses créanciers particuliers selon la nature de leurs créances; s'ils font des collocations dans le décret de l'un des associés, la masse de celui-ci a son recours soit dans la masse de la société, soit dans celle des autres associés, au rang et à la date de la créance colloquée.

ART. 117.

Dans le cas où le décret particulier d'un membre d'une société de commerce en nom collectif a lieu, sans que la société elle-même

soit en état de faillite, la liquidation des intérêts sociaux de l'associé qui fait faillite doit avoir lieu par voie de partage, de la même manière que si la société avait pris fin naturellement. Si cette liquidation soulève des difficultés, elles sont portées devant le juge du décret; s'il n'y a aucune contestation, la liquidation peut s'opérer privément, par le concours d'un représentant de la masse en faillite.

SECTION XV.

De la clôture du décret.

ART. 118.

Lorsque toutes les opérations indiquées dans les articles précédens sont terminées, l'Officier déclare le décret clos et terminé.

ART. 119.

L'effet de cette clôture est de rendre au débiteur la libre disposition de ses biens non saisis et de ses actes.

CHAPITRE V.

DE LA RÉVISION DU DÉCRET.

ART. 120.

Lorsqu'un créancier estime qu'il s'est fait pendant la tenue du décret des erreurs ou

actes irréguliers qui lui ont porté préjudice, il peut demander au Conseil d'Etat que le décret soit révisé; mais cette demande doit être faite dans les six mois qui suivent la clôture du décret.

ART. 121.

Le Conseil d'Etat prononce souverainement sur la demande.

ART. 122.

La révision a lieu devant le Tribunal devant lequel le décret a été tenu, lequel doit être, autant que possible, composé des mêmes juges.

ART. 123.

S'il résulte des nouveaux actes du décret que c'est mal à propos que la révision a été demandée, le créancier qui l'a sollicitée en paiera les frais. En cas contraire, le juge prononcera sur la question des frais.

CHAPITRE VI.

DE LA RÉOUVERTURE DU DÉCRET.

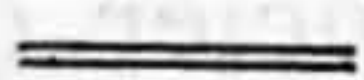
ART. 124.

Si, dans les six mois après la clôture du décret, quelqu'un des créanciers non colloqués vient à découvrir quelque bien appar-

tenant au discutant, qui ne serait pas entré dans l'inventaire de sa masse, il peut demander au Conseil d'Etat d'ordonner que le décret soit rouvert. La réouverture ayant été prononcée, les biens découverts sont évalués, et le créancier qui les a découverts a le droit de les saisir par collocation, de préférence aux autres créanciers, quel que soit le rang de ces derniers. Le surplus, s'il y en a, est saisi par les autres créanciers, de la même manière qu'il l'eût été si ces biens avaient fait partie de la masse en décret.

ART. 125.

S'il s'est écoulé plus de six mois après la clôture, le décret ne peut plus être rouvert.



CHAPITRE VII.

DE LA RÉEMPTION.

ART. 126.

Les créanciers porteurs d'actes de défaut, le discutant et ses descendants, ou ceux auxquels ils en ont cédé le droit, sont admis à faire la réemption des immeubles saisis par collocation.

ART. 127.

La réemption doit s'exercer dans le délai de six mois à dater du jour de la collocation.

CHAPITRE VIII.

DISPOSITIONS PÉNALES.

ART. 128.

Sera poursuivi comme banqueroutier simple et puni selon les cas par des poursuites civiles ou criminelles, le discutant qui se trouvera dans un ou plusieurs des cas suivans :

a) S'il est hors d'état de justifier ses pertes;
b) si les dépenses de sa maison sont jugées excessives;

c) s'il est reconnu qu'il a consommé de fortes sommes au jeu ou à des opérations de pur hasard;

d) s'il résulte de l'état de sa masse que, son actif étant au-dessous de son passif, il a fait des emprunts considérables ou revendu des marchandises au-dessous du cours;

e) si, étant commerçant, ses écritures ne sont pas régulièrement tenues;

f) s'il a donné des signatures de crédit ou de circulation pour des sommes beaucoup plus considérables que son actif.

ART. 129.

Sera poursuivi comme banqueroutier frauduleux et déferé aux Tribunaux criminels, le discutant qui se trouvera dans un ou plusieurs des cas suivans :

a) S'il a détourné des sommes d'argent, marchandises, créances ou autres effets mobiliers ;

b) s'il a fait des ventes, négociations ou donations supposées ;

c) s'il a fait des écritures simulées pour supposer des dettes passives et collusoires entre lui et des créanciers fictifs, ou s'est constitué débiteur sans cause ni valeur.

ART. 130.

Seront déclarés complices des banqueroutiers frauduleux et poursuivis comme tels, les individus qui seront convaincus de s'être entendus avec le banqueroutier pour recéler ou soustraire tout ou partie de ses biens meubles ou immeubles, ou d'avoir acquis sur lui des créances fausses, et de les avoir fait inscrire.

CHAPITRE IX.

DE LA RÉHABILITATION.

ART. 131.

Tout discutant qui désirera être réhabilité, devra en adresser la demande au Conseil d'Etat.

ART. 132.

La réhabilitation ne pourra lui être accordée qu'à charge par lui de prouver qu'il a payé intégralement en principal, intérêts et frais, toutes les dettes inscrites à son décret. La collocation tombée en force tient lieu de paiement.

ART. 133.

Dans le cas où le décret serait le résultat de dettes ou de cautionnements souscrits par les pères ou ayeux des discutans, la réhabilitation pourra avoir lieu moyennant une simple quittance de tous les créanciers inscrits au décret.

ART. 134.

Le Conseil d'Etat avertira par des publications tous les créanciers du discutant de la demande en réhabilitation, et fixera un délai dans lequel ils devront faire intervenir

leur opposition. Ils seront entendus par l'Officier de la Juridiction où le décret a été tenu, sur un jour qui leur sera fixé à cet effet, en présence et aux frais du débiteur.

ART. 135.

Soit qu'il y ait ou non opposition, le Conseil d'Etat rendra un arrêt portant admission ou rejet de la demande en réhabilitation.

ART. 136.

Le banqueroutier frauduleux ne pourra jamais être réhabilité.

En foi de quoi Nous avons signé les présentes de Notre main et y avons fait apposer le sceau de Nos armes royales.

Donné à Potsdam ce vingt-deux du mois d'Avril de l'an de grâce mil huit cent quarante-deux, et de notre règne la seconde année.

FRÉDÉRIC-GUILLAUME.

(L.S.)

Et plus bas,

WERTHER.

Loi sur les décrets ou
discussions de biens.

Aujourd'hui seize Mai de l'an mil huit cent quarante-deux, au Conseil d'Etat tenu au Château de Neuchâtel, les présentes ayant été lues, on les a enregistrées dans le manuel du dit Conseil et entérinées selon leur forme et teneur. Moi soussigné, Conseiller d'Etat ordinaire et Chancelier de SA MAJESTÉ dans cette Principauté, à ce présent.

FAVARGER.

Le Conseil, sur le rapport du Département de Justice et Police, ordonne que la Loi ci-dessus transcrite soit imprimée, publiée en la forme ordinaire et insérée au recueil des pièces officielles de la Principauté.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 25 Mai 1842.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT
CONCERNANT LES ÉLECTIONS PAR SCRUTIN
DE LISTE.

DU 20 JUIN 1842.

Le Corps législatif ayant signalé au Conseil d'Etat des différences plus ou moins essentielles dans la marche suivie, lors des dernières élections pour le renouvellement du tiers des députés d'arrondissements, dans les collèges électoraux de Neuchâtel, du Locle et de la Chaux-de-Fonds, où la voie du scrutin de liste est en usage, à mesure: 1^o qu'à Neuchâtel, les bulletins qui ne portaient aucun nom, ceux qui portaient moins de noms qu'il n'y avait de députés à élire, et ceux qui contenaient les noms de personnes non comprises dans la liste des candidats, ont tous été déclarés nuls, ensorte qu'ils n'ont point servi à établir le nombre des votants et le chiffre de la majorité absolue: 2^o qu'au Locle au contraire, les bulletins blancs et les bulletins incomplets ont été comptés les uns et les autres: 3^o qu'à la Chaux-de-Fonds enfin, les bulletins demeurés blancs ont été annul-

lés et déduits du nombre des votants, mais qu'il n'en a pas été de même des bulletins défectueux des deux autres catégories: le Corps législatif exprimant le vœu que le Conseil examine cette affaire et que la question soit réglée d'une manière uniforme: sur quoi, considérant que la présence de bulletins blancs dans l'urne électorale dénote de la part de ceux qui les ont déposés l'intention de ne pas voter, et que des électeurs qui refusent de prendre part à l'élection ne doivent pas être comptés, considérant que le règlement du 22 Juin 1831 statue, art. 10, que dans le cas où l'assemblée procède par voie de scrutin de liste, chaque votant inscrit sur son bulletin autant de noms que de députés à élire, et qu'ainsi les bulletins qui en contiennent moins sont exclus par la lettre du règlement, considérant enfin que les bulletins qui en contiennent davantage ou qui portent des noms qui ne sont pas inscrits sur la liste des candidats, indiquent que ceux qui les ont déposés n'ont pas agi en connaissance de cause, et ne permettent pas en tout cas de reconnaître avec certitude la volonté de l'électeur, le Conseil, après

avoir entendu l'opinion du Corps législatif, arrête que les bulletins des diverses catégories ci-dessus désignées doivent être uniformément annullés et déduits du compte à faire pour établir le nombre des votants et le chiffre de la majorité absolue.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 20 Juin 1842.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT

CONCERNANT LE RAMONAGE.

DU 17 SEPTEMBRE 1842.

Le Conseil, voulant augmenter les garanties de sûreté que présente contre les dangers de feu le ramonage des cheminées, a, sur le rapport de la Chambre d'Assurance contre les incendies, adopté les dispositions suivantes, auxquelles les Communautés, les commissions du feu et les particuliers auront à se conformer, les premières spécialement dans leurs conventions avec les maîtres ramoneurs.

1^o Indépendamment des trois ramonages prescrits par l'ordonnance du 30 Mars 1812,

il y aura un quatrième ramonage placé dans la saison d'hiver. Les cheminées où l'on n'aura pas fait de feu depuis le ramonage précédent ne seront pas ramonées.

2° Pour chaque tournée des ramoneurs, il leur sera délivré par les commissions ou les officiers du feu de chaque Communauté un carnet ou une liste indiquant les cheminées à ramoner dans les maisons du district.

3° Les commissions du feu veilleront à ce que le ramonage soit bien exécuté et à ce qu'il s'étende à toutes les cheminées, à tenor de la liste donnée aux ramoneurs.

4° Tout propriétaire de maison ou tout locataire chez lequel on aura négligé ou mal fait le ramonage de ses cheminées, devra en avertir sur-le-champ les préposés à la police du feu ou le président de la Communauté.

5° De leur côté, les ramoneurs dénonceront incontinent aux officiers du feu les propriétaires de maisons ou les locataires qui refuseront ou qui négligeront de faire ramoner toutes leurs cheminées.

6° Les commissions du feu veilleront à ce que le ramonage se fasse partout complètement et avec exactitude.

7^o Indépendamment du ramonage ordinaire, il se fera, dans chaque intervalle entre deux tournées, au moins un ramonage des cheminées des forges, boulangeries, pâtisseries, auberges, buanderies, fruitières et de toutes les autres cheminées dans lesquelles il se fait un feu plus considérable ou plus fréquent que celui qui est nécessaire à un ménage ordinaire. Les cheminées de cette catégorie seront désignées par les commissions du feu, et les particuliers qui en font usage seront prévenus des époques où devra se faire à leur diligence et à leurs frais le ramonage qui leur est prescrit.

8^o Chaque contravention aux articles 5 et 7 sera punie à teneur de l'alinéa 11 § 8 section III de l'ordonnance du 9 Mars 1812, à laquelle il n'est nullement dérogé par le présent arrêt.

9^o Les Communautés veilleront à ce que le présent arrêt soit exactement observé. Celles d'entr'elles qui, à raison de leurs circonstances locales, voudraient donner quelque extension aux dispositions qu'il renferme, pourront présenter à cet effet des réglemens particuliers à la sanction du Conseil d'Etat.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 17 Septembre 1842.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT

PUBLIANT LA SUPPRESSION DES FRAIS D'ASSISE A LA CHARGE DES PARTIES DANS LES SESSIONS ORDINAIRES DU TRIBUNAL SOUVERAIN.

DU 29 SEPTEMBRE 1842.

Sa Majesté le Roi voulant marquer l'époque de Sa présence dans la Principauté de Neuchâtel et Valangin, a résolu que dès à présent la justice, qui est rendue en Son nom par le Tribunal souverain de l'Etat, sera gratuite dans les quatre sessions ordinaires, ensorte que les parties plaidantes n'aient plus à acquitter aucuns frais pour les assises du Tribunal, pour toutes les causes qui y seront portées dans ces quatre sessions, soit par appel, soit par relief ou éclaircissement, tant en matière civile qu'en matière

correctionnelle et matrimoniale: Sa Majesté voulant bien pourvoir dorénavant à la totalité des frais des assises des Juges du Tribunal souverain de la Principauté.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 29 Septembre 1842.

Le Gouverneur,
DE PFUEL.

ARRÊT

CONCERNANT LA FRANCHISE DE LODS DES
RÉEMPTIONS DE TAXE ET DE COLLOCA-
TION.

DU 8 MARS 1843.

La Loi sur les poursuites pour dettes du 2 Mai 1833 et celle sur les décrets du 16 Mai 1842 ayant réduit à six mois le délai de l'an et jour dans lequel le débiteur pouvait autrefois opérer la réemption d'un immeuble saisi par taxe ou par collocation, le Ministère du Roi a voulu concilier avec les exigences d'une législation conforme aux besoins actuels, la faveur que mérite un débiteur qui trouve les moyens de rentrer dans

sa propriété. C'est mu par ce sentiment de bienveillante équité, que le Ministère du Roi, par un rescrit en date du 29 Septembre 1842, a daigné statuer que toutes les réemptions de taxe et de collocation qui auront lieu dorénavant dans le délai fixé par les lois susmentionnées, seront exemptes du demi-lod auquel elles ont été jusqu'à présent soumises. Les sujets et habitants de la Principauté sont informés de cette haute résolution.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 8 Mars 1843.

Le Président,
CHAMBRIER.



RÈGLEMENT

POUR LES SESSIONS ORDINAIRES DU
TRIBUNAL SOUVERAIN.

DU 14 MARS 1843.

Sa Majesté ayant daigné statuer, à l'occasion de Son séjour dans la Principauté, que la justice qui est rendue en Son nom par le Tribunal souverain, serait gratuite dans les quatre sessions ordinaires, quant aux assises

du Tribunal, le Conseil d'Etat, sur le rapport du Département de Justice et Police, a substitué le règlement suivant à celui du 24 Mars 1834, lequel se trouve ainsi abrogé:

ARTICLE 1^{er}.

Conformément à l'article 12 de la Loi du 2 Mai 1833, les causes portées aux sessions ordinaires du Tribunal souverain de la Principauté y seront jugées dans l'ordre suivi par devant les anciens souverains Tribunaux des Trois-Etats. En conséquence, les causes de Seigneurie seront jugées les premières, puis celles de Matrimoniale, ensuite celles instruites devant les Cours de Justice ordinaires, sans distinction de celles qui sont, ou non, privilégiées quant à la finance, enfin les demandes en relief ou éclaircissement: les causes de chacune de ces classes devant être appelées selon le rang anciennement admis tant pour les Châtellenies et Mairies de l'ancien Comté de Neuchâtel que pour les Mairies de l'ancien Comté de Valangin.

ART. 2.

Il est ordonné aux Officiers de toutes les Juridictions de faire recourir à temps les pro-

cédures qui doivent être recourues, aux Greffiers de les expédier à ceux qui les leur demanderont, et aux appelants qui voudront se déporter de leurs appels, de le déclarer aux Greffiers dans les quinze jours qui suivront la publication du mandement, lesquels expirés, il est enjoint à tous les Greffiers de remettre dès le lendemain à la Chancellerie un rôle signé par eux, contenant les appels restants de leur ressort.

ART. 3.

Conformément à l'ancienne pratique, ceux qui se déporteront de leurs appels après la quinzaine ci-dessus mentionnée, paieront la somme de dix livres tournois.

ART. 4.

Quant aux procès qui se jugeront après cette quinzaine expirée, tous ceux qui n'auront pas été jugés quinze jours pleins avant l'ouverture de la session, n'y seront pas admis, mais ils seront renvoyés, soit à la session ordinaire suivante, soit à tel autre jour que le Conseil d'Etat fixera à l'extraordinaire, et assujétis dans ce dernier cas à tous les frais de chaque jour.

ART. 5.

Il est ordonné à toutes parties de faire lire leurs procédures aux Juges; l'appelant devant faire circuler la sienne chez le Président et les six premiers Juges, suivant l'ordre indiqué dans l'almanach officiel de la Principauté, et l'intimé chez les six derniers, à moins que les parties ne conviennent d'un ordre différent. En cas de contravention au présent article, le jugement de la cause pourra être renvoyé à telle époque qui sera ultérieurement fixée, et la partie qui sera en faute, condamnée à l'amende et aux frais de sa partie adverse, à la connaissance du Tribunal.

ART. 6.

Dans les cas de vision locale, les frais d'assise du Tribunal seront également payés par le Roi jusques à concurrence d'une journée simple pour chaque jour, le surplus seulement étant à la charge des parties, suivant la taxe qui en sera faite par le Tribunal.

ART. 7.

Les modérations des listes de frais auront lieu par deux Juges qui seront désignés pour

chaque session par Monsieur le Président du Tribunal souverain.

ART. 8.

Le présent arrêt sera imprimé au pied de chaque mandement de convocation du Tribunal souverain et inséré au Recueil des Pièces officielles.

Donné au Conseil tenu sous notre Présidence au Château de Neuchâtel, le 14 Mars 1843.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT

CONCERNANT LA STIPULATION DES ACTES DE RÉNOVATION OU DE TRANSPORT D'ENGAGÈRE ET DE CEUX PORTANT ABANDON OU CESSION DU DROIT DE RACHAT.

DU 20 AVRIL 1843.

Sur le rapport de Monsieur de Marval, Conseiller d'Etat et Commissaire-général, le Conseil fait savoir à tous les Notaires de la Principauté que l'arrêt du 17 Avril 1837 statuant que l'acte de rachat d'une engagère doit, à moins d'empêchement légitime, être

reçu par le Notaire qui a stipulé l'engagère elle-même, les actes de rénovation ou de transport d'engagère, comme ceux d'abandon ou de cession du droit de rachat, doivent pareillement être stipulés, à moins d'autorisation spéciale de Monsieur le Commissaire-général, par le Notaire même qui a stipulé l'acte de constitution d'engagère.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 20 Avril 1843.

Le Président,
CHAMBRIER.

RÈGLEMENT

POUR LA PÊCHE DU LAC.

DU 29 MAI 1843.

Le Conseil d'Etat, considérant que la pêche dans la partie du lac dépendante de la Principauté est livrée aux abus les plus destructifs de toute espèce de poissons, et désirant prendre des mesures propres à faire cesser ces abus et à favoriser, dans l'intérêt des pêcheurs et des consommateurs, la reproduction du poisson, a arrêté le règlement sui-

vant, en réservant les droits et privilèges qui peuvent appartenir à la Compagnie des Pêcheurs de la Ville de Neuchâtel.

ART. 1^{er}.

Les seuls sujets de l'Etat peuvent pêcher dans la partie du lac dépendante de la Principauté. Les non-sujets de l'Etat ne pourront jouir de cette faculté, à moins d'une permission donnée par le Président du Conseil d'Etat, permission qu'ils seront tenus de produire quand ils en seront requis. A défaut de cette permission, ils ne pourront se prévaloir d'aucun prête-nom, sous quelque prétexte que ce soit. La défense contenue dans le présent article ne comprend pas la pêche à la ligne qui demeure libre.

ART. 2.

Tous non-sujets de l'Etat qui seront trouvés pêchant dans la dite partie du lac, seront punis par la confiscation de leurs bateaux, de leurs filets et de leur pêche, et par une amende de L. 20 tournois.

ART. 3.

Tous les sujets de l'Etat pourront arrêter et saisir les objets ci-dessus, sujets à confiscation.

ART. 4.

La pêche et la vente des perchettes, mille-cantons ou fretin, sont absolument interdites, en tout temps. La pêche et la vente des perches le sont également du 15 Avril au 15 Mai. Les contrevenants au présent article seront punis par la confiscation des instruments servant à la pêche ou des meubles renfermant le poisson et du poisson même, et par une amende de L. 20 tournois.

ART. 5.

Il est défendu de vendre:

a) des truites, brochets, ombres-chevaliers et palées portant leur frai, et il est ordonné à tous pêcheurs qui prendront un de ces poissons ayant des œufs, de rejeter ceux-ci à l'eau de la manière la plus favorable à la reproduction, ce qui leur sera indiqué dans des instructions imprimées à l'occasion du présent règlement:

b) des truites du lac, brochets et ombres-chevaliers, ayant moins de douze pouces de longueur, des palées ayant moins de dix pouces et des perches ayant moins de sept pouces. Chaque bateau de pêcheur portera à cet effet un étalon des mesures requises.

ART. 6.

Toute personne qui vendra du poisson en contravention à l'art. 5, sera punie par la confiscation du poisson et des meubles le contenant et par une amende de L. 8, et, en cas de récidive, par la confiscation et par une amende de L. 20; le tout sans préjudice des poursuites qui seront intentées aux pêcheurs qui auront pris du poisson en contravention aux articles du présent règlement.

ART. 7.

Les barfoux sont interdits pour la pêche de la perche, sous peine de confiscation de ces engins et du bateau, et d'une amende de L. 20. Ils seront tolérés pour aussi longtemps qu'il n'y sera pas vu d'inconvénients, du 1^{er} Janvier au 31 Mars, pour la pêche de la lotte.

ART. 8.

La maille de tous filets ne peut avoir moins d'un pouce, mesuré de nœud à nœud et carrément, savoir, pour les grands filets nommés traguelas, revins ou gros-pierre, dans le sac, et pour les autres dans la partie inférieure. Les goujonnières et les bondellières sont exceptées. Cependant l'usage des bondellières est interdit sur les bords. Au 1^{er} Octobre prochain, il sera fait une visite de tous les grands filets des pêcheurs, et ceux qui seront reconnus conformes au présent règlement seront estampillés sans frais pour les propriétaires. L'usage de tous grands filets non estampillés est interdit. Cette visite sera répétée toutes les fois qu'elle sera jugée nécessaire.

ART. 9.

Tous filets dont la maille sera plus petite que ne le prescrit l'article précédent, seront confisqués et le propriétaire puni d'une amende de L. 8. En cas de récidive, il sera passible, outre la confiscation, d'une amende de L. 20.

ART. 10.

La pêche au feu sur les marais pendant les mois de Janvier, Février, Mars et Avril, est absolument interdite, sous peine de confiscation des instrumens et du poisson et d'une amende de L. 20.

ART. 11.

Dans tous les cas de confiscation et d'amende, la moitié de la valeur appartiendra à la Seigneurie, un quart à la Compagnie des Pêcheurs et un quart au dénonciateur.

ART. 12.

En cas de circonstances aggravantes, autres que la première récidive mentionnée dans les articles 6 et 9 ci-dessus, la contravention sera constatée par un procès-verbal, au vu duquel le Conseil ordonnera telles poursuites civiles ou criminelles qu'il conviendra. Il y aura toujours procès-verbal dressé en cas de récidive, quand la première contravention est punie d'une amende de L. 20.

ART. 13.

Le présent règlement, qui sera en vigueur à dater de la publication qui en sera faite,

sera publié et affiché en la forme accoutumée, afin que personne n'en prétende cause d'ignorance et que tous hommes d'office, en vertu de leur serment, et tous particuliers puissent concourir à son exécution.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 29 Mai 1843.

Le Président,
CHAMBRIER.

RÈGLEMENT

CONCERNANT LE PLACEMENT DES ALIÉNÉS
DANS LES ÉTABLISSEMENTS DESTINÉS A
LEUR TRAITEMENT.

DU 20 SEPTEMBRE 1843.

Le Conseil d'Etat, jugeant convenable de régler les formalités qui doivent être observées pour qu'un sujet ou habitant de l'Etat puisse être privé de sa liberté pour cause d'aliénation mentale, arrête ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Aucune personne domiciliée dans la Principauté ne pourra être placée pendant plus

de trois mois dans un établissement public ou privé d'aliénés, sans une autorisation du Conseil d'Etat. Tout domicile où l'aliéné est retenu par contrainte et soigné même seul par une personne étrangère à sa famille, est considéré comme établissement privé.

ART. 2.

Cette autorisation pourra être demandée par l'époux ou l'épouse de l'aliéné, par ses parens, ou par ses tuteurs, s'il est sous tutelle.

ART. 3.

Dans le cas où l'aliéné serait atteint de folie furieuse, compromettant l'ordre public et la sûreté des personnes, la demande de placement pourra, à défaut de parens, être faite par le Chef de la Juridiction où réside l'aliéné, et le Conseil d'Etat ordonnera le placement de celui-ci, s'il juge que cela soit nécessaire.

ART. 4.

La demande dont il s'agit devra faire mention des noms et prénoms, de l'âge, de la pro-

fession et du domicile de la personne à placer, ainsi que de celle qui sollicite son placement. Elle devra faire connaître le degré de parenté qui les unit, ou, à défaut, la nature des relations existant entr'elles. L'établissement public ou privé où l'aliéné doit être placé, y sera également indiqué.

ART. 5.

L'autorisation de placement ne sera accordée qu'autant que la demande qui en sera faite, sera accompagnée du certificat d'un médecin reconnu comme tel dans la Principauté, certifiant l'état mental de la personne à placer, les circonstances de sa maladie et la nécessité de la faire entrer dans une maison d'aliénés pour la faire traiter ou l'y tenir enfermée. Le certificat ne sera valable qu'autant qu'il aura été délivré moins de quinze jours avant que la demande de placement soit faite au Conseil d'Etat.

ART. 6.

Dans tous les cas où cela lui paraîtra nécessaire, le Conseil d'Etat, avant d'accorder le placement qui lui sera demandé, pourra

faire visiter la personne présumée aliénée, soit par le médecin du Roi, soit par un ou plusieurs autres médecins.

ART. 7.

Dans chaque cas de placement d'un aliéné dans un établissement public ou privé, le Conseil déterminera si le placement sera limité ou illimité, et dans la première alternative quelle en sera la durée.

ART. 8.

Le Conseil d'Etat décidera dans chaque cas particulier s'il y a lieu de faire constater et prononcer par la Justice le cas d'aliénation.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 20 Septembre 1843.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT

CONCERNANT LES TRANSPORTS DE
COLLOCATIONS.

DU 8 NOVEMBRE 1843.

Sur le rapport de Monsieur de Marval
Conseiller d'Etat et Commissaire - général,

le Conseil fait connaître aux Notaires et au public que l'article 97 de la loi sur les décrets du 16 Mai 1842, qui a restreint à six mois le temps durant lequel la remise de collocation peut se faire, n'a pas changé la règle d'après laquelle les immeubles saisis par collocation peuvent être transportés une fois sans nouveaux lods, dans l'an et jour du décret.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 8 Novembre 1843.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT
COMPLÉTANT ET MODIFIANT LE RÉGLEMENT
POUR LA PÊCHE DU LAC DU 29 MAI 1843.

DU 26 DÉCEMBRE 1843.

L'exécution du règlement pour la pêche du lac du 29 Mai 1843 ayant fait remarquer une omission dans la rédaction de l'art. 5 paragraphe *a*) du dit règlement, et la possibilité

d'une modification désirée par les pêcheurs dans la seconde partie de l'art. 7, le Conseil d'Etat fait savoir aux Officiers de Juridictions et au public :

1^o que l'art. 5 du dit règlement doit être lu comme suit : « Il est défendu de vendre : » a) des truites, brochets, ombres-chevaliers » et palées portant leur frai *mûr* » etc., le reste de l'article subsistant tel qu'il est rédigé :

2^o qu'en modification de la seconde partie de l'article 7, l'usage des barfoux sera toléré pour la pêche de la lotte, du 1^{er} Novembre au 31 Mars, et cela pour aussi longtemps d'ailleurs qu'il n'y sera pas vu d'inconvénients.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 26 Décembre 1843.

Le Président,

CHAMBRIER.

DÉCLARATION ROYALE
CONFIRMANT POUR UN TEMPS ILLIMITÉ LA
LOI SUR LA PRESSE DU 25 OCTOBRE 1831.

DU 2 JANVIER 1844.

NOUS FRÉDÉRIC-GUILLAUME IV,
PAR LA GRACE DE DIEU ROI DE PRUSSE,
PRINCE SOUVERAIN DE NEUCHÂTEL ET VALANGIN, ETC.

Savoir faisons :

Que le Conseil d'Etat de Notre fidèle Principauté de Neuchâtel et Valangin Nous ayant exposé que la Loi sur la presse du 25 Octobre 1831, votée de nouveau pour six ans, le 25 Juin 1835, par le Corps Législatif, et sanctionnée par le Roi Notre auguste Père le 16 Décembre de la même année, ayant été confirmée derechef par le Corps Législatif dans sa dernière session et spécialement dans sa séance du 21 Juin de l'année présente, mais pour un temps illimité, dans le but, pour ce Corps, de se trouver dispensé de la remettre en discussion, à moins que la

motion n'en soit légitimement faite; que Nous-même considérant que, depuis sa première promulgation, cette Loi sur la presse a rempli son objet d'une manière satisfaisante, dans les temps d'agitation comme dans ceux de calme, et qu'il n'a été apporté dès lors aucun changement, ni à son contenu, ni à sa rédaction; à ces causes et sans vouloir néanmoins en arrêter pour l'avenir les améliorations éventuelles, Nous avons confirmé et confirmons par les présentes, pour un tems illimité, la Loi sur la presse, ainsi qu'elle vient d'être votée de nouveau par le Corps Législatif de Notre fidèle Principauté, ordonnant en même tems que la présente déclaration, signée de Notre propre main, et contre-signée par Notre Grand-Maréchal de la Cour, Chef du Département pour les affaires de la Principauté, et munie du sceau de Nos armes royales, y soit annexée avec celle du 16 Décembre 1835, pour faire foi de ce que dessus, devant en même tems être communiquée au Corps Législatif, et publiée suivant les formes usitées et légales.

Donné à Charlottenbourg, le vingt-sept Novembre de l'an de grâce mil huit cent qua-

rante-trois et de Notre règne la quatrième année.

FRÉDÉRIC-GUILLAUME.

(L.S.)

Et plus bas,

WERTHER.

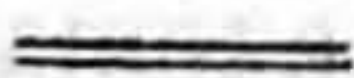
DÉCLARATION ROYALE

en confirmation pour un tems illimité
de la Loi sur la presse du 25 Octobre 1831.



Aujourd'hui deux Janvier de l'an mil huit cent quarante-quatre, au Conseil d'Etat tenu au Château de Neuchâtel, les présentes ayant été lues, on les a enrégistrées dans le manuel du dit Conseil et entérinées selon leur forme et teneur. Moi soussigné, Conseiller d'Etat en service ordinaire et Chancelier de SA MAJESTÉ dans cette Principauté, à ce présent.

FAVARGER.



Le Conseil ordonne que la déclaration royale ci-dessus transcrite soit imprimée, publiée en la forme ordinaire et insérée au recueil des pièces officielles.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 2 Janvier 1844.

Le Président,
CHAMBRIER.

LOI

**RÉGLANT LES FORMALITÉS RELATIVES AUX
SUCCESSIONS EN LIGNE ASCENDANTE.**

DU 8 JANVIER 1844.

NOUS FRÉDÉRIC-GUILLAUME IV,
PAR LA GRACE DE DIEU ROI DE PRUSSE,
PRINCE SOUVERAIN DE NEUCHÂTEL ET VALANGIN, ETC, ETC.

Savoir faisons:

Que le Corps législatif de Notre fidèle Principauté, dans sa session du mois de Juin de la présente année, ayant adopté un projet de loi qui a pour but de régler les formalités à observer dans les cas de succession

en ligne ascendante, et que Notre Conseil d'Etat de Neuchâtel ayant soumis ce projet de loi à Notre sanction Royale, en Nous représentant que le Corps législatif s'est borné dans ce projet de loi à fixer les points qui sont demeurés douteux, et à remédier aux abus qui s'étaient récemment introduits dans cette branche de l'administration judiciaire de la Principauté; à ces causes, Nous avons sanctionné et sanctionnons par les présentes le projet de loi voté par le Corps législatif sur les formalités à observer dans les cas de succession en ligne ascendante, et qui consiste en huit articles dont la teneur suit:

ART. 1^{er}.

Les père et mère ou autres ascendants, lorsque les père et mère n'existent plus, ne sont pas tenus de postuler la mise en possession et l'investiture des successions de leurs descendants, qui leur sont dévolues soit par testament, soit ab-intestat. Toutefois les ascendants autres que le père et la mère, institués héritiers du vivant de ces derniers, sont tenus de postuler la mise en possession et l'investiture.

ART. 2.

L'ascendant qui veut répudier la succession à lui dévolue, doit en faire la déclaration au Greffe de la Juridiction où le défunt avait son domicile, et cela avant le jour où expirent les six semaines à dater de l'inhumation.

ART. 3.

L'ascendant domicilié hors de l'Etat doit faire intervenir sa répudiation avant le jour où expirent l'année et six semaines, à dater de l'inhumation. Ce délai est le même dans le cas où la succession est ouverte en pays étranger.

ART. 4.

Dans l'intervalle qui s'écoule entre la mort du défunt et la déclaration de l'ascendant ou l'expiration du délai mentionné dans les deux articles précédents, tout comme dans le cas où la répudiation est intervenue, l'Officier de la Juridiction prend, suivant sa prudence, les mesures que requiert la sûreté de la succession.

ART. 5.

Il dépend de l'ascendant de prévenir ces mesures, en déclarant formellement l'intention d'accepter la succession du défunt.

ART. 6.

Par cette déclaration, l'ascendant est constitué héritier sous la réserve des droits d'autrui. Il en est de même à l'expiration du délai mentionné art. 2 et 3, si jusqu'à cette époque l'ascendant a gardé le silence.

ART. 7.

Les déclarations d'acceptation ou de répudiation sont enregistrées dans le manuel civil du Greffe. Une expédition en est délivrée immédiatement à la partie intéressée et présentée par elle à l'Officier, qui la fait lire à la première audience ordinaire de Justice.

ART. 8.

La succession répudiée par l'ascendant est déclarée jacente, si elle n'est pas réclamée par d'autres héritiers dans les délais fixés par la coutume du pays.

En foi de quoi Nous avons signé les présentes de Notre propre main, les avons fait contre-signer par Notre Grand-Maréchal de la Cour, Chef du Département pour les affaires de la Principauté, et y avons fait apposer le sceau de Nos armes Royales.

Donné à Sans-Souci le douze du mois de Novembre de l'an de grâce mil huit cent quarante-trois et de Notre règne la quatrième année.

FRÉDÉRIC-GUILLAUME.

(L.S.)

Et plus bas,

WERTHER.

LOI

sur les formalités à observer
dans les cas de succession
en ligne ascendante.



Aujourd'hui huit Janvier de l'an mil huit cent quarante-quatre, au Conseil d'Etat tenu au Château de Neuchâtel, les présentes ayant été lues, on les a enrégistrées dans le manuel du dit Conseil et entérinées selon leur forme et teneur. Moi soussigné, Conseiller d'Etat en service ordinaire et Chancelier de SA MAJESTÉ dans cette Principauté, à ce présent.

FAVARGER.

Le Conseil, sur le rapport du Département de Justice et Police, ordonne que la loi ci-

dessus transcrite soit imprimée, publiée et insérée au recueil des pièces officielles de la Principauté.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 24 Janvier 1844.

Le Président,
CHAMBRIER.

LOI

MODIFIANT CELLE SUR LES POURSUITES
POUR DETTES DU 2 MAI 1833.

DU 8 JANVIER 1844.

NOUS FRÉDÉRIC-GUILLAUME IV,
PAR LA GRACE DE DIEU ROI DE PRUSSE,
PRINCE SOUVERAIN DE NEUCHÂTEL ET VALANGIN, ETC, ETC.

Savoir faisons:

Que Notre Conseil d'Etat dans Notre fidèle Principauté de Neuchâtel et Valangin ayant soumis à Notre sanction Royale un projet de loi voté par le Corps législatif dans sa

session du mois de Juin de la présente année, à l'effet de mettre en harmonie, quant aux formalités à suivre dans la poursuite des cautionnements et quant à l'appréciation des usufruits, la loi sur les poursuites pour dettes du 2 Mai 1833 avec la loi sur les décrets ou discussions de biens du 22 Avril 1842, en accomplissement de la réserve faite et articulée par Nous en lui accordant Notre sanction Royale, et Nous ayant représenté que le moment opportun et convenable était maintenant venu de faire disparaître, avec l'opposition existante entre ces deux lois, les inconvénients et abus qui résultent nécessairement de ce défaut d'harmonie dans la législation de la Principauté ; à ces causes, Nous avons sanctionné et sanctionnons par les présentes le projet de loi voté par le Corps législatif, en modification de la loi sur les poursuites pour dettes du 2 Mai 1833, et qui consiste en dix articles dont la teneur suit :

ART. 1^{er}.

Le créancier porteur d'un titre dont le remboursement est garanti par une ou plusieurs cautions, et qui voudra se prévaloir

de cette garantie, devra adresser les poursuites aux cautions avant de les adresser au débiteur principal.

ART. 2.

L'arrière-caution devra de même être poursuivie avant la caution.

ART. 3.

Le créancier qui, contrairement aux dispositions des deux articles précédents, aura adressé directement des poursuites au débiteur principal, perdra son recours contre ses cautions. L'arrière-caution sera de même libérée, si les poursuites ont été dirigées directement contre la caution.

ART. 4.

La caution et l'arrière-caution, poursuivies par la voie de la levation de gages ou par la voie de la taxe, peuvent faire au fur et à mesure, savoir la caution contre le débiteur principal et l'arrière-caution contre la caution, les mêmes actes de poursuites dont elles ont été les objets. Néanmoins elles ne peuvent vaquer, dans le premier cas, à la saisie des meubles, dans le second, à la délivrance

de taxe, que lorsqu'elles sont devenues elles-mêmes propriétaires du titre.

ART. 5.

Si l'arrière-caution, étant poursuivie la première, adresse ses poursuites en recours directement au débiteur principal, la caution se trouve libérée vis-à-vis d'elle.

ART. 6.

Dans les cas où la caution a une arrière-caution existante en sa faveur, sa position vis-à-vis de l'arrière-caution est la même que celle du créancier vis-à-vis de la caution, telle qu'elle est réglée par les articles précédents.

ART. 7.

Lorsque la délivrance de taxe se fait sur des biens soumis à usufruit, le Juge procède comme suit pour fixer le prix de ces biens:

1^o Il fait l'évaluation de ces biens sans égard à l'usufruit dont ils sont grevés.

2^o Il détermine le temps durant lequel l'usufruit est présumé devoir durer, d'après l'âge de l'usufruitier et les tables de probabilité de vie.

3^o Il détermine la valeur annuelle de l'usufruit.

4^o Au moyen des deux derniers chiffres, il établit par un calcul arithmétique la somme capitale qui représente la valeur totale de l'usufruit pendant le temps présumé de sa durée. Cette somme capitale doit être supputée de telle sorte que si elle était remise à l'usufruitier en extinction de son usufruit, et s'il devait percevoir la rente annuelle à laquelle il a droit, au moyen : *a*) des intérêts de cette somme sur le pied de quatre pour cent : *b*) d'un prélèvement annuel sur le capital lui-même, ce dernier se trouverait éteint le jour où la dernière rente serait censée devoir être payée.

5^o Le Juge déduit enfin la somme ainsi établie de la valeur de l'estimation faite à teneur du § 1, et le résultat de cette opération représente la valeur actuelle du bien soumis à usufruit.

ART. 8.

L'évaluation d'un usufruit ou d'une rente viagère appartenant au débiteur a lieu d'après les règles posées dans les § 2, 3, et 4 de l'article précédent.

ART. 9.

A l'extinction réelle de l'usufruit, le créancier et le débiteur ou leurs ayant-cause peuvent respectivement demander un règlement définitif basé sur la durée réelle de l'usufruit. Cette opération a lieu d'après les règles posées dans l'article 7, le chiffre de la durée réelle de l'usufruit étant substitué à celui de la durée présumée. Faute par l'une ou l'autre des parties de demander ce règlement dans le délai de six semaines à dater de l'extinction réelle de l'usufruit, l'opération faite dans la délivrance de taxe subsiste.

ART. 10.

Au moyen des dispositions ci-dessus, les articles 47, 48, 49, 50, 61, 62, 63 et 65 de la loi sur les poursuites pour dettes du 2 Mai 1833 sont révoqués.

En foi de quoi Nous avons signé les présentes de Notre propre main, les avons fait contre-signer par Notre Grand-Maréchal de la Cour, Chef du Département pour les affaires de la Principauté, et y avons fait apposer le sceau de Nos armes Royales.

Donné à Sans-Souci le onze Novembre
de l'an de grâce mil huit cent quarante-
trois et de Notre règne la quatrième année.

FRÉDÉRIC-GUILLAUME.

(L.S.)

Et plus bas,

WERTHER.

LOI

en modification de la loi sur les
poursuites pour dettes du 2 Mai
1833.

*Aujourd'hui huit Janvier de l'an mil huit
cent quarante-quatre, au Conseil d'Etat tenu
au Château de Neuchâtel, les présentes ayant
été lues, on les a enrégistrées dans le manuel
du dit Conseil et entérinées selon leur forme
et teneur. Moi soussigné, Conseiller d'Etat
en service ordinaire et Chancelier de SA MA-
JESTÉ dans cette Principauté, à ce présent.*

FAVARGER.

Le Conseil, sur le rapport du Département
de Justice et Police, ordonne que la loi ci-

dessus transcrite soit imprimée, publiée et insérée au recueil des pièces officielles de la Principauté.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 24 Janvier 1844.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT

PRESCRIVANT CERTAINES PRÉCAUTIONS
RELATIVES A LA DORURE AU FEU.

DU 8 AVRIL 1844.

Le Conseil d'État, jugeant convenable d'apporter des améliorations, au point de vue de la santé publique, dans l'industrie de la dorure au feu, a, sur le rapport d'une Commission spéciale nommée à cet effet, ordonné l'observation des mesures suivantes:

1^o A dater de la publication de la présente ordonnance, toute personne qui voudra ouvrir un atelier de dorure au feu, devra en donner connaissance au Chef de la Juridic-

tion où elle a son domicile, afin qu'il puisse faire examiner par des experts si cet atelier remplit les conditions de salubrité exigées pour que cette industrie y soit exercée sans danger pour la santé des ouvriers et celle du public.

2^o Tout atelier de dorure au feu sera muni d'un ou plusieurs appareils à hotte vitrée soit *lanternes*, dont le tirage puisse être bien établi. L'opération de *passer au feu* devra toujours se faire sous cet appareil, et avant d'y procéder, le doreur aura soin de s'assurer si le courant d'air ascendant s'y fait bien.

3^o Les conduits qui donnent issue aux vapeurs du mercure, devront s'ouvrir directement au dehors de la maison, ou dans un canal de cheminée exclusivement destiné à cet usage, et n'ayant aucune communication avec d'autres conduits.

4^o Toutes les opérations dangereuses de la dorure au feu, telles que le *recuit*, le *décapage* ou *avivage*, l'application de la liqueur mercurielle (opération de *blanchir*), et la *mise en couleur*, devront être faites sous un appareil à hotte d'un bon tirage, soit sous la lanterne où l'on passe au feu, soit sous tout autre

appareil préservateur de ce genre. Il est expressément interdit de faire ces opérations sous le manteau de la cheminée de la cuisine.

5° La préparation de l'amalgame d'or et de mercure (or dissout), de même que celle du nitrate acide de mercure (dissolution de ce métal dans l'eau forte), seront faites sous un appareil à hotte ou lanterne d'un fort tirage. Lorsqu'on exécutera ces préparations à l'air libre, elles devront être faites à une distance assez grande des habitations pour qu'elles ne causent aucun dommage et n'incommodent personne.

6° Le local où se font des opérations dangereuses de la dorure, comme le *recuit*, le *passage au feu*, la *mise en couleur*, etc., ne devra jamais servir de chambre à manger ou à coucher pour les ouvriers.

7° Le ramonage des cheminées des ateliers considérables, où plusieurs conduits d'évaporation du mercure aboutissent dans un même canal, se fera avec des précautions suffisantes pour que l'ouvrier qui les ramone ne soit exposé à aucun danger. Les Commissions d'experts indiqueront quelles sont ces précautions et désigneront les ateliers où elles devront être prises.

8° Les maîtres doreurs veilleront à ce que les ouvriers qu'ils emploient observent des soins de propreté et des habitudes de sobriété, qui sont d'excellents moyens pour contribuer au maintien de leur santé. Ils auront soin de leur faire maintenir leur hotte vitrée ou lanterne parfaitement propre. Il serait convenable qu'ils fissent usage de gants de taffetas ciré ou de vessie pour passer au feu et pour appliquer l'amalgame d'or et de mercure. En quittant le travail, les ouvriers devront toujours se laver les mains avec de l'eau pure ou de l'eau de savon et se rincer la bouche.

9° Il sera nommé par le Conseil d'Etat deux Commissions d'experts pour surveiller les ateliers de dorure au feu, l'une au Locle et l'autre à la Chaux-de-Fonds, chacune d'elle composée de trois membres, parmi lesquels il y aura un médecin. La commission siégeant au Locle joindra à la surveillance des ateliers de cette localité celle des ateliers des Ponts et des Brenets.

10° Les doreurs qui ne se conformeront pas aux prescriptions des Commissions locales, seront par celles-ci dénoncées à l'Officier de la Juridiction, qui procédera contre eux selon la gravité des cas.

11° Le présent arrêt sera imprimé, publié en la forme ordinaire et inséré au recueil des pièces officielles de la Principauté.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 8 Avril 1844.

Le Président,
CHAMBRIER.

Précautions à observer entr'autres pour assurer l'exécution des dispositions des §§ 2 et 7 de l'arrêt ci-dessus.

a) Un moyen de s'assurer de la bonté du tirage de l'appareil ou lanterne prescrit § 2 consiste à placer sous la lanterne un objet allumé, tel par exemple qu'un morceau de papier. Si la flamme et la fumée en sont fortement attirés vers le canal d'évaporation, le tirage peut être considéré comme bon.

b) Les précautions que M. Darcet conseille d'employer pour le ramonage des cheminées des ateliers considérables de dorure sont les suivantes: la veille du ramonage on doit faire passer durant quelques heures de l'eau en vapeur dans la cheminée en mettant sous son manteau des cailloux, des briques ou du fer

chauffés au rouge, sur lesquels on jette de l'eau bouillante. Le ramoneur doit être d'une bonne constitution; il sera revêtu d'une veste ronde en toile épaisse et d'un tissu serré, d'un pantalon à pieds, de gants et d'un capuchon de même étoffe, qui seront fournis par le propriétaire de l'atelier. Pour plus de précautions on mettra dans la bouche du ramoneur une éponge mouillée, liée avec un ruban derrière la tête. Le ramonage terminé, l'ouvrier sera débarrassé de son enveloppe de toile et on le lavera bien avant qu'il remette ses habits.

ARRÊTS

CONCERNANT LA POLICE DES CIMETIÈRES.

DES 7 OCTOBRE ET 11 NOVEMBRE 1811.

(Insérés à teneur d'un arrêt du 20 mai 1844.)

Le Conseil d'Etat, informé que les cimetières de quelques paroisses ne sont point fermés convenablement, qu'ils sont embarrassés, et qu'ils servent même de lieux de dépôt et de pâturages, informé de plus que

quelques paroisses conservent l'usage abusif d'enterrer les morts sans suivre de rang dans les cimetières, et considérant les fâcheux effets qui peuvent en résulter, arrête: 1^o Il est ordonné à toutes les paroisses de l'Etat d'enclore convenablement leurs cimetières, de les faire débarrasser sans délai, et de ne les faire servir à aucun autre usage qu'à celui auquel ils sont destinés: 2^o d'enterrer les morts à la file sans distinction d'âge, de sexe ou de famille. 3^o Les Officiers de Juridiction sont chargés de veiller à l'exécution du présent ordre.

Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 7 Octobre 1811. DE ROUGEMONT.

Le Conseil d'Etat, en explication de son arrêt du 7 Octobre, et sur les conclusions de Monsieur le Procureur-Général, statue: 1^o Les anciens cimetières qui environnent les Eglises, ou qui même ne les touchent qu'en un seul point, doivent être envisagés et respectés comme s'ils servaient encore à la sépulture. Aucun dépôt, de quoi qu'il soit

composé, ne doit y être formé. 2^o L'herbe qui y croîtra pourra être fauchée, mais sans qu'on la fasse brouter par le bétail, et sans qu'on laboure ces cimetières, pas même pour effacer les fosses. 3^o Après vingt-cinq ans, à dater de l'époque où on aura cessé d'y enterrer les morts, l'on pourra niveler le terrain, afin de faciliter l'approche des Eglises, et sans cesser d'observer les deux premiers articles du présent arrêt. 4^o Quant aux anciens cimetières éloignés des Eglises, il ne devra avant vingt-cinq ans, à dater du dernier ensevelissement, y être formé aucun dépôt de matières infectes ou dégoûtantes par leur odeur ou leur malpropreté. 5^o Avant le même terme, ils ne pourront être ni affouillés ni labourés. 6^o Après ces vingt-cinq années écoulées, ils pourront être rendus à l'agriculture, et même vendus. 7^o Les cimetières dont on fait usage pour les ensevelissemens, doivent à plus forte raison être respectés à tous égards : il est expressément défendu d'y former aucun dépôt, d'en remuer jamais la terre que pour les inhumations, et d'y laisser paître le bétail; seulement pourra-t-on en faucher l'herbe et la récolter.

Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 11 Novembre 1811. DE ROUGEMONT.

RÈGLEMENT

POUR LA CAISSE DE PRÉVOYANCE DESTINÉE
A INDEMNISER LES PROPRIÉTAIRES DE BÉTAIL
A CORNES ABATTU PAR MESURE DE
POLICE EN CAS D'ÉPIZOOTIE.

DU 20 JUIN 1844.

Le Roi ayant daigné ordonner qu'il serait dorénavant porté au budget des dépenses ordinaires de la Principauté une somme annuelle, destinée à former une caisse de prévoyance qui servira à indemniser les propriétaires de bétail à cornes abattu par mesure de police en cas d'épizootie, le Conseil d'Etat, après avoir entendu l'opinion du Corps législatif, a adopté à ce sujet le règlement dont la teneur suit:

ARTICLE 1^{er}.

Toutes les fois que le Conseil d'Etat aura jugé nécessaire de faire abattre par mesure de police, en cas d'épizootie, une ou plusieurs pièces de gros bétail à cornes, le propriétaire sera indemnisé de la manière indiquée ci-après.

ART. 2.

L'Officier de la Juridiction, auquel l'ordre de faire abattre aura été transmis, nommera une délégation de deux Juges, accompagnée du Greffier, d'un huissier, et d'un ou plusieurs experts au choix de l'Officier, laquelle procédera à l'évaluation du bétail qui doit être abattu. Cette évaluation sera souveraine et sans révision. L'état sanitaire du bétail abattu sera immédiatement constate par un vétérinaire à la désignation du Gouvernement.

ART. 3.

Si le bétail abattu est reconnu sain, le propriétaire sera indemnisé par le paiement des trois quarts du prix d'évaluation, sous dé-

duction toutefois de ce que vaut l'animal après l'occision. Cette valeur à déduire sera déterminée par la délégation de Justice.

ART. 4.

Si le bétail abattu se trouve atteint de la maladie qui en a provoqué l'occision, l'indemnité sera de la moitié du prix d'évaluation. Cette évaluation sera faite d'après la valeur qu'avait le bétail avant l'invasion de la maladie.

ART. 5.

La Trésorerie fera l'avance de l'indemnité.

ART. 6.

Si les fonds accumulés à la caisse de prévoyance étaient insuffisants, le Gouvernement prélèvera, en sus de l'émolument ordinaire, un creutzer pour chaque certificat de santé, jusqu'à ce que la somme dépensée en sus des ressources du fonds de prévoyance soit couverte.

ART. 7.

Chaque année où des indemnités auront été payées, le compte de ces indemnités sera rendu public.

ART. 8.

Le propriétaire de bétail abattu qui serait convaincu d'avoir, par dol ou négligence avérée, introduit ou propagé l'épizootie, sera privé du bénéfice de l'indemnité, sans préjudice des peines qu'il pourrait avoir encourues.

ART. 9.

Les difficultés qui pourraient s'élever dans l'application du présent règlement, seront décidées par le Conseil d'Etat.

ART. 10.

Les frais de justice et d'expertise seront payés par le Gouvernement, sauf son recours contre qui de droit dans le cas prévu article 8 ci-dessus.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 20 Juin 1844.

Le Gouverneur,

DE PFUEL.

RÈGLEMENT

POUR LES SAGES-FEMMES.

DU 4 SEPTEMBRE 1844.

Sur le rapport de la Commission de santé, le Conseil adopte le règlement suivant pour les sages-femmes :

ARTICLE 1^{er}.

En obtenant l'autorisation d'exercer l'art des accouchements, les sages-femmes prennent l'engagement de faire de cette profession leur occupation principale, de l'exercer consciencieusement et, sauf les cas d'empêchement légitime, d'être toujours prêtes à se rendre auprès des femmes qui réclament leur assistance, tant de jour que de nuit, sans distinction de rang ou de fortune.

ART. 2.

Lorsque l'accouchement ne sera pas naturel, lorsqu'il présentera des difficultés, et dans tous les cas graves, les sages-femmes devront en avertir les parens avec les précautions exigées par la prudence, et elles auront recours à l'assistance d'un accoucheur

légalement reconnu. Si le danger couru par la femme en travail était pressant, et qu'il ne permît pas d'attendre l'arrivée de l'accoucheur, elles devront terminer l'accouchement d'après leurs lumières et leur conscience, sans toutefois faire usage du forceps et des autres instrumens usités dans les accouchemens laborieux, instrumens dont il leur est interdit de se servir.

ART. 3.

Dans tous les cas où elles seraient appelées auprès de femmes grosses de plus de six mois, si ces femmes venaient à mourir avant l'accouchement, elles feront avertir sans délai l'accoucheur le plus voisin, afin qu'il puisse sauver l'enfant par l'opération césarienne, si cela est encore possible.

ART. 4.

Les sages-femmes devront s'abstenir de donner des remèdes pharmaceutiques aux femmes enceintes ou en couches, ainsi qu'aux nouveaux-nés, si ce n'est dans les cas les plus simples. Elles ne pratiqueront de saignée que durant le travail de l'accouchement, lorsque cela sera nécessaire; et elles ne saigne-

ront jamais les femmes grosses, ni ne leur appliqueront des sangsues sans qu'un médecin l'ait prescrit.

ART. 5.

Lorsqu'elles devront assister des filles ou veuves pour leur accouchement, elles donneront promptement avis de ce fait au Chef de la Juridiction où cela aura lieu, ou à son représentant.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 4 Septembre 1844.

Le Président,
CHAMBRIER.

ORDONNANCE

RELATIVE AUX EXTRADITIONS.

DU 7 JUILLET 1845.

NOUS FRÉDÉRIC-GUILLAUME IV,

PAR LA GRACE DE DIEU ROI DE PRUSSE,

PRINCE SOUVERAIN DE NEUCHÂTEL ET VALANGIN, ETC.

Savoir faisons :

Que, sur le rapport de Notre Conseil d'Etat dans Notre fidèle Principauté, et voulant, à teneur du droit que Nous donne la constitution

de l'Etat et qui est réservé dans la loi de procédure criminelle du 16 Août 1835, régler pour l'avenir la matière des extraditions, Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

L'extradition d'un sujet neuchâtelois ne sera jamais accordée à un Gouvernement étranger.

ART. 2.

L'extradition d'un individu non sujet de l'Etat, mais y ayant un domicile régulier, ne pourra être accordée que lorsqu'il sera sujet de la Puissance requérante, et que cette Puissance fera cette réquisition en vertu et à teneur d'un traité conclu par elle avec l'Etat de Neuchâtel.

ART. 3.

Par les deux articles précédents, il n'est pas dérogé aux concordats fédéraux concernant l'extradition des criminels, dans lesquels l'Etat de Neuchâtel est intervenu comme partie contractante.

ART. 4.

Lorsque l'extradition d'un individu prévenu de crimes sera demandée au Gouverne-

ment de Neuchâtel, dans les cas prévus articles *deux* et *trois*, le Conseil d'Etat ne l'accordera qu'en ayant sous les yeux le procès-verbal d'un interrogatoire subi par le prévenu, procès-verbal qui sera dressé en présence d'une délégation de Justice, et à Neuchâtel en présence de Messieurs les Quatre-Ministres, par l'Officier de la Juridiction compétente.

En foi de quoi, Nous avons signé les Présentes de Notre propre main, les avons fait contresigner par Notre Grand Maréchal, Ministre d'Etat et Chef de Notre Département des affaires de la Principauté de Neuchâtel et Valangin, et y avons fait apposer le sceau de Nos armes Royales.

Donné à Elbing, ce douzième jour du mois de Juin de l'an de grâce mil huit cent quarante-cinq et de Notre règne la cinquième année.

FRÉDÉRIC-GUILLAUME.

(L.S.)

Et plus bas,

WERTHER.

ORDONNANCE

RELATIVE AUX EXTRADITIONS.

Aujourd'hui sept Juillet de l'an mil huit cent quarante-cinq, les présentes ayant été lues dans l'assemblée du Conseil d'Etat tenu au Château de Neuchâtel, elles ont été enregistrées dans le manuel du dit Conseil et entérinées selon leur forme et teneur. Moi sous-signé, Conseiller d'Etat en service ordinaire et Chancelier de SA MAJESTÉ dans cette Principauté, à ce présent.

FAVARGER.

Le Conseil d'Etat ordonne que l'ordonnance ci-dessus transcrite soit imprimée, publiée en la forme ordinaire, et insérée au recueil des pièces officielles.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 7 Juillet 1845.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT

EXPLIQUANT CELUI DU 26 AOÛT 1840 QUANT
AU PORT DES BANNIÈRES DES SOCIÉTÉS
DE TIR.

DU 4 AOÛT 1845.

Plusieurs sociétés de tir s'étant adressées au Conseil d'État pour lui demander une explication sur la portée de l'arrêt du 26 Août 1840 concernant leurs bannières, le Conseil leur fait connaître que l'arrêt du 26 Août 1840, portant : « qu'aucun drapeau ou bannière ne peut être déployé ou arboré publiquement sans qu'il ait été formellement autorisé par le Conseil d'État, » doit être entendu et observé en ce sens que la bannière de chaque société ne peut être déployée que dans le lieu de son tir, et que la bannière de la société qui donne un tir est la seule qui puisse être déployée.

Cette direction sera publiée en la forme ordinaire pour servir de règle à toutes les sociétés de tir.

Donné au Conseil tenu notre présidence au Château de Neuchâtel, le 4 Août 1845.

Le Président,
CHAMBRIER.

RÈGLEMENT

POUR LA MODÉRATION DES LISTES DE FRAIS
ENTRE PLAIDEURS ET POUR LA TAXE DES
JOURNÉES EN MATIÈRE DE POURSUITES
POUR DETTES.

DU 7 JANVIER 1846.

Le Conseil d'Etat, ayant jugé convenable de revoir et de modifier, suivant les résultats de l'expérience, les règles publiées le 1^{er} Août 1808 pour la modération des listes de frais entre plaideurs, et de régler en même temps le taux des journées qui peuvent être réclamées dans les cas de poursuites pour dettes, a, sur le rapport du Département de Justice et Police, arrêté ce qui suit :

RÈGLES GÉNÉRALES.

ARTICLE 1^{er}.

Le règlement du 28 Avril 1804, publié le 1^{er} Août 1808, est abrogé, et ne sera plus appliqué qu'aux vacations faites jusques à ce jour. Les vacations ultérieures, même celles qui seraient faites dans des causes déjà commencées, seront taxées d'après le présent règlement.

ART. 2.

Il ne sera jamais admis aucune répétition de frais pour les comparutions en conciliation qui ont lieu à teneur de l'arrêt du 14 Mai 1827.

ART. 3.

L'Officier de la Juridiction, le Président du Tribunal, lorsque celui-ci ne sera pas présidé par l'Officier, ou les Juges qui vaqueront sans Président, taxeront les frais suivants : les journées des témoins, aussi bien dans toutes les causes sommaires que dans les autres causes, celles des experts requis d'office ou à la demande des parties, les vacations extraordinaires que des fonctionnaires publics seront appelés à faire, les traductions de pièces, et toutes autres vacations qui seront faites par leur ordre. Ils se conformeront, pour cette taxation, au tarif des frais de Justice civile du 23 Août 1831, et, après l'avoir faite, ils la feront inscrire dans la procédure, ou sur les pièces auxquelles elle se rapportera.

ART. 4.

Les frais mentionnés dans l'article précédent seront à la charge de la partie qui sera

condamnée aux dépens, ou du débiteur poursuivi. Mais, conformément à l'article 8 de la loi du 9 Décembre 1700, il ne pourra jamais être répété plus de dix journées de témoins en cause civile.

ART. 5.

Quant aux autres débours, savoir : les connaissances de Justice, les journées des Juges et autres fonctionnaires, les émolumens des Greffiers, et les droits des significations et des citations faites par les huissiers, le tarif de 1831 fera pareillement règle. Ces frais retomberont aussi sur la partie qui, en vertu d'une restitution de procédure, d'un jugement tombé en force ou d'une disposition de la loi, devra payer les dépens.

ART. 6.

Les dispositions contenues dans les deux articles précédens ne s'appliquent pas aux débours faits sans nécessité. Ainsi, la partie qui aurait fait assembler la Justice à l'extraordinaire, sans y être admise par la loi ou par l'Autorité compétente, ne pourra répéter, si elle gagne sa cause, que les connaissances de Justice; elle supportera le surplus des

frais qu'elle aura faits pour les journées et la citation du Tribunal.

JOURNÉES QUI PEUVENT ÊTRE RÉPÉTÉES.

ART. 7.

Il ne sera jamais alloué de journées, si ce n'est pour des vacations réellement faites, et qu'il était nécessaire de faire dans l'intérêt de la cause ou pour l'exercice des droits de la partie.

ART. 8.

Les vacations qui donnent lieu à des répétitions de journées entre plaideurs sont :

- a.* Les comparutions devant le Juge de première instance, y compris les Juges de comptes, d'inventaire, de partage, de relief de biens, etc., devant lesquels le procès s'engagera :
- b.* Les comparutions devant une délégation de Justice nommée pour un arbitrage juridique, pour une audition de témoin à domicile, pour une visite ou inspection, une expertise, une modération ou révision de modération de liste de frais, etc.:
- c.* Les comparutions devant le Conseil d'Etat, un Département ou une autre dé-

légation du Gouvernement, quand le Conseil a admis des frais, cas dans lequel il les réglera comme il est dit ci-dessous, article 36 :

d. Les comparutions devant le Tribunal Souverain, y compris le temps durant lequel la partie a attendu que sa cause fût appelée ; bien entendu que la partie qui répétera des journées d'attente, ne pourra porter que celles de sa présence réelle à l'audience :

e. Les comparutions devant une délégation du Tribunal Souverain.

Les recherches faites dans les Archives de l'Etat, dans les registres des Greffes, dans ceux des notaires et dans les archives des corporations, pour la découverte de documents ou de pièces servant à l'instruction de la cause, ne donnent lieu à aucune réclamation.

ART. 9.

Quant aux démarches faites par une partie pour assigner sa partie adverse, pour faire citer des témoins, pour réclamer la procédure au Greffe ou en Chancellerie, pour la faire circuler chez les Juges, pour faire pré-

senter une liste de frais et pour faire citer en modération, elles ne donnent droit à aucune répétition de journées, mais seulement aux indemnités fixées par les articles 29 à 32.

ART. 10.

Dans les causes pour lesquelles la comparution personnelle des parties est de rigueur, savoir, celles en réparation d'honneur, celles de paternité et les causes matrimoniales, la femme mariée, la fille, le mineur et le majeur d'âge qui est sous curatelle, peuvent, s'ils ont été accompagnés d'un ou plusieurs assistants, répéter, en cas de gain de cause, une journée pour cette assistance, outre leur propre journée.

ART. 11.

Une corporation ne peut répéter qu'une journée par comparution, quel que soit le nombre des représentants qui ont paru pour elle.

ART. 12.

Plusieurs particuliers liés en cause peuvent répéter deux journées pour chaque instance où ils ont eu deux ou plusieurs représentants, et une journée seulement pour chaque instance où ils n'en ont eu qu'un.

ART. 13.

Il n'est alloué qu'une journée pour la comparution d'un procureur qui a représenté plusieurs intéressés.

ART. 14.

Outre les journées ci-dessus mentionnées, il en est alloué une à l'avocat ou à l'assistant défenseur qui a porté la parole pour instruire la procédure et plaider la cause.

ART. 15.

Le droit qui résulte des articles 10, 12 et 14, pour la partie qui se trouve dans l'un des cas prévus par les dits articles, n'est pas réciproque pour la partie adverse qui n'est pas elle-même dans le même cas. Elle ne peut répéter, en cas de gain de cause, que les journées qui lui sont effectivement allouées par le présent règlement.

ART. 16.

Les dispositions des articles 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14 et 15, s'appliquent non-seulement aux causes susceptibles d'appel, mais encore à celles qui font l'objet du § 6 de la loi sur les causes sommaires du 9 Octobre 1826.

ART. 17.

Toutes autres causes sommaires mentionnées dans la loi précitée ne donnent lieu à aucune répétition de journées pour les parties en cause, mais seulement à celle des débours, y compris les journées de témoins.

ART. 18.

Dans les cas de poursuites pour dettes par taxe, barre et reddition de gages, il n'est dû de journées que pour la délivrance de taxe, pour l'évaluation de biens, si elle n'a pas lieu le même jour, pour les révisions d'évaluation, pour l'égance, et pour la comparution en Justice à fins d'indication sermentale de biens ou d'investiture de reddition de gages ou de barre. Pour le nombre de ces journées, on se conformera à ce qui est prescrit par les articles 12 et 13.

ART. 19.

Dans les poursuites par voie de levation de gages, il n'est dû qu'une journée pour lever et sortir le gage.

TAUX DES JOURNÉES.

ART. 20.

A moins de convention faite entre parties pour le taux des journées, toutes les journées mentionnées article 8, lettres *a)* *b)* *d)* et *e)*, seront passées comme suit, sans distinction des causes susceptibles d'appel, et de celles qui sont soumises au jugement souverain des Cours de Justice à teneur du § 6 de la loi sur les causes sommaires du 9 Octobre 1826 :

- a)* Si la partie est domiciliée dans le lieu où siégeait le Tribunal ou la délégation devant laquelle elle a comparu, 6 batz:
- b)* Si elle est domiciliée dans une autre commune ou quartier de la Juridiction, 8 batz :
- c)* Si elle est domiciliée hors de la Juridiction, dans le pays, 8 batz : plus 7 batz pour chaque lieue qu'elle a dû nécessairement faire, en suivant le chemin public, pour se rendre de sa demeure en Justice. Il n'est rien compté pour le retour. Une distance de demi-lieue est comptée comme une lieue entière ; une distance moindre de demi-lieue n'est comptée pour rien.

Ces règles sont applicables au procureur qui représente une partie.

ART. 21.

Les règles de l'article précédent seront pareillement observées pour les journées indiquées articles 10, 11, 12 et 13. On comptera d'après la distance du domicile du ou des comparans.

ART. 22.

Il en sera de même pour la journée de l'avocat ou de l'assistant défenseur mentionné article 14 : de plus, il sera ajouté à sa journée 20 batz à titre d'honoraires.

ART. 23.

Les journées de la partie domiciliée hors de l'Etat et qui comparaitra personnellement, seront fixées sur le même pied que si elle résidait au point de l'extrême frontière de la Principauté qui, en suivant le chemin le plus pratiqué, se trouve le plus près de son domicile. Il en sera de même, si elle se fait représenter par un procureur domicilié hors de l'Etat.

ART. 24.

Si le mandataire qui la représente est domicilié dans l'Etat, les journées de ce man-

dataire seront passées d'après la distance de son domicile, à teneur de l'article 20.

ART. 25.

Toutes les fois que le représentant d'une partie sera un avocat, ou qu'il remplira les fonctions d'avocat ou de défenseur, la surtaxe portée dans l'article 22 sera allouée.

ART. 26.

Il n'y a pas réciprocité pour le taux des journées. La partie à qui elles sont dues, ne peut les répéter que sur le pied qui résulte effectivement pour elle du présent règlement.

ART. 27.

Les journées mentionnées article 18, quant aux poursuites pour dettes, seront fixées conformément aux articles 20, 23 et 24.

ART. 28.

La journée de levation et sortie d'un gage sera toujours fixée à 4 batz, quelle que soit la distance du domicile du créancier.

INDEMNITÉS TENANT LIEU DE JOURNÉES.

ART. 29.

Au lieu des journées d'informations, qui sont supprimées, il sera alloué, pour circu-

lation de la procédure chez les membres du Tribunal Souverain, 5 batz pour chacun des Juges auxquels la partie aura fait lire sa procédure. Cette indemnité tiendra lieu de tous frais de ports et d'exprès. Elle sera allouée, soit que la partie ait elle-même pourvu à la circulation, soit qu'un huissier en ait été chargé par elle. Il ne sera rien passé pour circulation de procédure en première instance.

ART. 30.

Pour demander la permission de faire signifier un exploit et celle de faire citer des témoins, il sera alloué 4 batz, et cela pour chaque Juridiction dans laquelle il y aura eu signification ou citation, plus les ports que la partie justifiera avoir payés à la poste.

ART. 31.

Pour réclamer la procédure au Greffe, en Chancellerie ou au secrétariat du Tribunal Souverain, et pour faire présenter une liste de frais, ainsi que pour faire citer en modération ou révision de modération, il sera alloué 4 batz, plus les ports effectivement payés.

ART. 32.

Pour présenter une requête au Conseil d'Etat, et pour la réclamer en Chancellerie, il ne sera alloué que les ports effectivement payés.

ART. 33.

Pour demander la permission de poursuivre par la voie des usages ordinaires, de la reddition de gages et de la barre, ou de faire signifier la demande en investiture, il sera alloué 4 batz, à porter en compte au débiteur, outre le port payé pour l'envoi du titre ou de l'exploit au sautier ; mais si l'envoi a été chargé ou fait avec une indication de valeur, l'augmentation de port qui en sera résultée, ne sera pas comptée.

ART. 34.

Pour demander la permission de faire signifier des poursuites par la voie de la levation de gage, il sera alloué deux batz, plus le port d'envoi du titre, comme il est dit article précédent.

ART. 35.

Les huissiers qui seront chargés de demander les permissions mentionnées articles 33

et 34, en recevront les émolumens, outre le remboursement des ports par eux payés ; ils ne pourront rien exiger de plus du créancier.

ÉVOCATIONS EN CONSEIL D'ÉTAT OU DEVANT UN DÉPARTEMENT.

ART. 36.

Lorsque les frais d'une évocation devant le Conseil d'Etat ou devant un Département seront mis à la charge d'une partie, ou renvoyés à fin de cause, ils seront fixés dans l'arrêt, ce qui exclura toute répétition ultérieure, tant pour la rédaction de la requête que pour les journées et les plaidoiries.

ART. 37.

Lorsque l'arrêt du Conseil d'Etat ne statuera rien quant aux frais d'évocation, il ne pourra point en être répété.

RÉDACTIONS, DICTÉES ET PLAIDOIRIES.

ART. 38.

Pour la rédaction d'une requête qui n'a pas donné lieu à une évocation, telle que celle par laquelle on demande l'autorisation de plaider à l'extraordinaire, la convocation extraordinaire du Tribunal Souverain, la com-

munication ou l'extrait de registres, l'intervention du Conseil d'Etat, etc., il sera alloué, si la requête a été appointée, . . . 20 batz.

ART. 39.

En matière de poursuites pour dettes, il sera pareillement alloué pour la rédaction d'une requête appointée sans évocation, qu'il s'agisse d'obtenir un décret de biens ou un capiatis, 20 batz.

ART. 40.

Pour la rédaction d'un exploit de demande avec assignation, il sera alloué . . . 10 batz.

ART. 41.

Pour l'exploit de seconde contenant la copie ou la substance de celui de première, ainsi que pour tous exploits, autres que ceux qui font l'objet des articles 40 et 42, il sera alloué 5 batz.

ART. 42.

Il ne sera rien alloué pour la rédaction d'un exploit de simple citation, soit de partie, soit de témoins.

ART. 43.

Pour la rédaction d'un exposé en droit ou d'une demande développée, d'une réponse

autre qu'une négative, de moyens de reproche, d'exceptions, d'une réplique, d'une duplique, d'un inventaire de preuves, il sera alloué de L. 1 à L. 16»16, selon l'importance de la cause ou du travail.

ART. 44.

Il ne sera rien alloué pour les actes de procédure mentionnés article 43, lorsqu'ils seront dictés à l'audience, pour les réserves ou protestations, soit rédigées, soit dictées, non plus que pour les interrogats et contr'interrogats adressés aux témoins.

ART. 45.

Les plaidoiries en première instance, dans les causes que leur nature ou leur importance rend susceptibles d'être portées en appel au Tribunal Souverain, seront taxées
. de L. 4 à L. 24.

ART. 46.

Dans les causes qui font le sujet du § 6 de la loi du 9 Octobre 1826, lorsqu'elles auront donné lieu à une instruction de procédure, les plaidoiries seront taxées de L. 2 à L. 12.

ART. 47.

Les plaidoiries au Tribunal Souverain, soit en matière d'appel, soit en matière de relief, seront taxées comme suit :

Dans les causes d'une faible importance ou d'une discussion facile et peu étendue,
..... de L. 10 à L. 30:

Dans les causes ordinaires, de L. 30 à L. 60:

Dans les causes d'une discussion longue, difficile et extraordinaire, de L. 60 à L. 120.

Il n'est rien alloué à part pour la rédaction du grief.

DÉSISTEMENS DE CAUSES EN APPEL.

ART. 48.

La partie qui abandonne une cause pendante en appel, est tenue de payer à sa partie adverse les frais de circulation de la procédure chez les Juges auxquels elle l'aura fait lire à teneur de l'article 28.

ART. 49.

Elle ne doit rien pour préparation de plaidoiries.

ART 50.

Si le Tribunal Souverain a été convoqué à l'extraordinaire, et si la partie à laquelle le

désistement est signifié, a payé des frais d'assise, ils pourront être répétés, aussi bien que les frais de requête et de signification d'arrêt, s'il y a lieu.

LISTES DE FRAIS.

ART. 51.

Pour la rédaction d'une liste de frais, soit qu'il s'agisse des frais de première instance, ou de ceux du Tribunal Souverain, ou que la répétition provienne d'un désistement d'appel, il sera passé de 10 à 20 batz.

FRAIS DE MODÉRATION ET DE RÉVISION DE MODÉRATION DES LISTES DE FRAIS.

ART. 52.

Le Juge modérateur déterminera, dans chaque cas, si ces frais doivent être supportés par la partie qui a demandé la modération ou la révision, ou s'ils doivent être mis à la charge de l'autre, ou s'ils doivent être compensés entre parties.

ART. 53.

Lorsque, dans l'intervalle d'une session à l'autre du Tribunal Souverain, des membres

de ce Tribunal seront appelés comme Juges modérateurs à un déplacement, il leur sera alloué, outre la journée de 12 batz, une indemnité de 7 batz par lieue de chemin que chacun d'eux aura eue à parcourir depuis son domicile au siège de la délégation. Le retour n'est pas compté.

Le règlement ci-dessus transcrit sera imprimé, lu au plaid de chaque Juridiction, et inséré au recueil des pièces officielles.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 7 janvier 1846.

Le Président ,
CHAMBRIER.

ARRÊT

ANNONÇANT LE RENOUVELLEMENT DE LA
CONVENTION ENTRE LES GOUVERNEMENTS
DE NEUCHÂTEL ET DE GLARIS CONCERNANT
LE CONCOURS DANS LES FAILLITES.

DU 4 FÉVRIER 1846.

Les Gouvernements de Neuchâtel et de Glaris étant convenus de renouveler pour

dix ans la convention qu'ils avaient conclue pour le même espace de temps en 1835, concernant le concours dans les faillites entre les ressortissants des deux Cantons, le Conseil d'Etat en informe les Tribunaux et les habitants de la Principauté, et ordonne en conséquence que la dite convention, telle qu'elle est consignée dans l'arrêt du 21 Septembre 1835, soit maintenue et observée pendant dix nouvelles années, soit jusqu'au 31 Décembre 1855.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 4 Février 1846.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT

QUI RÈGLE L'EXERCICE DE LA JURIDICTION
DU CONSEIL D'ÉTAT DANS LES CAUSES
ENTRE COMMUNAUTÉS.

DU 31 JANVIER 1844.

(Inséré à teneur d'un arrêt du 1^{er} Avril 1846.)

Sur le rapport du Département de Justice et Police, auquel a été renvoyée, par arrêt du 15 de ce mois, la question du maintien de

la juridiction civile de première instance que le Conseil exerce dans les causes entre Communautés : vu les textes y relatifs, et notamment celui de la décrétale du 13 mai 1556, laquelle porte qu'en cas de difficultés suscitées entr'elles, les Communautés devront s'adresser à Monsieur le Gouverneur, lequel, *s'il lui plaît*, en prendra la charge avec les membres du Conseil, *ou tels qu'il lui plaira* non suspects, et en tel nombre que bon lui semblera : délibéré, le Conseil arrête que, sans toucher au principe de la juridiction dont il s'agit, il juge convenable d'en régler l'exercice de la manière suivante : 1^o Dans chaque cas de procès entre Communautés, les Commissaires qui en connaîtront en première instance seront désignés aux termes de la décrétale, et sans qu'ils doivent être pris dans le sein du Conseil : 2^o Ils seront au nombre de quatre, non compris le Président et le secrétaire : 3^o Les frais d'assise de la Commission sont supprimés ; les parties demeureront chargées des émoluments d'écritures au taux de deux batz la page, et des journées et vacations des huissiers, les premières à raison de vingt batz, les secondes au taux du tarif des

frais de justice civile du 23 Août 1831: 4^o La suppression des frais d'assise ne s'étend pas aux cas de visions locales, où les parties paieront les journées du Président, des membres et du secrétaire de la Commission, à raison de six ou de neuf livres tournois, suivant que la Commission découchera ou ne découchera pas, le Président recevant suivant l'usage double journée, et les journées des huissiers étant portées au double du taux ordinaire, soit à quarante batz pour chaque jour effectivement employé.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 31 Janvier 1844.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT

CONCERNANT L'EXERCICE DU DROIT DE
CONTRE-SEING DES LETTRES, PAQUETS ET
GROUPS, REMIS A LA POSTE.

DU 8 AVRIL 1846.

Sur le rapport de la Régie des postes et du
Département des Finances, le Conseil d'Etat,

tout en rappelant aux fonctionnaires publics et aux administrations particulières qui ont obtenu le droit de contre-seing, qu'ils ne sont autorisés à en faire usage, ceux-là que pour ce qui concerne le *service de l'Etat*, celles-ci que pour *leurs relations administratives exclusivement*, leur fait connaître qu'il a jugé convenable de régler comme suit l'exercice de ce droit :

1^o Les lettres et paquets des fonctionnaires publics de l'Etat devront porter sur l'adresse les mots *d'office* et l'indication de la qualité ou office du fonctionnaire, ces mots et cette indication écrits de sa propre main.

2^o Les lettres et paquets des administrations mentionnées ci-dessus devront porter sur l'adresse les mots *d'office*, la propre signature des chefs ou agents désignés dans les arrêts en vertu desquels ces administrations jouissent du droit de contre-seing, et l'indication de la qualité ou office de ces chefs ou agents.

3^o Quant aux correspondances ou paquets concernant les pauvres, les Pasteurs et leurs suffragants et les chefs ou agents officiels des corporations chargées de l'assistance des pauvres, des chambres de charité et des établis-

sements de bienfaisance qui y ont été expressément autorisés par le Gouvernement, sont seuls admis à contre-signer, et ils le feront en portant sur l'adresse les mots *pour pauvres*, leur propre signature et l'indication de leur qualité ou office.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 8 Avril 1846.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT

CONCERNANT LA SEQUESTRATION DES MALADES ATTEINTS DE LA PETITE-VÉROLE.

DU 6 JUIN 1809.

(Inséré à teneur d'un arrêt du 13 Avril 1846.)

Le Conseil d'Etat, informé que, malgré toutes les facilités données pour l'inoculation de la vaccine, plusieurs enfants n'ont pas été vaccinés et ont été exposés aux dangers de la petite-vérole, considérant que la petite-vérole naturelle est une maladie meurtrière et contagieuse, contre laquelle on ne peut prendre des mesures trop rigoureuses, arrête :

1^o Dès que la petite-vérole se manifestera dans une maison, l'Officier de la Juridiction, ou à son défaut le Justicier de l'endroit, nommera et assermentera une personne de confiance, chargée d'empêcher toute communication entre le malade et d'autres personnes que celles appelées à le soigner.

2^o Le Justicier informera dans les vingt-quatre heures l'Officier de la Juridiction du choix qu'il aura fait.

3^o Ce surveillant ne pourra être choisi parmi les habitants de la maison où règne la petite-vérole.

4^o Il sera payé par les parents du malade, ou si leur fortune les empêche de faire cette dépense, par la Commune, sauf son recours contre qui de droit.

5^o Le comité de vaccine est chargé de suppléer, pour chaque cas particulier et sur le prompt rapport de l'Officier, aux objets de détail sur lesquels le présent arrêt n'a rien déterminé.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 6 Juin 1809.

DE MONTMOLLIN.

ARRÊT

MODIFIANT LE RÉGLEMENT DU 13 FÉVRIER
1839 CONCERNANT LA POSTE AUX CHEVAUX.

DU 13 MAI 1846.

Voulant mettre d'accord avec les prix actuellement en vigueur en France le tarif des chevaux de poste fournis aux voyageurs sur la route de Neuchâtel à Pontarlier, le Conseil d'Etat, sur le rapport de la Régie des postes et après avoir entendu le Département des Finances, a apporté les modifications suivantes aux articles 5, 46 et 50 du règlement pour la poste aux chevaux du 13 Février 1839 :

Article 5. Le prix des chevaux de poste entre les relais ci-après désignés est fixé comme suit :

de Neuchâtel à Môtiers (3 myriamètres),
fr. 7 » 50 cent. par cheval :

de Môtiers aux Verrières-de-Joux, poste
française, (1 myriam. 4 kilomètres,)
fr. 3 » 50 cent. par cheval.

Art. 46. Le prix à payer pour chaque cheval suivant le tableau annexé à cet article et

qui reste en vigueur quant au classement des voitures et au nombre de chevaux dont elles doivent être attelées , est fixé à 25 cent. de Fr. par kilomètre.

Art. 50. Il est dû pour prix des guides fr. 1 par myriamètre.

Il est dû fr. 2 par myriamètre pour un char-à-banc ou cabriolet fourni aux voyageurs par le maître de poste.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel , le 13 Mai 1846.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT

MODIFIANT LE RÉGLEMENT DU 6 MAI 1839
SUR LE TITRE DES OUVRAGES D'OR ET
D'ARGENT.

DU 25 MAI 1846.

Sur le rapport de Monsieur de Marval Conseiller d'Etat et Commissaire-général, qui a pris l'avis des bureaux de poinçonnement du Locle et de la Caux-de-Fonds et des auditeurs de comptes près les dits bureaux, délibéré, le Conseil juge convenable d'apporter

les modifications suivantes au règlement du 6 Mai 1839 sur le titre des ouvrages en or et en argent :

1^o Le tarif de poinçonnement fixé par l'article 17 du dit règlement est, jusqu'à nouvel ordre, abaissé comme suit :

a) Pour l'or, il sera payé :

Pour toute boîte de montre avec cuvette
ou sans cuvette, . . . 5 creutzers.

Pour une cuvette seule,
quine serait pas accompagnée de sa boîte, . 2 »

Pour une double boîte, 8 »

b) Pour l'argent, il sera payé :

Pour toute boîte de montre avec cuvette ou sans
cuvette, 2 »

Pour toute boîte dite à l'anglaise, ou double boîte, 3 »

c) Il n'est rien changé au tarif pour les pièces de vaisselle, d'orfèvrerie et de bijouterie.

2^o En explication de l'article 20, lequel est d'ailleurs maintenu dans toutes ses dispositions, le Conseil statue qu'aucun ouvrage en or et en argent, introduit de l'étranger, brut ou confectionné, ne peut être mis en

œuvre ou livré à la circulation, sans avoir été présenté au bureau de poinçonnement compétent. Tout monteur de boîtes, établis-
seur ou autre détenteur primitif, qui aura fait mettre en œuvre ou livré à la circulation une boîte de montre ou autre pièce qui ne serait pas munie du contrôle de l'Etat, pourra être poursuivi pour cette contravention, en quelque lieu ou quelques mains que l'objet soit découvert et saisi.

3^o Le présent arrêt sera imprimé, lu au plaid de chaque Juridiction et inséré au recueil des pièces officielles.

Donné au Conseil tenu sous notre prési-
dence au Château de Neuchâtel, le 25 Mai
1846.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT

CONCERNANT LA VÉRIFICATION DES POIDS
ET MESURES.

DU 27 JANVIER 1847.

Le Conseil fait connaître à Messieurs les
Officiers de Juridictions que tous les dix ans

Monsieur le Commissaire-général est chargé de faire procéder dans chaque Juridiction à la vérification générale des poids et mesures, qu'à teneur des ordres qu'il donne à cet effet, tous les marchands et détailliers en tout genre sont requis de faire marquer et justifier par l'étalonneur juré, dès que celui-ci leur en fait la demande, tous les poids, mesures, balances et romaines, dont il est fait usage pour la vente ou l'échange des marchandises et denrées, ainsi que pour les arpentages, afin qu'il puisse les ajuster, rectifier et étalonner, en se conformant au tarif arrêté en Conseil d'Etat le 5 Avril 1841, et que dès le moment où l'étalonneur a fait ce travail dans une Commune, il est interdit aux arpenteurs et aux marchands et détailliers de se servir de mesures, poids, balances et romaines non étalonnées; les contrevenans devant être dénoncés à l'Officier de la Juridiction.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 27 Janvier 1847.

Le Président,
CHAMBRIER.

(398)

TARIF DES ÉMOLUMENS POUR LA VÉRIFICATION ET L'ÉTALONNAGE DES POIDS ET MESURES,

APPROUVÉ PAR LE CONSEIL D'ÉTAT LE 5 AVRIL 1841.

(Inséré à teneur d'un arrêt du 3 février 1847.)

Mesures de longueur.

La main-d'œuvre et les fournitures se paient à part.

- | | Batz. | Creutz. |
|---|-------|---------|
| 1° La perche d'arpenteur pour les champs ou pour les vignes avec ses divisions. | 8 | |
| 2° L'aune et la demi-aune avec leurs divisions. . . | 2 | |
| 3° Les autres mesures en bois, par pied. | | 2 |

Mesures de capacité.

Les fournitures et la main-d'œuvre se paient à part.

- | | | |
|--|---|---|
| 1° L'émine pour l'orge et celle pour l'avoine . . . | 4 | |
| La demi-émine | 3 | |
| Le quart d'émine. | 2 | |
| Le huitième d'émine ou picotin | 1 | |
| 2° Le setier | 4 | |
| Pour chaque division du setier | | 2 |
| Le brochet. | 3 | |
| Pour chaque division du brochet | | 2 |
| Le pot, la bouteille et autres parties du pot, en bois ou en métal, chaque | 2 | |
| Le pot, la bouteille et autres parties du pot, en verre. | | 2 |

Poids.

Les fournitures et la main-d'œuvre pour la charge et la décharge se paient à part.

- | | | |
|--|---|--|
| 1° Les poids de 17 onc., poids de fer, de $\frac{1}{8}$ jusqu'à 4 liv. | 1 | |
| » » de 4 livres à 8 » | 2 | |
| » » de 8 » à 16 » | 4 | |
| » » de 16 » à 24 » | 5 | |
| » » de 24 » à 40 » | 6 | |

Pour les poids au-dessus de 40 livres, les émolumens sont fixés à 6 batz, plus 1 batz pour chaque 10 livres d'augmentation. On n'admet pas les poids en pierre au-dessous de 20 livres; ceux de 20 livres et au-dessus sont soumis au même tarif que les poids en fer.

Pour justifier et marquer les poids de fer et de pierre trouvés justes, on paiera les trois quarts seulement du prix déterminé pour la justification des poids trouvés inexacts.

2°	Les poids de marc de 64 onces	12	
	» de 32 »	10	
	» de 16 »	8	
	» de 8 »	6	
	» de 4 »	4	

Balances.

Les réparations se paient à part.

Vérification d'une romaine	8	
» d'un balancier	3	

L'étalonneur est tenu de faire la main-d'œuvre et les fournitures à ceux qui l'en requerront, aux prix suivans :

1°	La main-d'œuvre, clous et viroles p ^r la perche simple.	12	
	» » p ^r la perche double.	16	
2°	La main-d'œuvre pour l'aune, la demi-aune et ses divisions	2	
3°	» pour les autres mesures en bois.	2	
4°	» pour l'émine et pour chacune de ses parties	2	
5°	Fournitures en métal et main-d'œuvre pour les subdivisions de la brande, du setier et du brochet.		2
6°	La main-d'œuvre pour le pot, la bouteille et autres divisions en bois ou métal, chaque	1	2
7°	Les frais de recharge ou de décharge pour les poids de 20 livres et au-dessous	2	
8°	Les frais de recharge ou de décharge pour les poids au-dessus de 20 livres	4	
9°	Les frais de recharge et de décharge pour les poids de marc, par pièce	2	
10°	Quant aux romaines, balanciers et autres objets, dont la main-d'œuvre et les fournitures ne peuvent être spécifiées, on devra s'entendre avec l'étalonneur.		

ARRÊT

CONCERNANT LA VACCINATION.

DU 22 FÉVRIER 1847.

Le Conseil d'Etat, voulant donner un caractère de permanence aux dispositions de l'arrêt du 21 Mars 1826 concernant la vaccination, a, sur le rapport de la Commission de santé, arrêté ce qui suit :

1^o Les Communautés feront dresser chaque année, à l'époque du recensement de la population, les listes de tous les enfants de leur ressort qui n'ont pas encore été vaccinés.

2^o Chaque Communauté sera tenue de nommer un inspecteur pour assister dans leurs fonctions les vaccinateurs nommés de la part du Gouvernement, de faire préparer un local destiné aux vaccinations, et de pourvoir aux publications nécessaires.

3^o Le médecin vaccinateur aura droit à une rétribution de cinq batz par enfant, bien entendu qu'il vérifiera la réussite de la vaccination.

4^o Cette rétribution sera payée aux vaccinateurs par les Communautés, qui se récu-

péreront de cette avance auprès des parents des enfants vaccinés.

5^o La Commission de santé est autorisée à correspondre avec les Officiers de Juridictions, et à leur adresser les demandes relatives à cet objet, essentiellement dans le but de faciliter les opérations des médecins vaccineurs.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel, le 22 février 1847.

Le Président,
CHAMBRIER.

DÉCLARATION

QUI RENOUVELLE LA CONVENTION CONCERNANT LES ÉTABLISSEMENTS RÉCIPROQUES ENTRE LA COURONNE DE SARDAIGNE ET PLUSIEURS CANTONS SUISSES.

DU 7 JUIN 1847.

Les dix années pour lesquelles la convention conclue le douze du mois de Mai mil huit cent vingt-sept par les Plénipotentiaires respectifs, concernant les établissements réciproques des sujets de Sa Majesté le Roi de

Sardaigne dans plusieurs des Cantons suisses, et des ressortissants des mêmes Cantons dans les Etats de la monarchie sarde, ayant été renouvelées en mil huit cent trente-sept et arrivant à leur terme le trente Juin de cette année, les hautes parties contractantes ont résolu de renouveler des stipulations reconnues être d'un intérêt réciproque, et ont muni de leurs pleins-pouvoirs à cet effet, avoir :

LE DIRECTOIRE DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE : M. AMRHYN, chancelier d'Etat de la Confédération,

SA MAJESTÉ LE ROI DE SARDAIGNE :
Son Excellence M. LE COMTE CROTTI DE COSTIGLIOLE, chevalier de l'Ordre religieux et militaire des St-Maurice et Lazare, grand officier de l'Ordre de Léopold de Belgique, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Confédération suisse,

lesquels, après s'être communiqué les dits pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE 1^{er}. La convention précitée concernant les établissements réciproques conclue le douzième du mois de Mai mil huit cent vingt-sept, est renouvelée pour le terme de dix ans, à partir du 1^{er} Juillet mil huit cent quarante-sept, entre les Etats de la monarchie sarde et les Cantons suisses de *Zurich, Lucerne, Glaris, Fribourg, Soleure, Schaffhouse, St-Gall, Argovie, Thurgovie, Valais* et *Neuchâtel*, et cela dans les mêmes termes dans lesquels cette convention avait été conclue en 1827, et dans ceux dans lesquels les Cantons sus-mentionnés y avaient adhéré.

ART. 2. Les cantons de Berne, des Grisons et du Tessin qui ne se sont point encore prononcés d'une manière définitive pour le renouvellement de la dite convention, auront en tout temps la faculté d'y accéder.

ART. 3. Le terme de dix ans pour lequel la dite convention a été renouvelée, étant écoulé le premier Juillet mil huit cent cinquante-sept, les parties contractantes seront libres de renouveler le présent arrangement,

de le modifier d'un commun accord ou de s'en départir entièrement.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susdits ont signé la présente déclaration en double original, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Lausanne, le huit du mois de Mai mil huit cent quarante-sept.

(L. S.) Signé : AMRHYN.

(L. S.) CROTTI DE COSTIGLIOLE.

Pour copie conforme,

Le Chancelier de la Confédération,
AMRHYN.

Le Conseil d'Etat ordonne que la présente déclaration soit insérée au Recueil des pièces officielles de la Principauté.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence, au château de Neuchâtel, le 7 Juin 1847.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT

FIXANT LA CONTENANCE DE LA MESURE
USITÉE POUR LE DÉBIT DE LA CHAUX.

DU 7 JUIN 1847.

Jugeant convenable de fixer la contenance de la mesure usitée dans la Principauté, sous le nom de *bosse*, pour le débit de la chaux, le Conseil, sur le rapport de M. de Marval, conseiller d'Etat et Commissaire-général, fait savoir au public que la contenance de la bosse de chaux est égale à celle du muid de froment, et qu'une demi-bosse se mesure avec une seille de forme cylindrique, remplie comble, et dont le diamètre, ainsi que la profondeur, est de deux pieds. — M. le Commissaire-général donnera les directions nécessaires aux personnes chargées de la vérification des poids et mesures, pour que le présent arrêt soit ponctuellement observé dans tout l'Etat.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence, au château de Neuchâtel, le 7 Juin 1847.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT

CONCERNANT LES EXHUMATIONS.

DU 17 MARS 1841.

(Inséré à teneur d'un arrêt du 16 Juin 1847.)

Le Conseil d'Etat, voulant régler d'une manière uniforme pour toutes les Juridictions de l'Etat, les formes à observer pour l'exhumation d'un cadavre, arrête ce qui suit : 1^o Aucune exhumation ne peut avoir lieu qu'avec la permission du Chef de la Jurisdiction ou de son représentant. 2^o Si cette exhumation est demandée par la famille du défunt, elle peut être permise sans autre formalité; mais si elle a lieu d'office, elle doit être autorisée par une connaissance de justice.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence, au château de Neuchâtel, le 17 Mars 1841.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT

CONCERNANT LA COMPUTATION DES DÉLAIS
FIXÉS PAR LA LOI DU 2 MAI 1833 SUR LES
POURSUITES POUR DETTES.

DU 30 JUIN 1847.

Informé de certaines différences qui se sont introduites dans la pratique des Juridictions de l'Etat, quant à la computation des délais fixés par la loi du 2 Mai 1833, sur les poursuites pour dettes et quant au moment où la mise en taxe peut s'écrire, le Conseil, sur le rapport du Département de Justice et Police, annonce à MM. les Officiers de Juridictions : 1^o Que les délais de huitaine ou huit jours, de quinzaine ou quinze jours, mentionnés dans la loi, équivalent, d'après le langage usité d'ancienneté dans la pratique de l'Etat, à une semaine ou à deux semaines, soit à sept ou deux fois sept jours pleins. 2^o Que l'art. 31 de la loi précitée doit être entendu dans ce sens, que la mise en taxe peut s'écrire le jour même où la signification de la taxe a été faite; mais bien entendu qu'elle ne doit être écrite qu'après que l'huissier a justifié au juge

taxeur que l'avertissement a été réellement donné au débiteur.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence, au château de Neuchâtel, le 30 Juin 1847.

Le Président,
CHAMBRIER.

LOI

SUR LES CORPS-FRANCS.

DU 9 AOUT 1847.

NOUS FRÉDÉRIC-GUILLAUME IV

**PAR LA GRACE DE DIEU ROI DE PRUSSE,
PRINCE SOUVERAIN DE NEUCHÂTEL ET VALANGIN,
ETC. ETC.**

Savoir faisons : Que Notre Conseil d'Etat de Neuchâtel ayant soumis à Notre sanction Royale un projet de loi relatif aux Corps-francs, adopté par le Corps législatif de Notre fidèle Principauté, Nous avons approuvé et ratifions par les présentes la loi proposée, qui consiste en cinq articles dont la teneur suit :

ARTICLE 1^{er}.

Seront traduits devant les Tribunaux criminels, tous ceux qui auront participé d'une manière quelconque à la formation ou à la réunion de corps-francs, soit de corps ou de bandes formés ou levés sans l'autorisation du Gouvernement et destinés à agir contre un Canton de la Confédération Suisse ou contre un Etat étranger.

ART. 2.

La disposition de l'article qui précède sera appliquée, non-seulement dans le cas où le territoire du Canton ou de l'État menacé aurait été effectivement envahi, mais encore dans le cas où un corps-franc serait sorti de la Principauté, sans parvenir au but de l'expédition, dans le cas où, sans sortir du pays, il s'y serait réuni en armes, et même dans le cas de simple organisation d'un semblable corps. Elle s'étend non-seulement à ceux qui auront opéré ou dirigé les enrôlements, mais encore à ceux qui se seront enrôlés, et à ceux qui, avec connaissance, auront fourni des armes ou munitions, soit aux corps, soit aux individus en faisant partie.

ART. 3.

Les individus coupables des faits prévus par les articles 1 et 2 seront punis suivant la gravité du cas et conformément aux lois de l'Etat.

ART. 4.

Toutefois, si le corps n'est pas sorti de l'Etat, aucune peine ne sera encourue par ceux qui, avant toute poursuite dirigée contre eux, déclareront à l'autorité renoncer à leur entreprise, et feront le dépôt des armes qu'ils auraient reçues.

ART. 5.

Ceux qui, à l'occasion des faits prévus par la présente loi, auront commis en outre d'autres crimes ou délits, seront jugés pour ces crimes ou délits par les Tribunaux de la Principauté et conformément aux lois de l'Etat, à moins qu'il n'y ait lieu à l'extradition.

En foi de quoi Nous avons signé les présentes de notre propre main, les avons fait contresigner par Notre Grand-Maréchal, Ministre d'Etat, Chef du Département pour les affaires de la Principauté, et y avons fait apposer le sceau de Nos armes Royales.

Donné à Berlin, le vingt-septième jour du mois de Juillet de l'an de grâce mil huit cent quarante-sept et de Notre règne la huitième année.

FRÉDÉRIC-GUILLAUME.

(L. S.)

Et plus bas,

WERTHER.

LOI

SUR LES CORPS-FRANCS.

Aujourd'hui neuf Août de l'an mil huit cent quarante-sept, au Conseil d'État tenu au Château de Neuchâtel, la loi ci-devant ayant été lue, elle a été enregistrée dans le manuel du dit Conseil et entérinée selon sa forme et teneur. Moi soussigné, Conseiller d'État ordinaire et Chancelier de SA MAJESTÉ en cette Principauté à ce présent.

FAVARGER.

Le Conseil d'État ordonne que la Loi ci-dessus transcrite soit imprimée, publiée en la forme ordinaire, et insérée au Recueil des Pièces officielles de la Principauté.

Donné au Conseil tenu sous Notre présidence, au château de Neuchâtel, le 9 Août 1847.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT
CONCERNANT LE BAN DES VENDANGES.

DU 13 SEPTEMBRE 1847.

Les Villes et Communautés du Vignoble ayant été invitées par le Gouvernement à s'entendre entr'elles sur les modifications qu'il pourrait être convenable d'apporter à la manière en laquelle se met le ban des vendanges, leurs députés ont été réunis une première fois au Château, le 20 Août 1846, par les Commissaires du Gouvernement, les Receveurs du Roi étant présents, puis sur le rapport que ces députés ont fait à leurs corps respectifs de ce qui avait été dit dans cette réunion comme propre à atteindre le but dans lequel elle avait été convoquée, et plus particulièrement d'un certain nombre de propositions spéciales faites par ces députés et qui ont été indiquées dans une circulaire en date du 26 Août, même année, les Villes et Communautés en ayant délibéré chacune en particulier, puis toutes ensemble par leurs députés dans une seconde assemblée qui a eu lieu au Château le 9 Septembre 1847, le

Conseil d'Etat, sur le rapport qui lui a été fait par ses Commissaires, Messieurs le Baron de Chambrier, Président du Conseil d'Etat, et de Perregaux, Conseiller d'Etat ordinaire, a arrêté ce qui suit :

1^o Qu'il n'y a pas lieu à prendre aucune mesure générale pour le ban des vendanges, lequel continuera à être mis dans le ressort de chaque Ville ou Communauté, selon la règle ou l'usage établi d'ancienneté ou récemment adopté en l'une des trois formes indiquées ci-dessous, savoir :

a) par la seule autorité des Villes et Communautés ou des Conseils qui les représentent, à Neuchâtel, Landeron, Combes, Cortaillod, Peseux, Corcelles et Cormondrèche, et Gorgier ;

b) par les Villes et Communautés dans des assemblées où les non-communiers, propriétaires de quatre à six ouvriers de vignes au moins suivant les localités et domiciliés, auront été appelés, savoir : avec voix délibérative, à Cressier, Cornaux, Hauterive, la Coudre, Auvernier, Bôle et Saint-Aubin ; avec voix consultative, à Boudry, Colombier, Bevaix, Sauges et Fresens ;

c) par l'assemblée des seuls propriétaires de vignes du district, communiens ou non, à Saint-Blaise, Thielle, Wavre, Marin et Epagnier :

2^o Que, conformément à l'ancienne règle, aucune permission particulière de vendanger avant le ban ne pourra être accordée par l'Officier de la Juridiction ou son représentant que lorsque le propriétaire aura fait constater par une visite juridique que sa vendange périclité.

Toutefois le Conseil d'Etat autorise les Villes et Communautés qui le trouveront convenable, à remettre à leurs Présidents le pouvoir d'accorder des permissions individuelles d'accélérer la vendange de vignes qui se trouveraient placées sur le deuxième ou le troisième ban. Mais ces permissions ne pourront être accordées que sur le rapport de deux preud'hommes désignés par le Président de la Communauté, sous la condition d'avertir les voisins et les Receveurs, et à la charge pour les demandeurs d'être responsables de tous les dommages, et elles ne pourront jamais déployer leur effet avant l'ouverture du premier ban.

3^o Les Villes et Communautés sont invitées à mettre un ban spécial pour la vendange rouge chaque fois qu'elle périlitera.

4^o Le Conseil d'Etat rappelle aux Villes et Communautés la règle d'après laquelle les Receveurs doivent toujours être avertis 24 heures au moins avant le moment où il est permis de vendanger, et il les invite expressément à fixer le ban quelques jours à l'avance, autant que cela sera possible, et à le publier en tout cas dès qu'il aura été arrêté, afin que les propriétaires et les vigneron puissent prendre leurs mesures à temps.

5^o Les Villes et Communautés et spécialement celles qui ont des quartiers communs à deux districts, sont invitées à se faire part réciproquement de leurs déterminations relativement à la mise du ban.

6^o L'arrêt du 26 Septembre 1811, qui prohibe le grapillage, est expressément rappelé et maintenu, et dans toutes les Communautés où l'on remarquera qu'il n'est pas bien observé, il sera rappelé par une publication faite la veille de la vendange.

Toutefois, conformément au dispositif de l'arrêt du 3 Juin 1840, les Villes et Com-

munautés qui le jugeront convenable, pourront réduire de quinze jours à huit, à partir de celui où la vendange est finie, le temps pendant lequel elles doivent maintenir en fonctions des gardes-vignes en nombre suffisant, les contraventions commises durant la deuxième huitaine ne devant pas moins être punies, en conformité de l'arrêt de 1811, lorsqu'elles auront été rapportées par les propriétaires ou leurs vigneron, et afin d'assurer l'exacte observation des susdits arrêts, toutes les Villes et Communautés devront, conformément à l'usage suivi par une partie d'entr'elles, faire connaître par une publication le jour où la vendange sera finie et à partir duquel courront la quinzaine et la huitaine mentionnées dans ces arrêts.

7^o Et attendu les plaintes unanimes des Villes et Communautés du vignoble que les chasseurs font irruption dans les vignes pendant le temps où l'entrée en est interdite à tous autres qu'aux propriétaires, et même avant que la vendange soit terminée, le Conseil d'Etat a résolu qu'il y serait pourvu, à mesure qu'un arrêt sera publié chaque année de sa part pour faire connaître le jour à partir

duquel il sera permis aux chasseur d'entrer dans les vignes.

8^o Le privilège acquis par la coutume du pays aux vignes fermées de tous les côtés, ayant issue sur un chemin public et franchises de dîme, ou jouissant d'un abonnement perpétuel, de pouvoir être vendangées à la volonté des propriétaires est maintenu.

Quant aux privilèges spéciaux qui existent d'ancienneté dans quelques localités de vendanger certaines vignes avant le ban, les Villes et Communautés ont trouvé généralement qu'ils ne présentaient aucun inconvénient, et le Conseil d'Etat ne juge pas convenable de s'en occuper, à moins qu'ils ne donnent lieu à des contestations ou à des abus.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence, au Château de Neuchâtel, le 13 Septembre 1847.

Le Président,
CHAMBRIER.

ARRÊT

CONCERNANT L'APPLICATION DES INDEMNITÉS MENTIONNÉES DANS LE RÉGLEMENT DU 20 JUIN 1844.

DU 4 OCTOBRE 1847.

Le Conseil d'Etat, sur le rapport du Département de l'Intérieur, arrête que les indemnités mentionnées dans le règlement du 20 Juin 1844, ne seront pas applicables aux propriétaires qui assureront leur bétail à des compagnies étrangères.

Donné au Conseil tenu sous notre présidence, au château de Neuchâtel, le 4 Octobre 1847.

Le Président,
CHAMBRIER.

DÉCLARATION ROYALE

DU 19 NOVEMBRE 1847, CONFIRMANT LA
NEUTRALITÉ DE LA PRINCIPAUTÉ.

DU 26 NOVEMBRE 1847.

NOUS FRÉDÉRIC-GUILLAUME IV

PAR LA GRACE DE DIEU ROI DE PRUSSE,
PRINCE SOUVERAIN DE NEUCHÂTEL ET VALANGIN,
ETC. ETC.

A tous nos fidèles sujets de notre Principauté de Neuchâtel et Valangin. Salut !

Ayant pris connaissance de la résolution du Corps législatif, dans sa séance du vingt-neuf Octobre dernier, proclamant la neutralité du pays, la guerre civile durante qui vient d'éclater en Suisse, et informé de la pleine adhésion des quatre Bourgeoisies, du Clergé, et des principaux organes du pays à cette résolution : Déclarons par les présentes que les motifs qui l'ont dictée au Corps législatif ont obtenu Notre pleine et entière approbation; qu'en conséquence et en Notre qualité de Prince souverain, la ratifions et

sanctionnons de Notre propre mouvement, et déclarons Notre Principauté de Neuchâtel et Valangin pays neutre et inviolable pendant toute la durée de la guerre civile actuelle, ainsi que cette neutralité et cette inviolabilité ont été entendues et définies par le Corps législatif et Notre Conseil d'Etat de Neuchâtel; en foi de quoi Nous avons signé la présente déclaration de Notre main, et y avons fait apposer le sceau de Nos armes Royales.

Fait à Berlin, ce dix-neuf Novembre de l'an de grâce mil huit-cent quarante-sept et de Notre règne le huitième.

(Signé) FRÉDÉRIC-GUILLAUME.

(L. S.)

(Contresigné) WERTHER.

Dans sa séance du 26 Novembre 1847, le Conseil d'Etat a ordonné l'insertion de cette déclaration au Recueil des Pièces officielles de la Principauté.

Le Président,
CHAMBRIER.

RÉPERTOIRE

DU TROISIÈME VOLUME.

A.

- ALIÉNÉS.** Règlement pour leur placement. *Page* 328.
ARRONDISSEMENTS ÉLECTORAUX. Leur circonscription modifiée. 255. — Tableau des députés. 256.
ASSEMBLÉES ÉLECTORALES. Droits politiques des Présidents de ces assemblées. 142.
AVOCATS. Formalités à remplir pour leur admission au rôle. 218.

B.

- BAN DES VENDANGES.** Arrêt à ce sujet. 412.
BANNIÈRES. Port des bannières non autorisées, interdit. 220.
— Explication quant aux bannières des sociétés de tir. 567.
BATAILLON DES TIRAILLEURS DE LA GARDE. Modifications apportées à la capitulation du 20 juillet 1814. 144.
BÉTAIL. Institution d'une caisse de prévoyance destinée à indemniser les propriétaires de bétail abattu par mesure de police en cas d'épizootie ; Règlement à ce sujet. 557.
BOIS DE CONSTRUCTION. Ordonnance concernant la circulation de ces bois et les dépôts qui en sont faits. 210.

C.

- CABARETS.** Loi sur les dettes de cabarets. 225. — Le règlement de 1831 appliqué aux débits de liqueurs. 257.
CAISSE D'ÉPARGNE. Règlement. 248.
CANAUX DE CHEMINÉES. Modification de l'ordonnance de 1812 quant à leur construction. 151.
CAUTIONNEMENTS. Loi sur les poursuites pour dettes modifiée. 542.
CENS FONCIERS. Modification de certaines dispositions relatives au rachat. 151.
CHAUX. Contenance de la mesure usitée pour le débit de la chaux. 405.

Omission à rectifier dans ce Répertoire.

Aux mots *Bétail* et *Epizootie*, ajoutez à la fin de chacun de ces deux paragraphes : « Exclusion du bétail assuré à l'étranger, p. 418.

CHEMINÉES. Modification à l'ordonnance de 1812 quant à la construction des canaux. 131. — Les dépôts de bois dans les cheminées interdits. 256. — Arrêt concernant le ramonage. 312.

CIMETIÈRES. Arrêt concernant la police des cimetières. 354.

COCARDE de la Principauté. Ses couleurs. 94.

COLLOCATIONS. Le demi-lod pour réemption de collocation supprimé. 316. — La faculté de transporter une fois sans nouveaux lods, dans l'an et jour du décret, les immeubles saisis par collocation, maintenue. 331.

COMMERCE. Loi relative aux commissionnaires. 73.

COMMISSIONNAIRES DE COMMERCE. Loi les concernant. 73.

COMMUNAUTÉS. Arrêt réglant l'exercice de la juridiction du Conseil d'Etat dans les causes entre communautés. 387.

CONFISCATION pour fraude de péage, abolie. 5.

CONSTRUCTIONS. Application de la loi de 1834. 145. — Liste des localités qualifiées de hameaux. 148.

CONTRAVENTIONS ET DÉLITS poursuivis devant les tribunaux civils. Loi pour leur punition. 120.

CONTROLE. V. OUVRAGES D'OR ET D'ARGENT.

COULEURS OFFICIELLES de la Principauté. 94.

CORPS-FRANCS. Loi. 408.

CORPS LÉGISLATIF. Règlement pour ses délibérations. 17. — Dispositions organiques. 17. — Ordre et mode des délibérations. 21. — Amendements. 25. — Mode de nomination des commissions. 26 — Représentations et adresses. 28. — Règles concernant la publicité des séances. 31. — Dispositions concernant les membres du corps : ils sont inviolables. 32. — Le règlement pourra être revu dans six ans. 44. — Droits politiques des Présidents des assemblées électorales. 142. — Modifications dans les circonscriptions de quelques arrondissements électoraux. 255. — Tableau revisé des députés. 256 — Règles pour les élections par scrutin de liste. — 310.

CRIMINEL. Loi de procédure. 55. — De l'enquête. 56. — Décrets de comparaître et de prise de corps. 45. — État de prévention résultant d'un décret de prise de corps. 50. — Incarcération du prévenu. 51. — Enquête spéciale ou instruction de la procédure. 55. — Formation du tribunal criminel. 61. — Du jugement. Défense de l'accusé. 63. — Exécution du jugement. 67. — Registres criminels. 68. — Chartes et concessions relatives aux bourgeois de Neuchâtel maintenues. 69. — Ex-

tradition pour crimes commis hors du pays. 69. — Exercice de la justice à l'égard des étrangers vagabonds et sans aveu. 70. — Ordonnance royale relative aux extraditions. 565.

D.

DÉBIT DE LA POUDRE A CANON. Arrêt à ce sujet. 45.

DÉCORATION instituée par S. M. en mémoire des événements de 1834 : statuts. 4.

DÉCRETS. Convention avec le canton de Glaris. 46. — Id. avec le royaume de Saxe. 146. — Loi sur les décrets. 261. — Décret demandé par le débiteur. 263. — Par les créanciers. 264. — Décret ordonné d'office. 266. — Liquidation sommaire. 266. — Ouverture du décret. 266. — Sa révocation. 267. — Ses effets. 267. — Conservation de la masse. 272. — Publication du décret. — 274. — Inventaire et évaluation des biens du discutant. 275. — Subsidés à lui allouer. 279. — Inscriptions. 280. — Forclusion. 282. — Serment purgatoire et interrogatoire du discutant. 285. Demande en sortie et en complément de la masse. 284. — Liquidation des inscriptions. 285. — Classification des titres et collocations. 287. — Actes de défaut. 296. — Les étrangers domiciliés sont traités comme les sujets de l'Etat, 297. — Tribunal de décret, contestations et forme de procéder. 298. — Droits des femmes. 300. — Décrets de sociétés de commerce. 300. — Clôture du décret. 302. Révision du décret. 302. — Réouverture. 303. — Réemption. 304. — Dispositions pénales. 305. — Réhabilitation. 307. — Renouvellement de la convention avec le canton de Glaris. 386.

DÉCRETS DE COMPARAITRE. 45.

DÉCRETS DE PRISE DE CORPS. 45.

DÉLIBÉRATIONS DU CORPS LÉGISLATIF. Règlement. V. CORPS LÉGISLATIF.

DÉLITS ET CONTRAVENTIONS poursuivis devant les tribunaux civils. Loi pour leur punition. 420. — Contraventions et délits punis par l'amende de douze batz. 422. — Par l'amende de quatre francs. 423. — Par la prison civile. 425. — Poursuite avec la clause OU CE QUE JUSTICE CONNAITRA : amende de 40 francs. 426. — Règles de procédure et prescription. 427, 428. — Frais. 428.

DENRÉES. Convention avec le canton de Vaud pour la libre circulation des produits du sol. 204.

DETTES (de cabaret). Loi à ce sujet. 225. — (Poursuites pour dettes). La loi de 1833 modifiée quant aux cautionnements et aux biens soumis à usufruit. 342. — Règlement pour la taxe des journées en matière de poursuites pour dettes. 368. — Computation des délais fixés par la loi de 1833. 407.

DIMANCHE. Arrêt concernant la sanctification du dimanche et des jours de fêtes religieuses dans les paroisses catholiques. 110.

DISCUSSIONS DE BIENS. V. DÉCRETS.

DORURE au feu. Précautions prescrites. 349.

DROITS POLITIQUES des présidents des assemblées électorales. 142.

E.

ÉMOLUMENTS. Ceux des greffiers fixés pour certaines écritures.

6. — Emoluments des notaires, arrêt additionnel à celui du 5 juillet 1754. 10. — Emolument des actes de protêt. 230.

ENGAGÈRES. Forme à observer pour leur rachat. 115. — Prorogation du terme des engagères. 183. — Règles pour la stipulation des actes de rénovation ou de transport d'engagère et de ceux portant abandon ou cession du droit de rachat. 321.

ÉPARGNE (CAISSE D'). Règlement. 248.

ÉPIZOOTIE. Règlement pour la caisse destinée à indemniser les propriétaires de bétail abattu par mesure de police. 357.

ÉTABLISSEMENTS RÉCIPROQUES. Traité entre plusieurs cantons suisses et la couronne de Sardaigne. 81. — Traité avec la France. 90. — Convention avec la Sardaigne renouvelée, 118 et 401.

ÉTALONNAGE. V. POIDS ET MESURES.

ÉTRANGERS. Règlement de 1833 modifié, 246.

EXHUMATIONS. Arrêt à ce sujet. 406.

EXPORTATION DE BOIS. Fonctionnaires désignés pour les permis d'exportation. 234.

EXTRADITIONS. Ordonnance royale relative à cet objet. 363.

F.

FAILLITES. V. DÉCRETS.

FÊTES RELIGIEUSES CATHOLIQUES. Arrêt concernant leur célébration. 110.

FEU (Police du). Explication du § 7 de l'ordonnance de 1812. 231.

FONDS DE L'ETAT. Ses capitaux peuvent être prêtés au gouvernement. 223.

FRANCE. Traité concernant les établissements réciproques. 90.

FRAUDE DE PÉAGE. Ne donne plus lieu à confiscation. 5.

G.

GREFFIERS. Leurs émoluments fixés pour certaines écritures. 6.

H.

HAMEAUX. Liste des localités soumises comme telles à la loi sur les constructions. 148.

I.

INCENDIES. Explication du § 7 de l'ordonnance de 1812. 231.

INTERVENTION (actes d'). Emoluments fixés. 230.

INVESTITURE DE SUCCESSIONS. Les jours fériés assimilés au dimanche. 184.

L.

LIQUIDATIONS SOMMAIRES. 266.

LISTES DE FRAIS entre plaideurs. Règlement pour leur modération. 368. — Règles générales. 368. — Journées qui peuvent être répétées. 371. — Taux des journées. 376. — Indemnités tenant lieu de journées. 378. — Evocations. 381. — Rédactions, dictées et plaidoeries. 381. — Désistements de causes en appel. 384. — Listes de frais. 385. — Frais de modération et de révision de modération. 385.

LODS. Arrêt concernant ceux des taxes. 259. — Supprimés pour les réemptions de taxe et de collocation. 316. — Le transport des immeubles saisis par collocation a lieu une fois sans nouveaux lods dans l'an et jour du décret. 331.

LOTERIES. Loi sur les loteries. 133.

M.

MACHINES A VAPEUR. Soumises à la surveillance de l'autorité. 11.

MANIFESTATIONS SÉDITIEUSES interdites pour l'époque du 12 septembre. 109.

MARIAGES. Concordat entre plusieurs cantons pour l'abolition des finances d'entrage et autres taxes précuniaires. 203. —

L'arrêt de 1822 amplifié relativement aux Vaudois. 209.

MESURES ET POIDS. Doivent être vérifiés tous les dix ans. 396.

— Tarif des émoluments de vérification. 398. — Mesure usitée pour le débit de la chaux, sa contenance fixée. 405.

MILITAIRE. Modifications apportées à la capitulation du 20 juillet 1814, 144. — Service militaire des Suisses qui résident dans la Principauté. 201. — Convention avec Berne. 216.

N.

NEUCHÂTEL. Déclaration royale concernant la neutralité de la Principauté pendant la guerre dite du Sonderbund. 419.

NOTAIRES. Arrêt concernant leurs émoluments. 10. — Emoluments des actes de protêt. 230.

O.

OUVRAGES D'OR ET D'ARGENT. Règlement sur le titre. 185. —

Explication de ce règlement. 244. — Le règlement modifié quant au tarif du poinçonnement. 394.

P.

PÉAGES. La confiscation pour fraude de péage abolie. 5. — Bureaux de perception désignés. 97. — Tarifs des péages de terre. 98.

— Tarif des péages d'eau. 102. — Tarif de pontonnage. 105.

— Franchise des sujets de l'Etat. 107. — Emoluments des acquits à caution et décharges pour les vins étrangers réduits.

108. — Péages abolis sur les grains, farines et légumes. 137.

— Règlement pour les préposés. 138. — Arrêt de 1856 concernant les déclarations de propriété modifié. 153. —

Explication de la franchise des sujets de l'Etat, quant au pontonnage. 233.

PÊCHE. Règlement pour celle du lac. 322. — Ce règlement complété et modifié. 352.

PETITE VÉROLE. Séquestration des malades qui en sont atteints. 391.

PHARMACIES. Règlement pour les pharmaciens. 239.

POIDS ET MESURES. La vérification doit s'en faire tous les dix ans. 396. — Tarif des émoluments de vérification. 398.

POSTES. Règlement et tarif pour la poste aux chevaux. 154. — Des routes de poste, des relais et des chevaux. 154. — Des voyageurs. 156. — Obligations des maîtres de poste. 160. — Des postillons. 164. — Tarif. 165. — Chargement des chevaux et voitures. 169. — Prix de composition. 169. — Police des routes de poste. 170. — Chevaux de renfort. 170. — Pénalités. 172. — Inspection des relais. 173. — Arrêt concernant l'exercice du droit de contre-seing des lettres, paquets et groups. 389. — Modification du règlement pour la poste aux chevaux. 393.

POUDRE A CANON. Arrêt concernant le débit. 13.

POURSUITES POUR DETTES. Loi modifiant celle du 2 mai 1833.

342. — Le taux des journées dans les cas de poursuites pour dettes réglé. 368. — Computation des délais fixés par la loi de 1833. 407.

PRESSE. La loi de 1834 confirmée pour six nouvelles années.

78. — Confirmée pour un temps illimité. 334.

PROCÉDURE CRIMINELLE. Loi. 58. V. CRIMINEL.

PRODUITS DU SOL. Convention avec Vaud pour leur libre circulation. 204.

PROTÈTS. Emoluments fixés. 250.

R.

RAMONAGE. Arrêt le concernant. 312.

RÉEMPTIONS de taxe et de collocation. Le demi-lod supprimé. 316.

REGISTRES DE PAROISSE. Règles pour les inscriptions des catholiques domiciliés dans les paroisses protestantes. 228.

ROUTES. Arrêt additionnel à celui de 1827 sur la police des routes. 222.

S.

SAGES-FEMMES. Règlement. 361.

SANTÉ. Institution d'une commission de santé. 150. — Règlement sanitaire. 173.

SARDAIGNE. Traité concernant les établissements réciproques. 81. — Renouvellement de ce traité. 118.

SCELLÉS. Apposition des scellés en matière de successions. 260.

STATUTS de la décoration instituée par S. M. en 1832. 1.

SUCCESSIONS. Jours fériés assimilés aux dimanches en matière d'investiture. 184. — Direction au sujet de l'apposition des

scellés. 260. — Loi réglant les formalités relatives aux successions en ligne ascendante. 337.

SUISSES. Leurs obligations militaires. 201.

T.

TAXES. Arrêt concernant les lods des taxes. 259. — Le demi-lod pour réemption de taxe supprimé. 316.

TIRAILLEMENTS interdits pour l'époque du 12 septembre. 109.

TITRE DES OUVRAGES D'OR ET D'ARGENT. Règlement. 185.

Explication de ce règlement. 244.

TRIBUNAL SOUVERAIN. Rôle des avocats. 218. — Les frais d'assises à la charge des parties dans les sessions ordinaires supprimés. 315. — Règlement pour les sessions ordinaires. 317.

U.

USUFRUIT. Règles pour l'évaluation dans les décrets des biens soumis à usufruit. 276. — Pour l'évaluation de l'usufruit même. 278. — Délivrance de taxe sur biens soumis à usufruit. 345. — Sur usufruit. 346.

V.

VACCINATION. Mesures prescrites à ce sujet. 400.

VAPEUR (Machines à). Soumises à la surveillance de l'autorité. 11.

VENDANGES. Arrêt concernant le ban des vendanges. 412.

Z.

ZONE FRONTIÈRE, où la circulation des bois de construction est interdite. 213.

FIN DU RÉPERTOIRE DU TROISIÈME VOLUME.

